

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Législation Anglaise

sur les

Accidents du Travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

André CARPENTIER

Docteur en Droit

L'Acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 17 juin 1909, à deux heures et demie

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants { M. ALGLAVE, professeur,
 { M. CAPITANT, professeur.

LILLE
IMPRIMERIE G. SAUTAI
14, Rue des Fossés, 14

1909

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Législation Anglaise

sur les

Accidents du Travail

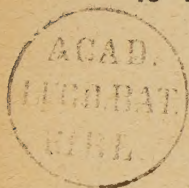
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

André CARPENTIER

Docteur en Droit

**L'Acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 17 juin 1909, à deux heures et demie**



Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants { M. ALGLAVE, professeur,
M. CAPITANT, professeur.

LILLE

IMPRIMERIE G. SAUTAI

14, Rue des Fossés, 14

1909

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Nous tenons à adresser ici l'expression de notre profonde reconnaissance à M. J.-D. Stuart Sim, greffier en chef des Sociétés de Secours Mutuels, qui, avec la plus grande amabilité, a mis à notre disposition ses archives et sa bibliothèque, et son actuaire, M. Arthur M. Leveaux.

M. John Burns, ministre du Local Government Board, a bien voulu, malgré ses occupations, accepter de nous recevoir à la Chambre des Communes.

Miss Sophy Sanger, Hon. Secrétaire de la British Association for labour legislation, nous a fait profiter de la grande expérience qu'elle a acquise dans les questions ouvrières. Enfin M. Ralph Dunstan, avocat, a facilité nos recherches avec beaucoup de complaisance.

Nous les remercions de tout cœur pour leur si bienveillant concours.

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS USITÉES DANS L'OUVRAGE

A. C.....	Appeal Cases (Appel devant la Chambre des Lords).
C. C. A....	County Court Act.
C. C. R....	County Court Rules.
E. L. A....	Employer's liability Act 1880
H. L.....	House of Lords.
L. C. A....	Lord Campbell's. Act 1846.
L. J.....	« Law Journal ».
L. J. K. B...	Law Journal of the King's Bench.
L. J. Q. B...	» » » » Queens's »
L. T.....	« Law-Times ».
P. D.....	Parliamentary Debates.
Q. B.....	Queen's Bench.
Q. B. D....	Queen's Bench division.
T. L. R....	« Times » Law-Reports.
W. C. A....	Workmen's Compensation Act.
V.....	= versus (contre) : par ex. Smith v. Baker.

INTRODUCTION

Nous n'avons pas à entreprendre ici la justification du principe du Risque professionnel, ni à expliquer pourquoi les patrons peuvent sans injustice être rendus responsables pécuniairement même des accidents à raison desquels ils n'encourent aucune responsabilité morale, parce qu'ils résultent du cas fortuit ou même de la faute de l'ouvrier lui-même... La question ne se plaide même plus puisqu'elle a été tranchée en faveur de l'ouvrier par toutes les nations européennes : toutes reconnaissent que les dépenses occasionnées par la réparation des accidents du travail, ou, plus exactement, par le paiement des primes d'assurance destinées à garantir à la fois le patron et l'ouvrier contre les conséquences des accidents plus ou moins inévitables, doivent être considérées comme l'une des dépenses inhérentes à la production de la richesse, comprises dans les frais généraux de l'industrie et finalement rejetées, dans la mesure du possible, sur le public des consommateurs pour le bénéfice de qui s'exerce toute industrie.

Une grande partie des accidents est produite par le hasard ; ils ne pouvaient être ni prévus ni prévenus ; il n'y a ni faute de l'ouvrier, ni faute du patron : il ne serait pas juste d'en faire supporter entièrement les conséquences par l'ouvrier, qui ne pourrait pas, dans ces cas, fournir la preuve de la faute du patron, preuve nécessaire pour lui donner une action en indemnité

d'après le droit commun, et qui, d'autre part a vécu souvent de son salaire au jour le jour, sans avoir la possibilité de faire des économies suffisantes, sans même pouvoir distraire de ses salaires les sommes nécessaires pour payer les cotisations ou les primes qui lui assureraient une indemnité en cas de malheur.

Il ne serait pas juste non plus d'exiger du patron la réparation intégrale du préjudice subi par l'ouvrier, puisqu'il n'y a aucune faute à lui reprocher.

On en arrive ainsi à l'idée d'un système transactionnel et forfaitaire : le patron qui « a dû prévoir les dommages résultant des accidents subis par son outillage humain comme ceux qui proviennent de l'usure de ses constructions ou de ses machines » fournira à l'ouvrier, soit sous la forme d'un capital, soit sous la forme d'une rente, l'argent qui lui est indispensable pour vivre et l'ouvrier se contentera de cette somme car il aura la certitude d'être indemnisé dans tous les cas.

Peut-on appliquer le même système quand l'accident est dû non plus au hasard, mais à une faute de l'ouvrier. Sur quel principe de justice se basera-t-on pour faire supporter au patron, même d'une façon atténuée, les conséquences de la négligence ou de l'imprudence de la victime elle-même ? Ici il faut tenir compte des nécessités pratiques plutôt que des raisonnements abstraits : à force de vivre à côté du danger, l'ouvrier en arrive à se familiariser avec lui et à commettre des imprudences : dira-t-on que lui seul devra en supporter les suites fatales alors que le patron seul profite de l'augmentation dans la rapidité du travail et du surcroît de production qu'entraînent ce mépris du danger et cette négligence de certaines précautions ?

C'est dans l'industrie que se manifeste tout d'abord la

nécessité de l'établissement d'un principe de réparation autre que celui du droit commun : en effet la mise en œuvre de machines formidables y a augmenté dans une grande proportion les dangers que courent la vie et les membres des ouvriers ; mais une fois admis pour les industries les plus dangereuses, il s'étend d'une manière irrésistible à toutes les catégories de travaux : c'est une évolution de ce genre que nous avons à étudier en Angleterre, où la loi du 21 décembre 1906 vient de faire l'application du principe du risque professionnel à tous les salariés, sauf quelques-uns limitativement exclus.

La loi anglaise a fait plus encore, et sortant du domaine des accidents proprement dits, c'est-à-dire des événements anormaux et imprévus, elle a appliqué son système de réparation aux maladies professionnelles qui sont en quelque sorte la conséquence naturelle et prévue de certains genres de travaux.

Les lois qui ont précédé le Workmen's Compensation Act « loi sur l'indemnité aux ouvriers ») de 1906 sont intéressantes à étudier non seulement au point de vue historique, mais aussi parce que certaines d'entre elles sont encore en vigueur et que l'ouvrier victime d'un accident peut encore s'en prévaloir s'il y trouve intérêt, et s'il remplit certaines conditions. Ces conditions sont d'ailleurs fort rigoureuses et rendaient dans bien des cas la situation de l'ouvrier anglais plus précaire que celle que faisaient à l'ouvrier français les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil.

« On s'étonnera sans doute, dit M. Hubert Valleroux, que dans un pays comme l'Angleterre, où l'industrie est si développée et la sollicitude des législateurs pour les besoins de l'ouvrier si réelle et si constante, il n'y avait

jusqu'en 1880 pour l'ouvrier blessé aucun recours contre son patron, sauf dans des cas très exceptionnels. »

(1)

La Common Law of England, en effet, reconnaissait bien à toute personne qui avait subi un préjudice par la négligence ou la faute d'une autre personne, le droit de réclamer de cette dernière des dommages-intérêts ; mais cette action en indemnité était strictement personnelle et intransmissible activement et passivement ; en cas de mort de la victime, et cette mort résultait souvent de l'accident, sa famille, quoique privée de son gagne-pain, ne pouvait se faire indemniser de sa perte ; en cas de mort de la personne responsable avant le prononcé du jugement de condamnation, l'action s'éteignait et les plaignants étaient laissés sans ressources.

Mais ce n'était peut-être pas là le plus grand défaut de la Common Law, et la Jurisprudence avait encore considérablement restreint le droit d'action qui appartenait à la victime, en admettant toute une série de fins de non recevoir qui permettaient au patron d'échapper presque à coup sûr à sa responsabilité.

L'une des plus importantes de ces « exceptions », connue sous le nom de « doctrine de Common Employment » permettait au patron de repousser l'action de la victime quand l'accident avait été causé par la négligence ou la faute d'un des compagnons de travail de la victime : celle-ci, en engageant ses services était censée avoir accepté volontairement, comme un des risques de

(1) Cette situation était d'autant plus regrettable qu'elle était d'un mauvais exemple pour les immenses colonies anglaises qui suivent fidèlement la voie tracée par la Métropole : ainsi depuis que le risque professionnel a été introduit par la loi de 1897, cette loi a été reproduite dans des conditions à peu près identiques dans des colonies aussi importantes que l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, etc...

l'emploi, l'éventualité de cette négligence ou de cette faute de son compagnon de travail et avoir déchargé son patron de toute responsabilité de ce fait. La tâche du Parlement anglais était donc plus lourde que celle du Législateur dans les autres pays ; avant d'instituer pour les accidents industriels un régime de faveur, il lui fallait remonter le courant d'une jurisprudence solidement établie et rendre tout d'abord à l'ouvrier le bénéfice du droit commun, que cette jurisprudence lui refusait. Aussi a-t-il dû procéder par étapes et s'y reprendre à deux fois.

Une première incursion par le Législateur dans le domaine des doctrines de la Common Law fut faite le 26 août 1846 par le Lord Campbell's Act : cette loi décidait que, dans le cas où une personne était tuée dans un accident de nature telle que, si la victime avait été seulement blessée, elle aurait possédé une action en indemnité, dans ce cas, la famille de la personne tuée aurait le droit de se faire indemniser du préjudice pécuniaire que lui causait cette mort : l'action en indemnité devenait donc transmissible activement.

La terrible rigueur de la doctrine du « Common Employment » fut en partie corrigée par une loi du 7 septembre 1880, connue sous le nom d'Employer's Liability Act (Loi sur la responsabilité des employeurs) qui donnait une action en indemnité aux ouvriers et à leurs familles dans les cas où la blessure ou la mort était due à la négligence de certaines catégories de co-employés d'une classe supérieure ; mais cette loi imposait encore à l'ouvrier l'obligation de faire la preuve de la faute du patron ou de l'une de ces personnes dont les actes engageaient la responsabilité du patron ; elle n'accordait pas même à l'ouvrier le bénéfice intégral

du droit commun et ne faisait que supprimer dans certains cas l'application d'une des exceptions que le patron pouvait opposer à son ouvrier : le dixième à peine du nombre total des accidents était atteint par les prescriptions de cette loi.

L'Employer's liability Act était un remède absolument insuffisant, car non seulement il rendait obligatoire le recours aux Tribunaux, chose extrêmement coûteuse en Angleterre, mais les droits qu'il reconnaissait aux ouvriers étaient des plus incertains et il avait le grand inconvénient de mettre l'ouvrier en guerre ouverte avec celui qui lui fournissait les moyens d'existence. Aussi n'était-ce que dans un très petit nombre de cas que les ouvriers avaient pu recueillir le bénéfice de cette loi.

Enfin, en 1897, sous la poussée irrésistible de l'opinion publique, et grâce aussi à l'habileté de M. Joseph Chamberlain, alors membre du ministère, le Parlement introduisit dans la législation anglaise le principe du risque professionnel.

Mais il ne le fit d'abord qu'à titre d'expérience et seulement dans un certain nombre d'industries, limitativement énumérées et considérées comme les plus dangereuses. Dans ces limites on n'obligea pas, à proprement parler, le patron à s'assurer, car le principe de l'assurance obligatoire aurait paru trop contraire au tempérament anglais, mais on l'y invitait fortement en lui imposant l'obligation de réparer pécuniairement les conséquences des accidents survenus au cours de son travail, quelle qu'en fut la cause, faute du patron, cas fortuit, ou même faute de la victime elle-même, pourvu qu'elle ne présentât pas un trop grand caractère de gravité.

On n'abandonnait cependant pas complètement l'ancien principe de responsabilité, puisque dans le cas où l'accident était dû à la négligence ou à l'acte volontaire du patron ou de l'un de ses préposés, on laissait à l'ouvrier l'option entre une action d'après la nouvelle loi et une action d'après la Common Law, ou l'Employer's Liability Act., qui lui permettait d'obtenir une indemnité illimitée ou, dans tous les cas, plus élevée.

En revanche, dans le cas où la victime de l'accident s'était elle-même rendue coupable d'un manquement sérieux et volontaire, à ses devoirs, elle se voyait refuser toute indemnité.

En même temps que l'indemnité était accordée aux ouvriers dans un grand nombre de cas où, précédemment, ils se seraient vus sans ressources, cette indemnité, qu'elle consistât en un capital, en cas de mort, ou en une rente en cas d'incapacité de travail, était réduite à un certain taux ou tout au moins était limitée par la fixation d'un maximum : ce taux était d'une somme égale à trois années de salaires, sans pouvoir excéder 300 livres sterling, en cas de mort, et d'une rente hebdomadaire qui ne pouvait dépasser la moitié du montant des salaires hebdomadaires ni la somme de 1 livre sterling, en cas d'incapacité de travail.

Le fardeau de la réparation se trouvait ainsi partagé entre le patron et l'ouvrier.

C'était l'adoption dans une mesure restreinte, du système d'indemnisation des accidents industriels inauguré en Allemagne en 1884. On reconnaissait pour la première fois à ceux qui sont engagés dans ce que l'on a appelé « le champ de bataille de l'industrie » le droit d'être indemnisés des conséquences des accidents qui accompagnent nécessairement le travail industriel

exercé à une haute pression et soumis à une concurrence ardente.

Le bénéfice du Workmen's Compensation Act fut étendu en 1900 aux ouvriers agricoles et horticoles, et enfin l'Act. de 1906 peut être considéré comme la conclusion logique et l'aboutissement final du principe : suivant l'expression imagée d'un Parlementaire, le Législateur « n'a fait qu'une bouchée de la cerise » et l'Act est d'une application presque universelle partout où existent les relations de patron et de salarié. Il s'applique indépendamment de toute faute de la part du débiteur de l'indemnité et, sauf dans des circonstances extrêmes, sans tenir compte de la faute de l'ouvrier.

L'Act tranche aussi une question toute nouvelle dans la législation anglaise, celle des maladies professionnelles : certaines de ces maladies inhérentes à des industries dangereuses, sont, sous certaines conditions, amenées dans le champ d'application de l'Act et assimilées aux accidents au point de vue de la réparation.

Il n'abroge, ni même n'affecte en aucune façon le Common Law et l'Employer's Liability Act : ces trois législations existent maintenant côte à côte.

Après ce rapide exposé historique de la question des accidents du travail en Angleterre, il nous faut maintenant passer à une étude détaillée de chacun des points auxquels nous avons fait allusion, en suivant l'ordre que nous venons d'indiquer et qui paraît le plus logique.

CHAPITRE PREMIER

De la question des Accidents du Travail sous l'empire de la Common Law

La Common Law, droit coutumier de l'Angleterre, impose en général à tout homme l'obligation de réparer le dommage causé à autrui non seulement par sa négligence ou son fait personnels, mais aussi par ceux de toute personne à son service, pourvu toutefois que cette personne ait agi dans l'exercice de ses fonctions : peu importe que le patron ait ignoré les circonstances de l'accident et n'ait ni ordonné ni autorisé l'acte qui l'a provoqué ; peu importe même que la conduite du coupable ait été en opposition directe avec les ordres du patron.

C'est là sensiblement la même doctrine que celle qui est consacrée par notre Code civil dans les art. 1382 et 1383 pour la faute personnelle, et 1384 (1) pour la faute des préposés et domestiques. Chacun a le devoir de régler ses propres actes et sa propre conduite de manière à ne pas causer de préjudice à autrui : ce principe s'applique envers les personnes que l'on a à son service aussi bien qu'envers les étrangers, et la jurisprudence anglaise ne le contestait pas. Le Juge Bowen disait, à propos de l'affaire *Thomas v. Quartermaine* (2) : « En ce qui concerne sa négligence personnelle, le maître a toujours été responsable d'après la Common

(1) Voir Cr. C. 12 déc., 03, Dalloz P. 1904. 1. 71.

(2) 18 Q. B. D. 685.

Law, et il l'est encore, aussi bien envers ses ouvriers qu'envers un étranger quelconque qui vient dans son local sur son invitation et pour une affaire dans laquelle il est intéressé. »

Le patron est donc tenu à l'égard de son serviteur, comme à l'égard d'un étranger, d'usur « d'un soin et d'une habileté moyenne (ordinary care or skill) ». Si donc il conduit son industrie d'une manière défectueuse ou négligente, il est responsable envers ses ouvriers du dommage qu'il peut ainsi leur causer : cela se produira par exemple quand il aura fourni à ses ouvriers un matériel en mauvais état ou qu'il aura embauché des ouvriers notoirement incapables d'accomplir leur travail sans mettre en danger la sécurité de leurs compagnons. Dans ces cas il y aura manquement par le patron à ses devoirs s'il a connu ces défectuosités et a cependant laissé les choses en l'état. En un mot, le patron se doit pas exposer ses ouvriers à des « risques déraisonnables » (1).

L'étendue de ce devoir varie non seulement avec le degré de danger qu'implique le travail, mais aussi avec le degré de connaissances et d'habileté que possède son serviteur ; si par exemple, il a affaire à un enfant, il est tenu à plus de précautions que s'il avait affaire à un ouvrier adulte.

Il n'est même pas toujours nécessaire, d'après la jurisprudence anglaise, qu'il y ait eu en réalité une faute personnelle, et il a été jugé en 1898, dans l'affaire *Groves v. Lord Wimbourne*, que le patron est responsable envers son ouvrier à raison de toute inobservation d'une obligation légale qui lui était imposée dans l'intérêt de la sécurité de ses ouvriers. Il ne peut pas, dans

(1) *Smith V. Baker* 1891, A. C. part. III, 325.

ce cas, se décharger en montrant qu'il n'a pris par lui-même aucune part active à la direction de son affaire ou que la négligence est en fait attribuable à un compagnon de travail du blessé ; dans le cas qui nous occupe, une machine dangereuse qui, d'après la loi, aurait dû être entourée de barrières, ne l'était pas au moment où l'accident se produisit ; le patron avait réussi à prouver que ces barrières avaient été posées et que c'était, selon toutes probabilités, un des ouvriers qui les avait enlevées. Dans son jugement, le Lord Juge Rigby déclarait : « Quand un devoir absolu est imposé à une personne par une loi, il n'est pas nécessaire pour la rendre responsable, de prouver qu'elle a été coupable de négligence ; qu'il y ait ou non négligence, elle est responsable « *quacumque via* » de l'observation de ce dernier. »

Par application des principes généraux, ce sera à l'ouvrier qui intente une action fondée sur la négligence du patron à faire la preuve de cette faute, condition essentielle de son droit à indemnité ; le fait de la survenance d'un accident n'est pas suffisant par lui-même pour établir que l'accident est dû à une faute. Telle est la règle ; mais il y a quelques exceptions ; les circonstances de la cause pourront être telles que, dans le cours ordinaire des choses, l'accident n'aurait certainement pas pu se produire, si ceux qui en sont responsables avaient usé de l'attention nécessaire (*proper cares*) : l'ouvrier sera alors dispensé de faire la preuve puisque « les choses parlent d'elles-mêmes » (*Res ipsa loquitur*). L'exemple le plus typique de ce genre de cas, c'est la rencontre de deux trains d'une même Compagnie (1).

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur cette res-

(1) *Skinner V. London and Brighthon Rail*, 5 Exch. 787.

ponsabilité du patron à raison de sa faute personnelle, puisque ce système de la faute délictuelle est le droit commun de presque toutes les législations. Il est beaucoup plus intéressant d'étudier la doctrine de la Common Law sur la responsabilité du patron pour la faute de ses préposés et serviteurs.

Ici la jurisprudence anglaise avait mis l'ouvrier tout à fait en dehors du droit commun : elle avait décidé que ce dernier ne s'applique plus quand l'accident a été causé par un compagnon de travail de la victime au service du même patron.

En règle générale, un patron est responsable de tous les actes dommageables accomplis par son serviteur dans l'exercice de ses fonctions ; on exprime d'ordinaire cette obligation par les maximes : « Respondeat superior » ou « qui fecit per alium fecit per se » : celui qui au lieu de faire l'acte par lui-même a employé l'intermédiaire d'un préposé doit être considéré comme ayant agi par lui-même.

Si les principes de la Common Law que nous venons d'énoncer avaient été universellement appliqués, ils auraient suffi pour imposer au patron l'obligation de payer indemnité dans le cas où un ouvrier est victime d'un accident par suite de la négligence soit du patron lui-même, soit d'un compagnon de travail. Mais ils étaient sujets à tant de restrictions et d'exceptions qu'il était presque impossible pour l'ouvrier de se faire indemniser.

Tout d'abord, d'après la Common Law, toute action personnelle meurt avec la personne à qui elle appartient et s'éteint également en cas de mort de la personne contre laquelle elle était donnée : « Actio personalis moritur cum persona » : donc jamais le patron n'était responsable dans les cas d'accidents mortels ! Une loi de

1846 remédia à cette injustice dans les conditions que nous étudierons plus loin.

Mais cette intransmissibilité de l'action n'était pas, à beaucoup près, la seule rigueur que présentait la situation de la victime : en effet la jurisprudence avait refusé aux ouvriers le bénéfice du droit commun en permettant au patron d'opposer à l'action de l'ouvrier trois exceptions qui rendaient presque purement théorique son droit à indemnité.

1° *Doctrine du Common Employment.*

Cette doctrine peut s'énoncer ainsi : « Si la personne auteur du dommage et la victime étaient des compagnons de travail employés à un travail commun et au service du même maître, ce maître n'est pas responsable des conséquences du dommage ».

Cette doctrine funeste trouva pour la première fois son expression en 1837 dans la fameuse affaire Priestley et Fowler. Elle fut définitivement consacrée par la Chambre des Lords et déclarée applicable à l'Écosse en 1858 dans l'affaire *The Bartonshill Coal Co v. Reid* : d'après elle, la maxime « qui fecit per alium... » ne s'applique pas dans les relations entre maître et serviteur ; peu importe que l'auteur de l'accident ait été le supérieur de la victime. « La jurisprudence allant toujours plus avant dans la voie qu'elle s'était tracée réputa compagnon de travail de la victime tout agent, quel que fut son grade qui se trouvait placé sous les ordres du même patron : ainsi l'homme d'équipe est compagnon du directeur de la compagnie de chemin de fer qui l'emploie, le manœuvre est compagnon du directeur de l'usine. Si donc ce manœuvre ou cet homme d'équipe est blessé par suite d'un ordre donné par les directeurs ou d'un règlement fait par eux, aucune responsa-

bilité n'est encourue par le propriétaire de l'usine ou la Compagnie. Il faut, pour qu'il y ait responsabilité que la faute vienne du maître personnellement. De là cette conséquence : « dans un petit atelier où le maître travaille lui-même avec peu d'ouvriers, le recours sera toujours ouvert à l'ouvrier blessé. Ce recours deviendra difficile à l'ouvrier d'une grande usine où le patron paraît rarement et n'ordonne guère par lui-même. Il sera impossible pour l'ouvrier d'une grande Compagnie puisque, le maître de l'entreprise étant ses nombreux actionnaires, aucun ordre ne peut venir que de leurs agents (1) ».

On a essayé d'appuyer sur beaucoup de raisonnements le principe de cette exemption de responsabilité, mais le plus répandu consiste à supposer un contrat tacite intervenu entre le patron et l'ouvrier au moment où celui-ci engageait ses services, contrat par lequel l'ouvrier se chargerait de tous les risques du travail, y compris les risques de la négligence de ses compagnons. Ainsi que le disait le Lord juge Alderson en 1850 dans l'affaire *Hutchinson V. York* : l'ouvrier savait quand il a loué ses services, qu'il était exposé au risque de dommages résultant non seulement de son propre manque de soins ou d'habileté, mais aussi de la négligence de ses compagnons de travail et que le patron ne pouvait pas le protéger là contre : on doit donc supposer qu'il a pris pour lui ces risques (2) ».

Ce raisonnement est absolument faux : l'ouvrier ne

(1) Hubert Val'eroux. Annuaire de la législation étrangère.

(2) « Le maître, disait le Lord Chancelier, dans l'affaire *Wilson V. Merry* (1868. — A. C. 326) n'est et ne peut être déclaré responsable que s'il a commis une faute dans ce à quoi il s'était obligé envers son ouvrier : or jamais le maître ne s'est engagé à exécuter en personne le travail relatif à son industrie ».

passé aucun contrat par lequel il se charge des conséquences de la faute de ses compagnons de travail ; il est même probable qu'il refuserait formellement de s'en charger... si seulement on en faisait mention. Si, du seul fait qu'il a accepté de travailler à côté ou en concours avec d'autres personnes dont la négligence peut lui faire courir un danger et si de la seule connaissance de ce risque on peut déduire l'existence d'un contrat tacite destiné à exclure la maxime « respondeat superior », pourquoi ne supposerait-on pas le même contrat tacite dans le cas de voyageurs qui montent dans un train à côté d'autres personnes et même dans celui de tout homme qui s'expose volontairement aux dangers ordinaires de la circulation dans la rue ?

Que cette doctrine soit souverainement injuste pour l'ouvrier et ne puisse être défendue que par des arguments illogiques et vicieux, voilà ce que personne ne conteste plus aujourd'hui et cependant elle n'a jamais été directement abrogée et elle subsiste encore dans la mesure où l'E. L. A. de 1880 et le Workmen's Compensation act ne l'ont pas rendue inutile.

Comme nous l'avons dit, il faut pour qu'elle s'applique, que les deux ouvriers se soient trouvés engagés dans un travail commun, quoiqu'il ne soit pas nécessaire que ce travail soit pour tous les deux de même nature ni même similaire. Mais cette association dans le travail ne suffit pas pour les soumettre aux rigueurs de la doctrine de Common employment s'ils n'étaient pas en même temps employés au service du même patron : par exemple il a été jugé (1) que l'ouvrier d'un entrepreneur de déchargements pour le compte d'une compagnie de chemin de fer n'était pas le compagnon

(1) Turner v. Great Eastern Rail Co.

de travail (*fellow workman*) des agents de cette compagnie et avait le droit de se faire indemniser pour le dommage que lui avait causé la négligence de ces agents. Cette manière de voir a été depuis lors pleinement confirmée par une décision de la Chambre des Lords (1) qui déclare qu'il faut qu'il y ait non seulement « *Common employment* » mais aussi « *Common master* ».

Il en résulte que si les employeurs sont des personnes distinctes, peu importe que leurs ouvriers aient été intimement associés pour l'exécution du travail, l'exception de *Common employment* ne peut pas leur être opposée : ce principe a une grande importance dans des industries comme celle du bâtiment où il est d'usage de sous-traiter pour l'exécution de certaines parties du travail (2).

Nous savons que le patron ne peut pas non plus se prévaloir de cette exception quand l'action de l'ouvrier est fondée sur l'inobservation d'une obligation directement imposée au patron par la loi dans l'intérêt de la sécurité de ses ouvriers.

Il y a une situation à peu près semblable à celle où des ouvriers travaillent côte à côte pour deux patrons différents : c'est celle où le patron prête ou loue temporairement les services de son ouvrier à une autre personne sous les ordres de laquelle l'ouvrier est placé tout en restant d'une manière générale au service de son patron. L'ouvrier devient-il alors le *fellow workman* des ouvriers de cette personne ? La jurisprudence fait une distinction suivant que le patron a ou non conservé quelque contrôle sur les actes de son subordonné ;

(1) Johnson V. Lindsay 1891.

(2) Mac Donald V. John Booths. — Cour d'appel, 5 février.

et comme le point de savoir si, en fait le patron a conservé quelque contrôle est une question de fait, il a donné lieu à des décisions assez contradictoires (1).

Nous pouvons supposer enfin qu'une personne, sans en être priée par le maître, apporte son concours aux ouvriers pour l'exécution de leur travail : cette personne devient le fellow workman des ouvriers à ce point qu'elle ne peut pas demander indemnité au maître si elle est victime d'un dommage causé par la négligence de ses ouvriers. Cela fut nettement décidé dans l'affaire *Degg V. Midland Rail* où une personne qui n'était pas au service de la Compagnie vint spontanément aider les ouvriers de la Compagnie défenderesse à faire évoluer un wagon sur une plaque tournante et fut tué par suite de la négligence d'un agent de la Compagnie : il fut jugé que celle-ci n'était pas responsable car le défunt ne pouvait pas être, par rapport à elle, dans une situation plus favorable que ceux avec lesquels il s'était volontairement associé.

Cependant il a été jugé qu'une personne qui, dans une affaire où elle avait également un intérêt, assiste l'ouvrier d'une autre personne et cela avec le consentement tacite du patron, n'est plus un simple « volontaire » (volunter) et ne peut pas se voir opposer l'exception de Common employment : un exemple en est fourni par l'affaire *Wright V. London and N. W. Rail* : le demandeur s'était fait envoyer une génisse par l'un des trains de la Compagnie défenderesse : à cause du nombre insuffisant d'emolovés, le demandeur fut obligé d'aider à débarquer l'animal et, en ce faisant, fut blessé par la faute d'un agent de la Compagnie :

(1) *Bourke V. White Moss.* — *Dewar V. Tasker.* Cour d'appel 23 janvier 1907.

la Cour d'appel jugea qu'il avait droit à une indemnité car il avait un intérêt commun dans l'affaire et que le consentement tacite de la défenderesse pouvait être déduit de ce fait qu'elle savait n'avoir pas fourni une main-d'œuvre suffisante pour exécuter le travail sans assistance.

En effet, autant il serait illogique qu'on puisse imposer ses services à un patron contre sa volonté, augmentant ainsi sa responsabilité, autant il serait injuste de permettre à un patron d'échapper à sa responsabilité soit en laissant faire le travail par l'autre partie qui y a également intérêt, soit en exécutant sa part de travail d'une façon si imparfaite et si insuffisante que l'autre partie se voie obligée de prêter son concours.

L'exception de Common employment vise le cas où la négligence, cause de l'accident, provient d'un compagnon de travail de la victime, mais les Tribunaux avaient admis une seconde restriction à ce qui restait de la responsabilité du patron, visant, cette fois, même le cas où c'était le patron lui-même qui était coupable d'une négligence :

2° *Exception de volenti non fit injuria.*

Cette exception (1) n'est pas, comme la précédente, spéciale aux relations entre patrons et ouvriers : elle est d'une application universelle, mais on s'en est, en pratique, servi surtout dans les cas d'accidents du travail : d'après le Common Law, le patron n'est pas responsable s'il est établi que le dommage subi par l'ouvrier a été causé par un risque que l'ouvrier a dû con-

(1) Qui produit son effet sur la responsabilité de l'employeur aussi bien sous l'empire de l'E. L. A. 1880 que sous celui de la Common Law.

naître au moment où il a engagé ses services. L'ouvrier peut toujours décharger son patron des conséquences de l'inobservation de l'obligation aux « soins » (cares) que lui imposait la Common Law, en acceptant de se charger des risques provenant de ce manquement par le patron à son devoir.

Il a été jugé que ce contrat n'a pas besoin d'être fait en termes exprès mais peut être implicitement déduit de la conduite de l'ouvrier, par exemple du fait qu'il a commencé ou continué un travail dangereux avec connaissance du risque, que ce danger ait été inhérent au travail ou qu'il ait été provoqué par les conditions défectueuses dans lesquelles le patron le faisait exécuter.

On trouve l'expression de cette doctrine dans les paroles suivantes du juge Bramwell : « Il n'y a rien de légalement fautif dans le fait par un patron d'exercer une industrie ou d'employer des machines plus ou moins dangereuses pour ses ouvriers, ou plus dangereuses que d'autres machines qu'il aurait pu employer. Il peut mettre en péril la vie des ouvriers, mais cela ne crée pas un droit d'action à raison du dommage qui peut en résulter ». Nous ne nous arrêtons pas à discuter cette théorie ; constatons seulement qu'elle oblige l'ouvrier, dans toute action fondée sur la violation par le patron d'une de ses obligations, à démontrer « que le patron connaissait, tandis que l'ouvrier ignorait » (1) le danger ou la défectuosité qui a causé l'accident. La présomption d'acceptation volontaire des risques n'était pas une présomption « juris et de jure » et l'ouvrier était admis à faire la preuve contraire ; c'était bien le moins, puisque, si l'on avait appliqué les principes or-

(1) Griffiths V. London and St. Katherine Docks.

dinaires, c'eût été au patron à faire la preuve de cette acceptation des risques : « Reus excipiendo fit actor ».

Que décider quand le danger n'existait pas au moment où l'ouvrier a engagé ses services mais s'est produit depuis cette époque ? Le Lord Juge Cockburn disait dans l'affaire Holmes V. Clarke : « Il ne faut pas que le danger envisagé au moment de l'engagement soit ensuite aggravé par l'omission, de la part du patron à entretenir ses machines dans l'état où, d'après les termes de son contrat ou d'après la nature du travail, l'ouvrier a le droit de compter qu'elles seront entretenues ».

Mais, par une singulière contradiction, le même juge disait plus tard : « Quand il acquiert connaissance du nouveau danger, ce que l'ouvrier doit faire, c'est quitter le service du patron. S'il y reste il est dans la même situation que si, dès le début il avait accepté le travail avec une entière connaissance du danger ».

Hâtons-nous de dire, que ces paroles ne sont, heureusement, plus une exacte expression du droit anglais actuel.

3° *Exception de contributory negligence.*

Il restait bien peu de chose de la responsabilité théorique du patron, et, cependant, le peu qui en restait était encore réduit par l'application de cette troisième exception.

Il paraît naturel qu'un demandeur ne puisse pas se faire indemniser quand les faits du procès établissent que, quoiqu'il ait pu y avoir quelque négligence de la part du défendeur, c'est en réalité le demandeur qui, par sa faute s'est attiré le dommage.

Mais la loi anglaise allait plus loin et déclarait que si le dommage est le résultat d'une négligence combinée

du défendeur et du demandeur, de façon que, sans la négligence de la victime, l'accident ne se serait pas produit, le demandeur est en réalité l'auteur de sa propre lésion et n'a droit à aucune indemnité : la faute a été partagée, mais la responsabilité ne l'est pas !

C'est naturellement dans chaque cas une question de fait que celle de savoir si l'ouvrier a contribué à son malheur et cette question est des plus complexes : l'ouvrier peut avoir été coupable d'une lourde faute ; peu importe pourvu que cette faute n'ait pas été la cause ou l'une des causes de l'accident.

De même que, dans les cas ordinaires, c'est à l'ouvrier demandeur en indemnité à prouver la faute du patron, ici c'est au patron, qui prétend repousser l'action de l'ouvrier, à faire la preuve de sa négligence contributoire ; il arrivera souvent que cette preuve lui sera facile et qu'elle résultera des déclarations mêmes que l'ouvrier aura faites en essayant d'établir la faute du patron : les armes du demandeur se retourneront ainsi contre lui.

Il faut d'ailleurs tenir compte, dans l'appréciation de la négligence contributoire, des circonstances relatives à la personne du demandeur : ce qui aurait pu suffire pour faire débouter un adulte pourra être insuffisant s'il s'agit d'un enfant. Il semble à peine nécessaire d'ajouter que le patron coupable d'une faute ne peut pas invoquer pour sa défense la négligence d'une tierce personne, négligence sans laquelle l'accident ne se serait pas produit : dans ce cas il y aura deux personnes responsables au lieu d'une seule.

Nous pouvons résumer ce que nous venons de dire de la Common Law dans les propositions suivantes :

Le patron doit réparation pécuniaire des conséquen-

ces des accidents causés par sa négligence personnelle — à condition qu'un jugement de condamnation soit obtenu contre lui avant sa mort.

Il n'a pas à supporter les conséquences des fautes commises, même dans l'exercice de leurs fonctions, par ceux à qui il a confié la direction de son affaire, non plus que le dommage causé à l'ouvrier par la faute d'un compagnon de travail.

Il est également dégagé de toute responsabilité si la victime a contribué à provoquer l'accident dont elle se plaint ou si elle est supposée avoir consenti à se charger du risque provenant de l'inobservation, par le patron, d'une des obligations que lui imposait la Common Law.

Enfin il n'est responsable qu'envers l'ouvrier lui-même et n'a aucune obligation à l'égard de ses représentants si l'ouvrier est mort des suites de l'accident avant d'avoir obtenu contre le patron un jugement de condamnation : c'est l'effet de la maxime « *actio personalis moritur cum persona* ».

La loi du 26 août 1846 (1) connue sous le nom de Lord Campbell's act (2) eut pour but de corriger ce qu'avait d'injuste l'application intégrale de cette maxime, et de rendre transmissible activement l'action en

(1) Cette loi ne s'applique pas à l'Ecosse, car la loi écossaise a toujours reconnu un droit d'action à certains proches parents de la personne dont la mort a été causée par le délit ou par la faute d'autrui, même si, en fait, ce ayants droit n'ont pas subi de préjudice pécuniaire. C'est pourquoi l'indemnité s'appelle, dans ce cas « *solatium* ». Les ayants droit sont seulement, le mari, la femme, le père, la mère et les enfants légitimes du défunt.

(2) An act for compensating the families of persons killed by accident 9 et 10 Vict. ch. 93. — Cette loi s'appliquait non seulement aux ayants droit des ouvriers, mais aux ayants droit de toute personne tuée par accident.

indemnité qu'aurait eue la victime si elle avait survécu aux suites de l'accident.

Ce droit à indemnité était accordé aux personnes suivantes et à telles seules : la femme, le mari, les parents (y compris les grands-parents et beaux-parents). Les enfants (1) (y compris les petits-enfants et beaux-enfants) de la personne dont la mort a été causée par la négligence du défendeur.

La loi décide qu'une seule action pourra être intentée et qu'elle devra l'être dans le délai d'un an depuis la date de la mort et au nom de l'exécuteur testamentaire du défunt ou de l'administrateur de ses biens s'il est mort intestat. Cette dernière disposition fut d'ailleurs trouvée incommode, particulièrement dans le cas des gens d'humble condition qui ne laissent ni testament, ni fortune à administrer : c'est pourquoi une loi du 24 juillet 1864 vint décider que s'il n'y avait pas d'exécuteur testamentaire ou d'administrateur, ou que si ces personnes n'avaient pas intenté l'action dans les 6 mois du décès de la victime, il serait permis à chacun des ayants droit de l'intenter en son propre nom ; les mêmes personnes en profiteront alors :

Ce droit d'action donné aux parents de la victime ne leur est pas donné pour obtenir en qualité de parents des dommages-intérêts comme consolation pour l'affliction que peut leur avoir causé la mort de leur parent. Ce n'est pas non plus un droit qui leur soit transmis par le défunt des recouvrer de dommages-intérêts pour le préjudice et les souffrances physiques qu'il a endurées.

C'est un droit donné par la loi, aux personnes qu'elle

(1) Légittimes seulement : Voir *Dicknison V. North Eastern Rail Co.*

énumère, d'obtenir une indemnité à raison de la mort de leur parent, quand, et seulement quand, cette mort leur a occasionné un préjudice pécuniaire, et dans la mesure seulement de ce préjudice.

Que faut-il considérer comme un préjudice pécuniaire suffisant pour motiver une action en indemnité ? Ce sera dans une certaine mesure une question de fait ; le cas le plus fréquent sera celui où l'ouvrier avait femme et enfants qu'il faisait vivre de ses salaires : le préjudice, alors est évident ; mais, d'après les décisions des Tribunaux un préjudice suffisant pour motiver une action résulte de la perte d'un espoir raisonnable d'assistance pécuniaire, espoir fondé sur une assistance pécuniaire effective fournie par le défunt dans le passé, ou même sur un lien de parenté qui unissait le défunt à l'ayant droit et qui faisait naître à sa charge une obligation morale ou légale d'assistance pécuniaire (1) : comme exemple de la première hypothèse on peut citer l'affaire *Hetterington v. N. E. Rail* où le fils défunt avait, 5 ou 6 ans auparavant, aidé son père pendant une maladie et ne l'avait plus fait depuis ; et comme exemple de la seconde, l'affaire *Bramall v. Lees* où le défunt était déjà âgé de 12 ans, vivait chez ses parents et n'avait encore rien gagné.

Les frais des funérailles et du deuil doivent-ils grossir le montant de l'indemnité ? Après un certain nombre de décisions contradictoires, la question est aujourd'hui tranchée par l'arrêt de la Cour d'appel dans l'affaire *Clarke v. London General Omnibus Co* (1906) qui a décidé qu'un père ne pouvait pas obtenir d'indemnité

(1) Signalons dès maintenant que cela constitue une grande différence avec la solution donnée par le *Workmen's Compensation Act* d'après lequel il faut que l'ayant droit ait été à la charge du défunt à l'époque du décès.

pour les frais des funérailles de sa fille qui habitait avec lui au moment où elle avait été tuée par accident. Solution injuste, semble-t-il, car le premier des préjudices pécuniaires que peut causer la mort d'une personne ne réside-t-il pas dans les frais de ses funérailles ?

Il a été jugé aussi (1) que si les ayants droit reçoivent d'une assurance de l'argent à l'occasion de la mort du défunt, cette somme étant un avantage pécuniaire résultant de la mort, doit entrer en compte dans la fixation de l'indemnité : singulière solution, car la somme ainsi payée représente les primes, pour le paiement desquelles l'ouvrier s'était privé d'une partie de ses salaires ; la prévoyance de l'ouvrier libère ainsi le patron des conséquences de sa faute (2).

(1) Bradburn V. Great Western Rail C°.

(2) L'intransmissibilité « passive » de l'action en dommages-intérêts n'avait pas été supprimée par le Lord Campbell's act : elle a subsisté jusqu'à la mise en vigueur de Workmen's Compensation Act ou, plus exactement elle subsiste encore puisque l'ouvrier peut, s'il le préfère, recourir à la Common Law, mais elle n'a plus grand inconvénient.

CHAPITRE II

L'Employer's Liability act 1880

Par suite de toutes les limitations et de toutes les exceptions que la jurisprudence avaient apportées quand il s'agissait d'accidents du travail, à la responsabilité ordinaire de la Common Law, le remède offert à la victime par la Common Law ne présentait pour elle que peu ou pas de valeur : en admettant qu'il parvint à faire la preuve de la faute du patron, preuve toujours difficile, souvent impossible, l'ouvrier se voyait ainsi arrêté par une foule de fins de non recevoir dont la jurisprudence avait, comme à plaisir, hérissé sa route. Mieux valait souvent pour l'ouvrier ne pas même tenter la lutte contre un adversaire trop bien armé.

Le développement des grandes entreprises dans lesquelles le patron ne prend que peu de part à la direction, et la fondation de nombreuses sociétés anonymes où le patron n'est qu'une personnalité abstraite augmentèrent encore dans de grandes proportions les rigueurs que causait aux ouvriers le maintien de la doctrine de Common employment.

Aussi n'est-il pas étonnant que durant de longues années les syndicats et autres associations ouvrières aient fait de l'agitation pour obtenir l'abrogation d'une doctrine qu'ils considéraient comme plaçant la classe ouvrière dans une situation anormale et injuste. Enfin

en 1880, le Gouvernement proposa le Bill qui est devenu l'Employers's Liability Act : en introduisant ce Bill on déclarait que le but du Gouvernement était « de ramener la loi à l'état où elle se trouvait en Angleterre avant l'affaire Priestley v. Fowler et en Ecosse, avant la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire Bartons-hill ». Ces déclarations étaient d'ailleurs inexactes car l'E. L. A. 1880 n'abolit pas la doctrine du Common employment que ces jugements ont introduite.

Voici en quelques mots le changement réel que cet act a apporté à la législation antérieure : En vertu de cet act, mais seulement dans la mesure qu'il indique, l'ouvrier reçoit désormais le droit à indemnité quand son patron, qu'il soit un particulier ou une société, a délégué ses devoirs et ses pouvoirs de direction à d'autres personnes, et que ces dernières ont causé à l'ouvrier un dommage par une faute commise dans l'accomplissement des fonctions dont elles sont chargées.

Mais, sauf dans les limites que nous indiquerons, la doctrine du Common employment continue à subsister avec toute sa rigueur : l'Act ne rétablissait que dans une mesure strictement limitée le droit commun en faveur des ouvriers ; et cependant, tout comme s'il leur avait accordé un privilège, il se hâtait de restreindre le montant de l'indemnité en fixant un maximum « égal à la somme qui sera « estimée équivalente » aux salaires gagnés pendant les trois années qui ont précédé l'accident, par un ouvrier de la même catégorie, employé pendant ces trois années à un travail semblable et dans le même district que celui où l'ouvrier était employé au moment de l'accident ».

Pourvu qu'il ne dépassât pas ce maximum, le juge avait toute liberté d'appréciation et n'était restreint par aucun minimum.

Ce n'étaient pas nécessairement les salaires de la victime elle-même qui devaient être pris comme base pour le calcul de l'indemnité et cela laissait au juge une certaine marge ; mais cette restriction à trois années de salaires, fort compréhensible dans une loi basée sur le risque professionnel, comme le *Workmen's Compensation Act*, où l'on impose au patron une responsabilité pécuniaire dans beaucoup de cas où sa responsabilité morale n'était pas engagée, n'en reste pas moins arbitraire et injuste dans le cas qui nous occupe, car le patron doit répondre de la faute de ses préposés comme de la sienne propre : « *Qui fecit per alium fecit per se* » et cependant l'E. L. A. était un progrès ! « C'était une réforme que pendant un certain temps on regarda avec un sentiment voisin de la terreur et dont on parlait comme d'une mesure de tendances assez révolutionnaires pour apporter un trouble profond dans les affaires du pays. Ces craintes étaient aussi peu fondées que possible et ne se sont, certes, jamais réalisées ; elles provenaient d'une connaissance très imparfaite du but visé par l'act ».

Ce but était ainsi défini par le juge Smith dans l'affaire *Weblin v. Ballard* : « L'ouvrier, quand il attaquera son patron, en vertu des dispositions de l'act, à raison de l'un des cinq chefs qui y sont indiqués, sera dans la situation d'une personne étrangère quelconque, et non plus dans la situation où, auparavant, un ouvrier se trouvait envers son patron : en d'autres termes le patron conservera tous les moyens de défense qu'il possédait contre un tiers, mais ne pourra plus opposer à son ouvrier l'exception de *Common Employment* ».

Aucun privilège spécial n'est accordé à l'ouvrier ou à ses ayants droit : d'après les termes mêmes de l'act, ils

auront, dans les cas où l'act s'applique « le même droit à indemnité et les mêmes actions contre le patron que si la victime n'avait pas été au service du patron ». Comme le disait le Lord Juge Bowen (1) « on aurait beau torturer ce texte, on n'y trouverait pas l'ombre d'un privilège ».

Voici les moyens de défense que le patron pourrait opposer à l'action en dommages-intérêts d'un tiers quelconque et par conséquent aussi à celle de son ouvrier victime d'un accident visé par l'É. L. A.

1° L'acte nuisible du préposé a été commis par lui volontairement, en dehors de l'exercice de ses fonctions et simplement pour satisfaire sa rancune ou un autre sentiment personnel.

2° Le préposé, au moment où il a causé l'accident n'agissait pas dans les limites de ses attributions : cela ne veut pas dire d'ailleurs que le patron soit exonéré par le seul fait que le préposé a commis un acte qui lui était défendu. C'est dans chaque cas une question de fait que celle de savoir si le préposé a agi dans un but absolument étranger aux affaires de son maître, et elle donne lieu à des distinctions assez subtiles : par exemple un cocher qui au lieu de suivre la route directe, fait un détour pour remplir une commission dont l'a chargé un ami, n'engage pas la responsabilité de son maître si, en ce faisant, il blesse une personne (2). Au contraire un conducteur d'omnibus qui, contrairement aux défenses formelles de la Compagnie, s'efforce de dépasser l'omnibus d'une autre Compagnie pour lui barrer le passage, engage la responsabilité de son patron car son

(1) Affaire Thomas V. Quartermaine.

(2) Storey P. Ashton.

acte a pu être en partie déterminé par le souci des intérêts de celui-ci (1).

3° Le dommage était inévitable ou n'a pas été causé par la négligence.

Si le maître lui-même prend toutes les précautions qu'un homme d'une prudence et d'une habileté ordinaires aurait prises pour écarter le danger il n'encourt aucune responsabilité. La même règle le protège contre les conséquences des actes de ses préposés. Ainsi une personne n'est pas responsable à raison des vices cachés de ses machines, vices qui étaient impossibles à découvrir. De même elle n'est pas responsable du dommage causé par le cas fortuit (*Act of God*) comme la foudre, la tempête... ou par les « ennemis du Roi »... car tout cela était inévitable. Il suffit que l'éventualité du dommage n'ait pas pu, raisonnablement, être prévue ; en un mot le patron n'est pas responsable du cas fortuit ni de la force majeure : en effet, dans un système de responsabilité basé sur la faute délictuelle, il faut, pour faire naître une obligation, qu'il y ait eu manquement à une obligation préexistante ; il ne peut y avoir d'obligation là où il n'y a pas eu violation du seul devoir que la loi imposait, c'est-à-dire du devoir de prendre un soin raisonnable (*reasonable care*).

4° La victime était elle-même coupable d'une négligence qui a contribué à causer son propre dommage : c'est l'exception de *contributory negligence*, que nous avons déjà rencontrée : elle est d'une application universelle, même là où n'existent pas les relations de maître à serviteur.

Mais il est intéressant de noter que, pendant quelque temps après la mise en vigueur de l'E. L. A. 1880, des

(1) *Limpus V. London general omnibus.*

tentatives furent faites pour démontrer que cette exception n'était pas opposable aux ouvriers blessés dans des circonstances telles que, sans elle, ils auraient eu droit au bénéfice de cet act.

Ces tentatives vinrent échouer devant les termes mêmes de l'act qui donne à l'ouvrier « les mêmes droits » qu'à un tiers quelconque ; s'il lui donne les mêmes droits il ne lui en donne pas plus. Il fut d'ailleurs bientôt expressément décidé par le Banc de la Reine (1) que l'act n'avait aucunement modifié le droit commun sous ce rapport et que l'exception de contributory negligence était encore opposable à une action intentée d'après l'E. L. A. comme à toute autre action en indemnité.

5° La victime a volontairement accepté le risque qui a causé l'accident. Nous retrouvons ici l'exception de « Volenti non fit injuria » qui est, elle aussi opposable aux actions des tiers aussi bien qu'à celles des ouvriers.

Son application sous l'empire de l'E. L. A. a été fortement discutée et l'étendue de son application à cette catégorie d'actions n'a pas encore été définie d'une manière satisfaisante : cet act, en imposant statutairement au patron l'obligation à laquelle il était déjà tenu en vertu de la Common Law, d'entretenir en bon état ses machines et son matériel et en lui enlevant dans une certaine mesure l'exception de Common Employment, donna un nouvel élan aux moyens de défense basés sur l'acceptation volontaire des risques provenant des déficiences de ce matériel.

Dans quelle mesure l'obligation imposée au patron par l'E. L. A. était-elle affectée par la doctrine de « Volenti... » ? Cette maxime s'appliquait-elle encore dans

(1) Stuart V. Evans.

les relations de patron à ouvrier ? La question a été souvent discutée devant le Banc de la Reine, devant la Cour d'appel et finalement devant la Chambre des Lords.

La première décision fut rendue dans l'affaire *Weblin v. Ballard* en 1886 : l'action était fondée sur un défaut apparent dans les machines : tout le monde connaissait ce défaut, le patron aussi bien que l'ouvrier. La Cour du Banc de la Reine jugea que l'E. L. A. avait enlevé au patron l'exception de « Volenti... » et lui avait seulement laissé l'exception de contributory negligence. Cette interprétation était beaucoup trop large.

Le Banc de la Reine, suivi par la Cour d'appel, revint sur sa propre interprétation dans une affaire postérieure (1) : le demandeur était employé dans une brasserie et avait été victime d'une défectuosité dans le matériel : une cuve de refroidissement était insuffisamment entourée par une barrière haute de 14 à 15 pouces au-dessus du sol : le demandeur y tomba et se blessa. Il fut jugé que la doctrine de « Volenti... » était applicable : l'ouvrier devait être considéré comme ayant volontairement accepté ce risque d'accident qu'il connaissait parfaitement, et était non recevable dans son action en indemnité.

« Il est sans doute vrai, disait le Lord Juge Bowen dans son jugement, que la connaissance du risque qui empêchera la victime d'alléguer la négligence de son patron doit être une connaissance accompagnée de circonstances telles qu'elles conduisent nécessairement à cette conclusion que tout le risque a été volontairement accepté. La maxime, il faut le remarquer ne dit pas « scienti », mais « volenti » non fit injuria. Il est bien

(1) Thomas V. Quartermaine.

certain que la simple connaissance du danger peut ne pas être décisive. Mais là où le danger est inhérent à un usage parfaitement légal des locaux, là où le danger est visible et le risque appréciable, là où la victime, connaissant le risque, l'encourt volontairement il n'y a, en l'absence de tout autre fait d'omission ou de commission, aucune preuve de négligence de la part du patron ».

Cette décision était le renversement complet de celle qui avait été rendue dans l'affaire Weblin et Ballard, puisque la Cour posait en principe, non seulement que l'exception de « Volenti... » peut s'appliquer dans les relations de patron à ouvrier, mais que là où le risque est apparent, connu et apprécié par l'ouvrier, son acceptation du risque peut être implicite.

D'ailleurs, sur ce dernier point, les décisions postérieures se montrèrent moins rigoureuses pour l'ouvrier que Lord Bowen ne l'avait fait. Dans les considérants du jugement *Yarmouth v. France* il est dit que « la question de savoir si l'ouvrier a été « volens » est une question de fait et que la Cour n'a pas le droit de tirer cette conclusion du seul fait de la continuation du travail avec connaissance du risque. Les circonstances de chaque cas doivent être prises en considération et il faut croire que l'ouvrier a craint d'être congédié plutôt que de croire qu'il a accepté volontairement le risque... »

Enfin la question parvint à la Chambre des Lords en 1891 dans l'affaire *Smith v. Baker* : un ouvrier travaillait dans une tranchée quand un bloc de pierre qui était emporté au-dessus de lui par une grue se détacha des liens qui le retenaient et, en tombant, blessa l'ouvrier. Le demandeur déclara qu'il connaissait l'usage de faire passer des blocs de pierre au-dessus de sa tête, qu'il

savait cet usage dangereux et qu'il s'en était plaint au contremaître. Cependant il avait continué à travailler dans ces conditions pendant 4 ou 5 mois.

La Chambre des Lords, cassant l'arrêt de la Cour d'appel jugea que la maxime « Volenti... » ne s'appliquait pas dans les circonstances de la cause. « Je ne pense pas, disait le Lord Chancelier que la victime ait « consenti » aucunement à ce qui se faisait. Je crois que la personne qui s'appuie sur cette maxime doit faire la preuve de l'acceptation de ce risque en particulier. Je n'ai pas l'intention de nier que ce consentement peut être impliqué par la conduite de l'ouvrier aussi bien que prouvé par un accord exprès. Mais si j'avais à appliquer ma proposition aux circonstances de l'affaire en cause, je ne pense pas que le demandeur ait ou aurait jamais « consenti » à l'acte qui était accompli ».

La portée réelle de cette décision est la suivante : la loi n'oblige pas à conclure à l'acceptation volontaire du risque par le seul fait que l'ouvrier a continué son travail alors qu'il connaissait et pouvait apprécier le danger. La question est une question de fait sur laquelle le Jury a un pouvoir d'appréciation souverain, et l'acceptation volontaire du risque doit être prouvée par le défendeur qui oppose l'exception de « volenti », pour cette raison qu'un ouvrier n'accepte pas tacitement le risque de la négligence de son patron.

L'application de cette maxime se trouve donc restreinte dans des limites à peu près satisfaisantes.

Etendue d'application de l'E. L. A. 1880

Pour avoir droit au bénéfice de cet act, la victime de l'accident doit être un « workman » (ouvrier). La définition du mot « workman » est donnée par l'art. 8

qui dit : « le mot ouvrier désigne un employé de chemin de fer et toute personne à laquelle s'applique l'Employer and Workman act 1875 ».

D'après ce dernier (art. 10) l'expression « ouvrier » ne comprend pas les domestiques et serviteurs à gages, mais, à part cette exception, elle désigne toute personne qui, en qualité de manœuvre, de valet de ferme, journalier, artisan, mineur ou autrement employée à un travail manuel, a conclu avec un patron un contrat de louage de services exprès, ou tacite, oral ou écrit.

Les employés de chemin de fer sont compris en groupe dans cette définition sans distinguer s'ils sont ou non employés à un travail manuel. Au contraire les domestiques et serviteurs à gages (1) en sont expressément exclus.

Un grand nombre de décisions ont été rendues sur le sens des mots « ou autrement employés à un travail manuel » et il a été plus d'une fois jugé que ce travail doit être « ejusdem generis » que le travail manuel auquel sont employés les ouvriers qui sont désignés nominativement dans la définition : ainsi il avait été jugé (2) qu'un conducteur d'omnibus ou de tramway n'était pas un « workman » au sens de l'act. Mais, tout récemment (3) le Banc du Roi a décidé qu'un conducteur d'autobus bénéficiait des dispositions de l'act. Des commis de magasin occupés à recevoir et à servir les clients ne sont pas des « workmen » quoique une partie considérable de leurs occupations puissent consister en un

(1) Les mots « serviteurs à gages » désignent même un jardinier ou un garde-chasse qui a sa demeure dans la propriété du maître. (Nowlan V. Ablett).

(2) Morgan V. London general omnibus.

(3) Smith V. associated omnibus (15 mars 1907).

travail manuel (1). Il faut que le travail manuel soit le principal devoir de l'ouvrier et non pas seulement subsidiaire à d'autres travaux intellectuels plus importants.

Ainsi l'associé d'une maison, quoique y faisant fonctions de contremaître n'est pas un workman (2) ; mais un contremaître qui emploie la moitié de son temps à un travail manuel, en est un (3), etc...

La loi laisse au juge la plus grande liberté pour l'interprétation des mots « ou autrement employés à un travail manuel » : de là un grand nombre de décisions souvent contradictoires.

— D'après l'art. 1^{er} « in fine » de l'E. L. A. les représentants de l'ouvrier qui ont droit à une indemnité en cas d'accident mortel sont les personnes indiquées par le Lord Campbell's Act.

— L'ouvrier avait la faculté de renoncer d'avance au bénéfice de la loi : c'était là ce que l'on appelait le « contracting out » (contrat en dehors de la loi). Nous nous réservons d'étudier plus tard les avantages que pouvait présenter cet arrangement et les abus trop fréquents auxquels cette faculté avait donné naissance.

— Il faut maintenant rechercher quelle est la personne débitrice de l'indemnité, en d'autres termes qui est le patron.

Il semble, à première vue que rien ne soit plus facile à savoir ; mais en réalité les ouvriers ignorent souvent pour le compte de qui ils travaillent : ils savent bien qui les a engagés, mais cette personne sera souvent un contremaître qui n'a pas pris la peine de leur dire pour

(1) Bound V. Lawrence pour un commis épicier. — R. V. County Louth (1900), pour un garçon coiffeur.

(2) Ellis V. Joseph Ellis 1905.

(3) Leech V. Garside.

le compte de qui il les engage, et l'ouvrier pourra découvrir par la suite qu'il est au service d'un sous-traitant alors qu'il était persuadé être au service du patron dans les locaux duquel le travail s'accomplissait.

Ce système de sous-entreprise est largement pratiqué, particulièrement dans certaines industries : on y avait même souvent recours dans le seul but d'éviter la responsabilité que la loi impose au patron en cas d'accident et il arrivait fréquemment que le maître interposât entre lui et l'ouvrier un homme de paille incapable de payer l'indemnité.

On peut poser en principe que si le principal entrepreneur garde ou assume un contrôle direct et personnel sur les ouvriers du prétendu sous-traitant, il doit supporter en même temps les responsabilités que l'E. L. A. impose aux patrons en cas d'accident. Un droit de contrôle dans le seul but de maintenir l'ordre ou d'assurer la sécurité des ouvriers ne serait pas suffisant (1), mais les Tribunaux se contentent en général d'un pouvoir de contrôle assez léger, pour déclarer engagée la responsabilité du principal entrepreneur.

Mais supposons qu'il y ait réellement sous-entreprise : le principal entrepreneur pourrait-il être déclaré responsable du paiement de l'indemnité en cas d'insolvabilité du sous-traitant ? Il ne le semble pas puisqu'il n'est lié envers l'ouvrier par aucun rapport juridique et n'est tenu envers lui à aucune obligation. C'est cela qui favorisait la fraude. Le principal entrepreneur était dans la situation d'un étranger quelconque, responsable seulement de ses propres fautes.

(1) Fitz Patrick V. Evans 1902.

Déclaration de l'accident et délai pour intenter l'action

L'ouvrier qui a été victime d'un accident doit, d'après l'art. 4 de l'E. L. A. notifier avis de l'accident à son patron dans les 6 semaines de la date de l'accident.

Cet avis peut, d'après l'art. 7, être déposé au domicile du patron ou au lieu où il fait ses affaires, ou y être envoyé par lettre recommandée.

La notification de cet avis dans le délai indiqué a une grande importance puisque si cette formalité n'est pas remplie dans les 6 semaines de la date de l'accident, le droit d'action est entièrement perdu.

Cependant l'art. 4 décide que, dans le cas d'accident suivi de mort, l'absence d'avis ne sera pas un obstacle à la recevabilité de l'action si le juge estime qu'elle s'explique par une excuse raisonnable. On peut se demander la raison de cette distinction, car, en cas d'accident non mortel, la victime a pu également se trouver dans un état qui ne lui permettait pas de sauvegarder ses droits. Si l'accident n'est pas suivi de mort, l'action doit être intentée dans les 6 mois de la date de l'accident ; si c'est un accident mortel, dans les 12 mois de la date du décès.

Aucun pouvoir n'est donné au juge pour proroger ce délai : s'il n'a pas été observé le demandeur doit être débouté.

L'avis de l'accident doit contenir « le nom et l'adresse de la victime, avec l'indication de la cause et de la date de l'accident ». Cette notification ne sera pas infirmée à raison d'une omission ou d'une erreur qu'elle peut contenir, à moins que le juge estime que le défendeur a subi un préjudice dans sa défense par le fait de cette omission ou erreur « et » qu'elle a été commise avec l'intention de tromper le défendeur ».

Pour être un obstacle à la recevabilité de l'action il faut donc que cette défectuosité de l'avis ait été à la fois préjudiciable et frauduleuse : la rédaction de cet article est malheureuse : il commence par décider que l'avis devra contenir certains renseignements, puis il excuse les omissions et erreurs dans presque tous les cas.

Cet avis doit être notifié par écrit : un avertissement verbal ne suffirait pas, même quand le patron est au courant de l'accident.

Les Tribunaux ont d'ailleurs interprété les exigences de la loi avec une grande largeur d'idées et dans un sens favorable aux ouvriers.

Dans quels cas l'ouvrier a-t-il droit à une indemnité en vertu de l'E. L. A. ?

Supposons que la victime de l'accident soit un « workman » au sens de l'act et qu'elle ait rempli les formalités nécessaires. L'art. 1^{er} de l'act lui donne le droit à indemnité quand l'accident provient de l'une des 5 causes suivantes :

1° Etat défectueux des chemins, travaux, machines ou appareils utilisés dans l'industrie du patron ou qui y ont rapport.

2° Négligence de toute personne, au service du patron, dans l'exercice d'une surveillance qu'on lui a confiée.

3° Négligence de toute personne au service du patron, aux ordres et indications de laquelle l'ouvrier était tenu de se conformer à l'époque de l'accident, si l'accident provient de ce que l'ouvrier s'y est conformé.

4° L'acte ou l'omission fait par toute personne au service du patron en obéissance aux règlements d'atelier, prescriptions ou instructions particulières données par

une personne à laquelle le patron aurait, dans ce but, délégué son autorité.

5° Négligence de toute personne au service du patron, chargée de la manœuvre ou de la surveillance des signaux, aiguilles, locomotives ou trains sur une voie ferrée.

Cette énumération nous montre que dans tous les cas, sauf celui de matériel défectueux, le patron est responsable de la faute de ses préposés et non de la sienne propre (1).

C'est que, en effet, pour sa propre faute il avait toujours été responsable en vertu de la Common Law et c'est en vertu de cette dernière qu'il devra être poursuivi et non en vertu de l'E. L. A., sauf dans le seul cas où la faute personnelle du patron consisterait dans l'emploi d'un matériel défectueux : une action intentée d'après l'E. L. A. et dans laquelle il serait établi au cours des débats que la cause de l'accident est une faute personnelle du patron devrait être déclarée non recevable, sauf dans ce cas unique.

Tout en laissant subsister les moyens de défense qui sont accordés généralement au patron même contre les étrangers, l'E. L. A. crée, contre l'ouvrier, une nouvelle chance de voir échouer l'action qu'il intentera à raison de l'une des 5 causes sus-énoncées.

En effet l'art. 2 décide que l'ouvrier n'aura pas droit à indemnité si « dans tous les cas où l'ouvrier avait connaissance du défaut ou de la négligence qui ont causé

(1) L. E. L. A. établit ainsi une différence, dans le taux de l'indemnité, suivant que l'accident provient d'une faute personnelle du patron ou de la faute de l'un de ses préposés : dans le premier cas l'indemnité est illimitée, d'après la Common Law, dans le second, elle est limitée par l'E. L. A. à un maximum de trois années de salaires.

l'accident, il n'en pas averti ou fait avertir en temps raisonnable son patron ou quelque autre personne au service du patron et sous les ordres de laquelle l'ouvrier se trouvait, à moins qu'il n'ait eu la certitude que son patron ou son supérieur avait déjà connaissance de ce défaut ou de cette négligence ».

Il est facile d'imaginer qu'un ouvrier peut avoir connaissance d'un défaut, par exemple dans les machines, défaut que le patron peut, sans négligence de sa part, ignorer absolument : Si l'ouvrier sait, on aurait dû savoir, eu égard à ses fonctions et à son habileté professionnelle que ce défaut pouvait amener un accident entraînant pour lui de sérieuses conséquences et s'il néglige d'en avertir qui de droit, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

Mais quand il s'agit de la « négligence de son supérieur » qui a causé l'accident, comment interpréter la loi ? Cet acte de négligence sera, la plupart du temps, contemporain de l'accident qu'il occasionne et ce ne sera que dans des cas rares que l'ouvrier aura la possibilité de porter plainte.

Supposons, que dans les occasions précédentes, son supérieur ait été coupable de négligence, à la connaissance de la victime, sans toutefois que cette négligence ait causé d'accident. L'ouvrier devait-il en avertir immédiatement son patron et cela suffira-t-il pour lui faire refuser l'indemnité s'il est, par la suite victime d'un nouvel acte de négligence ? Il est vrai que l'Acte dit « la négligence qui a causé le dommage » ; mais ne peut-on pas prétendre que la négligence habituelle dont l'ouvrier avait connaissance peut être comprise dans cette expression, en qualité de négligence « continue » ?

Tout dépendra des circonstances et on ne pourra obli-

ger l'ouvrier à dénoncer que les actes de négligence qui menacent sa propre sécurité, car l'intention de la loi n'a pas été de faire de lui un surveillant de ses supérieurs.

Que faut-il entendre par « en temps raisonnable ? » Dans le cas de défectuosité du matériel ce sera sans doute la première occasion raisonnable qui se sera présentée pour en parler après l'avoir découverte ; mais la question se présentera dans les mêmes termes que ci-dessus s'il s'agit de la négligence d'un supérieur de l'ouvrier.

Quoiqu'il n'ait pas donné cet avertissement, l'ouvrier pourra obtenir son indemnité s'il réussit à prouver qu'il savait que son patron ou son supérieur avait connaissance de la défectuosité ou de la négligence. L'ouvrier ne devra cependant pas beaucoup compter sur cette planche de salut, car aussi complètement qu'il puisse prouver qu'il « croyait » que son patron en avait connaissance et quelque raisonnable qu'ait pu être cette conviction, il court grand risque de ne pas réussir à prouver qu'il le « savait ».

Il ne semble pas qu'aucune décision basée sur ce paragraphe ait refusé à l'ouvrier son indemnité parce qu'il avait omis d'avertir son patron : les Tribunaux ont éprouvé une répugnance bien naturelle à priver l'ouvrier des dommages-intérêts auxquels il aurait eu droit s'il n'avait pas omis de satisfaire à une exigence rigoureuse de la loi que, très probablement il ne connaissait même pas.

1^{re} cause : Etat défectueux des chemins et du matériel.

Il faut, dit l'art. 2, que cet état défectueux se soit produit ou qu'il n'ait pas été découvert et réparé par négligence du patron ou de quelque personne au ser-

vice du patron et dont le devoir était de veiller à ce que les chemins, travaux, machines et appareils fussent maintenus en bon état.

Pour savoir dans quelle mesure cette première cause aggrave la responsabilité du patron, il est nécessaire de faire une rapide revue de ce qu'était cette responsabilité en vertu de la Common Law.

Nous savons que cette dernière imposait au patron le devoir d'user d'un soin et d'une diligence ordinaire (*ordinary care and diligence*) pour fournir à ses ouvriers un matériel en bon état et des conditions de travail qui ne missent pas en danger leur sécurité. Il n'est pas obligé d'adopter les derniers perfectionnements : il suffit qu'il fournisse un matériel tel qu'une personne raisonnable et prenant les précautions convenables puisse s'en servir avec sécurité.

Ainsi, sous l'empire de la Common Law le patron avait été déclaré responsable envers ses ouvriers pour les accidents causés par : l'usage d'une échelle en mauvais état alors qu'il la savait dangereuse (1) la fracture d'une chaîne due en partie à l'usure, en partie à une mauvaise soudure (2), etc...

Donc, en ce qui concerne la responsabilité du patron pour sa faute personnelle relativement aux défauts de son matériel, défauts dont il a été ou aurait dû être au courant, l'E. L. A. n'a apporté aucune modification au système antérieur.

La réelle innovation qu'il a introduite a consisté à rendre le patron responsable quand il a délégué à autrui son devoir de surveillance sur son matériel : avant le vote de l'act, le patron se débarrassait complètement de

(1) Williams V. Clough.

(2) Murphy V. Philipps.

sa propre responsabilité en confiant ce devoir de surveillance à une autre personne, à condition que cette personne n'ait pas été, au su du patron, notoirement incapable de remplir cette fonction.

Le patron est maintenant responsable de la négligence aussi bien que l'incapacité de la personne à laquelle il a confié le soin ou plus exactement, sur laquelle il s'est déchargé de son propre devoir, de veiller à ce que son matériel et ses chemins soient toujours en bon état.

Que faut-il entendre par « routes, travaux, machines et matériel » et par « défaut dans l'état » de ce matériel ? Ce sont là des questions de fait et nous ne pouvons citer les nombreuses décisions rendues à ce sujet. Disons seulement que le mot « matériel » a reçu une large interprétation : le Lord Juge Lindley le définissait ainsi dans l'affaire *Yarnouth v. France* « Tous les instruments dont se sert un homme d'affaires pour les besoins de son industrie — non pas les marchandises qu'il achète ou fabrique pour la vente — mais tous les biens mobiliers ou immobiliers, vivants ou inanimés dont il se sert couramment dans son industrie ».

En conséquence il décidait qu'un cheval vicieux était un « matériel » défectueux. Jusqu'alors on n'avait guère considéré comme matériel que les choses inanimées, mais le mot est assez large pour supporter cette interprétation favorable aux ouvriers et qui a continué à lui être donnée.

L'expression « défaut dans l'état » du matériel a reçu, elle aussi une interprétation large : elle a été considérée comme s'appliquant non seulement au matériel en mauvais état, mais aussi au matériel qui, quoique parfaitement bon en lui-même, n'est pas approprié pour l'usage

auquel on l'emploie. Cela fut décidé pour la première fois dans l'affaire *Heske v. Samuelston*, où le Juge Stephen disait : « L'argument du défendeur aboutit à cette conclusion que si le patron se sert d'une machine, dont une partie est trop faible pour l'usage qu'on en fait, cela constitue un défaut dans la condition de la machine, mais que si la machine est complètement impropre pour l'usage qu'on en veut faire, alors il n'y a plus de défaut du tout. Je ne puis me rallier à une pareille proposition ».

Cette décision fut suivie et approuvée par la Cour d'appel dans l'affaire *Cripps v. Judge* et n'a jamais été mise en doute depuis lors.

Le seul fait qu'une machine est dangereuse ne suffit pas pour faire dire qu'elle est défectueuse si ce danger est ordinairement inhérent à ce genre de machines, alors même que des arrangements auraient pu le diminuer, ou même le supprimer complètement. Mais un danger anormal pourrait être considéré comme une défectuosité : le criterium de cette distinction paraît être fourni par ces paroles de Lord Esher (1) : Je pense que si la machine était dangereuse pour l'ouvrier, même sans qu'il y ait aucune faute de sa part, elle tomberait sous l'application de l'art. »

La défectuosité, à elle seule, ne suffit pas pour rendre le patron responsable : l'ouvrier devra prouver en outre qu'elle s'est produite ou n'a pas été découverte et réparée par la faute du patron ou de la personne qu'il avait chargée de veiller à ce que le matériel fut toujours entretenu en bon état.

— Après avoir étudié les obligations que l'E. L. A. 1880 impose au patron envers ses ouvriers dans le cas où

(1) Dans *Morgan v. Hutchins*.

leur a fourni des instruments de travail défectueux, il il pourra paraître intéressant de jeter un coup d'œil rapide sur la situation que le droit commun faisait aux ouvriers vis-à-vis des tiers qui ont vendu au patron un matériel contenant des vices de construction qui ont occasionné l'accident.

Il avait été décidé autrefois que les vendeurs ou fournisseurs d'articles destinés à un certain usage n'étaient, tout au moins en l'absence de fraude de leur part, tenus à aucune obligation sauf envers la personne même à laquelle ils avaient vendu ou donné une garantie (1), c'était en effet de la relativité des contrats : il s'agissait ici d'une faute contractuelle.

Mais en 1883, dans l'affaire *Heaven v. Pender* la Cour d'appel déclarait un fournisseur responsable directement envers la victime quoiqu'il n'ait en aucune façon traité avec elle. Lord Esher posait le principe suivant, général et très important : « Chaque fois qu'une personne se trouve, par les circonstances, placée, vis-à-vis d'une autre personne, dans une situation telle qu'il soit évident qu'elle causera un dommage à cette autre personne si elle n'use pas dans sa conduite « d'ordinary care or skill », alors s'élève pour elle une obligation d'user de ce « soin ordinaire » pour éviter ce danger ».

Cette décision était d'une grande importance pour les ouvriers : si elle était exacte les ouvriers qui sont, par nécessité, mis en contact avec le matériel ainsi fourni non pas « à » eux mais « pour » eux, ont une action en vertu de la Common Law, contre le fournisseur, si ces articles sont défectueux ; et cela indépendamment de tout droit qui peut leur être donné contre le patron (2).

(1) *Winterbottom v. Wright*.

(2) *Chadwick v. Elderslie Steamship Co* (1898).

Mais il est à croire que cette doctrine ne pourrait plus s'appliquer actuellement à cause de deux décisions rendues, l'une par la Chambre des Lords (3), l'autre par la Cour d'appel (4) : dans l'une et l'autre il fut jugé que le tiers n'était tenu à aucune obligation envers la victime quoiqu'il ait parfaitement su que les wagons aux freins défectueux, dans le premier cas, et le chariot mal construit dans le second, devaient être utilisés par les ouvriers de l'établissement auquel ils les avait fournis.

2^e et 3^e causes.

Elles visent des cas à peu près semblables, et même se confondent partiellement, car une personne qui a des pouvoirs de surveillance à exercer sera amenée à donner des ordres aux ouvriers et réciproquement.

Le patron est déclaré responsable des fautes de ceux de ses subordonnés à qui il confie soit la surveillance générale, soit une autorité partielle sur les autres ouvriers à son service.

C'est ici que réside la plus grave restriction apportée par l'act à la doctrine du Common Employment. Malheureusement l'art. 8 vient aussitôt restreindre la portée de la première de ces causes en décidant qu'il faut entendre par « surveillant » le préposé dont cette surveillance est la seule ou la principale fonction « et qui n'est pas d'ordinaire employé à un travail manuel ». Le législateur de 1880 n'a pas osé appliquer intégralement à l'industrie les principes du droit commun : quels arguments employer pour justifier cette distinction entre le cas où la faute provient d'un pair de l'ouvrier et celui

(3) *Caledonian Rail C^o V. Mulholland* (1898).

(4) *Earl V. Labboch* (1905).

où elle vient d'un de ses supérieurs. Le seul motif sur lequel on puisse baser la responsabilité civile du patron c'est le choix qu'il a fait d'une personne insouciante ou inhabile. Qu'il s'agisse du directeur de son usine ou d'un simple ouvrier, il n'y a pas une différence de principe, il n'y a qu'une différence de degré dans la faute commise par ce mauvais choix. Le législateur anglais est parti de cette idée que la plupart du temps, un patron ne connaît pas exactement la valeur de ses ouvriers qui auront souvent été embauchés par son directeur ou son contremaître, tandis qu'il a le devoir d'apporter un soin extrême dans le choix des personnes auxquelles il délègue une partie de son autorité. Le devoir de surveillance dont parle la sous-section 2 désigne les fonctions qui donnent au préposé du patron un contrôle et une autorité soit sur la manière dont le travail s'accomplit, soit sur tout ou partie de ses compagnons de travail.

Il n'est pas nécessaire que le préposé du patron ait eu un pouvoir de surveillance sur la victime en particulier : il suffit que, « dans l'exercice de sa surveillance » il ait causé un dommage à un ouvrier du même patron (1).

Cela veut-il dire que le patron est responsable de tout acte négligent commis par son préposé, que ce soit un acte de surveillance ou un acte de travail manuel, pourvu qu'au moment où il l'a commis il ait été encore en possession de sa fonction de surveillant ? Il ne le semble pas, et une interprétation plus rigoureuse paraît avoir prévalu en ce sens que, pour engager la responsabilité du patron, il faut que l'acte fautif ait été lui-même un acte de surveillance. Des décisions contradictoires ont

(1) Kearney V. Nicholls.

été rendues sur ce point difficile : Dans l'affaire *Shaffers v. Général Steam*, le Banc de la Reine déclara que le patron n'était pas responsable « parce que l'accident avait été causé par une négligence commise par son préposé dans un acte accompli plutôt en qualité d'ouvrier qu'en qualité de surveillant ».

Dans l'affaire *Osborne v. Jackson* où l'act fautif du préposé avait été un acte de travail manuel (le manie-ment d'une planche qu'il avait laissé tomber) la Divisionnal Court jugea néanmoins que le patron était responsable de l'acte de son contremaître. Il est donc assez difficile de tirer de cette jurisprudence une conclusion exacte.

En vertu de la sous-section 3 il faut non seulement que les ordres ou instructions du préposé du patron aient été négligents, mais que l'ouvrier ait été obligé de s'y conformer. En revanche il n'est plus nécessaire ici que les fonctions ordinaires de ce préposé aient été des fonctions de direction ; il se pourrait que, en temps ordinaire, il ait été employé à un travail manuel et ait eu temporairement autorité sur un autre ouvrier, ou encore, ce qui arrive fréquemment qu'il ait été lui-même un ouvrier occupé à un travail manuel, mais aidé par un ou plusieurs ouvriers soumis à ses ordres.

L'interprétation donnée aux mots « ordres ou instructions » paraît avoir été assez large : aussi il a été jugé qu'il suffisait qu'un contremaître ait fait travailler un ouvrier à une machine dangereuse sans lui donner auparavant les instructions nécessaires pour lui permettre d'exécuter son travail d'une manière convenable et sans mettre sa vie en danger (1).

La plus grosse difficulté qui se soit élevée dans l'appli-

(1) *Medway V. Greenwich.*

cation de la sous-section 3 est celle de savoir s'il faut que les ordres et instructions aient été fautifs en eux-mêmes, ou si, en les supposant convenables, le patron est responsable de toute négligence subséquente de son préposé dans le cas où l'accident ne se serait pas produit si ces ordres n'avaient pas été donnés et obéis.

Dans l'affaire Howard, v. Benett, Lord Coleridge exprimait l'opinion que l'accident devait être le résultat direct de l'ordre donné.

Dans l'affaire Wright. v. Wallis, au contraire, Lord Esher disait, en faisant allusion aux circonstances de la cause : « On a prétendu que si on ordonne à une personne de se tenir à un certain endroit, et si, par la suite on jette quelque chose sur elle et qu'on la blesse, l'accident n'a pas été causé par l'obéissance à l'ordre donné, mais par un acte subséquent de négligence. Si ces subtilités devaient être introduites dans la vie réelle, on rendrait la vie impossible ».

La question resta très controversée (1) jusqu'en 1892, où une décision définitive fut rendue par la Cour d'appel, dans l'affaire Wild v. Waygood, en ce sens que les ordres et instructions n'ont pas besoin d'être négligents par eux-mêmes et qu'il suffit que l'ouvrier ait été obligé de s'y conformer : peu importe que l'acte de négligence, qui a causé l'accident, ait été accompli ultérieurement et sans aucun rapport avec les ordres et instructions : « Il n'est pas nécessaire, dit Lord Herschell, de montrer que l'obéissance aux ordres reçus a été ce que l'on appelle la « *causa causans* » de l'accident ».

4^e cause. — La sous-section 4 déclare le patron responsable des conséquences de l'accident occasionné par

(1) Kellard V. Rooke. — Snowden V. Baynes.

l'acte ou l'omission commis par toute personne, au service du patron en obéissance aux règlements édictés par le patron ou en obéissance aux instructions particulières données par toute personne à laquelle le patron avait, dans ce but, délégué son autorité.

Il faut d'ailleurs, ajoute l'art. 1, que l'accident ait été causé par quelque « défectuosité » ou « impropropriété » dans ces règlements ou instructions.

Cette sous-section 4 n'a pas grande importance pratique, car déjà sous l'empire de la Common Law il avait été jugé que le patron est responsable s'il dirige son industrie au moyen de règlements (byelaws) défectueux (1).

Quant aux mots « les instructions particulières données par toute personne à laquelle le patron avait, dans ce but, délégué son autorité », ils sont difficiles à expliquer.

Couvrent-ils tous les cas où un ouvrier, qui a reçu des instructions particulières d'une personne quelconque, s'y conforme, et par cette obéissance occasionne l'accident ? Dès lors à quoi servent les restrictions de la sous-section 3 puisque la s.-s. 4 n'exige plus que l'ouvrier « ait été, à l'époque de l'accident », obligé de se conformer à ces ordres ?

De même, y a-t-il une distinction à faire suivant que ces instructions émanent du patron ou directement du délégué ? Dans le premier cas le délégué n'aura été qu'un agent de transmission comme peuvent le laisser supposer les mots « autorité déléguée dans ce but (in that behalf) ». Mais, alors, en quoi l'Employer's Liability act étend-il la responsabilité du patron puisque nous savons qu'il a toujours été responsable de sa né-

(1) Vose v. Lancashire and Yorkshire.

gligence personnelle : le fait que ces ordres auront été transmis par l'intermédiaire d'une autre personne « déléguée dans ce but » ne les empêchera pas d'être les ordres personnels du patron.

Si ces instructions sont émanées directement du délégué du patron à qui il avait confié le pouvoir général de donner des instructions, l'une, au moins, des sous-sections 2 et 3 devient inutile... Il est donc bien difficile de donner un sens quelconque à cette disposition de la loi.

5^e cause. — Enfin le patron est déclaré responsable de la négligence de toute personne à son service « chargée de la manœuvre ou du contrôle des signaux, aiguilles, locomotives ou trains sur voie ferrée ».

C'est donc une situation exceptionnelle accordée aux employés des chemins de fer puisqu'ils bénéficient, aussi bien que les autres ouvriers, des dispositions des précédents paragraphes. On a interprété le mot « voie ferrée (railway) » dans le sens large que lui donne le langage courant et on n'a pas restreint le bénéfice de cette disposition aux Compagnies publiques de chemin de fer autorisées par une loi : ainsi on a réputé « railway » une ligne temporaire établie par un constructeur pour se rattacher momentanément à la ligne du South Eastern (1).

Appréciation critique de l'Employer's Liability Act 1880.

Nous avons déjà parlé du mode de calcul de l'indemnité accordée par cet act et vu que le maximum de cette indemnité était une somme estimée équivalente à trois années de salaires : ce système s'est montré, dans cer-

(1) Doughty v. Firbank.

tains cas, d'une grande rigueur particulièrement quand la victime de l'accident était un jeune ouvrier. Dans ce cas, l'indemnité calculée sur le taux des salaires qui lui étaient payés — généralement quelques shillings par semaine — s'est souvent montée à une somme ridiculement insignifiante.

Dans bien des hypothèses où l'accident avait été assez sérieux pour priver pour toujours l'enfant du pouvoir de gagner sa vie par son travail, le montant total de ses salaires pendant les trois années précédentes a été inférieur à 30 livres sterling (750 francs) somme dérisoire. Non seulement la loi n'avait fixé aucun minimum, mais les Tribunaux appliquant la loi à la lettre jugeaient que les mots « salaires pendant les trois années précédentes » ne permettaient pas une interprétation large qui aurait profité à l'ouvrier : il est possible que les salaires de l'apprenti aient été en voie d'augmentation rapide ; au lieu de calculer l'indemnité sur le salaire le plus élevé gagné par lui, les Tribunaux, appliquant strictement leur système d'interprétation littérale additionnaient les salaires gagnés pendant les trois années précédentes.

Mais voici qui est pire encore : il paraît que certains Tribunaux, détournant cette fois la loi de son sens véritable, établissaient de leur propre autorité un nouveau maximum en décidant que, si l'apprenti a été employé pendant moins de trois ans il ne pouvait obtenir qu'une indemnité égale aux salaires qu'il a effectivement gagnés pendant le temps restreint durant lequel il a travaillé : peut-être un an, peut-être un mois, peut-être quelques jours (1).

Ce n'était là d'ailleurs qu'un exemple des injustices

(1) Heasman V. Waygood.

de cette loi mal faite contre lequel M. Wolff prononçait dans son livre « Employer's liability, What ought it to be ? » un réquisitoire des plus violents.

« Le Parlement, dit-il, n'a laissé qu'une voie ouverte : il faut tenter la chance devant les Tribunaux et cette méthode prête à deux objections : d'abord notre procédure est extrêmement coûteuse et ensuite notre jurisprudence est proverbialement incertaine. En outre cette loi met l'ouvrier en guerre ouverte avec celui de qui son avenir dépend probablement. Il lui faudra prouver la faute de son patron, ce qui lui sera souvent impossible.

S'il ne fait pas sa demande dans les 6 semaines il perd tout droit : le patron feindra de s'intéresser à lui, lui fournira des secours pendant 6 semaines, puis quand il sera trop tard il l'abandonnera à son malheureux sort.

D'ailleurs l'act ne vise que 5-catégories particulières de circonstances : personne ne peut dire si une affaire tombe sous l'application de l'act, sauf le Juge dans son Tribunal.

L'ouvrier devra se poser les questions suivantes : Est-il un « workman » ? Peut-il bénéficier lui-même des dispositions de l'act ? L'accident qu'il a subi peut-il être attribué à une négligence dont le patron soit déclaré responsable ? Enfin, et surtout, est-il en mesure de faire la preuve de cette négligence ?

Souvent l'accident lui-même détruit tout moyen de découvrir sa cause : tout le monde peut la connaître mais ce ne sera pas là une preuve suffisante pour satisfaire le Tribunal : les camarades n'osent pas parler de peur d'offenser leurs supérieurs qui ont pu être en faute ou le patron qui leur fournit du travail : il arrivera souvent, surtout après la mort de la victime, que les souffrances de sa famille pèseront peu pour eux dans la

balance en comparaison avec leur propre bread and butter.

La difficulté de la preuve n'est pas le seul obstacle : supposons qu'elle ait été faite, la question suivante se pose : est-ce que celui qui l'a commise est l'un de ceux dont le patron est responsable ? Les patrons donneront délibérément à leurs préposés quelque travail manuel à faire pour la forme, dans le but d'échapper à leur responsabilité...

L'ouvrier ne saura souvent même pas qui est son patron et il poursuivra à faux... le sous-traitant sera un homme de paille... Le nombre des appels permis au patron forcera l'ouvrier à abandonner la lutte à cause des frais...

L'action doit être intentée dans les 6 mois : le tournoi commence ; la lance de notre ami pourra voler en éclats dès la première charge si on découvre que la notification de l'accident que l'on avait faite si soigneusement est, après tout, irrégulière...

Sinon le combat commence entre des adversaires, irrités par le caractère chicanier volontairement donné à la procédure, sur un terrain sillonné de pièges où les armes employées sont des arguties et des technicités qui frappent d'une manière aussi inattendue et indirecte qu'un boomerang.

La première défense du patron sera que l'accident est dû non à la négligence, mais au cas fortuit. S'il est battu il opposera l'exception de « volenti non fit injuria » : cela sonne bien dans un Tribunal, mais comment l'ouvrier pourrait-il refuser d'aller là où le danger menace ; où irait-il pour gagner son pain ? Pour lui c'est un dilemme : Travailler dans ces conditions ou ne pas travailler du tout...

Puis vient la contributory negligence : combien il est

facile de faire reconnaître à un ouvrier qu'avec un peu plus de soin de sa part l'accident aurait été évité : cet aveu sera immédiatement converti en une reconnaissance de négligence contributoire. Il n'y a pas, dans toute la pratique légale, de pire abus que cette défense, trop commode et toujours prête, de « contributory negligence... »

Après ce sombre tableau, on ne s'étonnera pas que l'E. L. A. n'ait pas donné satisfaction aux revendications des ouvriers et que 80 % environ des victimes d'accidents du travail soient restées sans indemnité.

Comparé avec le nombre total des accidents, le nombre d'actions intentées fut excessivement petit, et encore, dans une large proportion de ces actions l'ouvrier échoua.

Si l'on avait véritablement recherché le bien de la classe ouvrière, cette loi était un échec pur et simple.

De nombreuses tentatives furent faites pour améliorer la Common Law et l'act de 1880 : la plupart de ces projets proposaient simplement l'abolition de la doctrine du Common Employment, c'est-à-dire le rétablissement général et complet pour l'ouvrier du droit commun dont la jurisprudence lui refusait le bénéfice.

Le seul projet qui vaille la peine d'être cité est le Bill Asquith de 1893 : ce Bill supprimait, outre l'exception de Common Employment, l'exception de Volenti et la faculté de « contracter hors la loi ». Ce bill fut retiré après le vote, par la Chambre des Lords, d'un amendement autorisant dans une certaine mesure le « contracting out ».

Il est curieux de noter qu'au moment des discussions qui eurent lieu lors de la 2^e lecture de ce Bill, M. Cham-

berlain déposait une motion portant « qu'aucune amélioration de la législation sur la responsabilité patronale ne sera satisfaisante et définitive tant qu'elle n'accordera pas à l'ouvrier une indemnité pour tout accident subi dans le cours ordinaire de son travail et qui n'a pas été causé par sa propre faute ou son propre acte (1) ».

C'était le premier acheminement vers l'introduction dans la législation anglaise de l'idée du risque professionnel.

Cette idée trouva enfin, et pour la première fois, son expression dans le Bill déposé le 3 mai 1897 par MM. Joseph Chamberlain et Matthew White Ridley au nom du Gouvernement ; ce Bill devint le Workmen's Compensation act du 26 août 1897.

Nous n'étudierons pas cette loi d'une manière distincte puisqu'elle a été reproduite dans ses grandes lignes par celle du 21 décembre 1906 qui n'a fait qu'en étendre la portée et y introduire les améliorations et corrections que l'expérience de 8 années avait montré nécessaires. Nous indiquerons seulement, à propos de chacune de ces modifications, le système antérieur, et la raison d'être du changement. Le vote de la loi de 1906 a été précédé par une vaste enquête faite par les soins d'une Commission Ministérielle nommée le 16 novembre 1903 avec mission de rechercher « quelles réformes à la législation des accidents du travail étaient nécessaires ou désirables et à quelles catégories de travailleurs il serait bon d'étendre le bénéfice de la loi de 1897. Son rapport déposé le 1^{er} août 1904 après 37 séances et l'audition de 66 témoins, représentants des patrons et des ouvriers, fournit les renseignements les plus précieux et nous lui ferons de fréquents emprunts au cours de cette étude,

(1) Hansard vol. 8. p. 1961 (1893).

puisque, de l'aveu même du Gouvernement, c'est dans ce rapport qu'a été prise l'idée des principales réformes opérées en 1906. C'est à lui que nous ferons allusion quand nous parlerons du rapport du « Departmental Committee ».

On peut dire que les restrictions apportées autrefois par les doctrines de Common Employment, de Volenti et de contributory negligence ont pratiquement disparu dans les limites de l'étendue d'application de la nouvelle législation : le Workmen's Compensation act ne les abroge pas formellement (il les laisse même subsister sous l'empire de la Common Law et de l'E. L. A. 1880) mais cette abrogation tacite n'en est pas moins efficace : Non seulement le patron est désormais responsable des fautes des compagnons de travail de la victime, mais il l'est pour le cas fortuit et même pour la propre faute de la victime.

Ce n'est donc plus seulement mettre l'ouvrier vis-à-vis de son patron, sur le même pied qu'un tiers quelconque, c'est lui accorder une situation privilégiée : on n'exige plus, pour lui donner un droit d'action contre son patron, que ce dernier ou ses préposés aient été coupables d'une faute.

C'est la suppression du système de la faute délictuelle : suivant l'expression de M. Cheysson, la Chambre des Lords, qui avait voulu fermer la porte aux principes du droit commun, a dû finalement l'ouvrir au principe du risque professionnel.

CHAPITRE III

Le Workmen's Compensation Act 1906
(6 Edw. 7, ch. 58)

Patron et Salarié

Le 26 mars 1906, M. Gladstone, Home Secretary, présentait à la Chambre des Communes un projet de loi sur la réparation des accidents du travail et s'exprimait en ces termes (1) :

« L'acceptation du risque professionnel a été subordonnée, en 1897 à deux conditions : d'abord le droit à indemnité était limité aux industries les plus dangereuses et ensuite la responsabilité n'était imposée qu'aux patrons qui avaient le moyen de payer, soit directement, soit avec l'intermédiaire d'une assurance.

En 1900, le Workmen's Compensation Act fut étendu aux ouvriers agricoles et horticoles : c'était abandonner deux des principes essentiels de l'Act de 1897 : on admettait en effet au bénéfice de la loi deux catégories d'ouvriers dont l'industrie est une des moins dangereuses du pays, et en second lieu cette extension de la loi exposait les petits fermiers à des risques considérables, car ils étaient hors d'état de payer les fortes indemnités prescrites en cas d'accident grave, et d'autre part ils ne pouvaient pas s'assurer, la prime d'assurance étant hors de proportion avec le risque.

(1) Parliamentary Debates Vol. 154 page 886.

Le gouvernement pense que le moment est venu d'étendre la loi de 1897 à toutes les classes de travailleurs. Un nouveau principe a été adopté dans ce Bill, qui le différencie de la loi de 1897 : cette dernière excluait toutes les catégories d'ouvriers qui n'y étaient pas nominativement et expressément comprises : on propose maintenant de renverser la situation et de considérer : comme compris dans l'expression « ouvriers » du projet de loi tous les travailleurs sauf ceux qui en seront expressément exclus. Cette définition est importante et constitue réellement un principe directeur (a governing factor) du Bill ».

Dans l'esprit même de ses auteurs, la loi de 1897 n'avait été qu'une expérience, une « tentative ». Elle donnait dans son article 7 une énumération limitative des industries auxquelles elle s'appliquait : « La présente loi, disait cet article, s'appliquera seulement au travail effectué au service des entrepreneurs, sur, dans ou auprès d'un chemin de fer, d'une fabrique, d'une mine, d'une carrière, de travaux d'art, et au travail effectué au service des entrepreneurs sur, dans ou auprès d'un bâtiment dont la hauteur excède trente pieds et qui est, soit construit ou réparé au moyen d'échafaudages, soit démolit, ou dans lequel des engins actionnés par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique, sont employés en vue de la construction, de la réparation ou de la démolition de ce bâtiment. »

Pourquoi restreindre ainsi l'application du nouveau principe à un nombre de travaux strictement limité ? « Puisque le nouveau système est juste en soi et avantageux aux ouvriers, pourquoi ne l'appliquer qu'à une partie des travailleurs manuels, et, encore, qu'à la moindre partie puisqu'on calculait que la loi de 1897 laissait

en dehors 60 % des salariés ? (1). Une telle exclusion, a-t-on dit, n'est ni généreuse ni logique... » « Mais justement, a répondu M. Chamberlain, qui soutenait le Bill à la Chambre des Communes, la législation anglaise ne prétend pas être logique, elle se fait gloire au contraire de ne l'être pas, et c'est son avantage sur certaines législations du continent : celles-ci font des règles applicables à tous les ouvriers d'un grand pays, et, si, à l'usage, ces règles se trouvent mauvaises, il est difficile de revenir en arrière. Au contraire, les lois anglaises commencent toujours par une expérience et ne sont étendues à tout le monde que si l'expérience a réussi (2). »

A cette raison s'en ajoutait une autre au moins aussi importante et que M. Chamberlain avouait avec franchise : c'est que le Bill eut certainement échoué devant l'opposition coalisée des adversaires politiques du gouvernement et de ceux qui, par conviction ou par intérêt, restaient partisans de l'ancienne doctrine, si ses auteurs avaient voulu du premier coup et sans distinctions, étendre à toutes les professions ce principe du risque professionnel qui était une nouveauté dans la législation anglaise, toujours si conservatrice.

Quoi qu'il en soit, cette énumération des industries assujetties devait, par la force des choses, être une source inépuisable de difficultés et de procès : la limite tracée par le législateur étant nécessairement arbitraire, il fallait dans chaque cas se demander si le travail au cours duquel on avait été blessé était bien l'un de ceux qui bénéficiaient des dispositions de la loi. M. Troup, dans sa

(1) D'après les calculs de sir Mathew White Ridley la loi de 1897 devait bénéficier à 6.000.000 ouvriers environ sur 13.000.000.

(2) Hub. Valleroux annuaire 1898 p. 18.

déposition devant le « Departmental Committee » faisait remarquer qu'en 1902, sur 95 appels, 43 reposaient sur la question de savoir si le travail auquel était employée la victime était ou non l'un de ceux que visait l'Act.

Nous n'insisterons pas sur ces difficultés qui n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, mais il est impossible de ne pas citer quelques exemples de ces anomalies : le plus saillant nous est fourni par la disposition relative à l'industrie du bâtiment. Le législateur de 1897 avait eu l'intention de comprendre dans la loi les travaux les plus dangereux du bâtiment, mais, en même temps, de ne pas étendre au petit constructeur les responsabilités nouvelles qu'on pensait trop lourdes pour lui. Mais comment distinguer le petit patron ? Sera-ce par le nombre de ses ouvriers, ou par le total des salaires qu'il paie, ou par le genre de travaux qu'il entreprend généralement ? Le législateur s'était rallié à cette dernière solution et laissait en dehors de la loi les travaux effectués sur des bâtisses mesurant moins de 30 pieds de hauteur : si donc un maçon tombait d'un bâtiment de 30 pieds, il avait droit à une indemnité ; mais si, par malheur, le bâtiment n'avait encore que 29 pieds 11 pouces, le maçon ou sa famille étaient laissés sans ressources ! Quant à ce qui constituait un « échafaudage » on avait trouvé impossible d'en donner une définition quelque peu satisfaisante et les tribunaux avaient admis les plus extraordinaires distinctions.

Un autre exemple curieux était fourni par le travail de chargement et de déchargement des navires dans les docks : le Factory Act de 1895 auquel la loi de 1897 renvoyait dans son article 7, traitait les docks et quais comme des « fabriques » : donc, si un ouvrier était tué

pendant qu'il était en train de décharger sur la partie du navire tournée vers le quai, ses représentants avaient droit à une indemnité ; si, au contraire, il était tué alors qu'il accomplissait précisément le même travail de déchargement, mais, cette fois, dans une allège, de l'autre côté du navire, ses représentants n'avaient droit à rien. Le Factory act de 1901 remédia à cette absurdité (1), mais toute cette partie du Workmen's Compensation act avait été très critiquée comme étant un mauvais spécimen de « législation par référence » parce qu'au lieu de donner des définitions précises des genres de travaux qu'elle visait, elle se contentait de renvoyer aux définitions données par les lois industrielles antérieures : ce reproche n'était pas sans fondement ; ainsi, pour la définition du mot « factory » (fabrique), il fallait se reporter aux multiples Factory and Workshops Acts votés entre les années 1878 et 1891.

Cette impossibilité de définir d'une manière satisfaisant les genres de travaux visés par l'Act devait s'atténuer au fur et à mesure que la portée de la loi s'irait étendue : cette extension avait été prévue et maintes fois promise au moment de la discussion de la loi de 1897 ; on devait procéder méthodiquement et accorder successivement le bénéfice de cette loi aux industries considérées comme dangereuses pour la sécurité de l'ouvrier. Aussi peut-on à bon droit s'étonner que la première de ces extensions se soit appliquée à l'Agriculture : il semble que bien d'autres professions devaient passer

(1) Dans l'affaire *Morgan v. Tydvil Engineering*, la Chambre des Lords par jugement du 6 mars 1908 refuse l'indemnité à un contre-maitre mécanicien, qui, étant au service d'une société constituée pour la réparation des navires, avait été blessé en 1905 pendant qu'il travaillait à bord d'un navire à vapeur dans l'un des bassins d'un port. Il fut jugé que ses patrons n'étaient pas « in use or occupation of a « factory ».

avant elle sous ce rapport. La loi de 1897 avait été une loi d'essai, sans doute, mais strictement industrielle. Or « les conditions économiques du travail agricole se présentent comme l'antithèse absolue du travail industriel. Et tout d'abord nous ne trouvons pas dans l'Agriculture comme dans la grande industrie une hiérarchie de directeurs, sous-directeurs et contremaîtres interposés entre l'employeur et l'employé ; le patron et l'ouvrier sont en contact continu et ne se distinguent guère l'un de l'autre. Le plus souvent le cultivateur et sa famille exécutent personnellement les mêmes travaux que leurs ouvriers et sont logés, vêtus, nourris comme ces derniers. De plus les ouvriers agricoles travaillent en général individuellement, en dehors de la surveillance de leur maître, ne recevant pour ainsi dire pas de direction, n'en ayant guère besoin, possédant dans la limite de leur tâche quotidienne une liberté presque absolue, liberté inconnue à la population enrégimentée des fabriques, usines et ateliers. En outre l'agriculture, tout en présentant des risques d'accidents que l'on se plaît trop souvent à méconnaître, ne peut pas être classée parmi les industries particulièrement dangereuses que le législateur s'était proposé de couvrir tout d'abord » (1).

Aussi faut-il chercher plutôt dans des nécessités politiques la raison d'être de l'Act du 30 juillet 1900. Cet Act présentait d'ailleurs avec son aîné quelques différences dont la plus importante, au point de vue qui nous occupe, était l'exclusion du petit patron agricole, c'est-à-dire, d'après la définition de la loi, du fermier qui n'emploie pas d'une manière habituelle au moins un ouvrier. On n'avait pas voulu écraser, sous le poids des

(1) Auguste Monnier : les accidents du travail dans l'agriculture et la législation anglaise, p. 661.

indemnités à payer, le petit cultivateur qui vit péniblement avec sa famille du produit de sa ferme et qui n'emploie qu'exceptionnellement, par exemple au moment de la moisson ou des foin, de la main-d'œuvre étrangère.

La même préoccupation de ne pas imposer au petit patron une responsabilité trop lourde pour lui s'était manifestée dans le projet de loi introduit le 26 mars 1906 par M. Gladstone au nom du gouvernement. Ce projet de loi, abandonnant le système d'extension progressive tant prôné en 1897, proposait l'application du principe du risque professionnel d'une manière générale à toutes les catégories de travailleurs, à l'exception toutefois des agents des forces de police, des employés de bureau ou de commerce, des ouvriers à domicile, des domestiques et des membres de la famille du patron habitant dans sa maison. Mais il contenait d'autre part la disposition suivante : « la présente loi ne s'appliquera pas si le patron prouve que le nombre d'ouvriers employés par lui au moment de l'accident ne dépassait pas cinq, à moins que l'accident n'ait pour cause l'usage, par l'employeur, d'une machine mue par la vapeur, l'eau ou toute autre force mécanique, ou à moins que l'ouvrier ne fût, au moment de l'accident, employé soit dans une mine, carrière ou travaux de construction, soit à la pose ou à la réparation d'une ligne ou d'un ouvrage électrique. »

La définition du mot « ouvrier » (workman) était le point capital du projet de loi et c'est sur elle que porta la plus grande partie des discussions. Déjà en 1904, le Departmental Committee avait longuement étudié la question (1) ; après avoir passé en revue les diverses catégo-

(1) Voir Report of the Departmental Committee on compensation for injuries to workmen p. 108 et suivantes.

ries de travailleurs auxquels s'appliquaient les Acts de 1897 et de 1900, il en était arrivé à la conclusion qu'il ne suffisait pas d'élargir la définition donnée par ces Acts aux expressions « chemin de fer, bâtiments, travaux d'art, etc.... ». Deux solutions possibles se présentaient alors : ou bien l'application générale de l'Act de 1897 avec certaines exceptions particulières, ou bien son extension à un certain nombre d'industries et de travaux nominativement énumérés. En faveur de la première solution, on avait fait valoir la difficulté de donner une bonne définition des catégories de travaux appelés à bénéficier des dispositions de l'Act. et de trouver un principe clair et satisfaisant qui puisse servir de base pour englober certaines industries et exclure les autres : M. Troup, par exemple, faisait observer que la loi de 1897 était basée sur ce principe qu'on ne s'occuperait que des travaux dangereux et déjà réglementés par les lois industrielles.... Or, dès 1900, on se départait de ce principe en englobant les travaux agricoles....

Mais d'autre part, avec ce système, n'éprouvera-t-on pas encore de grandes difficultés quand il faudra énumérer et justifier les exceptions ? Quels seront les patrons que l'on déchargera de la responsabilité pécuniaire que l'on impose aux autres ? Seront-ce les petits patrons ; mais comment définira-t-on le petit patron ; sera-ce par le nombre des ouvriers qu'il occupe, ou par le montant des salaires qu'il paie, ou par le genre de travaux qu'il entreprend ? Des essais ont été faits pour distinguer et exempter le petit patron, en 1897 dans l'industrie du bâtiment, en 1900 dans l'agriculture ; or ni l'un ni l'autre de ces essais ne paraissent avoir été couronnés de succès : tenter de limiter par un critérium uniforme la portée d'une loi d'une application universelle

serait extrêmement difficile et peu satisfaisant : la situation des diverses industries varie énormément et tandis que certains patrons qui emploient 5 ouvriers et même seulement 2 ou 3 peuvent facilement supporter le fardeau de la réparation des accidents, la même responsabilité serait ruineuse pour d'autres.... Les privilégiés seront-ils ceux que l'on appelle les « casual employers » qui n'occupent pas d'une manière régulière une équipe d'ouvriers mais emploient de la main-d'œuvre à l'heure ou à la journée suivant les besoins du moment ? Certes cette exception serait justifiée dans certains cas, par exemple si l'on prend un homme pendant un quart d'heure pour porter une valise à la gare ou débayer la neige ; mais il y a des industries qui s'exercent presque entièrement au moyen de « casual labour », par exemple les travaux de déchargement dans les docks, et où il n'est que juste que l'ouvrier reçoive le bénéfice entier de la loi.... Enfin limiterait-on la loi au travail « industriel » en excluant par exemple les personnes employées à un service privé comme les domestiques et autres ? Cela encore sera à peine suffisant en tant que définition générale.

C'est pour cette raison que le Departmental Committee s'était rallié à la seconde solution et préconisait l'extension de la loi à certaines catégories d'industries et de travaux nominativement désignés ; ce système, avait-on dit, serait une source fertile de procès, car il faudrait encore dans de nombreux cas avoir recours aux tribunaux pour faire décider par eux si l'affaire en litige rentrait ou non dans l'une des industries énumérées ; mais le Departmental Committee espérait que des définitions bien faites permettraient de sortir de la difficulté et il concluait dans les termes suivants :

« En somme, après une longue et soigneuse étude de la question, nous en sommes arrivés à cette conclusion que nous ne pouvons pas recommander l'extension générale du bénéfice de l'Act à tous les contrats de louage de services, avec ou sans exceptions particulières ; mais qu'il faut autant que possible classifier et considérer séparément chacune des industries ou des genres de travaux qui sont maintenant exclus par l'Act et qu'il faut admettre en première ligne au bénéfice de la loi : 1° Ceux où le besoin s'en fait le plus sentir à cause du caractère dangereux du travail et du nombre des accidents ; 2° Ceux où il est le plus probable que l'application de la loi aura d'heureux résultats, c'est-à-dire ceux où l'on pourra en assurer à l'ouvrier tous les avantages sans jeter sur le patron un fardeau excessif.

En ce qui concerne la première de ces deux conditions, il faut se rappeler que l'Act couvre déjà de beaucoup la plus grande partie des industries les plus dangereuses, mines, carrières, chemins de fer, docks, fabriques, bâtiments, travaux d'art, occupant peut-être environ 7.250.000 ouvriers.

Quant à la seconde condition elle implique des considérations beaucoup plus complexes : dans les industries où patrons et ouvriers ne sont pas encore organisés en mutualités et en syndicats, industries qui sont exercées en grande partie par de petits patrons, il semble plus que douteux que de bons résultats puissent être atteints. Nous ne répéterons jamais assez que le système actuel, tout en rendant le patron personnellement responsable du paiement d'une indemnité à ses ouvriers victimes d'accidents, ne lui impose explicitement aucune obligation de « faire provision » (make provision) contre le risque qu'il court et ne lui offre non plus aucune aide

dans ce but. Dans ces conditions, il est difficile de dire dans quelle mesure le petit patron s'assurera. Or, ce n'est que par le moyen des mutualités et des Compagnies d'assurance que le but de la loi peut être atteint avec succès, l'indemnié garantie aux ouvriers et le fardeau pécuniaire enlevé des épaules de chaque patron pour être réparti plus ou moins également sur tout le commerce. »

Le premier obstacle qui empêchera le petit patron de s'assurer sera naturellement la crainte de la dépense : s'il doit lutter âprement pour gagner de quoi vivre, et s'il se trouve, pécuniairement parlant, dans une situation à peine ou même pas du tout meilleure que celle des ouvriers qu'il emploie, il éprouvera une répugnance bien naturelle contre l'obligation de payer une forte prime ; dans l'industrie du bâtiment par exemple, on a calculé que 75 % environ des patrons s'assurent, mais que les autres 25 % se composent de petits patrons qui se voient, bien malgré eux, obligés de supporter leurs propres risques. Dans certaines industries où le coût supplémentaire de l'assurance peut être facilement ajouté au prix du travail ou des articles fournis, le petit patron s'assurera sans doute volontiers, mais il n'en est pas ainsi dans la plupart des métiers. Il faut d'ailleurs remarquer que, dans le cas du très petit patron, la prime proportionnée à ses risques peut se trouver si minime que les Compagnies d'assurance estiment que cela ne vaut pas la peine de passer le contrat ; dans ce cas le patron ne peut s'assurer qu'en payant la prime minima à partir de laquelle on délivre des polices, tandis qu'il n'aurait peut-être dû payer que quelques sous.

Cependant, pour un cas où le petit patron est ainsi détourné de l'assurance par la crainte de la dépense, il

doit y avoir un grand nombre de cas où il néglige de s'assurer par manque d'intelligence, de prudence ou d'énergie, ou par pure indifférence pour l'éventualité de la faillite. Le résultat, dans ce cas, c'est que l'ouvrier n'essaie même pas de contraindre le patron à lui payer une indemnité : il a reconnu comme le dit le commander Smith, que l'essayer serait « jeter du bon argent pour courir auprès du mauvais (would be only throwing good money after bad). Cette catégorie de patrons ne s'assureraient que si on leur faisait de l'assurance une obligation légale.

D'ailleurs l'ouvrier est généralement aussi ignorant de ses droits que le patron l'est de ses devoirs : c'est pourquoi il est arrivé rarement qu'un patron qui, par ignorance ou pour quelque autre cause, a omis de s'assurer soit déclaré en faillite pour n'avoir pas payé l'indemnité qu'il devait à son ouvrier : l'éventualité de pareils cas ne doit cependant pas être complètement dédaignée. M. F. Norie-Miller, directeur de la Général Accident Insurance Corporation disait dans une lettre adressée au Départemental Committee : « A l'heure actuelle, les grands patrons et les employeurs aisés qui ont quelque chose à perdre, ont soin de s'assurer, mais le petit patron « jobbing » qui emploie 3 ou 4 ouvriers et qui, par son travail, gagne juste de quoi vivre, ne s'assure pas, et par suite l'ouvrier n'obtiendra pas l'indemnité à laquelle il a droit, puisque le patron n'a pas de quoi payer en cas d'accident grave : or, d'après l'expérience que j'ai acquise, ce sont ces petits patrons qui, faute de ressources, sont dans l'impossibilité de fournir à leurs ouvriers de bonnes machines et de prendre les précautions nécessaires pour la prévention des accidents ; c'est chez eux par conséquent que se produit le plus grand

nombre d'accidents. Je pense donc qu'il faudrait insérer dans la loi une disposition obligeant, comme en Allemagne, tous ceux qui emploient du travail à s'assurer dans une agence ou une société approuvée par le gouvernement, de la même manière que tous les patrons sont obligés de se conformer aux Factories Acts et aux autres lois industrielles. »

Nous reviendrons plus loin, à propos des garanties accordées à la créance d'indemnité, sur cette question de l'insolvabilité éventuelle du patron. Il nous faut maintenant parcourir les discussions parlementaires que soulevèrent ces deux questions posées par le projet de loi du 16 mars : exclusion de certaines professions telles que celles des employés de bureau ou de commerce, des domestiques... exclusion des patrons qui n'emploient pas plus de 5 ouvriers.

M. Gladstone disait (1) en présentant son projet : « Il n'y a pas de raison particulière pour que diverses catégories de travailleurs tels que les employés de bureau ou de magasin soient exclus du bénéfice de l'Act, mais dans bien des cas les petits patrons qui les emploient auraient à payer des primes hors de toute proportion avec le risque de leur profession particulière, et pour cette raison un grand nombre ne s'assureraient pas du tout ; alors, en cas d'accident, la victime n'aurait pas en face d'elle quelqu'un de solvable (a substantial man) et l'employeur serait probablement ruiné. Il est dangereux de concéder législativement un droit qui, dans beaucoup de cas, resterait illusoire. Aussi proposons-nous que les patrons qui n'emploient pas plus de 5 ouvriers ne tombent pas sous le coup de la loi : d'ailleurs cette limitation ne s'appliquerait pas aux industries dans

(1) P. D. 1906 Vol. 154 p. 886 et s.

lesquelles il est fait usage de machines, ni aux travaux agricoles : dans ce dernier cas il suffirait de l'emploi permanent d'un seul ouvrier pour que la loi trouve son application. Cette limitation amènera des difficultés et des anomalies, mais notre projet n'est pas et ne peut pas être définitif. La solution définitive de toute cette question pourrait sans doute être trouvée dans un système d'assurance obligatoire. Lorsqu'on aura vu la loi à l'œuvre, on pourra faire de nouvelles propositions pour remédier à ses défauts, pour l'étendre à d'autres classes et pour supprimer les limitations, et un système d'assurance bon marché et simple, fonctionnant avec l'aide du service des Postes deviendra possible. Mais nous n'en sommes pas encore là ! »

M. Gill (Bolton) : « Que l'ouvrier soit au service d'un grand ou d'un petit patron, le résultat pour lui est le même quand il subit un accident : il perd la possibilité de gagner sa vie. C'est pourquoi le gouvernement devrait déclarer que tous les salariés bénéficieront de la loi et que l'assurance sera obligatoire. »

Sir Charles Dilke (Gloucestershire-Forest of Dean) (1) : « On demande à la Chambre des Communes d'exclure arbitrairement du bénéfice de ce Bill, comme on les a exclues du bénéfice de l'Act de 1897 et de la loi sur l'agriculture, certaines personnes dont la situation est juste aussi pénible et ne peut pas être différenciée de celle des personnes qui y sont admises. Le sentiment d'irritation et d'injustice qui est toujours le résultat d'exclusions arbitraires durera longtemps. Le gouvernement ne refuse l'indemnité aux ouvriers des petits ateliers que parce qu'il ne veut pas rompre avec une vieille tradition qui a déjà été abandonnée par la plupart des

(1) Parliamentary Debates 1906 Vol. 154 p. 906 et s.

pays d'Europe. L'assurance obligatoire est la clé de tout le système : je regrette qu'on n'ait pas voulu suivre à cet égard l'exemple donné par les autres pays ; le système allemand n'est pas le dernier mot en cette matière ; le système français est absolument applicable aux conditions de la vie économique anglaise. »

M. H. J. Tennaut (Berwickshire) (1) : « Je me joins aux félicitations qui ont été adressées au gouvernement à propos de l'introduction de ce Bill qui a été reçu avec un chorus d'approbations « chorus of approval » ; mais je m'élève contre la limitation aux ateliers où plus de 5 ouvriers sont occupés ; c'est là réellement une application de l'un des aspects les plus défectueux de tout notre système industriel. Je me joins à l'éloquent appel de sir Ch. Dilke pour réclamer quelque forme d'assurance obligatoire. Toute limitation deviendrait absolument inutile si on adoptait un groupement des industries et si on amenait les petits patrons à se réunir pour répondre solidairement du paiement des indemnités dues à leurs ouvriers ; c'est le système qui semble avoir été adopté avec grand succès dans la poterie. »

M. Seddon (Lancashire-Newton) (2) : « J'ai été plus que surpris quand j'ai vu que M. Gladstone, après toutes les promesses que les libéraux ont faites durant la récente campagne pour les élections générales, était prêt à perpétuer le système très vicieux des distinctions entre travailleurs et travailleurs ; il n'y a, à mon avis, dans ce pays que deux classes, les travailleurs et les paresseux et tous les travailleurs, soit intellectuels, soit manuels, devraient être admis au bénéfice d'un Bill proposé par un gouvernement libéral. Je proteste contre l'exclusion

(1) P. D. 1906 vol. 154 p. 916.

(2) P. D. 1906 vol. 154 p. 918.

des employés de magasin ; peu de mes honorables collègues ont une idée des changements qui se sont produits dans les magasins. Prenez le cas de l'épicerie ; c'est devenu presque un métier de mécanicien (engineering business) ; encore quelques machines de plus et les employés de magasin deviendront d'habiles ingénieurs. Que dire des grands entrepôts avec monte-charges et passages sombres et souterrains que jamais ni les clients ni même les inspecteurs du travail n'ont aperçus ! »

M. J. Chamberlain (Birmingham W.) (1) : « Tout en protestant contre toute tendance à surcharger le projet que j'ai présenté en 1897 et tout en le considérant comme une expérience, j'ai montré dès lors et très clairement mon désir de le voir très largement étendu s'il obtenait le grand succès que j'escomptais. Il n'y a guère d'extensions que je n'accueillerais avec plaisir : je ne comprends pas comment on peut exclure toute une des classes les plus méritantes du pays, celle des employés de bureau ; il n'y a pas de personnes pour qui j'aie plus de sympathie que les « clerks » ; ils sont obligés d'être bien mis avec de très modiques ressources, ils doivent avoir une instruction supérieure et ils subissent certains risques positifs ; ils méritent donc notre considération aussi bien que les ouvriers. Je voudrais aussi faire bénéficier les domestiques de la législation en discussion, car je sais par expérience que l'assurance pour les domestiques peut être obtenue à très bon compte. »

M. William Mac Arthur (Cornwall-St-Austell) (2) : « Je pense que le moment est venu où le Parlement, envisageant la question au point de vue de l'assurance, devrait « gober la cerise d'un seul coup ». Par le bill

(1) P. D. vol. 154 p. 930.

(2) P. D. vol. 155 p. 530.

que nous discutons, le Parlement va largement étendre la portée de l'assurance et, en conséquence, pendant 3 ou 4 ans, les Compagnies devront expérimenter de nouveaux tarifs ; comme elles traiteront la question en gens d'affaires, elles prendront toutes leurs précautions ; donc on va s'embarquer pendant plusieurs années dans des tarifs plus ou moins vagues, mais certainement plus élevés qu'à présent. Dans 4 ou 5 ans, nous aurons une nouvelle loi pour compléter celle-ci et il faudra recommencer l'expérience avec des tarifs trop élevés ; ce ne sera favorable ni au patron ni à l'ouvrier. Que le Gouvernement fasse un pas de plus et nous permette de connaître une fois pour toutes ce que les nouvelles responsabilités seront et ce qu'elles coûteront.)

M. Harmood-Banner (Liverpool-Everton) (1) : « Je suis un des grands industriels de cette chambre qui ont été élus en dépit de l'opposition du Labour party et je pense que les vues des grands employeurs sont dignes de considération. Or, je ne suis en aucune façon hostile au bill de M. Gladstone ; mais le Home Secretary a posé le principe que, comme il y a 450.000 commis de magasin et 1.000.000 de domestiques dans les cottages et les petites boutiques, il faut leur refuser le bénéfice de la loi ; cela revient à dire que les riches qui emploient des ouvriers paieront l'indemnité, mais que les pauvres ne le paieront pas. En cette matière, je n'ai pas de pitié pour les banquiers, les commerçants et les riches boutiquiers, et ce n'est pas une raison parce qu'il peut y avoir des banquiers, des commerçants et des boutiquiers pauvres, pour exclure de la loi leurs employés. Un principe qui est bon pour une catégorie est également bon pour une autre et devrait être appliqué dans la plus large

(1) P. D. vol. 155 p. 1205.

mesure aux pauvres comme aux riches ; cela amènerait de meilleurs sentiments de solidarité entre patrons et salariés, de meilleurs traitements pour les domestiques et plus de sympathie entre les riches et les pauvres qu'il n'en existe à l'heure présente. »

— A ces attaques, le Gouvernement répondait par l'organe de Sir W. Robson (South Shields) Solicitor General (1) : « Le projet s'applique à tous les emplois autres que ceux qui sont expressément exclus, et ceux-ci ne sont pas nombreux ; ils ne comprennent pas surtout la catégorie des personnes généralement qualifiées d'« ouvriers ». Pratiquement, tous les métiers généralement considérés comme plus ou moins dangereux sont couverts par la nouvelle législation et la limite de 5 ne s'applique pas au cas où interviennent des machines. Les primes d'assurances dans les métiers non dangereux sont hors de proportion avec le risque couru ; pour l'agriculture, par exemple, alors que le risque est faible, la prime s'élève de 7 sh. 6 à 10 sh. % (2) ce qui représente bien dix à douze fois la valeur du risque, si bien que le petit patron finit par n'être pas assuré, et que, en le faisant entrer dans le régime de réparation des accidents, on confère à ses ouvriers un bénéfice illusoire. Ces petits patrons ne sont en réalité que des compagnons de travail : Qu'on suppose le cas d'un petit cordonnier de village ; son apprenti, qu'il avait envoyé chez un client avec une paire de chaussures, a été blessé en cours de route ; le cordonnier pourra, en pareil cas, être obligé de payer la somme de 10 sh. par semaine, pendant la vie entière peut-être, à un homme dont la situation éco-

1) P. D. vol. 154 p. 925.

(2) Ce pourcentage est calculé sur la base de 100 livres (2.500 francs de salaires).

nomique était vraiment bien peu différente de la sienne. Mes honorables collègues peuvent être certains que le Gouvernement a étudié la question avec le désir de comprendre dans la loi le plus grand nombre de personnes possible.

On a suggéré que les ouvriers employés au service des petits patrons devraient être protégés aussi bien que les ouvriers ordinaires grâce à quelque méthode autre que celles inscrites dans la loi ; le Gouvernement ne s'y opposerait en aucune façon ; bien au contraire ! »

Les arguments du Gouvernement ne parurent pas suffisamment convaincants, car le 10 mai 1906, au cours de la discussion devant le Standing Committee, la disposition du projet relative à la limite des 5 ouvriers fut supprimée, sur un amendement déposé par M. Tennant.

L'extension du bénéfice de la loi aux domestiques fut beaucoup plus difficile à obtenir et elle ne fut accordée qu'en décembre peu avant le vote définitif de la loi. Le Départemental Committee, fidèle au principe énoncé en 1897, l'avait fortement déconseillé dans son rapport (page 20) : « Nous pensons désirable, y disait-il, qu'autant que possible l'application de l'Act soit limitée aux personnes employées pour les besoins de l'industrie et des affaires : il est bien vrai que la loi de 1900 a dépassé cette limite et a admis au bénéfice de l'Act certaines personnes occupées dans un service purement privé, et cela, à notre avis, sans motifs suffisants ; mais nous ne recommandons pas que ce précédent soit suivi, à moins de circonstances spéciales. Les accidents subis par les domestiques sont très rares, les domestiques sont généralement bien traités et en cas d'incapacité temporaire, ils sont soignés et reçoivent leurs gages jusqu'à la guérison. »

M. Gladstone en 1906, reprenait ces arguments à son

compte et ajoutait (1) : « Il y a dans ce pays quelque chose comme 2.000.000 de domestiques ; va-t-on me dire que cette vaste armée de patrons dont un million au moins n'emploient qu'un seul serviteur, vont assurer leurs domestiques ? Je propose néanmoins de comprendre dans les termes de la loi les serviteurs occupés dans les hôtels, auberges, restaurants et cercles. »

Ces conseils de prudence ne résistèrent pas aux arguments «*ad hominem*» employés par M. H. Marks (Kent-Thonet) (2) : « Les domestiques, disait celui-ci, forment la classe la plus importante de travailleurs du pays et en même temps la plus « sans défense », puisqu'elle est composée en majeure partie de femmes et de filles ; ils sont peu payés et ont une vie laborieuse. Ils sont absolument inorganisés, n'ont pas de syndicats, de sociétés de secours mutuels..... ni de vote, mais ils n'en sont pas moins dignes de la considération du Parlement. Tous les membres du Parlement emploient des domestiques et il serait au plus haut point cynique et regrettable que les membres de la Chambre refusassent à leurs propres serviteurs les avantages qu'ils sont prêts à accorder aux serviteurs des autres. »

Enfin, en ce qui concerne les employés de bureau et de commerce, le Gouvernement lui-même avait reconnu qu'il n'avait pas de bonne raison pour les exclure. Lors de la seconde lecture du bill, M. Gladstone disait : « Le gouvernement a préféré laisser les propositions venir de la Chambre ; si nous avions proposé de comprendre ces catégories de travailleurs dans le bill, il nous aurait fallu préparer des arguments que peut être nous n'étions pas bien sûrs de posséder. » Ils furent donc admis, et à plus

(1) P. D. vol. 166 p. 1053.

(2) P. D. vol. 166 p. 1051.

juste titre encore que les domestiques, à bénéficier des dispositions de la loi.

L'article 1^{er} de la loi du 11 décembre 1906 décide que « si dans un emploi quelconque (1) un dommage personnel est causé à un ouvrier par un accident survenu par le fait et au cours du travail, le patron sera tenu au paiement d'une indemnité conformément à la première annexe de la présente loi. »

Que faut-il entendre par l'expression « ouvriers » ? La réponse nous est fournie par l'article 13 qui nous en donne la définition suivante : « Un ouvrier (workman), c'est toute personne qui est engagée chez un patron par un contrat soit de louage de services, soit d'apprentissage, qu'il s'agisse d'un travail manuel, d'un travail de bureau ou autre ; que le contrat soit exprès ou tacite, verbal ou par écrit (2). »

On le voit, les termes de la loi sont extrêmement larges et comprennent un grand nombre de personnes qu'on ne considère pas ordinairement comme des « ouvriers » : employés de bureau, commis de magasin, domestiques de toute espèce, matelots, infirmiers, musiciens, précepteurs et gouvernantes, voyageurs de commerce, etc...

Mais encore faut-il qu'il y ait entre les deux parties les relations de patron à employé, relations nées d'un contrat de louage de services ou d'apprentissage, c'est-à-dire d'un contrat par lequel une personne s'engage à en servir une autre et à obéir à ses ordres dans la mesure des devoirs qu'elle assume. Ce qui distingue l'ouvrier du travailleur indépendant, du « contractor » comme on

(1) Le Workmen's Compensation act de 1897 disait au contraire « si dans un des travaux auxquels s'applique la présente loi... »

(2) Traduction de M. Auguste Monnier docteur en droit. (Bulletin des assurances sociales 1907 (N° 1).

appelle ce dernier en Angleterre, c'est le droit de contrôle que le maître a dû se réserver soit quant au moment, soit quant à la manière dont le travail devra s'accomplir.

Mais même parmi les personnes qui ont loué leurs services dans ces conditions et qui pourraient être considérées comme des « workmen » au sens large que l'Act de 1906 donne à cette expression, il en est certaines qui sont expressément exclues du bénéfice de la loi. L'article 13 décide en effet que le mot « workman » ne comprend pas :

1° Toute personne employée autrement qu'à un travail manuel dont la rémunération dépasse 250 livres sterling (6.250 francs) par an. Par conséquent, une personne employée à un travail manuel aurait droit au bénéfice de l'Act, quelle que soit la somme annuelle qu'elle puisse gagner. Une difficulté pourra s'élever quand une personne dont la rémunération dépasse £. 250, sera employée en partie à un travail manuel et en partie à un travail intellectuel, travail de bureau ou autre... il semble conforme à l'intention du législateur d'interpréter la loi dans un sens favorable à l'ouvrier et de décider qu'il suffit que le travail manuel constitue le principal devoir de l'ouvrier et qu'on ne peut pas lui refuser l'indemnité parce qu'il rend en outre quelques services d'une nature différente.

Que faut-il entendre par « travail manuel » ? Pouvons-nous encore nous en rapporter aux décisions rendues par les Tribunaux sous l'empire de l'Employer's Liability Act et mentionnées au chapitre II ? Il ne le semble pas et il est probable que les termes de la loi de 1906 seront interprétés dans un esprit beaucoup moins étroit. Les termes du Workmen's compensation

Act de 1897 étaient déjà très larges, puisque le mot « workman » comprenait « toute personne employée dans l'une des industries assujetties, qu'il s'agisse d'un travail manuel ou autre » ; mais les Tribunaux avaient jugé bon d'intercaler après « toute personne », les mots « qui peut à proprement parler être considérée comme un ouvrier » et ils avaient refusé l'indemnité par exemple au directeur d'une mine de charbon dont les appointements étaient de £. 400 par an (1) et à un chimiste, docteur ès sciences, qui était employé à des travaux de laboratoire aux appointements de 200 livres sterling (2). Ces personnes ne seraient sans doute plus privées du bénéfice de la loi à l'heure actuelle, à moins que leur rémunération ne dépassât 250 livres sterling.

Le mot « rémunération » qui est moins précis que « salaires » ou « gages » semble avoir été employé à dessein ; de sorte que si, outre son salaire fixe, un employé touche des commissions et que le tout se monte à plus de 250 livres, il ne bénéficiera pas de la loi, à moins d'être occupé à un travail manuel ; de même s'il travaille en même temps pour plusieurs patrons différents et que sa rémunération totale dépasse 250 livres. L'idée dirigeante qui a motivé cette restriction, c'est qu'une personne instruite qui gagne plus de 6.250 frs. par an est à même de prendre par elle-même ses précautions contre les conséquences éventuelles d'accidents et de pourvoir à l'existence de ceux qui dépendent d'elle.

2° Les membres des forces de police.

3° Les personnes au service militaire ou naval de la Couronne.

4° Les membres de la famille de l'employeur habitant

(1) Simpson V. Ebbw Vae Coal C^e (1905).

(2) Bagnall V. Levinstein (1907) C. A.

sous le même toit que lui. En cas d'accident, ils n'ont pas droit à une indemnité d'après la loi de 1906, quoiqu'ils travaillent sous les ordres de leur parent et même reçoivent de lui des gages ; ces ateliers familiaux sont d'ailleurs exclus de la plupart des dispositions des lois industrielles anglaises connues sous le nom de *Factory and Workshop Acts*.

5° Les personnes employées occasionnellement et dans un but étranger au commerce ou à l'industrie du patron ; il s'ensuit que si elles sont employées même d'une manière occasionnelle, dans l'intérêt des affaires du patron, elles bénéficient de la loi.

Cette question du « casual labour » est très importante ; dans certaines industries, une part considérable du travail est faite par des hommes employés au jour ou à l'heure et qui souvent travaillent pour plusieurs patrons différents dans le cours de la même semaine ; ainsi en est-il d'une grande proportion du travail agricole, du travail des docks, du chargement et du déchargement des navires et d'une partie de l'industrie du bâtiment... Or, dans les premières années de l'application du *Workmen's Compensation Act* de 1897, les Tribunaux et la Cour d'appel avaient décidé que ces ouvriers ne bénéficieraient pas des dispositions de l'Act s'ils n'avaient été au service du même patron pendant au moins deux semaines, car il était alors impossible de faire la « moyenne » de leurs salaires hebdomadaires, moyenne indispensable pour le calcul de l'indemnité. La Chambre des Lords avait décidé au contraire que toute personne employée à l'un des travaux visés par l'Act, quelle que courte qu'ait été la durée de son emploi et quoique cet emploi ait pu être purement occasionnel et momentané, avait droit, si elle était victime d'un acci-

dent, à une indemnité au même titre qu'un ouvrier occupé régulièrement.

L'Act de 1906 a tranché législativement la difficulté ; mais il soulève à son tour deux questions : 1° Que faut-il considérer comme travail « occasionnel » ? 2° Quand peut-on dire qu'il se rattache suffisamment aux affaires de l'employeur pour donner droit à une indemnité.

Il est impossible de donner une définition exacte du travail occasionnel ; ce sera dans chaque cas une question de fait qui dépendra des circonstances de la cause ; en voici quelques exemples fournis par des décisions récentes.

Dans l'affaire *Rennie v. Reid* (1), un homme avait pendant plusieurs années nettoyé les vitres d'une maison d'habitation : il se présentait à intervalles irréguliers, mais environ une fois par mois. Il n'attendait pas, pour venir, d'être convoqué ; il se présentait, était d'ordinaire introduit et faisait l'ouvrage ; il n'y avait entre lui et le propriétaire, aucun contrat formel et le propriétaire aurait pu à tout moment lui refuser le travail et le faire exécuter par un autre. L'homme fut victime d'un accident, mais se vit refuser toute indemnité, car il fut décidé que son travail était de nature occasionnelle et n'avait aucun rapport avec les affaires du propriétaire de la maison.

La même décision avait été rendue dans un cas similaire (2) par la Cour d'appel d'Angleterre, car, disait celle-ci, quoique la victime ait pu avoir à juste titre l'espoir de continuer à être employée à des intervalles plus ou moins réguliers, son travail n'en restait pas moins un « casual labour » au sens de l'Act.

(1) Court of Session 3 juillet 1908.

(2) *Hill V. Begg* Cour d'appel 3 et 4 juin 1908.

Au contraire, dans l'affaire *Dewhurst v. Mather* (1), une femme de journée avait été employée depuis 18 mois régulièrement tous les vendredis pour faire la lessive ; la Cour d'appel jugea qu'il y avait là une prestation de travail périodique et régulière et que cette femme devait bénéficier des dispositions de la loi.

Quant au point de savoir si oui ou non la victime de l'accident était employée dans l'intérêt des affaires du patron, il donnera sans doute lieu à des questions intéressantes ; un gamin occupé à tenir le cheval d'un cavalier pendant une visite d'affaires et blessé par une ruade aurait sans doute droit à une indemnité, tandis qu'il n'aurait aucun recours s'il était blessé dans les mêmes conditions, mais pendant une visite amicale.

Il pourra dans bien des cas sembler dur à une personne de se voir obligée de payer une rente viagère à un homme qu'elle n'employait ainsi que pour quelques instants et cette rigueur sera d'autant plus grande qu'il aura presque toujours été impossible de se couvrir contre ce risque par l'assurance. Supposons même que cette assurance soit possible. par exemple dans le cas d'une femme de ménage employée régulièrement tous les samedis ; le patron, au service duquel cette femme a été blessée sera obligé de lui payer une rente calculée sur la totalité des salaires qu'elle recevait des différentes personnes qui l'occupaient. La prime d'assurance sera exorbitante et hors de proportion avec le risque, et cette femme sera peut-être assurée huit ou dix fois en même temps par les personnes qui l'occupent régulièrement une demi-journée par semaine. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il se soit formé en Angleterre, par exemple, pour le nettoyage des vitres, des sociétés auxquelles les

(1) Court of appeal 17 juillet 1908.

particuliers s'adressent directement et qui assurent leurs employés une fois pour toutes.

6° Les ouvriers travaillant à domicile (1) « outworkers », c'est-à-dire, d'après la définition de l'article 13, toute personne à laquelle des objets ou des matières premières sont remis pour être montés, nettoyés, lavés, transformés, ornés, finis, réparés ou préparés pour la vente, lorsque le travail doit être exécuté par ladite personne à son domicile ou dans d'autres locaux situés en dehors de la surveillance ou de la direction de celui qui a remis les objets ou les matières premières.

Cette question des « outworkers » a donné lieu à la Chambre des Communes, et même à la Chambre des Lords, à des discussions passionnées. Dès le 4 avril 1906, M. Cochrane avait fait observer que le refus d'indemnité aux travailleurs à domicile aurait pour conséquence de favoriser une forme de travail qui est la moins désirable de toutes, c'est-à-dire le « sweated labour ». Plus tard, il y revenait (P. D. vol. 166 p. 1049) et disait : « si les patrons qui ont commencé à pratiquer le sweating system, découvrent qu'en faisant faire l'ouvrage au dehors, ils échappent à l'obligation de payer l'indemnité, il y aura une augmentation considérable de la quantité de travail faite dans ces conditions. »

M. Gladstone : « Comment un travailleur à domicile prouvera-t-il que c'est au cours de son travail qu'il a été blessé ? »

M. Herbert Samuel (2) : « beaucoup des outworkers prennent en même temps du travail pour plusieurs patrons ; pour le compte duquel travaillait la victime au moment de l'accident ? Ce sera souvent impossible à

(1) Ou, plus exactement, les « personnes travaillant au dehors ».

(2) P. D. Vol. 167 p. 716.

prouver... Si un homme se coupe la main ou si une femme se brûle le bras, qui dira si l'accident s'est produit au cours du travail ou dans les occupations ordinaires de la cuisine ou du ménage ?... Et comment le patron pourrait-il assurer le travailleur à domicile ? Ces difficultés sont insurmontables. »

A la Chambre des Lords, le Comte de Lytton prit en mains la cause des travailleurs à domicile : « Ce sont, disait-il (1), des ouvriers pauvres, sans organisation corporative et par conséquent sans défenses. Certes, il sera difficile de prouver que l'accident s'est produit au cours de leur travail, mais dans les cas où cette preuve serait faisable, je ne conçois aucun motif de leur refuser une indemnité. On a encore fait valoir l'impossibilité pour le patron d'exercer une surveillance, mais la même chose ne se présente-t-elle pas dans le cas du mineur qui travaille seul au fond d'un puits de mine ou de l'employé de chemin de fer qui travaille absolument seul sur une voie, loin de la gare ? La classe des travailleurs à domicile occupe le dernier degré de l'échelle industrielle ; ils sont mal payés et mènent une existence misérable (a very hand to mouth existence) ; ils travaillent souvent dans des locaux malsains et délabrés... En fait, leur travail est exactement le genre de travail que la Chambre des Lords désire décourager dans la mesure du possible. »

Le comte Beauchamp : « La Compagnie de chemin de fer ou le propriétaire de la mine dont parlait mon honorable collègue, doit connaître dans leurs moindres détails les locaux sur lesquels son travail s'exécute ; si un accident s'y produit, il est donc infiniment plus responsable qu'un patron ne pourrait l'être pour un accident

(1) P. D., vol. 167 p. 1188.

survenu dans une chambre qu'il n'a sans doute jamais eu l'occasion de visiter ni d'examiner. »

Les arguments du gouvernement qui faisait valoir l'impossibilité pour l'ouvrier de prouver que l'accident s'est produit au cours du travail pour le compte d'une personne déterminée, et pour l'employeur de s'assurer contre ce risque, prévalurent contre l'éloquent appel de Lord Lytton ; les travailleurs à domicile furent donc, sans distinction, exclus du bénéfice de la loi.

Les six catégories de travailleurs que nous venons d'énumérer étant les seules à qui le workmen's compensation act 1906 refuse le droit à une indemnité, toutes les autres personnes bénéficient de ses dispositions, à condition toutefois, répétons-le encore, qu'il existe entre les deux parties des relations de patron et d'employé, c'est-à-dire que la personne qui ordonne le travail se soit réservée un droit de direction, de surveillance et de contrôle sur l'exécution de ce travail. Prenons un exemple : Pierre convient avec Paul de peindre la maison de Paul avec certaines couleurs et dans un temps donné ; si rien d'autre n'a été stipulé dans le contrat, Pierre reste un travailleur indépendant, un « contractor ». Mais si Pierre s'engage envers Paul à venir pendant une semaine chez lui pour peindre telles parties de la maison, de telle manière que Paul lui indiquera au fur et à mesure, et en se conformant aux directions qu'il en recevra de temps en temps, il semble bien que Pierre devienne alors le « workman » de Paul qui dirige et contrôle son travail.

Les tribunaux anglais semblent avoir interprété la loi avec une certaine largeur d'idées et dans un sens favorable aux ouvriers. Ainsi, ont été considérés comme des ouvriers bénéficiant des dispositions de l'Act :

a) Des ouvriers sans place, occupés par les comités de détresse, organisés par une loi de 1905 dans toutes les municipalités importantes, en vue de fournir temporairement du travail aux personnes sans place qui se présenteront à eux : la Cour d'appel en Angleterre (1) et la Cour de session en Ecosse (2) jugèrent qu'il y avait eu là réellement un libre contrat car le comité n'était pas obligé de fournir du travail et l'ouvrier n'était pas obligé de s'adresser à lui, ni d'accepter le travail qu'on lui offrait, s'il ne lui convenait pas...

b) Les personnes connues sous le nom de « butty-men » qui traitent avec les propriétaires de mines et se chargent d'extraire la houille ou le minerai à tant par tonne : on leur fournit les outils, mais ce sont elles qui engagent les ouvriers qui travaillent sous leurs ordres et elles ont le pouvoir de les congédier : la Cour d'appel jugea dans l'affaire *Evans v. Penwyllt Dinas* (3) que ces « butty-men » étaient des ouvriers au service du propriétaire de la mine et non des travailleurs indépendants...

Après avoir ainsi délimité aussi exactement que possible l'étendue d'application du Workmen's Compensation Act 1906, il nous paraît nécessaire de consacrer quelques pages aux marins qui bénéficient des dispositions de cette loi, mais dont la situation est toute particulière.

Pour un pays comme l'Angleterre, qui tire de sa flotte une grande partie de sa richesse, la question du régime de la marine est une question primordiale. Il faut se rappeler en même temps que le travail des

(1) *Porton V. The Central Body*. — 28 nov. 1908.

(2) *Gilroy V. Leith distress committee*. — 22 janvier 1909.

(3) 1901 18 T. L. R. 58.

matelots est beaucoup plus dangereux que celui d'aucune des autres industries, puisque, d'après les statistiques officielles anglaises, la moyenne annuelle des morts y est de 52 ou 53 par 10.000 marins, laissant bien loin derrière elle l'industrie la plus dangereuse, celle des mines, où la moyenne est de 12 ou 13 morts par 10.000 ouvriers, donc près de cinq fois moindre.

Le Workmen's Compensation Act de 1897 avait laissé complètement en dehors de son application tous les marins, car leur cas était prévu par la loi de 1894 sur la marine marchande qui décide, dans son article 207, que, en cas de maladie ou de blessure survenue pendant le cours de la traversée, le matelot devra recevoir, pendant tout le temps qu'il est à bord, la totalité de ses salaires en même temps que l'entretien, les médicaments et les soins médicaux et chirurgicaux. S'il est débarqué à l'étranger, le paiement de ses salaires cesse, mais tout le reste doit être continué aux frais de l'armateur jusqu'à ce que le blessé soit guéri, meure ou soit ramené dans l'un des ports du Royaume-Uni aux frais de l'armateur, qui, en cas de mort à l'étranger, doit aussi payer les frais des funérailles.

Mais, en dehors de ses salaires, le matelot n'avait droit à aucune somme qui lui permit de subvenir aux besoins de sa famille : or, une fois débarqué, il ne pouvait plus même exiger le paiement de ses salaires et n'avait aucun recours en indemnité contre l'armateur, même si l'accident avait occasionné une incapacité de travail permanente et totale.

Cette situation était certes d'intérêt et, en 1904, le Departmental Committee (pages 114 et suivantes de son rapport) avait très soigneusement étudié la question de l'extension aux marins du principe du ris-

que professionnel : les armateurs avaient fait observer que les dispositions et le mécanisme du Workmen's Compensation Act n'étaient pas et ne pouvaient pas être convenablement adaptés aux conditions toutes spéciales du service des marins à bord, à cause de l'absence prolongée des navires et des changements fréquents dans la composition de l'équipage qui empêcheraient, dans la plupart des cas, la production des preuves et témoignages nécessaires pour permettre d'établir les responsabilités.

Les armateurs alléguaient en outre qu'une fois le vaisseau en mer, ils n'avaient plus aucune surveillance ni aucun contrôle sur le navire et l'équipage et que, durant la traversée, le vaisseau était souvent mis en péril par des cas de force majeure complètement en dehors de tout contrôle humain.

Quant à cette dernière objection, la Commission faisait observer que le principe du risque professionnel établi par le W. C. A. rendait le patron responsable dans tous les cas, de quelque manière que l'accident se fût produit, même s'il y avait eu cas fortuit, même si l'accident était dû à la faute de la victime elle-même, pourvu seulement que cette faute ne soit pas trop grave. Cette objection n'était donc pas décisive, étant donné surtout le grand nombre des morts de marins dues à des accidents de toutes sortes.

Mais tout en écartant cette objection de principe, la Commission pensait que le mécanisme du W. C. A. ne pouvait pas, sans des difficultés insurmontables, être appliqué aux marins et qu'en outre il y aurait conflit entre ses dispositions et celles du Merchant shipping Act 1894 que nous avons citées ci-dessus. La Commission conseillait donc de procéder par voie d'amendement à la section

207 de cette dernière loi, tout en exprimant son désir que l'indemnité accordée aux marins ne fût pas moindre que celle qu'accorde le W. C. A., dans les cas de mort ou d'incapacité se prolongeant après que le marin a été payé de ses gages et débarqué dans un des ports du Royaume-Uni. Et, comme dans bien des cas les marins ont à risquer leur vie dans l'intérêt de l'humanité, par exemple pour venir au secours d'un navire en péril, la Commission pensait qu'il ne serait que juste que l'Etat contribuât pour partie à leur assurance ; elle recommandait aussi l'institution d'un système d'assurance obligatoire à cause du grand nombre de petits vaisseaux, côtiers et bateaux de pêche qui appartiennent à des petits patrons aux ressources très limitées, qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'assurer contre la perte de leurs vaisseaux ; or, ceux-ci constituent souvent leur unique fortune et il pourrait ainsi arriver que les marins ou leurs ayants droit ne trouvent pas un actif suffisant pour le paiement de l'indemnité que la loi leur accorde.

La question donna lieu, devant les deux Chambres du Parlement à de très longues discussions : le Gouvernement jugeait qu'il n'y avait pas lieu de régler d'une manière spéciale la responsabilité des armateurs et il proposait dans son Bill l'extension du risque professionnel à tous les gens de mer sur les mêmes bases qu'aux ouvriers ordinaires, sauf quelques modifications secondaires nécessitées par leur situation particulière. Comme le disait M. Gladstone, la question de savoir s'il faut régler la situation des marins dans le Merchant shipping Act ou dans ce Bill n'est guère qu'une différence « entre bonnet blanc et blanc bonnet » (*between twedledum and tweedledee*).

M. Barnes (Glasgow), qui avait été membre du Dé-

partmental Committee disait : « Je vois avec plaisir l'application de ce projet de loi aux marins, quoique j'avoue avoir été amené en 1904 à signer le rapport de la Commission qui proposait de traiter la question dans une loi spéciale, parce que je croyais qu'il y a dans la vie des marins des circonstances toutes particulières. »

Nous ne donnerons pas en détail l'analyse des discours prononcés contre l'extension du Bill aux gens de mer, car beaucoup des arguments qui y furent développés se trouvent énoncés dans le passage du rapport de la Commission que nous avons cité.

Sir Robert Ropner fait observer que tandis que l'ouvrier sur terre travaille pendant 8 ou 9 heures par jour, le marin reste exposé aux risques pendant 24 heures.

M. David Maciver (Liverpool-Kirkdale) : « Je crains que l'extension aux gens de mer du projet tel qu'il nous est présenté, extension que je souhaite d'ailleurs, ne place le marin qui a une famille, dans une situation désavantageuse vis-à-vis des célibataires et des marins étrangers qui n'ont pas d'obligations de famille dans ce pays. Le seul remède consiste dans une assurance nationale. L'argent nécessaire pourrait être obtenu par la perception d'un droit sur chaque navire qui use de l'hospitalité de nos ports et l'administration de ces fonds pourrait être confiée à l'un des ministères... On ne paraît pas tenir assez compte des recommandations de la Commission, dont personne ne peut nier la compétence et l'impartialité, et qui désirait voir établir quelque système d'assurance obligatoire destiné à donner pleine sécurité sans imposer aux armateurs un fardeau excessif. »

M. A. Williamson (1) (Elgin and Navirn) : « Des personnes compétentes ont calculé qu'il en coûtera 2 l. 6 sh. 8 d. par homme pour assurer les marins sur les steamers et au moins 7 livres sterling par homme sur les navires à voiles ; il n'y a, à l'heure actuelle plus rien à gagner avec les navires à voiles et cette surcharge sera leur arrêt de mort ; or, il faut se rappeler qu'ils sont la pépinière (nursery) de nos marins. Si ce Bill passe, les armateurs auront avantage à mettre leurs navires sous pavillon étranger ; nous avons devant cette Chambre un projet de loi destiné à décourager l'emploi de marins étrangers sur les navires anglais, mais le Bill que nous discutons va au contraire encourager leur emploi.

Le Solicitor général (sir W. Robson) (2) : « Il est depuis longtemps reconnu que les gens de mer doivent bénéficier des dispositions de quelque loi de cette sorte : la raison qu'on a donnée pour les en exclure, à savoir le très grand nombre d'accidents auxquels ils sont exposés devrait plutôt être un suprême motif pour la leur appliquer. »

Le Sous-Secrétaire d'Etat du Home-Department (M. Herbert Samuel) (3) : « Le présent Bill a pris bien soin de séparer les droits conférés aux gens de mer par le W. C. A., de ceux dont il jouit d'après le Merchant shipping Act ; ce n'est que quand ils parviendront dans un port anglais qu'ils jouiront des droits d'un ouvrier anglais. On a dit que l'armateur ne devait pas être responsable parce qu'il n'a plus aucun contrôle réel sur son navire une fois qu'il a quitté le port, mais précisément le même argument peut être employé pour toutes

(1) 155 p. 1198.

(2) P. D. 1906 vol. 154 p. 927.

(3) P. D. 1906 vol. 155. p. 1211

les autres grandes industries ; quel contrôle direct, jour par jour et heure par heure, peut avoir par exemple le directeur d'un chemin de fer sur tous les employés de la Compagnie ? Le jour est depuis longtemps passé où l'ouvrier travaillait constamment sous l'œil du patron. L'armateur assurera ses hommes comme il assure son navire et sa cargaison. Mon honorable collègue nous a menacés de toutes sortes de calamités, mais ses objections s'appliqueraient aussi bien à n'importe quel autre système d'indemnisation ; veut-on un taux d'indemnité plus bas, au désavantage du marin ou une procédure différente ? On a dit que le marin est exposé au risque pendant 24 heures tandis que sur terre, l'ouvrier n'y est exposé que pendant 8 ou 10 heures ; mais ce sera une bien piètre consolation pour la veuve d'un marin quand on viendra lui dire que la raison pour laquelle elle n'obtient que le tiers de l'indemnité ordinaire, c'est que son mari était trois fois plus exposé aux risques.

« Pendant la discussion du Bill de 1897, sir Francis Evans qui était alors président de l'Union Steamship Co et grand armateur, vint proposer un amendement pour comprendre les gens de mer dans le Bill : il disait qu'après de soigneux calculs établis sur l'expérience d'une longue série d'années, il était persuadé que la charge totale qui serait imposée à la vaste entreprise qu'il présidait ne dépasserait pas 400 livres sterling par an. Son amendement fut rejeté et depuis lors les armateurs ont été exemptés pendant 10 ans de toute responsabilité ; jusqu'à présent, le marin pouvait rester perclus pour la vie entière, il pouvait avoir perdu les deux jambes ou les deux yeux, quel que pût être son état, une fois qu'il était débarqué dans un port du Royaume-Uni, l'armateur ne lui devait plus rien....

« D'ailleurs nulle part, l'assurance n'est plus développée que dans le commerce maritime ; les armateurs assurent toujours leurs navires et leurs cargaisons ; il ne se pas difficile d'arranger un système d'assurance contre cette nouvelle responsabilité, et je ne pense pas qu'il y aura aucun armateur pour prétendre que le navire et sa cargaison sont plus précieux que la vie de nos marins. »

Malgré les résistances des armateurs le projet du gouvernement fut adopté et l'article 7 du W. C. A. décide que « la présente s'appliquera aux capitaines et marins, et aux mousses qui font l'apprentissage du service de mer ou du travail de la pêche maritime, à condition toutefois que ces personnes soient « ouvriers » au sens de la présente loi et fassent partie de l'équipage de tout navire inscrit sur les registres de marine du Royaume-Uni ou de tout autre navire ou bâtiment dont le propriétaire ou le gérant réside ou possède son principal établissement d'affaires dans le Royaume-Uni. »

Nous étudierons plus tard, en traitant de la procédure, les diverses modifications de détail qui ont été nécessitées par les conditions spéciales où se trouvent les gens de mer ; notons seulement la disposition du paragr. *E* de l'art. 7 qui règle l'étendue d'application respective du W. C. A. et du Merchant shipping Act : « le propriétaire du navire ne sera pas tenu au paiement de la pension hebdomadaire pendant la période durant laquelle le Merchant shipping Act de 1894 ou les lois qui l'ont amendé, ou tout autre texte obligent ledit propriétaire à supporter les dépenses d'entretien du capitaine, marin ou mousse blessé. En cas de mort de la victime et si elle ne laisse aucun ayant droit, aucune indemnité ne sera due à condition que le propriétaire du navire se trouve déjà tenu en vertu de cette loi, au paiement des frais de funérailles. »

Une seule catégorie de marins est exclue de la loi ; ce sont « les hommes faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de pêche lorsqu'ils sont payés sous forme de participation dans les bénéfices ou dans le produit brut de la pêche ».

Cette exclusion s'explique facilement car nous avons affaire ici à des associés plutôt qu'à des salariés ; ainsi que le disait sir Robson (1), c'est d'ailleurs sur leur propre demande que ces pêcheurs ont été exclus : « Ils ont montré au Gouvernement que chacun d'entre eux était son propre patron puisqu'ils partagent les profits, et que quoique sans doute ils soient aussi désireux que les autres travailleurs d'obtenir une indemnité en cas d'accident, ils ne savaient qui la paierait, puisqu'ils étaient à la fois ouvriers et patrons ».

Dans quels cas les Accidents du Travail donnent-ils droit à une indemnité ?

Nous venons de voir quelle était la portée du Workmen's Compensation Act 1906 et quelles personnes bénéficiaient de ses dispositions ; il nous faut rechercher maintenant dans quels cas ces personnes auront droit à une indemnité.

L'article 1^{er} répond : « Si, dans un travail quelconque, un dommage personnel est causé à un ouvrier par un accident survenu par le fait et au cours de son travail, le patron sera, conformément aux dispositions ci-après, tenu au paiement d'une indemnité. (1) »

(1) P. D. vol. 166 p. 856.

(2) Remarquons immédiatement que la loi de 1906 fait rentrer dans la catégorie des accidents les maladies contractées au cours du travail. Cette question des maladies professionnelles occupera un chapitre à part.

Cet article soulève deux questions : 1° Qu'est-ce qu'un accident ; 2° Quand peut-on dire qu'il est survenu par le fait et au cours du travail ?

La loi de 1906, comme celle de 1897, ne donne aucune définition précise du mot « accident ». Cette définition aurait une extrême importance, car elle permettrait d'atteindre le plus haut degré de certitude possible en ce qui concerne la responsabilité imposée au patron par l'Act. Mais le législateur a craint de troubler, en essayant d'améliorer la terminologie de son œuvre, le degré de certitude auquel on était déjà parvenu par l'effet de décisions judiciaires d'une grande autorité. Ce n'est que dans des cas assez rares qu'une difficulté nécessitant l'intervention des Tribunaux s'est présentée relativement à la nature accidentelle du dommage, et l'on obtient progressivement, par la vertu de leurs jugements, une définition équitable, sans qu'on se soit enfoncé dans les termes d'un texte précis qui aurait peut-être engendré le mal qu'il cherchait à éviter. Il en est de même de la difficile question de savoir si le dommage peut être attribué à l'accident ou s'il est dû à un état de morbidité préexistant ; il serait impossible de poser des règles générales d'une application satisfaisante et il est bien préférable de laisser aux juges le soin d'étudier chaque cas avec l'assistance des médecins.

La question de savoir ce qui constitue un accident s'était présenté maintes fois devant la Cour d'appel dans l'interprétation de l'Act de 1897 et il faut reconnaître qu'en dépit de nombreux arrêts, aucune définition satisfaisante n'avait été donnée avant la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire *Fenton v. Thorley and C^o Ltd* (1) en 1903.

(1) A. C. 443 ; 72 L. J. K. 787.

La Cour d'appel avait montré une tendance assez naturelle à confirmer les décisions des juges de première instance, puisque la loi ne donnait aucune règle sur laquelle la Cour pût se baser pour les casser. Mais elle avait ainsi sanctionné les jugements les plus inconciliables et les plus contradictoires.

Dans l'affaire *Hensey v. White* (1) elle refusait l'indemnité aux représentants d'un homme qui était mort de la rupture des vaisseaux sanguins de l'estomac et des intestins : l'accident s'était produit alors que l'homme essayait de tourner une roue qui n'avait pas servi pendant quelques jours et qui était, de ce fait, plus dure à manœuvrer que de coutume... Le Lord Juge Collins disait dans son jugement « Je pense que le mot accident implique l'idée de quelque chose de fortuit et d'inattendu ».

Dans l'affaire *Walker v. Lilleshall Coal Co* (2) la Cour d'appel jugea également qu'il n'y avait pas eu « accident » ; la victime qui avait une coupure au doigt s'était empoisonnée en travaillant du minium ; elle avait fait remarquer à son contremaître que son doigt n'était guère apte à ce genre de travail, mais le contremaître lui avait répondu qu'il fallait que l'ouvrage se fit... Le Lord Juge Smith trouva qu'il n'y avait pas là l'élément de hasard nécessaire pour constituer un « accident ».

Par ces arrêts, qui furent suivis de plusieurs autres, la Cour d'appel posait donc en principe que quand l'ouvrier se blessait lui-même en accomplissant son travail ordinaire, il n'y avait pas là un accident donnant droit à indemnité.

Dans l'affaire *Timmins v. Leeds forge* (3), elle accor-

(1) 1900, 1 Q. B. 481.

(2) 1900, 1 Q. B. 488.

(3) 1900, 83 L. T. 120, C. A.

dait l'indemnité à un homme qui s'était donné une hernie en soulevant des planches que la gelée avait rendues adhérentes entre elles ; nous n'essaierons pas de concilier cette décision avec celle de l'affaire *Hensley v. White*.

Divers autres arrêts furent encore rendus, dans lesquels la Cour d'appel confirmait toujours la sentence du premier juge, qu'il ait ou non décidé que l'événement constituait un accident. Elle traitait donc cette question comme une question de fait sur laquelle elle ne se reconnaissait aucun pouvoir.

Enfin, en 1903, la question parvint à la Chambre des Lords qui interpréta la loi dans un sens beaucoup plus équitable et plus favorable à l'ouvrier : c'était dans l'affaire *Fenton v. Thorley* où un ouvrier s'était donné une hernie en faisant un effort trop violent pour tourner la roue d'une machine ; le juge de la Cour de Comté, sur l'autorité d'une décision précédente de la Cour d'appel, jugea que ce n'était pas là un accident rentrant dans les termes de la loi de 1897 et sa décision fut confirmée par la Cour d'appel.

La Chambre des Lords, à l'unanimité, cassa cet arrêt et décida que l'homme avait été réellement victime d'un accident au sens de l'Act et avait droit à une indemnité.

Lord Macnaghten (*Law-reports* page 446) exprimait son regret que le mot « fortuit » ait été ajouté par la Cour d'appel aux mots « dommage causé par un accident » que contient le *W. C. A.* Si, disait-il, ce mot signifie la même chose que « accidentel », son emploi est superflu ; s'il introduit l'élément de pur hasard qui n'est pas nécessairement impliqué par le mot « accident », alors je crois que son emploi est trompeur et que rien dans l'Act ne l'autorise. J'en arrive donc à la conclusion que l'expression « accident » doit être prise dans son

sens vulgaire et ordinaire pour désigner un malheur inattendu ou un événement malencontreux qu'on n'a ni prévu ni provoqué.... Les décisions de la Cour sont curieusement contradictoires. Il semblerait presque que la Cour s'est bornée à confirmer la sentence du premier juge comme si elle avait affaire à une question de fait, et quelque'opposée que cette sentence pût être aux décisions précédentes de la Cour sur des faits exactement semblables. »

De cette décision de la Chambre des Lords qui fait autorité, nous pouvons conclure que l'accident n'a pas besoin, pour donner droit à indemnité, d'avoir une cause extérieure et purement fortuite et qu'il y a « accident » au sens de l'Act, même quand l'ouvrier a été blessé par suite de son propre acte, accompli dans le cours de son travail ordinaire. Cette interprétation est bien plus juste et plus conforme à l'esprit de la Loi !

Quant à la question de savoir si l'ouvrier doit se voir refuser l'indemnité quand il se trouvait dans un état de morbidité qui le prédisposait aux accidents, voici une décision très intéressante rendue le 31 juillet 1908 par la Chambre des Lords dans l'affaire Ismay, Imrie and Co v. Williamson : Un steamer anglais était sur le point de s'éloigner d'un port étranger quand le capitaine s'aperçut qu'il manquait 3 hommes à son équipage et il s'adressa à une mission pour remplacer les manquants. Un des trois hommes fournis par la Mission fut employé dans la chambre des machines du navire : cet homme était extrêmement maigre et il mourait de faim quand il s'était adressé à la Mission pour obtenir du travail. Le lendemain du jour où il avait été embarqué, pendant qu'il était occupé à balayer les cendres qui étaient tombées d'un des fours, il tomba sans connaissance par suite

d'un « coup de chaleur ». La ventilation de la chambre des machines était parfaite et les conditions du travail très normales, mais la température était comme d'ordinaire très élevée, puisqu'elle atteignait 96° F.

L'homme mourut d'épuisement deux heures après : sa veuve demanda une indemnité et le juge de première instance lui accorda 162 livres st. Le témoignage du médecin montra que, à raison de la diminution de sa vitalité, due aux privations, l'homme était incapable de supporter la haute température normale dans la chambre des machines. La Cour d'appel d'Irlande confirma la décision du juge. L'armateur en appela à la Chambre des Lords en prétendant que la mort ne pouvait pas être attribuée à un « accident ». La Chambre des Lords rejeta l'appel en déclarant que la mort avait bien été causée par un accident au sens de l'Act ; la faiblesse du défunt qui le prédisposait à l'accident ne devait pas entrer en ligne de compte ; la cause de la mort était un coup de chaleur (heat stroke) qui l'avait frappé à l'improviste pendant son travail ; ce « coup » était le résultat insolite d'une cause connue, résultat souvent évité, mais toujours menaçant : comme l'inexpérience de l'homme l'avait empêché d'éviter ce danger, il fallait lui étendre la protection du W. C. A. 1906.

La Chambre des Lords interprète donc le mot « accident » dans l'esprit le plus large et le plus favorable aux ouvriers.

Il ne suffit pas qu'il y ait eu un accident ; il faut encore que cet accident se soit produit « par le fait » et « au cours du travail » (out of and in the course of the employment). Ces deux conditions doivent se trouver réunies (1) dans chaque cas, et, naturellement, le far-

(1) Au contraire de la loi française du 9 avril 1898 dit : « par le fait du travail » ou « à l'occasion du travail ».

deau de la preuve incombe à l'ouvrier demandeur, alors même que la manière dont l'accident s'est produit est restée absolument inexpliquée (1).

Le jeu des lois de la nature, par exemple une inondation, un éclair, un tremblement de terre ayant occasionné à l'ouvrier un dommage pendant le cours de son travail suffirait-il à lui seul pour permettre de dire que l'accident s'est produit « par le fait » du travail ? M. Ruegg, dont le nom fait autorité en Angleterre, ne le pense pas, car, dit-il, « le travail peut bien avoir été une condition *sine qua non*, mais nous ne pensons pas qu'il puisse être regardé comme une cause efficiente de l'accident. » Son opinion est d'ailleurs confirmée par les paroles de Lord Trayner dans l'affaire *Falconer v. London and Glasgow* (1901) ; prévoyant cette hypothèse, il disait : « De tels accidents ne proviennent en aucun sens « du fait » du travail et ne sont nullement inhérents à ce travail puisqu'ils pourraient tout aussi bien arriver à une personne étrangère à ce travail. » La loi anglaise se montre donc ici plus rigoureuse que la nôtre, puisqu'un pareil accident pourrait être considéré en France comme survenu « à l'occasion » du travail (3).

Les mots « par le fait » et « au cours » du travail ont, disait Cozens-Hardy L. J. (3), des significations bien distinctes : « par le fait » désigne les accidents provenant de causes telles que la négligence d'un compagnon de travail ou quelque autre cause naturelle inhérente à la

(1) *Pomfret V. Lancashire Rail C^e* 1903 2 K. B. 718 et *Mitchell V. Glamorgan Coal C^e* 1907 23 T. L. R. 588.

(2) Voir cependant *Req.* 8 juin 1904. D. P. 1906. I. 107.

(3) *Armitage V. Lancashire* 1902 2 K. B. page 183.

nature du travail... « Au cours du travail » signifie pendant que l'ouvrier est occupé à son travail.

Nous ne pouvons analyser ici les innombrables décisions qui ont été rendues depuis 1897 sur l'interprétation des mots « out of and in the course ». Mais voici d'après M. Ruegg (page 293), les principes que l'on peut déduire de l'ensemble de ces décisions :

1° L'accident n'est pas survenu « par le fait » du travail et ne donne par conséquent droit à aucune indemnité.

a) Quand la victime était en train d'accomplir un acte pour son seul plaisir ou dans son seul intérêt au moment de l'accident ; par exemple un collecteur de billets blessé en sautant du marchepied d'un train sur lequel il était monté pour causer avec un de ses amis qui se trouvait dans l'un des wagons (Smith v. Lancashire) (1).

b) Quand l'accident provient de l'acte volontaire et malfaisant accompli par un compagnon de travail tout à fait en dehors de son travail, ou par un étranger ; ainsi des ouvriers s'étaient amusés à passer le crochet d'une grue dans la cravate d'un de leurs compagnons ; l'homme fut enlevé à 50 pieds au-dessus du sol, quand la cravate se déchira et le malheureux fut précipité par terre ; les auteurs du méfait furent poursuivis et condamnés, mais la victime ne put obtenir d'indemnité (Fitz Gerald v. Clarke and Son) (2).

2° L'accident peut au contraire être considéré comme survenu par le fait et au cours du travail.

a) Si l'acte qui l'a occasionné n'était pas strictement compris dans le service de l'ouvrier, mais a été accompli dans un cas d'urgence et pour sauvegarder les intérêts

(1) 1899 18 Q. B. 141

(2) Cour d'appel 1^{re} juin 1908.

du patron ; par exemple pour arrêter des chevaux emballés dont l'ouvrier n'avait pas la charge (1).

b) S'il était du devoir de l'ouvrier de faire cet acte, mais qu'il l'a exécuté d'une manière impropre ou même en désobéissant aux ordres du patron, pourvu que cette faute ne présente pas un caractère de gravité excessif.

Ici se manifeste l'un des grands bienfaits accordés par le W. C. A. aux ouvriers, car sous la Common Law ou l'Employer's liability Act, il se seraient vus dans ce cas opposer l'exception de contributory negligence. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question de la faute de l'ouvrier.

c) Si l'accident s'est produit dans les locaux du patron, mais avant le commencement, après la fin ou pendant une interruption nécessaire du travail ; par exemple dans l'affaire Sharp v. Johnson où les ouvriers arrivaient par le train vingt minutes avant l'ouverture de l'usine.

d) Si, ses devoirs n'étant pas nettement déterminés, l'ouvrier a pu raisonnablement se croire tenu de faire l'acte qui a occasionné l'accident.

e) Quand l'accident a été produit par quelque chose entièrement en dehors du travail, si les conditions du travail rendaient l'ouvrier particulièrement sujet à ce risque ; ainsi jugé dans l'affaire Andrew v. Failsworth Industrial society où un homme avait été tué par la foudre ; cette décision n'est pas en contradiction avec ce que nous disons plus haut, car l'homme travaillait sur un échafaudage et le juge trouva qu'il y avait là un risque anormal d'être frappé par la foudre.

f) Enfin, quand l'accident provient de la négligence ou de la faute positive commise par un compagnon de

(1) Rees v. Thomas.

travail dans l'accomplissement de son service (Mc Intyre v. Rodger 1903).

C'est l'abolition de la funeste doctrine de « Common employment ».

Le Departmental Committee faisait observer dans son rapport (page 46), qu'on ne pourrait trouver une meilleure illustration des fonctions respectives des pouvoirs législatif et judiciaire que celle qui est fournie par les décisions rendues sur l'interprétation des mots « par le fait et au cours du travail ». Ces décisions lui paraissent avoir fait une application exacte des intentions du Législateur en même temps que du sens commun ; elles protègent l'ouvrier non seulement pendant la durée de son travail, mais aussi pendant le temps qui lui est raisonnablement nécessaire pour se rendre au travail ou pour quitter les locaux du patron après la fin du travail. En conséquence, il ne recommandait aucune modification à cette terminologie ; aucune ne fut d'ailleurs proposée au cours des discussions parlementaires.

En revanche, il faut signaler une très importante amélioration que la Commission avait déjà suggérée en 1904 et que le Législateur de 1906 réalisa par la suppression de trois petits mots, en apparence insignifiants, mais dont l'interprétation par la jurisprudence avait été d'une grande rigueur pour les ouvriers et avait fréquemment entraîné le refus de l'indemnité dans des cas où cependant elle paraissait bien due ; nous voulons parler des mots « sur, dans ou auprès (on or in or about) » qui avaient été insérés dans l'article 7, parag. 1 de la loi de 1897 ; cet article, en énumérant les catégories de travaux auxquelles s'appliquait la loi disait : la présente loi ne s'appliquera qu'au travail effectué au service des entrepreneurs « sur, dans ou auprès » des chemins de fer, fabriques, usines, etc.....

L'accident, pour donner droit à indemnité, devait donc se produire sur, dans ou auprès des lieux de travail énumérés ; l'intention apparente du législateur en insérant ces trois mots, avait été de limiter la responsabilité du patron aux locaux que l'on pouvait supposer soumis à sa surveillance et aux travaux pour lesquels on pouvait sans injustice le rendre responsable ; plusieurs tentatives furent faites pour amener les Tribunaux à rapporter ces mots au travail dont il s'agissait et non au local où ce travail était exécuté. Mais ces essais furent infructueux, car dès l'année 1899, dans l'affaire *Powell v. Brown*, la Cour, interprétant ces mots avec une étroitesse rigoureuse, déclarait qu'ils se rapportaient au local et rien qu'au local ; dans chaque cas il fallait donc se demander si l'accident s'était ou non produit suffisamment près de l'usine ou du chantier du patron pour donner droit à indemnité. Pour ne citer qu'un exemple entre beaucoup d'autres, un ingénieur envoyé au dehors pour surveiller les essais d'une machine, quoique ce travail pût être beaucoup plus dangereux que celui qu'il accomplissait d'ordinaire dans l'usine du patron, n'avait droit à aucune indemnité s'il était victime d'un accident qui, cependant, était, sans conteste, survenu par le fait et au cours de son travail.

La question parvint en 1906 à la Chambre des Lords dans l'affaire *Back v. Dick Kerr and Co* (1) ; la Chambre des Lords confirma l'interprétation de la Cour d'appel et décida que ces mots se rapportaient bien à la « localité ».

Cette interprétation était peut être correcte et conforme à l'intention du législateur puisque dans le même article 7, il était dit que « l'ouvrier occupé dans un chan-

(1) A. C. 325.

tier de constructions navales ne sera pas exclu du bénéfice de la présente loi pour ce seul motif que l'accident s'est produit à l'extérieur du chantier au cours du travail..... » L'exception ne confirmait-elle pas la règle ?

Quoi qu'il en soit, la Commission disait dans son rapport : « il est à peine besoin d'ajouter que cette disposition est une de celles de l'Act qui ont donné lieu au plus grand nombre de litiges et fait naître un fort sentiment d'injustice et d'inégalités. » La loi de 1900 n'avait pas apporté la même restriction en ce qui concernait l'agriculture, et, depuis la mise en vigueur du W. C. A. de 1906, la « localité » où l'accident s'est produit n'a plus d'importance, si, au moment de l'accident, la victime était occupée au service du patron de telle sorte qu'on puisse dire que l'accident s'était produit par le fait et au cours du travail. Il n'y a plus à cette règle qu'une seule exception sur laquelle nous reviendrons plus tard, en étudiant la responsabilité du patron en cas de sous-entreprise (sub. contracting).

Il nous paraît nécessaire, avant de quitter la question de la définition des accidents qui donnent droit à une indemnité, de traiter dans un chapitre à part la question très importante des maladies professionnelles que pour la première fois, la législation anglaise a assimilées dans une certaine mesure aux accidents proprement dits au point de vue de la réparation.

Maladies Professionnelles

L'Act de 1897 n'avait fait aucune mention spéciale des maladies qui peuvent provenir du fait du travail ; peut-on appeler ces maladies des accidents ? Il semble

que l'aspect de la question soit tout différent. Voici ce que disait à ce sujet M. G. Jouanny (1) : « Le principe du risque professionnel étant admis en matière d'accidents — et il n'est plus guère discuté aujourd'hui — certains ont pensé qu'il pouvait difficilement rester aussi limité et ils ont fait valoir que son application semblait s'imposer d'une façon aussi impérieuse aux maladies professionnelles. La maladie professionnelle est celle qui est acquise par l'exercice de certaines professions ; elle y trouve son origine et c'est à ce titre qu'elle a été considérée comme constituant un autre risque professionnel. Cette donnée admise, comment refuser dès lors à l'ouvrier atteint d'une maladie professionnelle l'indemnité accordée à l'ouvrier victime d'un accident de travail ?

Notre but n'étant pas ici de discuter le bien-fondé d'une pareille assimilation, nous nous bornerons à rappeler ce que nous avons soutenu par ailleurs, qu'à notre avis le caractère soudain, fortuit, impossible à prévoir, fatal en quelque sorte, que revêt parfois l'accident, ne se retrouve pas en présence d'une maladie professionnelle dont le propre est au contraire, d'atteindre lentement l'homme occupé à certains travaux.

La connaissance du mal inéluctable qui doit résulter des conditions dans lesquelles s'exerce l'exploitation, nous laisse dans cette conviction que toujours une prévention appropriée doit pouvoir être efficace, et que dès lors, le caractère fortuit faisant défaut, il ne saurait y avoir assimilation.

Nous ne nous attarderons pas à cette controverse, et constatant l'existence de trop nombreuses maladies professionnelles que l'initiative privée et la réglementation

(1) Rapport au congrès des assurances sociales. Rome 1908.

légale laissent subsister, nous n'hésitons pas à apporter notre collaboration pour en conjurer les effets.

La réalisation pratique de la réparation des maladies professionnelles se heurte à deux difficultés considérables :

La première résulte de l'incertitude du caractère professionnel de la maladie, la même affection venant frapper, et pour des causes diverses, pathologiques, héréditaires, etc... non seulement les travailleurs de certaines professions, mais encore des individus adonnés à des occupations quelconques.

Or, si l'on conçoit qu'il soit légitime d'imposer aux chefs d'entreprise la réparation des maladies ayant une cause professionnelle, on ne peut leur faire supporter la charge de toutes les maladies qui, pour des causes infinies, menacent leurs ouvriers. Il faudrait pouvoir établir, dans chaque cas particulier, une relation de cause à effet entre l'affection dont est atteint l'ouvrier et la nature du travail auquel il se livre. Mais cette délimitation entre la maladie ordinaire et la maladie professionnelle ne peut presque jamais être établie avec une certitude complète.

La deuxième difficulté concerne l'imputation de la responsabilité de la maladie professionnelle. Elle tient à la façon dont se réalise le risque. L'accident du travail ne se produit qu'au cours du travail ; l'ouvrier cesse d'y être exposé dès qu'il a quitté l'entreprise ; le patron cesse, naturellement, d'en être responsable dès que l'ouvrier ne travaille plus pour son compte. Il doit en être tout autrement pour la maladie professionnelle ; celle-ci ne se contractant que lentement et progressivement, elle peut fort bien ne se déclarer qu'après que l'ouvrier a cessé d'être exposé au danger de contamination. Dans

ces conditions on ne peut décharger l'industriel de toute responsabilité à cet égard du seul fait que son ouvrier a cessé d'être employé par lui, ni imposer dans tous les cas au patron actuel la réparation d'une maladie professionnelle qui se déclare chez un ouvrier récemment entré dans son établissement. Il faut prévoir et organiser la responsabilité des patrons antérieurs.

Ce sont là les deux graves obstacles auxquels se heurte tout essai de réparation des maladies professionnelles. C'est par la façon dont ils s'efforcent de les surmonter que se caractérisent les divers systèmes qui ont été proposés et ce sont là les deux points de vue essentiels auxquels il importe de se placer pour les apprécier.

C'est la difficulté de résoudre ces deux objections qui explique les hésitations auxquelles a donné lieu cette question que la plupart des législations n'ont pas encore tranchée.

Il n'y a actuellement que l'Allemagne (1), la Suisse (2) et l'Angleterre qui assurent la réparation des maladies professionnelles. »

(1) En Allemagne, la réparation des maladies professionnelles est assurée au même titre que celle des maladies ordinaires, du fait de la mise en pratique du régime de l'assurance obligatoire et générale contre la maladie et l'invalidité. Dans un tel système, les deux difficultés capitales que nous avons indiquées ne se posent plus.

(2) En Suisse la loi du 23 mars 1877 modifiée par la loi du 25 juin 1881 a posé le principe de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents.

La liste des industries où l'on emploie des procédés nocifs susceptibles d'engendrer des maladies graves est établie par des arrêtés du Conseil fédéral et l'art 3. de la loi de 1881 consacre en ce cas la responsabilité du fabricant, mais seulement lorsqu'il est constaté que la maladie a exclusivement pour cause l'exercice de la profession.

L'indemnité représente la valeur totale du préjudice subi, sans toutefois pouvoir excéder 6.000 francs, ni être supérieure en capital à six fois le montant du salaire annuel de l'ouvrier.

La loi suisse laisse subsister tout entière la difficulté relative

« L'extension de la loi sur les accidents du travail aux maladies professionnelles est une toute nouvelle question, disait M. Gladstone (1). De toutes les infortunes dont l'armée industrielle est malheureusement victime, celles qui proviennent de la maladie sont les plus désastreuses et les plus dignes de pitié. Le gouvernement a considéré, malgré l'importance des difficultés, qu'en face d'une si grave question un grand effort était nécessaire ».

Voici, d'après le rapport annuel de l'Inspecteur en chef des fabriques, le nombre des cas d'incapacités et celui des morts causées en Angleterre par les maladies professionnelles les plus connues, pendant les années 1903 à 1908 :

	Empoisonnement par le plomb 2		Par le Mercure		Par le Phosphore		Par l'Arsenic		Anthrax (charbon)	
	cas	morts	cas	morts	cas	morts	cas	morts	cas	morts
1903	614	19	8	—	—	—	5	—	47	12
1904	597	26	3	—	1	1	5	—	50	10
1905	592	23	8	—	3	1	1	—	59	18
1906	632	33	4	—	—	—	5	—	66	21
1907	578	26	7	—	1	1	9	2	58	11
1908	646	32	10	—	1	1	23	1	7	7

La question des maladies professionnelles avait déjà préoccupé le Departmental Committee en 1904 ; mais

à la preuve du caractère professionnel de la maladie : cette preuve et à la charge de l'ouvrier et elle donne lieu aux plus grandes difficultés et dans bien des cas elle reste impossible à établir. La réparation garantie à l'ouvrier se trouve ainsi plus théorique que réelle (Rapport Jouanny *ibid.*).

(1) P. D. vol. 154, p. 886 et s.

(2) Au nombre des empoisonnements par le plomb, il y a lieu d'ajouter environ 200 cas par an, causant en moyenne 35 morts, parmi les plombiers et peintres en bâtiments.

il l'avait envisagée au point de vue de l'application, à la réparation de ces maladies, du même régime exactement qu'aux accidents ordinaires.

Dès lors, considérant qu'il est souvent extrêmement difficile de dire, en approchant la certitude, si les symptômes observés sont le résultat d'un empoisonnement contracté « par le fait et au cours du travail » ou s'ils proviennent de causes étrangères ; considérant d'autre part qu'il se trouvera bien peu de cas où l'époque, le lieu et les circonstances dans lesquels l'affection a été contractée pourront être découverts d'une manière suffisamment claire et précise pour permettre au juge d'accorder une indemnité en considérant cette affection comme un accident proprement dit, la Commission concluait que « si les maladies professionnelles font l'objet de mesures législatives, ce devra être plutôt sous un système d'assurance générale contre la maladie où la cause du mal importerait peu, que sous un système de responsabilité personnelle du patron, système dans lequel tout dépend de la preuve que le préjudice a été causé par « accident ».

Au moment où la Commission écrivait ces lignes, un appel était pendant devant la Chambre des Lords dans une affaire extrêmement intéressante, l'affaire *Turvey v. Brinton's Ltd* (1) : un ouvrier était en train de trier de la laine dans une usine, quand un bacille provenant de la laine s'introduisit dans l'œil de l'ouvrier et occasionna un anthrax dont l'ouvrier mourut.

La Chambre des Lords jugea qu'il y avait là un « dommage personnel causé par accident » au sens du *W. C. A.* de 1897 et qu'une indemnité était due aux représentants de l'ouvrier.

(1) 1905, A. G. 230 ; 74 L. J. K. B. 474.

Mais la plus haute Cour du Royaume n'avait pas eu l'intention de décider que toute maladie professionnelle contractée par un ouvrier au cours de son travail était un accident proprement dit. Elle n'en avait ainsi décidé dans l'affaire *Turvey v. Brinton's* que parce qu'on avait pu lui indiquer l'époque exacte ou l'événement s'était produit. On en eut la preuve dans quelques jugements postérieurs, et en particulier dans l'affaire *Steel v. Cammell, Laird and Co* (1905) où cette condition faisait défaut ; la Cour d'appel jugea qu'un ouvrier, qui avait contracté graduellement un empoisonnement par le plomb (saturnisme), n'avait pas droit à une indemnité parce qu'il n'était pas en mesure d'indiquer l'époque où il avait contracté cette maladie. Dans cette dernière affaire, Cozens-Hardy L. J. disait en rendant son jugement : « Dans l'affaire *Turvey*, le contact du bacille avec l'endroit particulier du corps où la maladie se développa fut prouvé comme un fait ; l'origine du bacille était connue ; la place à laquelle il frappa la victime était connue, en un mot, l'accident était notoire ; il n'en est plus de même dans notre cas (1) ».

C'est dans le but d'étendre le bénéfice du risque professionnel aux ouvriers souffrant d'une lésion physique ou d'une mauvaise santé par suite de la nature de leur travail, mais cependant dans des conditions telles qu'ils ne puissent indiquer aucune époque précise à laquelle se serait produit un « accident » occasionnant le dommage, que l'on inséra dans le *Workmen's Compensation Act* de 1906 l'article VIII qui décide que : « Lorsqu'un ouvrier est atteint d'une des *maladies* mentionnées dans la 3^e annexe de la présente loi et qu'il en résulte pour lui une incapacité de gagner son plein salaire dans le tra-

(1) Cité par Knowles op. cit. page 90.

vail auquel il était employé, ou que la mort d'un ouvrier a été occasionnée par une pareille maladie, si la maladie est due à la nature d'un travail *quelconque* auquel l'ouvrier était occupé à un moment donné pendant les 12 mois qui ont précédé la date de la suspension du travail (que l'ouvrier ait été au service d'un seul ou de plusieurs patrons), il pourra, lui ou ses ayants droit, réclamer une indemnité en vertu de la présente loi « comme si la maladie constituait un dommage physique résultant d'accident survenu par suite et au cours du travail. »

Et plus loin : « Si l'ouvrier, *au moment même ou immédiatement* avant la suspension du travail, se trouvait employé à un *travail mentionné* dans la seconde colonne de la troisième cédule du présent Act, et si la maladie contractée est une de celles qui figurent dans la première colonne de cette annexe en face de la description du travail, la maladie sera considérée comme occasionnée par la nature de ce travail, à moins que le médecin-expert ne certifie qu'à son avis la maladie n'était pas due à la nature de ce travail ou que le patron ne prouve qu'en fait elle ne lui est pas due ».

Nous avouons que ces deux dispositions nous paraissent bien difficiles à expliquer et que nous serions tentés d'« imiter des auteurs le silence prudent ». La première parle en effet d'un travail *quelconque*, la seconde parle d'un travail « *mentionné* dans la seconde colonne de la troisième annexe », or cette seconde colonne ne mentionne pas une série de travaux spécifiques : elle dit par exemple : tout travail impliquant l'emploi du plomb, de ses dérivés ou de ses composés ; n'est-ce pas là un travail « *quelconque* » auquel peut être dû le saturnisme et le seul genre de travail auquel il peut être dû ?

La première disposition signifie-t-elle que ce sera à l'ouvrier, qui, dans les 12 mois qui ont précédé la suspension du travail, a été employé à un travail quelconque auquel peut être due la maladie, à faire la preuve que la maladie est *en fait* due à ce travail, tandis que l'ouvrier qui, au moment même ou immédiatement avant la suspension, était occupé à l'un des travaux mentionnés dans la seconde colonne est (cela est certain) dispensé d'une pareille preuve ? Cette interprétation est vraisemblable et paraît résulter du contexte, d'autant plus que ces deux dispositions se trouvent réunies dans le même article : il est donc peu probable qu'elles se contredisent (1).

Donc l'article 8 assimile aux accidents proprement dits un certain nombre de maladies que l'on sait être en corrélation étroite et directe avec certains genres de travaux. Voici l'énumération qu'en donne la troisième annexe de l'act :

<i>Nature de la maladie</i>	<i>Nature du travail</i>
Anthrax.	Manutention des laines, crins, soies, cuirs et peaux.
Coliques de plomb ou maladies connexes.	Tout travail impliquant l'usage du plomb, de ses dérivés ou de ses composés.

(1) Cette interprétation est confirmée par la citation de la Commission que nous rapportons plus loin et par la décision rendue par la Cour d'appel le 1^{er} avril 1908 dans l'affaire Houghthon V. Peter Stubbs Ltd. — Dans cette affaire un ouvrier qui était occupé depuis plusieurs années dans une fabrique de limes (file) et qui présentait des symptômes de saturnisme se vit refuser l'indemnité parce qu'il n'avait pas réussi à prouver ni qu'il avait été fait usage de plomb dans son travail pendant les 12 mois précédents, ni, que le saturnisme provenait de la nature du travail, quoique des cas s'y soient parfois présentés.

<i>Nature de la maladie</i>	<i>Nature du travail</i>
Empoisonnement par le mercure ou maladies connexes.	Tout travail impliquant l'usage du mercure, de ses dérivés ou de ses composés.
Empoisonnement par le phosphore ou maladies connexes.	Tout travail impliquant l'usage du phosphore, de ses dérivés ou de ses composés.
Empoisonnement par l'arsenic ou maladies connexes.	Tout travail impliquant l'usage de l'arsenic, de ses dérivés ou de ses composés.
Ankylostomiase.	Travail dans les mines.

Le paragraphe 6 de l'article 8 donne au Secrétaire d'Etat le pouvoir d'étendre, par ordonnance, les dispositions de l'article 8 à d'autres maladies et à d'autres professions, ainsi qu'aux dommages physiques occasionnés par la nature de tout travail spécifié dans l'ordonnance et qui ne résulteraient pas d'accident, le tout sous réserve des modifications que l'ordonnance pourrait établir.

Mettant en œuvre ce pouvoir, le Secrétaire d'Etat nomma une Commission ministérielle avec mission de rechercher quelles étaient les maladies suffisamment « spécifiques » à certaines professions pour qu'on puisse, sans injustice pour le patron, leur étendre la présomption instituée par l'art. 8 parag. 2 et, sur le rapport de cette Commission, il rendit une première ordonnance en date du 22 mai 1907, relative à 18 nouveaux genres de maladies, de lésions, ou de travaux.

<i>Nature de la maladie ou de la lésion</i>	<i>Nature du travail</i>
Empoisonnement par les nitro et amido dérivés de benzine (aniline et autres) et maladies connexes.	Tout travail, impliquant l'usage de ces dérivés, de leurs préparations ou de leurs composés.
Empoisonnement par le bisulfite de carbone et maladies connexes.	Tout travail impliquant l'usage du bisulfite de carbone, de ses préparations et composés.
Empoisonnement par les vapeurs nitreuses et maladies connexes.	Tout travail dans lequel se dégagent des vapeurs nitreuses.
Empoisonnement par le carbonyl de nickel.	Tout travail dans lequel se dégage le gaz carbonyl de nickel.
Empoisonnement par l'arsenic et maladies connexes.	Manipulation de l'arsenic, de ses préparations et composés.
Empoisonnement par le plomb et maladies connexes.	Manipulation du plomb, de ses préparations et composés.
Empoisonnement par le Gonioma Kamas-si et maladies connexes.	Tout travail de fabrication d'objets en Gonioma Kamas-si.

*Nature de la maladie
ou de la lésion*

Ulcération par le chrome et maladies connexes.

Ulcération eczémateuse de la peau produite par la poussière ou les acides caustiques ou corrosifs, et ulcération de la membrane muqueuse du nez ou de la bouche produite par la poussière.

Cancer de l'épithélium ou ulcération de la peau ou de la surface cornée de l'œil due à la poix et au goudron ou à ses composés.

Cancer des ramoneurs
Nystagmus des mineurs.

Morve.

Nature du travail

Tout travail impliquant l'usage d'acide chromique ou de bi-chromate d'ammonium, de potassium, de sodium ou leurs préparations.

Manipulation ou usage de poix et de goudron ou de composés du goudron.

Ramonage de cheminées.
Travail des mines.

Soins à des équidés atteints de la morve. Manipulation de leurs cadavres.

<i>Nature de la maladie ou de la lésion</i>	<i>Nature du travail</i>
Maladies causées par l'air comprimé.	Tout travail exécuté dans l'air comprimé.
Cellulite sous-cutanée de la main.	Travail des Mines.
Cellulite sous-cutanée du genou.	» »
Affection du coude (beat elbow).	» »
Inflammation des po- ches synoviales des jointures (1).	» »

Par ordonnance du 2 décembre 1908, le Secrétaire d'Etat ajouta à cette liste :

Cataracte chez les ver- riers (l'indemnité ne pourra pas durer pendant plus de six mois).	Travaux qui exposent les ou- vriers à l'éclat éblouissant du verre en fusion.
Crampe des télégra- phistes.	Usage des instruments du té- légraphe.

La situation dans les cas dont nous venons de faire l'énumération est donc bien simple : que l'ouvrier, qui souffre d'une de ces affections, établisse que, au mo-

(1) Le Departmental Committee on industrial diseases ajoutait dans son rapport qu'un certain nombre de ces maladies professionnelles sont très rares et se laissent difficilement diagnostiquer. Il en conclut que les experts médicaux devront être des spécialistes ayant une expérience particulière à cet égard.

ment même ou immédiatement avant la date de la suspension du travail ou de l'incapacité partielle, il était employé au genre du travail mentionné dans la seconde colonne en face de l'affection dont il s'agit et il aura par le fait même droit à une indemnité, à moins que le médecin expert ne certifie que, à son avis, la maladie n'est pas due à la nature du travail ou que le patron prouve qu'en fait, elle ne lui est pas due.

« Toute difficulté relative à la détermination du caractère professionnel de la maladie se trouve ainsi supprimée et le bénéfice de la loi s'applique pour ainsi dire automatiquement à l'ouvrier malade ».

Si au contraire l'ouvrier souffre d'une des maladies mentionnées, mais est employé à un travail autre que celui qui est indiqué dans la seconde colonne, juste en face de la maladie en question (1) il peut obtenir une indemnité, mais seulement à condition de prouver que la maladie a été réellement causée par le travail.

Comme le dit le Departmental Committee on industrial diseases dans son rapport (page 3) : « Dans la question de savoir si une maladie a, ou non, le caractère professionnel, l'act permet dans chaque cas de faire la preuve, mais le fardeau en incombe tantôt à l'ouvrier, qui demande une indemnité, tantôt au patron qui prétend la refuser : l'article 8 paragraphe 1 décide qu'une indemnité sera payée à l'ouvrier qui souffre d'une des maladies mentionnées dans la première colonne de la troisième annexe, s'il est reconnu que cette maladie est due à la nature d'un travail quelconque ; l'art. 8 parag. 2 décide que si l'ouvrier était employé dans l'un des travaux mentionnés dans la seconde colonne en face de

(1) Ou bien encore, semble-t-il, s'il a été employé au travail indiqué, mais pas immédiatement avant l'arrêt du travail.

la maladie en question, alors, dans le cours ordinaire des choses, la maladie sera considérée comme due à la nature du travail à moins que le patron ne réussisse à prouver le contraire.

Prenons par exemple le cas d'anthrax : l'ouvrier, s'il est occupé au maniement des laines, crins, etc... a droit à son indemnité à moins que le patron ne puisse prouver que l'anthrax n'est pas dû au genre de travail.

Mais si l'ouvrier est employé comme ouvrier agricole, il peut encore obtenir une indemnité, quoique cette profession ne soit pas mentionnée dans l'annexe ; mais seulement à condition de prouver que la maladie a bien été causée par son travail.

Dans chacun des cas que nous avons examinés nous avons donc eu à nous demander sur laquelle des deux parties il était juste de faire retomber le fardeau de la preuve — en d'autres termes quelles catégories de travaux nous ajouterions dans la seconde colonne de l'annexe. »

Enfin il peut se présenter une troisième situation qui est prévue par l'art. 8 parag. 10 : nous voulons parler des maladies contractées en fait au cours du travail, mais qui ne sont pas mentionnées dans la première colonne ; pour celles-ci la situation reste la même qu'au lendemain du jugement de la Chambre des Lords dans l'affaire *Turvey v. Brinton* ; le parag. 10 reconnaît formellement à la victime le droit à indemnité à condition que la maladie réunisse toutes les conditions nécessaires pour constituer un « dommage personnel par accident au sens de l'act ». Mais tout le fardeau de la preuve incombe naturellement à l'ouvrier, de sorte que cette disposition aura sans doute bien rarement l'occasion de s'appliquer : La Cour d'appel, par arrêt du 20 juillet 1908, a déjà

rejeté la demande d'indemnité formée par un homme qui, étant égoutier au service de la municipalité de Londres, avait contracté une entérite en respirant des gaz malsains au cours de son travail et ne pouvait plus continuer à exercer son métier (*Broderick v. L. C. C.*). La Cour jugea qu'il ne suffisait pas que la lésion dont on se plaint ait été causée par le travail mais qu'il faut un autre élément accidentel (*a further element of accident*). La maladie par elle-même, et si elle ne constitue pas un accident, ne peut pas faire l'objet d'une indemnité, sauf dans le cas de certaines maladies professionnelles, au nombre desquelles l'entérite n'est pas comprise: or il est habituel de rencontrer dans les égouts des gaz délétères et le travail dans ces endroits implique nécessairement le risque d'empoisonnement par ces gaz ; donc la cause de la lésion ne peut pas être qualifiée d'événement inattendu, fortuit ou imprévu ; ce n'est donc pas un accident au sens de l'act...

Pour en revenir aux maladies énumérées dans le tableau ci-dessus, il faut se demander quel est le patron débiteur de l'indemnité : la question est ici bien plus difficile à trancher qu'elle ne l'est pour les accidents proprement dits : pour ces derniers il est presque toujours aisé de découvrir au service de quel patron l'ouvrier travaillait au moment de l'accident, tandis que certaines de ces maladies se développent par un processus lent et insidieux ; la « période d'incubation » dure parfois des mois entiers et durant cette période l'ouvrier aura peut-être changé plusieurs fois d'établissement.

La réponse est fournie par l'article 8 par. (c) : le paiement de l'indemnité sera poursuivi contre le patron qui a le dernier employé l'ouvrier, dans le cours des 12 mois précédents, au travail à la nature duquel est due la maladie.

Si ce patron prétend que la maladie a été contractée en fait au service de quelque autre patron il pourra faire mettre ce dernier en cause dans l'arbitrage et rejeter sur lui sa responsabilité s'il réussit à prouver son allégation.

Si la maladie est de nature telle qu'elle se contracte progressivement, tout autre patron qui, pendant la dite période de 12 mois, aurait employé l'ouvrier au travail qui a provoqué la maladie, sera tenu de payer au patron contre lequel la demande est dirigée toutes contributions qui seront, à défaut d'accord amiable, déterminées au cours de l'arbitrage : il y a donc lieu dans ce cas à une responsabilité collective et proportionnelle.

Pour permettre ces recours entre patrons la loi dispose que l'ouvrier ou ses ayants droit devront, s'ils en sont requis, fournir au patron tous les renseignements relatifs aux noms et adresses des autres patrons qui l'ont employé à un tel travail au cours des 12 mois précédents, et si ces indications ne sont pas fournies, ou si celles qui sont obtenues ne sont pas suffisantes pour permettre au dernier patron de recourir contre les précédents employeurs, ledit patron pourra se décharger de toute obligation de payer une indemnité « en prouvant que la maladie de l'ouvrier n'a pas été contractée à son service ». Cette preuve lui suffira tandis que si des renseignements suffisants lui avaient été fournis, il faudrait, pour se libérer, qu'il prouve au service de quel précédent patron la maladie a été en réalité contractée.

Le montant de l'indemnité sera calculé en prenant pour base les salaires gagnés par l'ouvrier chez le patron contre lequel l'indemnité est recouvrable.

Pour répartir la responsabilité entre les divers patrons responsables la loi fixe donc un délai de 12 mois

pendant lequel les patrons antérieurs peuvent être recherchés ; la détermination de leur part de responsabilité sera faite au cours de l'arbitrage auquel donne lieu, à défaut d'arrangement amiable, la fixation de l'indemnité.

Ce système avait été critiqué au Parlement.

M. Barnes (Glasgow) : « Votre système de responsabilité proportionnelle me semble assez maladroit car il sera souvent très difficile de connaître d'une manière précise l'endroit où l'homme a contracté la maladie ou subi l'empoisonnement. Il sera en outre très difficile d'exécuter la décision qui sera rendue... Un système beaucoup plus plein d'avenir eut été de généraliser la méthode adoptée déjà dans l'industrie de la poterie : un fonds syndical a été créé par les patrons pour toute l'industrie et, sans s'inquiéter de savoir dans quel atelier l'ouvrier a été blessé, l'indemnité est prise sur la caisse commune et est ainsi répartie sur les larges épaules de l'industrie des poteries dans son ensemble ».

M. Gibbs (1) (Bristol w.) déposait en décembre 1906 un amendement tendant à ce que, quand le patron réussit à prouver que la maladie n'a pas été contractée à son service, on ne l'oblige pas à prouver au service de quel patron elle l'a été ; « si, disait-il, une maladie se déclare quelques jours après que l'ouvrier est entré dans l'établissement, le patron devra payer indemnité pour une maladie certainement contractée avant l'entrée de l'ouvrier à son service à moins qu'il ne fasse une preuve souvent impossible... N'est-ce pas injuste et excessif ? »

M. Herbert Samuel, sous-secrétaire d'Etat : « Nous touchons ici à l'un des problèmes les plus difficiles et

(1) P. D. Vol. 166 p. 1005.

les plus complexes de la question : Quand le dernier patron aura réussi à prouver que la maladie n'a pas été contractée à son service, le Tribunal tiendra ordinairement pour prouvé qu'elle l'a été au service du précédent patron ».

M. Rawlinson (Cambridge University) : « Cette disposition est un monstrueux acte d'injustice ».

Les représentants des ouvriers auraient voulu au contraire faire une extension beaucoup plus large encore du système.

M. Masterman (1) proposait un amendement comprenant toutes les professions et tous les genres de travaux dans le système d'indemnisation des maladies professionnelles. « Cet article 8, disait-il, est la partie la plus essentielle de la loi, à mon avis, car il ne se borne pas à développer et à perfectionner le système institué en 1897, mais pose un principe nouveau ; on l'a flétri en le qualifiant de « saut dans le noir », mais n'avait-on pas dit la même chose du Bill de 1897 ?

« Le résultat de mon amendement sera qu'au lieu d'une indemnisation limitée à certains métiers ou travaux spécifiés, le régime s'appliquerait à toute maladie due à la nature du travail et que l'ouvrier parviendrait à démontrer due à ce travail.

« Ces professions dangereuses qui entraînent dans une large mesure le risque de maladies industrielles nous montrent un renversement très curieux des prétendues lois d'économie politique parce qu'elles sont en grande partie exercées par les ouvriers les plus mal payés de ce pays, femmes et filles qui n'ont aucune représentation directe dans cette Chambre. Nous recon-

(1) P. D. vol. 166 p. 977.

naissions les difficultés de la question : on a dit que ces maladies ne sont pas assurables et qu'on ne peut pas employer pour elles les méthodes adoptées pour la réparation des accidents ; cela ne repose sur rien : Le directeur de la Commercial Union Insurance Co a déclaré dans sa déposition qu'un grand nombre de Compagnies sont disposées à entreprendre ce genre d'affaires et que, comme la responsabilité des patrons diminuerait grâce aux précautions plus grandes que l'on prendrait dans les métiers dangereux, le tarif des primes s'abaisserait progressivement ».

M. Herbert Samuel (p. 983) : « Le Gouvernement n'a jamais prétendu que la liste donnée dans la 3^e annexe soit autre chose qu'une liste provisoire. La raison pour laquelle quelques maladies particulières y ont été inscrites, tandis que les autres ne l'étaient pas, c'est que toutes ces maladies, excepté une relative aux mines, étaient des maladies déjà mentionnées dans les Factory acts et sur lesquelles le Home Office recevait des rapports de tous les points du pays : la mesure dans laquelle elles étaient dues à des professions particulières était absolument certaine ; donc elles pouvaient, sans autre enquête être insérées dans le Bill.

« La question des maladies professionnelles est infiniment plus complexe que celle des accidents ; elle nous plonge dans un dédale d'incertitudes (a maze of uncertainty) : il faut rechercher 1^o Si l'ouvrier souffre d'une maladie particulière ; 2^o Si oui ou non cette maladie provient du travail, et, 3^o, quel est le patron que l'on peut, sans injustice, obliger à payer l'indemnité ?

« Ces difficultés ont empêché la France d'aborder la question ; seuls des pays comme l'Allemagne qui ont une assurance obligatoire non seulement contre les

accidents, mais aussi contre la maladie en général, ont pu solutionner la question d'une manière satisfaisante.

« D'après le présent Bill, une fois que l'ouvrier a obtenu le certificat constatant qu'il souffre d'une maladie professionnelle énumérée, il peut réclamer comme un droit absolu l'indemnité à son patron, à moins que celui-ci ne prouve que la maladie n'a pas été contractée à son service ; le fardeau de la preuve est donc rejeté sur le patron. Ce que mon honorable collègue propose c'est que le chirurgien expert ait à déclarer que l'homme souffre d'une maladie quelconque telle que l'anémie ou l'affaiblissement de la vue, et qu'une fois ce certificat obtenu, l'homme n'ait qu'à se présenter devant le juge en demandant une indemnité que la Cour sera obligée de lui accorder, si le patron ne réussit pas à prouver que la maladie n'a pas été contractée à son service ; prenez par exemple le cas d'un ouvrier agricole souffrant de rhumatismes, chose à laquelle les ouvriers agricoles sont très exposés, en partie à cause de la nature de leur travail : il pourra, si cet amendement est adopté, demander une indemnité non pas à tous les fermiers qui l'ont employé dans le courant de sa vie, mais à celui qui l'a occupé le dernier, et ce malheureux fermier aura à lui payer ses demi-salaires pendant le restant de sa vie.

« On me dira « ne changez rien aux règles du droit commun, et laissez à l'ouvrier la charge d'établir que la maladie a été causée par la nature de son travail ». Mais, cette fois, l'injustice pèsera sur le travailleur qui souffre d'anthrax ou de saturnisme contracté en manipulant la laine ou le plomb, car cet homme doit obtenir son indemnité sans avoir besoin d'aller au Tribunal pour prouver que la maladie a été contractée au cours de son travail ».

M. Wedgwood (Newcastle) : « Je considère que cette discussion aurait été utile si elle avait seulement amené devant la Chambre la question de l'assurance contre la maladie. Il n'y a pas à mon avis de question plus importante pour la classe ouvrière de ce pays que celle de l'assurance contre la maladie, et j'estime que les ouvriers devraient recevoir une indemnité comme ils l'obtiennent en Allemagne : mais la bonne voie pour y arriver n'est pas celle que propose l'amendement ; elle conduirait à des procès sans fin et rendrait la surveillance impossible... »

M. Balfour (City of London) : « Que l'on traite la question dans un esprit large et que l'on prenne hardiment le moyen de l'assurance universelle : patrons et ouvriers feraient chacun un petit sacrifice pécuniaire et tout le monde serait assuré contre les malheurs de la vie... Mais que l'on ne fasse pas de la législation une pure farce et une absurdité en essayant, dans un Bill qui traite de la réparation des accidents du travail, de s'occuper de ces infortunes communes à tous, de ces maladies universelles et de ces inconvénients dont aucun d'entre nous n'est exempt ».

L'amendement Masterman fut retiré mais le Comte de Lytton présenta un amendement similaire à la Chambre des Lords.

« Le système de la liste disait-il (1) est un système impraticable et causera toujours une grande injustice à l'égard de ceux qui sont exclus de la liste : il y a un grand nombre de maladies inhérentes au travail qu'il sera impossible d'inscrire sur la liste à aucune époque, par ce fait qu'on ne peut pas appeler ce travail un travail dangereux. Le Bill se montrera pratiquement injuste

(1) P. D. vol. 167 p. 1177.

même pour les maladies inscrites sur la liste : par exemple l'anthrax y figure pour la manipulation des laines, soies, etc... mais il y a eu des cas d'anthrax provoqués par le maniement de sacs de grains. Le vrai principe est donc que l'indemnité doit être déterminée par la lésion subie et non par le travail particulier dans lequel elle a été subie ».

Cet amendement fut repoussé par 87 voix contre 14.

En sens contraire, M. Harmood-Banner avait exprimé la crainte que le secrétaire d'Etat n'abusât des pouvoirs que lui conférait l'art. 8 : « cela est vraiment très sérieux, disait-il (1), car il est bien possible que le Home Secretary vienne dire que la rougeole, la scarlatine ou la petite vérole sont des maladies qui méritent d'être inscrites sur la liste. Il sera très tentant pour le secrétaire d'Etat d'accéder aux sollicitations de quelque politicien, généreux à bon compte, et d'accorder indemnité pour la petite vérole s'il est établi qu'un homme a apporté la maladie dans un lieu où d'autres ouvriers étaient employés ».

Pour calmer ces craintes un paragraphe spécial fut ajouté à l'art. 8 ; il dispose que l'ordonnance du secrétaire d'Etat n'aura aucune force exécutoire tant qu'elle n'aura pas été approuvée par le Parlement et si, pendant que le Bill confirmant une telle ordonnance est en discussion devant l'une ou l'autre Chambre, une pétition est présentée contre cette ordonnance, le Bill pourra être renvoyé devant une Commission spéciale et l'auteur de la pétition pourra comparaître et exposer ses griefs. Toute loi approuvant une ordonnance pourra être abrogée, modifiée ou amendée par une ordonnance prise et approuvée elle-même comme il vient d'être dit.

(1) P. D. vol. 155 p. 1208.

Il est à remarquer que l'ouvrier est forclos du droit de demander une indemnité (et aussi, d'après l'opinion générale, quoique l'act lui-même ne le dise pas, que ses représentants sont privés de tout droit en cas de mort de l'ouvrier) si au moment où il est entré au service du patron, il s'est fait passer volontairement, faussement et par écrit comme n'ayant pas précédemment souffert de la maladie au sujet de laquelle il demande ensuite indemnité.

Cette déclaration doit être faite par écrit et être non seulement fausse en réalité, mais fausse à la connaissance de l'ouvrier. On croit en général que c'est au patron même auquel il demande indemnité qu'il faut que cette déclaration écrite ait été remise, et qu'une semblable déclaration faite dans les 12 mois à un précédent patron ne le priverait pas de son droit ; mais il est impossible de parler avec certitude sur ce point, eu égard au recours en remboursement qui est accordé au patron dans certains cas.

« Dans la pratique, en s'autorisant de cette clause, nombre de patrons anglais exigent actuellement de leurs ouvriers la déclaration écrite qu'ils n'ont jamais été atteints d'une des maladies mentionnées dans la liste ; mais en cas de supercherie il est très difficile de prouver que l'ouvrier a volontairement dissimulé une maladie antérieure. La seule sauvegarde à cet effet paraît résider dans un examen médical obligatoire avant l'embauchage et cet usage tend à s'établir : les industriels ont aussitôt compris la nécessité de recourir à la collaboration des médecins ; c'est l'industriel en effet qui subit dans un grand nombre de cas le fardeau de la preuve.

Certaines Compagnies houillères, par exemple, ont fait des sacrifices importants pour organiser ce service

médical : la Compagnie Powell Dufferyn a annoncé à ses mineurs qu'elle avait engagé des médecins ~~on~~ leur assurant des traitements de 20 à 25.000 francs. Le résultat de ces nominations paraît être la création dans l'autre camp c'est-à-dire chez les ouvriers, d'une classe de médecins pour ouvriers, payés par eux ou par leurs syndicats. Mais les patrons s'efforcent de maintenir l'examen préliminaire par leurs médecins comme une condition même de l'emploi. Ce n'est pas sans difficultés et même sans grèves que cette réforme s'accomplit, mais les patrons décidés à ne pas supporter la responsabilité de toutes ces maladies professionnelles lentement acquises, contractées chez un autre industriel et dissimulées lors de l'embauchage, paraissent décidés à exercer un contrôle sérieux.

Il est intéressant de noter que M. Brace, représentant des mineurs de Galles à la Chambre des Communes, voulant expliquer pourquoi la bronchite, qu'il considérait comme une maladie professionnelle des mineurs, l'anthraxose, etc... n'ont pas été comprises dans la liste, a déclaré que la Commission avait voulu précisément limiter la protection à des cas très bien déterminés, pour éviter qu'on ne recourût à un examen médical à l'embauchage et qu'on modifiât ainsi les procédés habituels du contrat de louage de services.

En réalité la Commission a exclu la bronchite parce qu'il n'y a pas moyen suffisant pour différencier la bronchite d'origine industrielle de la bronchite ordinaire ; de même pour la pneumonie, etc... ces maladies ne sont pas spéciales à un travail particulier ; et quant à la phtisie fibreuse elle est d'un développement si lent et se distingue si difficilement de la tuberculose ordinaire que la Commission l'a également rejetée.

Rien ne prouve que la Commission ait été défavorable à l'idée d'un examen médical à l'embauchage. Toutefois la déclaration de M. Brace reste importante, car le Gouvernement pourrait, si l'examen médical entraînait en vigueur partout, considérer qu'il n'y a plus de motifs pour ne pas inscrire dans la liste un certain nombre d'autres maladies professionnelles.

Enfin on peut se demander si l'assimilation de certaines maladies professionnelles, même peu nombreuses, aux accidents du travail n'a pas pour effet d'augmenter le nombre des chômeurs. Il semble en effet que les industriels, partout où ils ne sont pas pressés par le besoin de main-d'œuvre surveillent plus sévèrement l'embauchage et excluent plus volontiers qu'autrefois tout ouvrier qui ne présente pas des garanties de validité (1) ».

L'article 8 de la loi assimile donc en termes exprès la maladie professionnelle à l'accident : il en résulte que ce qui sera dit plus loin du montant de l'indemnité et des conditions de son obtention peut s'appliquer ici.

Le droit à une indemnité pour dommage résultant d'une des maladies inscrites dans la liste est accordé par l'art. 8 dans trois cas :

1° Quand le chirurgien expert désigné conformément au *Factory and Workshop act* de 1901 pour le district dans lequel l'ouvrier est employé, certifie que l'ouvrier est atteint d'une des maladies mentionnées dans la liste et qu'il en résulte pour lui une incapacité de gagner son plein salaire dans le travail auquel il était occupé.

2° Quand l'ouvrier se trouve, en application de quelque règlement spécial établi en vertu du *Factory and*

(1) Fuster Bull, Assur. Sociales.

Workshop act de 1901 suspendu de son travail habituel pour avoir contracté une pareille maladie.

3° Quand la mort de l'ouvrier a été occasionnée par une pareille maladie.

L'incapacité ou la suspension de travail sera considérée comme la survenance de l'accident.

La date de l'incapacité sera celle que le chirurgien expert certifiera comme correspondant au début de l'incapacité, ou, s'il ne lui est pas possible de certifier ainsi une date, la date sera celle de la délivrance du certificat. Quand l'ouvrier sera mort sans avoir obtenu un certificat d'incapacité, ou si, à l'époque de sa mort, il ne bénéficiait pas encore d'une pension hebdomadaire à raison de son incapacité, la date sera celle de la mort.

Si les droits d'un patron ou d'un ouvrier étaient méconnus par le fait d'un chirurgien expert ou autre qui donnerait à tort ou refuserait de donner un certificat d'incapacité ou qui autoriserait ou refuserait d'autoriser la suspension du travail en vue de l'application du présent article, la question sera, conformément aux règles qui seront établies par le secrétaire d'Etat, soumise à un médecin arbitre (médical referee) dont la décision sera définitive. M. Barnes (1) avait demandé que l'on ajoutât au 1° ci-dessus, après les mots « quand un chirurgien expert... », les mots « ou un autre médecin dûment qualifié... ». Voici le motif qu'il en donnait : « J'ai entendu dire que le peuple n'a pas du tout confiance dans ces chirurgiens-experts et par conséquent l'ouvrier devrait avoir le droit de faire intervenir un autre praticien : si un ouvrier souffre d'une maladie professionnelle il est obligé de s'adresser au chirurgien-

(1) P. D. vol. 166 p. 974.

expert, et, s'il n'est pas satisfait, d'aller devant l'arbitre-médecin dont la décision est définitive. Je pense que mes honorables collègues reconnaîtront qu'il ne serait que juste de permettre au médecin qui soigne ordinairement cet homme, qui sait de quelle manière la maladie s'est développée, qui connaît l'état général de la santé de cet homme et la façon dont la maladie l'a minée, d'avoir voix au chapitre, car il doit en savoir au moins autant que l'expert qui n'a pu examiner l'homme que pendant une demie heure. »

M. Herbert Samuel (sous-secrétaire d'Etat) : « La seule question que le médecin expert ait à résoudre est celle-ci : l'homme souffre-t-il d'une maladie professionnelle ? Si l'amendement est voté, le résultat sera que dans chaque il faudra aller au Tribunal, ce que le Gouvernement désire éviter par-dessus tout : en effet le certificat du propre docteur de l'ouvrier ne peut pas être regardé comme ayant une autorité officielle. Il faut quelque autorité étrangère aux deux parties et facilement accessible. Cependant je reconnais qu'on devra donner au médecin de l'ouvrier l'occasion d'exposer ses vues. »

— Quels seront les effets pratiques et le résultat de l'extension aux maladies professionnelles du système du Workmen's Compensation Act : c'est ce que l'avenir seul permettra de dire avec quelque certitude : « Par cette réforme, comme le disait sir Charles Delhe, l'Angleterre s'est mise à la tête des législations industrielles européennes, au lieu de les suivre de loin comme elle l'avait fait jusqu'ici ». Il n'en est pas moins vrai que les industriels comme les juristes se sont montrés un peu inquiets de la mise en œuvre d'une telle réforme et des difficultés d'appréciation et des innombrables conflits qu'elle pourra provoquer.

Dans un grand nombre de cas la loi anglaise laisse à l'ouvrier la charge de prouver l'origine professionnelle de la maladie : n'y aura-t-il pas là souvent une impossibilité de fait ? De même elle énumère dans son tableau certaines maladies « et leurs suites » (*and their sequelae*) ; or ce sera à l'ouvrier à établir que l'affection dont il souffre est la suite d'une des maladies mentionnées et cette preuve lui sera parfois impossible, quand cette affection ne présentera pas des caractères suffisamment spécifiques (1).

En permettant au patron de chercher dans chaque cas à prouver que la maladie n'a pas un caractère professionnel, la loi anglaise ne va-t-elle pas engendrer un nombre immense de litiges ; et enfin ce système de responsabilité individuelle du patron ne va-t-il entraîner des refus d'embauchage et des renvois d'ouvriers ?

Peut-être à ces deux derniers points de vue, eût-il été préférable d'organiser un système de responsabilité collective et d'assurance obligatoire qui aurait évité bien des difficultés et des procès : mais le système de la contrainte paraît répugner à l'esprit anglais et être incompatible avec l'amour que professent nos voisins pour la liberté sous toutes ses formes.

Cependant le législateur anglais a voulu faire un essai loyal des deux systèmes et dans ce but il a inséré dans l'art. 8 de la loi un paragraphe autorisant le secrétaire d'Etat, sous des conditions d'ailleurs très restrictives et sur lesquelles nous reviendrons plus tard, à obliger les patrons à s'assurer contre leurs risques par l'intermédiaire des sociétés d'assurance mutuelle contre la maladie qui ont pu être formées (2).

(1) Haytett V. Vigor and C°. — Cour d'appel 31 juillet 1908.

(2) Voir page.

D'ailleurs la loi anglaise évite l'arbitraire et l'injustice en n'imposant pas au patron la charge de la réparation quand il peut prouver que la cause de l'affection est étrangère à l'exercice de la profession. Elle a eu, en outre, la sagesse de savoir éviter une généralisation excessive en se limitant à un certain nombre de maladies nettement professionnelles et en excluant des affections aussi universelles que la bronchite ou la tuberculose : « Pour qu'une maladie puisse être classée parmi les maladies professionnelles (1), il ne suffit pas qu'elle soit prédominante parmi les ouvriers occupés à certains travaux, car alors elle n'est pas « spécifique » à cette profession, puisqu'elle attaque aussi, quoique plus rarement, d'autres personnes. La bronchite par exemple, est une maladie commune chez les ouvriers qui travaillent le lin, mais il y a bien d'autres personnes qui en souffrent également ; donc, à moins que quelques symptômes particuliers ne permettent de différencier la bronchite due à la poussière de la bronchite ordinaire, il est nettement impraticable de l'indemniser, car personne ne pourra dire, dans chaque cas, si l'ouvrier du lin était l'une des centaines de personnes de la ville dont la bronchite n'a aucun rapport avec l'irritation produite par la poussière ou s'il est l'une des dizaines ou des vingtaines de personnes dont la maladie est due à cette cause. Demander à un tribunal de le décider serait lui imposer un devoir impossible à remplir.

Nous pouvons conclure des discussions qui ont eu lieu au Parlement que c'est la reconnaissance de cette nécessité de trouver quelque moyen de décider dans chaque cas particulier si, oui ou non, la maladie est due

(1) Departmental Committee on industrial diseases p. 2.

au travail, qui a décidé le législateur à ne pas ouvrir la porte aux réclamations des personnes souffrant d'une maladie queconque comme il l'avait ouverte pour les accidents quelle que soit leur cause, mais à procéder par voie d'énumération des maladies qui peuvent, dans n'importe quel cas, être différenciées et considérées comme dues aux conditions spéciales d'une profession. »

« En réalité, la loi anglaise est fort simple : par la présomption qu'elle établit d'une relation de cause à effet entre les maladies désignées et l'exercice des professions correspondantes, elle évite dans bien des cas les difficultés considérables que fait surgir la question de la preuve du caractère professionnel de la maladie. Quant à la répartition des responsabilités, elle se borne à indiquer le délai pendant lequel pourra être mise en jeu la responsabilité des patrons antérieurs, et s'en remet à l'arbitre pour le soin de déterminer la part qui incombe à chacun.

Le législateur a voulu faire une œuvre essentiellement pratique et d'un usage rapide en adoptant le principe de la « liste », mais afin de compenser l'arbitraire du système par une grande souplesse d'application, il a laissé aux tribunaux et aux arbitres chargés de mettre la loi en vigueur, la plus grande latitude d'appréciation (1).

(1) M. J. Breton s'est inspiré du même principe que la loi anglaise dans ses propositions de loi des 5 avril 1901, 3 juillet 1903 et 16 juillet 1906 à la Chambre des députés. Mais, dans le but d'assurer à la loi un « fonctionnement quasi mathématique » il énumère minutieusement dans sa liste, pour chaque espèce de maladie professionnelle, les diverses affections auxquelles elle peut donner lieu et pour les industries dans lesquelles ces affections peuvent se produire, il spécifie d'une manière très détaillée les natures de travaux qui seuls permettent de revendiquer le bénéfice

Etre simple tout en évitant l'arbitraire, ne sont-ce pas là deux grandes qualités pour une loi industrielle ?

Quelles personnes ont droit à une indemnité

Nous avons vu ce qu'il fallait entendre par « ouvrier » (workman) d'après la loi du 21 décembre 1906, et à quel point cette loi avait élargi la définition étroite et limitative qu'avait donnée de ce mot la loi de 1897 : nous savons donc déjà quel est le créancier dans le cas de « non fatal » accident, c'est-à-dire d'accident qui

de la loi. De plus, dès que l'ouvrier est atteint d'une de ces maladies, M. Breton ne permet pas au patron, comme le fait la loi anglaise de prouver qu'elle ne résulte pas de l'exercice de la profession : il ne voit dans ce refus qu'une application aux maladies professionnelles du principe transactionnel et forfaitaire qui domine toute notre loi sur les accidents du travail.

Pour la répartition de la responsabilité entre le patron actuel et les patrons antérieurs, la proposition de loi Breton fixe pour chaque affection un délai spécial ; le plus long de ces délais est de 12 mois, et elle détermine d'une façon dégressive la part de responsabilité de chacun : la responsabilité du patron antérieur va en décroissant proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise l'incapacité de travail résultant de la maladie ; la responsabilité du patron actuel augmente dans la même proportion. Cependant M. Breton prévoit un classement des établissements d'après l'hygiène générale de chacun d'eux et les moyens de prévention qui y sont employés : le Tribunal pourrait, dans la fixation des responsabilités, tenir compte de la classe dans laquelle figure chaque établissement.

Enfin les maladies non mentionnées au tableau seraient considérées comme maladies professionnelles lorsque l'origine professionnelle de l'affection pourrait être établie.

Au contraire le projet de loi déposé le 16 mai 1905 par M. Dubief au nom du Gouvernement prévoit l'institution d'un système d'assurance obligatoire contre la maladie analogue à celui qui existe en Allemagne mais restreint tout d'abord au saturnisme et à l'hydrargisme, avec contribution des ouvriers dans une certaine proportion, et institution de comités, locaux d'arbitrage remplaçant les Tribunaux de droit commun. (Cf rapport de M. Jouanny p. 14).

n'a pas provoqué la mort de la victime, mais seulement une incapacité de travail plus ou moins complète : l'ouvrier, à moins qu'il ne soit légalement incapable, recevra directement son indemnité, soit après un accord amiable avec son patron, soit sur la sentence rendue par l'arbitre. Il faut maintenant envisager l'hypothèse de la mort de la victime et rechercher quelles sont les personnes qui peuvent se faire indemniser par le patron du préjudice matériel que leur cause cette mort.

Le mot « ayants droit » « dependants », dit l'article 13, comprend les membres de la famille de la victime dont la subsistance dépendait en tout ou en partie des salaires de l'ouvrier à l'époque de son décès, ou se serait trouvée en dépendre si l'incapacité due à l'accident ne s'était pas produite.

Si l'ouvrier, auteur ou ascendant d'un enfant illégitime, laisse en mourant cet enfant illégitime qu'il faisait subsister par ses salaires, ou si l'enfant illégitime, en mourant, laisse des parents ou grands-parents dont il était le soutien, ladite expression comprendra respectivement cet enfant illégitime et ces parents ou grands-parents.

L'expression « membre de la famille », dit encore l'art. 13 désigne la femme ou le mari, les père, mère, grand-père, grand-mère, beau-père, belle-mère, fils et fille, petit-fils et petite-fille, beau-fils et belle-fille, frères, sœurs, demi-frères et demi-sœurs.

D'après le W. C. A. 1897, les ayants droit en Angleterre et en Irlande étaient les personnes nommées par le Lord Campbell's Act qui ne comprenait pas les frères et sœurs, demi-frères et demi-sœurs, non plus que les parents et enfants illégitimes. En Ecosse, avaient seuls droit à une indemnité d'après la loi écossaise, le mari,

la femme, le père, la mère ou l'enfant légitime du défunt.

La loi de 1906 a unifié et élargi le régime : l'extension du bénéfice de la loi aux frères et sœurs avait été recommandée dès 1904 par le Departmental Committee devant lequel on avait cité des cas concrets où la loi s'était montrée réellement rigoureuse, par exemple celui d'un frère aîné qui faisait vivre avec ses salaires ses jeunes frères orphelins, et celui où le ménage d'un ouvrier était tenu par sa sœur. Le texte définitif de la loi n'a fait, sur ce point, que reproduire la disposition du Bill du 26 mars.

Au contraire, la question des enfants naturels n'avait été abordée ni par la loi de 1897, ni par le Departmental Committee, ni par le Bill. En Angleterre, où l'on comprend souvent les choses d'une manière particulière, on avait décidé que les enfants naturels « n'étaient pas plus intéressants que des neveux ou des cousins auxquels on ne pouvait pourtant pas raisonnablement donner un droit d'indemnité ».

C'est M. Keir-Hardie qui, le 6 décembre (1), proposa que les parents et les enfants naturels aient aussi droit à une indemnité.

M. Ashley (Lancashire-Blackpoole) déposa aussitôt un contre-amendement accordant le bénéfice de la loi aux enfants naturels à qui on ne peut rien reprocher, mais le refusant aux parents coupables. Accepter l'amendement tel qu'il se comporte, ce serait, disait-il, accorder une prime aux personnes qui vivent ensemble sans être mariées.

Sir John Walton lui répondait : « Ce Bill n'est pas une mesure destinée à attacher une nouvelle sanction à

(1) P. D. vol. 166 p. 1207.

la loi du mariage, mais bien une mesure destinée à apporter un soulagement pratique dans des circonstances douloureuses. C'est pourquoi j'espère que la Chambre considérera l'amendement non pas avec un esprit de pharisaïsme, mais avec un esprit d'humanité ».

A la Chambre des Lords, le comte de Camperdown (1) demandait l'exclusion des enfants naturels en disant : « ce serait la première fois que le mot « illégitime » apparaîtrait dans une loi (2) du Parlement anglais. En introduisant cette clause vous introduisez une tentation considérable de fraude : un maître peut avoir à son service une personne célibataire, et n'avoir aucune raison de supposer que cette personne a des enfants ; or, en cas de mort, ces enfants viendront lui réclamer une indemnité !... Quand un homme, marié et ayant des enfants, aura aussi une famille illégitime, les enfants naturels viendront partager l'indemnité avec les enfants légitimes... Est-ce juste ? »

Le Lord Chancelier : « Ce Bill ne prend pas en considération le mérite ou le démerite de la victime pour accorder une indemnité. Pourquoi les enfants seraient-ils exclus parce qu'ils ont le malheur d'être illégitimes : de grâce ne jetez pas la pierre aux innocents ! D'ailleurs le refus d'indemnité n'aurait pas le moins du monde pour résultat de provoquer une vie régulière et décente : la passion ne calcule pas ! »

Bien loin en effet d'encourager la moralité, le refus d'indemnité aux enfants naturels avait, depuis 1897,

(1) P. D. vol. 167 p. 1193.

(2) La recherche de la paternité naturelle est permise à certaines conditions, mais l'enfant n'a aucun droit de succession *ab intestat* et sa légitimation par mariage subséquent n'est pas autorisée : on craindrait d'encourager le concubinage en donnant aux particuliers l'espoir d'une réhabilitation !

plutôt produit l'effet contraire : « le patron, ayant en vue son intérêt pécuniaire aimera mieux employer des ouvriers dont les enfants sont nés en dehors d'une union régulière : dans ces conditions l'accident ne lui coûtera rien et sa responsabilité sera, de ce fait, singulièrement amoindrie. M. Lionel Holland disait qu'à ce point de vue le Bill était une prime à l'immoralité puisque les célibataires ou les pères de famille non mariés seraient toujours assurés de trouver du travail (1). »

La loi de 1906 a réparé cette injustice. —

Toute contestation sur la qualité d'ayant droit sera, à défaut d'accord amiable réglée par voie d'arbitrage conformément à la présente loi. Il en sera de même du montant payable à chaque ayant droit.

Ces pouvoirs accordés à l'arbitre sont très larges. ainsi, il a été jugé le 18 juin 1908 par la Cour de Session en Ecosse, que le Sheriff Substitute, agissant en qualité d'arbitre, avait le pouvoir et le devoir de statuer sur la question de paternité d'une personne qui se prétendait enfant naturel du défunt et à qui les patrons contestaient cette qualité.

Lorsqu'il y aura en même temps des ayants droit dépendant en totalité et des ayants droit dépendant en partie, quant à leur subsistance, des salaires de la victime, l'indemnité pourra être attribuée en partie aux uns, en partie aux autres.

Ce dernier paragraphe a été inséré parce qu'en Ecosse, dans l'affaire Fagan v. Murdoch il avait été jugé qu'un « dépendant partiel » n'a droit à aucune partie de l'indemnité si à l'époque de la mort de la victime, il existait un « dépendant total ».

(1) Aug. Monnier op. cit. p. 260.

C'est au moment de la mort de la victime qu'il faut se placer pour apprécier si les ayants droit tiraient des salaires du défunt leurs moyens d'existence, en tout ou en partie (1). L'Act ajoute d'ailleurs (pour le cas où l'ouvrier n'est mort des suites de sa blessure qu'après un temps relativement long pendant lequel il n'avait pu gagner aucun salaire, et pour empêcher qu'on ne prétende, dans ce cas, que les ayants droit n'étaient pas actuellement « dépendants » des salaires de l'ouvrier à l'époque de sa mort) : « ou qui auraient été à la charge de l'ouvrier si l'incapacité de travail due à l'accident ne s'était pas produite. »

Cette restriction à l'époque de la mort pourra se montrer rigoureuse en pratique dans certaines circonstances, mais d'autre part elle est destinée à mettre fin à une catégorie de demandes d'indemnité comme il s'en était produit sous le Lord Campbell's Act, et qui n'étaient basées que sur d'infimes secours pécuniaires fournis par le défunt à une époque déjà lointaine.

D'ailleurs, malgré les mots « à l'époque de la mort » les Tribunaux ont interprété cette disposition avec une certaine élasticité quand la demande était intentée par un parent envers lequel le défunt était tenu par une obligation légale et directe d'assistance : quand cette obligation existe (et c'est le plus souvent dans le cas de la femme de la victime) quoique, en fait, elle n'était pas remplie à l'époque de la mort, les tribunaux ont interprété ces mots comme se rapportant plutôt à l'obligation d'assistance qu'au fait de l'assistance.

Il en a été ainsi tout au moins dans les cas où il a été prouvé que la femme n'avait pas, par sa conduite ou

(1) D'après le Lord Campbell's act au contraire, une espérance raisonnable d'assistance pécuniaire suffisait pour donner un droit d'action.

autrement, relevé son mari de cette obligation légale à l'époque du décès.

Dans l'affaire *Pryce v. Penrkyber Navigation* (1), le défunt avait laissé une fortune personnelle de 190 livres st. (4.750 fr.) dont sa femme hérita : cette dernière n'en fut pas moins jugée avoir été totalement « dépendante » des salaires de son mari à l'époque de sa mort, et le Banc du Roi jugea que l'argent qu'elle recueillait comme héritière de son mari ne devait pas entrer en compte dans la fixation de l'indemnité à laquelle elle avait droit d'après le W. C. A. Un autre exemple très caractéristique en a été fourni par la décision de la Cour d'appel le 5 juin 1907 dans l'affaire *Williams v. Ocean Coal Co* : le mari n'avait en aucune façon contribué à l'entretien de sa femme pendant deux ans : pendant une partie de ce temps, la femme s'était placée comme servante, pendant l'autre elle avait vécu chez ses parents. La Cour d'appel lui accorda néanmoins l'indemnité car « il y a une présomption légale que la femme vit des salaires de son mari ».

Si au contraire c'était la femme qui, volontairement, abandonnait son mari, elle se priverait par là même de son droit (*Lindsay v. Stewart*, Cour de Session, 13 mars 1908).

On a donc fait de la « dépendance » plutôt une question de droit qu'une question de fait ; on a admis une sorte de présomption de dépendance. Remarquons d'ailleurs que cette obligation légale et directe d'assistance pécuniaire qui existe entre mari et femme n'existe pas envers les parents, ni (probablement) envers les enfants : à l'égard de ces personnes il n'existe qu'une obligation indirecte, exécutoire par les « Poor Law Authorities

(1) 1902, 1 K. B. 221.

(1) ». Cette obligation indirecte suffirait-elle pour faire établir la présomption de « dépendance » quand celle-ci n'existait pas en fait ? La question ne paraît pas encore judiciairement tranchée (2).

Cependant la Chambre des Lords, dans l'affaire *Main Colliery C^o v. Davies* (1900-A. C. 358) a décidé que la question de savoir si la femme ou un autre membre de la famille était « dépendant » des salaires du défunt, était dans chaque cas une question de fait : l'affaire se présentait dans les conditions suivantes : le défunt, un jeune homme, ainsi que ses frères (dont deux gagnaient des salaires qu'ils remettaient à leur mère) vivait chez ses parents à qui il rendait tous ses gages soit 8 sh. par semaine et qui lui fournissaient en retour tout ce dont il avait besoin : vivres, couvert, vêtements, etc... Il fut tué au cours de son travail. Son père gagnait des salaires élevés comme ouvrier mineur : le Juge de la Cour de Comté jugea néanmoins que les parents étaient, en fait, partiellement dépendants des salaires de leur fils et il leur accorda une indemnité de 23 livres st. La Cour d'appel confirma son jugement.

Les patrons portèrent l'affaire devant la Chambre des Lords en prétendant que le mot « dépendant » dans l'esprit du législateur désignait une personne qui ne pouvait pas vivre, eu égard à sa classe sociale et à sa position dans la vie, sans la contribution pécuniaire que lui fournissait le défunt.

Le Lord Chancelier répondit : « sans doute le père de famille est légalement obligé de pourvoir à l'entretien de sa famille, mais s'il obtient, de ceux qu'il entretient

(1) La charité est officielle en Angleterre : une partie de l'impôt, la Poor Tax est affectée à cette destination.

(2) Ruegg op cit. p. 307.

ainsi, des contributions aux ressources de la famille, pourquoi ne pas dire qu'il est partiellement dépendant de leurs salaires ? Je crois que le législateur n'a pas eu l'intention d'établir un « standard » particulier d'existence basé sur la moyenne ordinaire des dépenses dans le voisinage et dans la classe sociale du défunt. Ce que la famille gagnait en fait, ce qu'elle dépensait en fait pour son entretien en tant que famille, voilà, il me semble, la seule chose que le juge de la Cour de Comté pouvait prendre en considération. »

Il s'ensuit que toute diminution des ressources de la famille, provoquée par la mort de l'un de ceux qui contribuaient à ces ressources suffit pour justifier l'allocation d'une indemnité basée sur l'état de dépendance partielle du chef de famille à l'égard de ces personnes.

La question fut posée de nouveau devant la Cour d'appel dans l'affaire *Howells v. Vivian and Sond* (1) où le juge avait refusé l'indemnité en se basant sur ce que les salaires du père étaient largement suffisants pour l'entretien de sa famille sans l'appoint des salaires du fils défunt. La Cour d'appel jugea dans le même sens que la Chambre des Lords (dont la décision était obligatoire pour elle) et accorda l'indemnité.

Que la décision de la plus haute Cour du Royaume ait été une interprétation fidèle de la pensée du législateur, c'est ce qui ne peut plus être mis en doute, puisque cette interprétation a été ratifiée tacitement en 1906.

Il a été jugé dans l'affaire *Williams v. Ocean Coal* qu'un enfant simplement conçu à l'époque du décès de son père était dépendant des salaires de son père et avait droit à une indemnité, même si ce posthume était illé-

(1) 85. L. T. 529 ; 18 T. L. R. 36.

gitime. (Schofield v. Arrell Colliery. Cour d'appel, 25 novembre 1908).

Le droit à indemnité, dès qu'il est échu à un ayant droit, passe à ses héritiers en cas de mort ultérieure de cet ayant droit : il n'est pas nécessaire qu'un jugement ait été rendu en sa faveur ni même qu'aucun acte de procédure ait encore été fait ; il suffit que l'ayant droit ait adressé au patron débiteur la demande d'indemnité prescrite par la loi : ainsi jugé le 12 décembre 1906 dans l'affaire *Darlington v. Roscoe* (Cour d'appel) où la veuve du défunt était morte pendant les négociations pour un accord amiable : ses héritiers profitèrent de l'indemnité.

Personnes débitrices de l'indemnité

Dans la plupart des cas c'est, naturellement, le patron direct de la personne tuée ou blessée qui est débiteur de l'indemnité. Cependant il faut se rappeler qu'en cas de maladie professionnelle, un patron pourra se voir contraint à payer l'indemnité entière, ou tout au moins une partie de la somme, à un ouvrier qui n'est plus à son service.

Dans le cas de faillite du patron, s'il était assuré contre les accidents, l'indemnité sera payée directement par l'assureur. Enfin, dans le cas de sous-entreprise, le débiteur de l'indemnité pourra être une personne autre que celle au service immédiat de laquelle se trouvait la victime.

Du patron. — Le mot « patron » dit l'article 13, comprend (outre les particuliers) toute réunion de personnes formant ou non une personne morale, ainsi que le représentant personnel légal du patron décédé.

En traitant de l'E. L. A. 1880 nous avons fait remarquer que sous l'empire de cette loi, la mort du patron avant le prononcé du jugement privait l'ouvrier de son droit, par application de la maxime « *actio personalis moritur cum persona* ». D'après le W. C. A. 1906 au contraire la mort du patron devient indifférente et l'indemnité pourra être demandée à son représentant, exécuteur testamentaire, ou administrateur de ses biens s'il est mort intestat ; mais, en l'absence d'un nouveau contrat de travail entre ce représentant et l'ouvrier, l'obligation du représentant serait limitée au montant de l'actif qu'il a entre les mains.

L'art. 13 dit encore : si les services d'un ouvrier sont temporairement prêtés ou loués à un tiers par la personne avec laquelle l'ouvrier a conclu un contrat de travail ou d'apprentissage, cette dernière sera, dans l'application de la présente loi, considérée comme continuant à être le patron de l'ouvrier pendant le temps qu'il travaille pour ce tiers.

Le tiers sera-t-il également responsable ? La loi ne le dit pas, mais il est probable que l'ouvrier pourrait poursuivre l'un ou l'autre ; dans tous les cas il est certain qu'il peut poursuivre le tiers si son patron s'est départi du contrôle du travail auquel l'ouvrier était occupé au moment de l'accident, si ce contrôle a été assumé par l'employeur temporaire et si le travail exécuté était fait dans l'intérêt du commerce ou des affaires de ce dernier qui est un « *casual employer* (1) ».

Enfin « l'exercice et l'exécution des pouvoirs et services d'une administration publique, locale ou autre devront, dans l'application de la présente loi, être con-

(1) Voir plus haut

sidérés comme le commerce ou les affaires de ladite administration.

Ainsi, non seulement les administrations publiques sont des patrons aux termes de l'Act, mais, chose curieuse, tout « travail occasionnel » employé par elle tombe sous l'application de la loi puisqu'il sera toujours considéré comme accompli dans l'intérêt du commerce ou des affaires de l'administration.

De la sous-entreprise. — Dans certaines circonstances l'obligation de payer l'indemnité est imposée en première ligne à une personne qui n'est pas légalement le patron de la victime. Cette éventualité se présente en cas de sous-entreprise « sub-contracting » qui se pratique surtout dans l'industrie du bâtiment. Un entrepreneur traite avec le propriétaire du terrain pour l'ensemble du bâtiment ; puis il cède certaines portions du travail à des sous-entrepreneurs qui parfois cèdent, à leur tour, à d'autres personnes une partie du travail qu'ils ont entrepris ; de sorte que le travail est exécuté par toute une série de sous-traitants.

Or, l'expérience avait démontré, sous l'empire de l'E. L. A. 1880, que l'usage de ce système aboutissait dans beaucoup de cas à priver l'ouvrier de tout recours quand il était victime d'un accident : son patron immédiat, le sous-entrepreneur était un homme de paille, sans le sou ; et d'autre part l'ouvrier ne pouvait rien réclamer à l'entrepreneur avec lequel il n'avait pas traité et qui n'était tenu envers lui par aucune obligation légale.

Cette pratique avait donné lieu à de véritables abus, car, si un grand nombre d'entrepreneurs employaient ce système pour des raisons d'utilité pratique, il en était d'autres qui, dans chaque cas, interposaient entre l'ouvrier et eux-mêmes un homme insolvable, dans le seul

but d'échapper à toute responsabilité pécuniaire en cas d'accident : bien souvent la victime qui intentait une action d'après la Common Law ou l'E. A. n'obtenait pas d'indemnité du tout.

Le législateur a remédié à cet état de choses par les dispositions de l'article 4 qui donnent à l'ouvrier, victime d'un accident au service d'un sous-entrepreneur, le droit de réclamer l'indemnité directement au principal entrepreneur, comme s'il avait été employé sans intermédiaire au service de ce dernier. Rien d'ailleurs ne l'empêche de s'adresser au sous-traitant s'il le préfère.

La terminologie de la loi est défectueuse : si l'on s'en rapportait à la note marginale ajoutée au texte, l'art. 4 ne viserait que le cas de sub-contracting, c'est-à-dire de sous-entreprise. Mais le texte de l'art. 4 ne supporte pas cette interprétation et peut avoir des effets considérables sur des contrats qui ne sont en rien des sous-entreprises. Chaque mot de l'article demande à être soigneusement pesé ; en voici le texte :

« Si une personne (qualifiée dans cet article de « principal ») contracte, au cours ou dans l'intérêt de son commerce ou de ses affaires avec une autre personne (qualifiée dans cet article d'« entrepreneur ») pour l'exécution par cet entrepreneur de tout ou partie d'un travail quelconque entrepris par le principal (« undertaken by the principal »), le principal devra payer à tout ouvrier occupé à l'exécution du travail l'indemnité fixée par la présente loi, qu'il eut été dans l'obligation de lui payer si cet ouvrier avait été directement engagé par lui. »

On remarquera que ce texte ne parle pas de sous-entreprise, mais de contrats passés dans l'intérêt de son commerce ou de ses affaires par un « principal » avec un entrepreneur, relativement à un travail « entrepris par le principal ».

Ces derniers mots, ainsi que la note marginale pourraient donner à penser qu'il faut que le principal soit lui-même un entrepreneur ayant traité avec un tiers pour accomplir un certain travail : cette interprétation ne nous paraît pas admissible, car sa responsabilité dépendrait alors dans chaque cas du point de savoir s'il travaillait pour lui-même ou pour un tiers : s'il travaillait pour lui-même il échapperait à toute responsabilité ; s'il travaillait pour un tiers il serait responsable.

D'ailleurs une décision très récente de la Cour d'appel dans l'affaire *Dittmar v. Wilson, Sons and Co Ltd* (Cour of appeal 9 et 17 déc. 1908) nous oblige à donner à ces mots une interprétation beaucoup plus large et à admettre la responsabilité du principal non seulement quand il a lui-même traité précédemment avec un tiers pour l'exécution d'un travail pour ce tiers, mais aussi quand il est lui-même le maître de l'affaire et qu'il traite avec un entrepreneur pour l'exécution par cet entrepreneur d'un travail corrélatif au commerce ou aux affaires du principal.

Que faut-il entendre maintenant par travail entrepris par le principal « au cours ou dans l'intérêt de son commerce ou de ses affaires ? »

Le *W. C. A.* de 1897 contenait une disposition exemptant le principal de toute responsabilité quand le travail « n'était effectué qu'à titre accessoire ou accidentel et ne constituait ni une partie proprement dite, ni une opération de l'industrie ou de l'exploitation dirigée par le principal ». Dans ce cas il n'y avait semblait-il, aucune fraude à craindre.

Cependant *M. Barnes* (*Glasgow-Blackfriars*) (1) demanda au Parlement la suppression de cette disposi-

(1) *P. D.* vol. 166 p. 834.

tion : « Le but de l'art. 4, disait-il, a été de rendre le principal responsable pour les accidents survenus dans l'exécution du travail qu'il a entrepris, malgré qu'il ait cédé tout ou partie de ce travail à un entrepreneur ou à un sous-entrepreneur ; l'idée du législateur était que le principal était un homme solvable (a man of substance) tandis que le sous-traitant pouvait être un homme sans le sou. Or, la disposition dont nous parlons, a été la cause de plus de litiges et de plus de frais provoqués par les jongleries légales de ceux qui avaient la charge de l'interpréter, qu'aucune autre disposition de l'Act : par exemple il a été jugé qu'une gare ne faisait pas partie d'un chemin de fer, qu'une machine dans une filature de coton n'était pas une partie des affaires du manufacturier... Alors on prétendit qu'un toit de fer ne faisait pas partie du bâtiment qu'il couvrait ; mais ici on trouva que c'était un peu trop fort (a little bit too much) ».

Le Solicitor Général, sir W. Robson, se déclara prêt à accepter l'amendement parce que le Gouvernement pensait que tout ce qu'il y avait d'utile dans la disposition en question était sauvegardé par le principe qui restreignait la responsabilité du principal aux travaux « entrepris par lui ».

Cette disposition n'a donc pas été reproduite dans la loi de 1896, mais la difficulté se reproduit sous une autre forme à propos de l'interprétation des mots « au cours ou dans l'intérêt du commerce ou des affaires du principal » : le législateur a-t-il eu l'intention de rendre le principal responsable pour tout travail rendu nécessaire dans l'intérêt de ses affaires, comme le serait par exemple le nettoyage de son local par une société de nettoyage par le vide ? Il le semblerait à première vue.

Cependant aucune décision judiciaire ne paraît avoir encore été rendue sur ce sujet et M. Ruegg, dont les ouvrages jouissent d'une grande autorité, écrit (page 321) : « Les extraordinaires conséquences qui résulteraient d'une interprétation aussi extensive m'ont amené à la rejeter et à admettre qu'il faut que le travail soit de telle nature que le principal aurait pu être amené à l'exécuter lui-même dans le courant ordinaire de ses affaires. »

Si nous admettons cette dernière interprétation, l'effet de l'art. 4 est pratiquement le même que celui de l'article correspondant de la loi de 1897 quoique cet article ait été remanié et sa terminologie largement modifiée. Quels travaux, maintenant, ferons-nous rentrer dans cette catégorie ? Ce sera dans chaque cas une question de fait et l'on tiendra compte des habitudes du principal en particulier, plutôt que des habitudes générales du genre de profession qu'il exerce. Voici quelques-unes des décisions les plus intéressantes rendues sous l'empire de la loi de 1897 : dans l'affaire *Pearce v. London and S. W.* (1), il fut décidé que l'érection d'une gare était « purement accidentelle et accessoire » car l'objet d'une compagnie de chemin de fer est le transport des voyageurs et des marchandises. Cette solution est d'une rigueur extrême pour l'ouvrier.

Dans *Knight v. Cubbit and Co* (2) des entrepreneurs avaient traité pour la démolition d'un bâtiment et l'érection d'une nouvelle maison sur l'emplacement de l'ancienne : ils avaient l'habitude de se charger de ce genre de travail, mais sous-traitaient d'ordinaire pour la démolition et n'exécutaient par eux-mêmes que la construction : ils furent déclarés responsables envers un ouvrier

(1) 1900, 2 Q. B. 100

(2) 1902, 1 K. B. 31.

tué au service du sous-traitant chargé de la démolition.

La décision rendue en Ecosse dans l'affaire *M'c Govern v. Cooper and C^o* fournit un bon exemple de la responsabilité que peut encourir un « principal » : des usiniers s'étaient entendus avec une compagnie de chemin de fer pour que, moyennant une taxe supplémentaire, des charretiers au service de cette compagnie vinsent à l'usine avec des camions pour chercher les produits manufacturés destinés à être transportés par voie ferrée ; ils furent déclarés tenus à indemniser l'un de ces charretiers qui avait été blessé sur la route entre l'usine et la gare.

Pour en revenir aux termes de l'art. 4, il faut observer que le principal doit être un homme d'affaires et que le travail en question doit être exécuté dans l'intérêt de ses affaires : ces deux conditions doivent se trouver réunies ; il en résulte qu'une personne n'encourrait aucune responsabilité si, par exemple, elle se faisait bâtir une maison particulière d'habitation (1).

D'ailleurs, même dans le cas où ces deux conditions se trouveraient réunies, l'article 4 apporte à la responsabilité du principal deux exceptions importantes.

1^o Si le contrat est relatif au battage, au labourage, ou à tout autre travail agricole et si l'« entrepreneur » fournit et utilise pour l'exécution du travail des machines mues par une force mécanique, il sera, à l'exclusion de tout autre, tenu d'indemniser les ouvriers employés par lui à un tel travail.

Comme l'expliquait le *Solicitor General*, cette disposition a été prise dans l'*Agricultural Holdings Act 1900* : l'entrepreneur est, ici, généralement une personne plus

(1) *Cooper and Crane v. Wright*, 1902. House of Lords A. C. 302.

importante et plus solvable que le fermier qui emploie ses services : dans la plupart des cas ses hommes et ses machines vont de ferme en ferme. L'entrepreneur, responsable des accidents se couvrira contre ce risque par l'assurance, et fera entrer la prime d'assurance dans le prix de son contrat avec le fermier. Le fermier qui loue une machine pour quelques jours n'aurait pratiquement aucun moyen d'assurer les hommes qui y travaillent, tandis qu'il est si facile pour le propriétaire de la machine de le faire.

2° Les dispositions de l'art. 4 ne s'appliquent pas non plus quand l'accident s'est produit autre part que « sur, dans ou auprès » des lieux ou locaux où le principal a entrepris l'exécution du travail ou qui se trouvent d'une autre manière placés sous son contrôle ou sa direction.

Cette deuxième exception a été maintenue, conformément aux recommandations du Departmental Committee pour empêcher une extension injuste de la responsabilité du principal : si sa responsabilité existait sans qu'on tint compte de l'endroit où le travail était effectué, on arriverait par exemple à cette conséquence que le fabricant qui enverrait de la toile pour la faire teindre serait responsable des accidents survenus dans l'usine du teinturier. Cette conséquence aurait été injuste et aurait dépassé le but visé par la loi, but qui est simplement d'empêcher une personne d'éluder ses obligations en faisant faire le travail par des sous-traitants.

Pour le calcul de l'indemnité qui peut être exigée du principal, l'art. 4 décide que le taux de l'indemnité sera calculé en tenant compte des salaires que payait à l'ouvrier le patron sous les ordres duquel il était directement placé. C'est tout naturel, puisque la responsabilité du « principal » n'est que subsidiaire.

Celui qui doit, en définitive, supporter le fardeau de l'indemnité, c'est le patron immédiat : aussi l'art. 4 donne-t-il au principal qui a payé à sa place, un recours en remboursement contre toute personne qui aurait été obligée de payer si le présent article ne s'était pas appliqué.

Ce recours sera plus souvent théorique que réel, car il est bien certain que l'intermédiaire ne sera pas plus solvable pour rembourser le principal que pour indemniser l'ouvrier ; en outre, en supposant que l'indemnité consiste en une pension hebdomadaire qui durera peut-être aussi longtemps que la vie de l'ouvrier, le principal n'éprouvera-t-il pas de réelles difficultés pour se faire rembourser ces petites sommes au fur et à mesure de leur paiement ?

Dans le but d'éviter dans la mesure du possible les procès et les frais qu'avaient engendrés les dispositions du premier W. C. A., la loi de 1906 décide que toutes les questions relatives au recours en remboursement et à son montant seront, à défaut d'accord amiable réglées par arbitrage, conformément à la présente loi.

D'après les règlements qui ont été publiés pour l'application du W. C. A. (W. C. Rules 19 à 23) la procédure sera la suivante : une notice de la demande devra être remplie 10 jours francs avant la date fixée pour l'arbitrage sur la demande principale et notifiée avec une copie de la requête de la victime et une énonciation des circonstances (particulars) de la cause, à la personne contre laquelle est dirigé le recours : tout sera ainsi réglé d'un seul coup, indemnité à la victime et recours du principal s'il est condamné à la payer. Entière discrétion est laissée à l'arbitre relativement aux dépens.

Le principal fera bien de ne jamais payer volontaire-

ment et après accord amiable l'indemnité que lui réclame l'ouvrier de l'entrepreneur, s'il se propose de recourir ensuite contre celui-ci, car l'entrepreneur pourrait lui répondre qu'il avait des moyens de défense à faire valoir contre l'ouvrier et refuser le remboursement.

Une dernière question se présente : la victime peut-elle s'adresser d'abord à son patron immédiat, et si elle échoue dans son action se tourner contre le principal et vice-versa ? La loi ne le dit pas, mais la W. C. Rule 2 permet à l'ouvrier de faire mettre en cause l'un et l'autre en même temps et de former sa demande contre eux deux, alternativement.

Responsabilité des étrangers (strangers). — Il peut arriver que l'accident, tout en se produisant par suite et au cours du travail « soit survenu dans des circonstances créant une obligation légale d'indemnité à la charge d'une personne autre que le patron ». Quels seront dans ce cas les droits de la victime ? L'art. 6 répond : l'ouvrier peut simultanément poursuivre cette personne pour obtenir d'elle des dommages-intérêts et poursuivre toute autre personne tenue en vertu de la présente loi au paiement d'une indemnité, pour en obtenir le paiement de cette indemnité. Mais il n'aura pas le droit de recevoir à la fois des dommages-intérêts et une indemnité.

Ce droit de poursuite simultanée, qui semble n'être qu'une application des règles du droit commun, est pourtant une innovation de la loi de 1906 : en effet, le W. C. A. de 1897, par un caprice inexplicable obligeait l'ouvrier à faire immédiatement son choix entre les deux voies légales qui lui étaient ouvertes et il appliquait alors la maxime « una via electa non datur regressus ad alteram ».

D'ailleurs, dans l'affaire *Oliver v. Nautilus Steam Shipping Co Ltd* (1903) (1) jugée sous l'empire de la loi de 1897, la Cour d'appel avait décidé que, quand l'ouvrier acceptait de son patron l'indemnité « sans préjudice à ses autres droits » il n'avait pas exercé son option aux termes de l'art. 6 et n'était pas forcé du droit d'intenter une action contre le tiers dont la négligence avait occasionné l'accident.

Malgré cette interprétation bienveillante d'une règle essentiellement rigoureuse, le Departmental Committee s'était préoccupé de cette situation et écrivait dans son rapport (page 93) : « Nous ne voyons pas pourquoi, si l'ouvrier intente une action contre le tiers auteur du dommage et échoue, cette circonstance le priverait du droit d'obtenir une indemnité conformément à la présente loi. Mais nous voyons encore bien moins pourquoi, si, pour une raison quelconque il succombe dans son action contre le patron, on l'empêche de poursuivre le tiers, auteur du dommage. La seule chose importante, c'est qu'il ne puisse pas se faire indemniser deux fois et que le recours du patron contre le tiers, relativement à l'indemnité qu'il a pu avoir à payer, soit sauvegardé. »

Mais dira-t-on, n'est-il pas injuste d'obliger ainsi le patron à réparer les conséquences des fautes d'un tiers « absolument étranger, sur lequel il n'a aucune surveillance, aucun moyen d'action direct ou indirect ? »

Nullement et cette responsabilité du patron découle nécessairement du principe même posé par l'article 1^{er} du *W. C. A.* dont elle n'est qu'une des applications (2),

(1) 2 K. B. 639.

(2) Art. 7 de la loi française du 9 avril 1898 : « indépendamment de l'action résultant de la présente loi » ; la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron, ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

puisqu'elle n'existera que quand l'accident causé par la faute du tiers se sera produit « out of and in the course, of the employment », par suite et au cours du travail. D'ailleurs ce principe ne rend-il pas le patron responsable même de la propre faute de la victime ?

« Supposons, dit M. Monnier, un exemple très général : un ouvrier est envoyé par un supérieur exécuter un travail en dehors de l'usine ; chemin faisant il est renversé par une voiture et blessé. Pourra-t-il intenter une action contre son patron ? L'affirmative n'est pas difficile à justifier en droit : en effet, l'ouvrier a subi un préjudice à l'occasion de son travail ; il courait certains risques dans l'intérêt du patron... Est-ce à la victime de supporter les conséquences de l'accident parce que cet accident s'est produit dans la rue, alors que l'ouvrier n'avait quitté l'usine que sur l'ordre exprès d'un supérieur ? L'employeur doit répondre envers ses ouvriers de tous les dangers qu'il leur fait courir à l'occasion d'un travail qui lui profite. »

D'ailleurs l'art. 6 donne immédiatement au patron qui a été amené par l'application de la présente loi à payer l'indemnité à l'ouvrier un recours contre le tiers responsable (1), par exemple contre le constructeur qui lui aurait fourni une machine défectueuse, laquelle aurait causé l'accident.

Remarquons toutefois que ce recours étant fondé sur le droit commun ne sera pas toujours efficace : il faudra que le patron établisse dans chaque cas la négligence ou la faute du tiers, et ce dernier pourra s'il y a lieu opposer à l'action du patron les fins de non rece-

(1) Le patron aurait aussi de son chef, d'après le Common Law, une action en indemnité contre le tiers qui par sa négligence l'a privé des services de son employé, mais, naturellement, les dommages-intérêts accordés de ce chef seraient relativement minimes.

voir qu'accorde la Common Law, par exemple l'exception de contributory negligence, tandis que le patron, par application du principe du risque professionnel, a dû payer, même s'il y avait eu faute de la victime !

En outre, si le patron s'est arrangé à l'amiable avec son ouvrier il semble que le tiers peut se prévaloir contre le patron des moyens de défense dont le patron aurait pu se prévaloir contre son ouvrier et soutenir par exemple que l'accident ne s'est pas produit par le fait et au cours du travail, ou qu'il y a eu faute lourde de l'ouvrier... Aussi y aura-t-il, ici encore, quelque risque pour le patron à payer amiablement : au contraire si l'indemnité est réglée par arbitrage, la W. C. Rule 24 spécifie qu'il suffit au patron de notifier au tiers copie de la demande de l'ouvrier, pour que le tiers se trouve lié par la sentence de l'arbitre. Le tiers peut d'ailleurs intervenir à l'arbitrage et, avec la permission du juge, défendre à la demande de l'ouvrier.

Pour faciliter les choses et éviter les longueurs et les frais d'un double procès, l'art. 6 décide que, si les parties y consentent, le recours contre le tiers responsable et toutes les questions qui s'y rapportent pourront être réglés dans l'arbitrage institué conformément à la présente loi. C'est donc une pure faculté pour le patron et le tiers qui ne peuvent pas s'y contraindre mutuellement (tandis que le « principal » peut y contraindre l'entrepreneur). Dans le cas où c'est l'opposition actuelle du tiers qui a contraint le patron et l'ouvrier à recourir à un arbitrage, alors qu'ils étaient disposés à s'arranger à l'amiable il n'est que juste qu'il en paie les frais (1). D'ailleurs le juge a une entière discrétion quant aux frais.

L'ouvrier peut bien poursuivre simultanément ou

(1) Great Nothern Rail C° V. Whitehead 18 T. L. R. 816.

successivement le patron et le tiers responsable, mais il ne peut pas obtenir indemnité à la fois de l'un et de l'autre ; l'art. 6 tout en réalisant un réel progrès n'est donc pas encore parfait : en effet l'indemnité accordée par le W. C. A. est loin d'être la réparation intégrale du préjudice subi par l'ouvrier comme le seraient les dommages-intérêts payés par le tiers : or, dans bien des cas, l'ouvrier, qui n'aura pas d'autre moyen de vivre, sera amené presque nécessairement à accepter l'indemnité que le patron offrira de lui payer sur le champ : ne se fermera-t-il pas par là-même toute action en dommages-intérêts contre le tiers responsable ? N'aurait-on pas obtenu un résultat plus équitable en permettant à l'ouvrier qui a reçu indemnité de son patron de réclamer des dommages-intérêts au tiers, sauf à déduire de ces dommages-intérêts le montant de l'indemnité payée, montant qui serait remis au patron ?

CHAPITRE IV

De l'Indemnité.

Avant d'étudier les particularités relatives à l'indemnité, son montant, son paiement, son placement, ses garanties... il est indispensable d'étudier certaines circonstances qui modifient considérablement les droits de l'ouvrier, nous voulons parler de la faute lourde de l'ouvrier « serious and wilful misconduct » et de la faute ou négligence du patron ; la première privant dans certains cas l'ouvrier de tout droit à indemnité, la seconde lui permettant au contraire de substituer à l'indemnité forfaitaire et restreinte que lui accorde le W. C. Act une indemnité plus élevée, parfois même une réparation intégrale du préjudice subi.

Serious and wilful misconduct

Faute lourde de l'ouvrier

Nous avons vu qu'il est juste, particulièrement dans les industries dangereuses, que le patron supporte les conséquences de l'accident dont son ouvrier a été la victime par suite du cas fortuit ou même de la faute de l'ouvrier lui-même, pourvu qu'à cette aggravation de la responsabilité du droit commun corresponde une réduction du chiffre de l'indemnité.

Mais il avait paru bon au législateur anglais en 1897 d'exclure du droit à indemnité l'ouvrier qui s'était rendu

coupable d'une faute présentant un haut caractère de gravité, et, pour cette raison, il avait rejeté la disposition primitive du bill du gouvernement, qui englobait même le cas de faute lourde de l'ouvrier, pour se rallier à un amendement qui refusait l'indemnité dans le cas de manquement grave et volontaire, par l'ouvrier, à ses devoirs.

« Quant à la justice du principe qui veut qu'aucune indemnité ne soit accordée dans les cas vraiment sérieux d'inconduite volontaire, écrivait en 1904 le Departmental Committee, nous croyons qu'il peut difficilement y avoir deux opinions, et les dépositions des représentants des ouvriers nous paraissent démontrer que ce point n'est pas sérieusement contesté. Personne n'est disposé à prétendre qu'un homme, chargé de la manœuvre des signaux d'un chemin de fer, qui va à son travail sous l'influence de la boisson, ou un mineur qui fume dans une mine grisouteuse, devrait recevoir une indemnité pour le dommage qu'il a pu subir par suite d'une inconduite aussi flagrante. D'un autre côté, les patrons ne voient pas d'obstacles à l'allocation d'une indemnité quand l'ouvrier a été coupable simplement de négligence ordinaire ou de la désobéissance à un règlement dont l'observation n'était pas essentielle pour sa sécurité.

Mais ce qui a fait l'objet de plaintes très vives des deux côtés c'est l'application pratique de cette règle. »

La loi de 1897 disait simplement ceci : s'il est prouvé que le dommage causé à un ouvrier est attribuable à un manquement grave et volontaire de cet ouvrier à ses devoirs, toute demande d'indemnité formée en raison de ce dommage sera rejetée.

Les patrons se plaignaient de ce que la plus grande

différence d'opinion existait entre les juges au sujet de la mise en œuvre de cette disposition et que cette incertitude donnait lieu à des procès qui augmentent dans de grandes proportions le fardeau imposé aux patrons par le W. C. A. Il est d'ailleurs, disaient-ils, extrêmement difficile d'obtenir d'un juge qu'il reconnaisse la victime coupable d'une faute lourde. Ils s'accordaient, en général, pour demander une définition de la faute lourde et faire considérer comme telle l'infraction à l'un des règlements spéciaux qui sont faits uniquement dans le but d'assurer la sécurité de l'ouvrier et que l'ouvrier « connaît bien, comprend et apprécie parfaitement » par exemple celui qui défend de nettoyer les machines pendant qu'elles sont en marche.

M. Dawson disait que la disposition de la loi citée ci-dessus était « une farce » qui n'apportait au patron aucune protection sérieuse et M. Holloway ajoutait : « Quand le patron donne des instructions bien claires et prend toutes les précautions pour éviter les accidents, il est inadmissible qu'un homme qui, délibérément, y désobéit, puisse avoir droit à une indemnité. »

« N'est-il pas inconséquent, écrivait le Cleveland Ironmaster's Association, de faire une loi qui punit un ouvrier pour un certain délit et une autre loi qui lui accorde une indemnité comme conséquence de ce même délit ? »

Du côté des ouvriers on n'avait cité devant le Departmental Committee qu'un très petit nombre de cas où ce moyen de défense avait été invoqué avec succès par les patrons. Cependant M. Richards se plaignait de ce que beaucoup des cas, dont les circonstances avaient été considérées par les tribunaux comme suffisantes pour constituer la faute lourde, avaient été « de pures erreurs de jugement ».

Le Departmental Committee concluait (page 65 de son rapport) : « On observera qu'il a été établi maintes fois, du côté des patrons, qu'il est extrêmement difficile certains disent même impossible, de repousser une demande d'indemnité en invoquant la faute lourde de l'ouvrier. Cet exposé est largement confirmé par les dépositions des représentants des ouvriers : M. R. Bell ne peut citer aucun cas où ce moyen de défense ait réussi. M. Gill, sur mille cas d'accidents indemnisés, ne connaît que deux cas où la question de la faute lourde ait été soulevée. M. J. Bell représentant 20.000 ouvriers) n'en connaît pas un seul cas... il semble donc qu'il y ait de bons motifs de penser que le refus d'indemnité du chef de la faute lourde, a été, en Angleterre tout au moins, une chose rare et qu'en général l'application pratique de cette disposition a été très favorable aux ouvriers. Des témoins aussi impartiaux que M. Ruegg nous ont dit qu'il est pratiquement impossible d'obtenir des Juges qu'ils trouvent une faute lourde dans la conduite de l'ouvrier.

« Cependant nous ne croyons pas qu'il serait bon, comme le suggèrent les patrons, de définir la faute lourde comme signifiant la désobéissance aux règlements établis pour la sécurité des ouvriers : il ne nous semble pas désirable d'enlever au Tribunal le pouvoir de prendre en considération les circonstances environnantes qui peuvent apporter quelque explication ou quelque excuse à ce qui semble à première vue inexcusable. »

Aucune des dispositions de la loi n'a donné lieu à des débats aussi longs et aussi passionnés que ce court paragraphe relatif à la « serious and wilful misconduct », l'un des deux derniers restes de l'ancien système de responsabilité. Les représentants des patrons se retran-

chaient dans l'hypothèse de la violation d'un des règlements statutaires ou des règlements d'ateliers édictés uniquement pour la sécurité des ouvriers, mais il semble que, d'un côté comme de l'autre, on ait vu dans cette question, une question de principe plutôt que d'utilité pratique, puisque 8 années d'expérience avaient démontré que la jurisprudence serait nettement favorable aux ouvriers.

On peut retrouver dans les discussions parlementaires tous les arguments de droit et de fait qui peuvent être invoqués dans l'un et l'autre sens. Ces discussions aboutirent à une transaction qui rendra sans doute cette disposition de la loi à peu près lettre morte.

M. Montgomery (Somersetshire) (1) : « J'ai remarqué qu'en cas de négligence du patron, il aura à payer une plus forte somme (2), mais qu'en cas de négligence de l'ouvrier, on ne réduit pas son indemnité. Cela est injuste car « la sauce à laquelle on mange l'oie doit être aussi la sauce à laquelle on mange le jars » (what is sauce for the goose is also sauce for the gander). On a jugé bien souvent que la négligence de la part de l'ouvrier n'était pas une faute lourde. J'ai connu le cas où un homme, occupé à alimenter une machine à faire les briques, se servait de son pied comme pelle pour pousser l'argile ; un jour, son pied fut coupé ; il obtint une indemnité et une jambe de bois ; deux mois après, la jambe de bois prenait le même chemin et l'homme obtint une seconde indemnité. »

M. Walsh, au contraire (page 550) demandait la suppression complète de cette clause, car, disait-il « après tout, le plan général du W. C. A. n'est pas basé sur une justice abstraite rendue au patron puisqu'il est déclaré

(1) P. D. vol. 155 p. 548.

(2) V. plus loin

responsable dans des milliers de cas sur lesquels il n'avait aucun contrôle. »

M. Crossley (P. D. vol. 156 p. 358) : « Des milliers d'accidents se produisent sans que le patron ait eu sur eux aucun contrôle, et si le patron établit des règlements pour la protection de ses ouvriers, il serait très dur pour lui que, si l'accident provient de leur violation, on ne tînt aucun compte de ce fait. »

M. Gladstone (p. 358), propose de limiter l'exemption de responsabilité du patron aux cas d'accidents non suivis de mort : « Il me semble que cela n'implique pas une très grande concession de la part des patrons, mais que c'est un avantage considérable accordé aux victimes. Si un homme est tué et si sa mort est attribuée à sa faute lourde, il n'est plus là pour se défendre ; ses ayants droit n'obtiendront rien et ce sera pour eux une piètre consolation que de savoir que la victime a été coupable d'une faute lourde... Leur gagne-pain sera tué, et pourquoi cette famille souffrirait-elle ? »

M. Keir-Hardie (p. 359) : « En admettant même que l'accident soit dû à la faute lourde, il est sûrement préférable que le patron souffre une légère injustice plutôt que de laisser sans ressources la famille de l'ouvrier tué.

Il n'y a pas toujours besoin d'une faute lourde pour que la victime se voie « disqualifiée » ; d'après le Mines regulations Act, il n'y a pas moins de 157 règlements spéciaux dont un grand nombre sont journellement violés avec la pleine connaissance, le consentement et le concours de tous ceux qui sont intéressés dans la mine, à commencer par le directeur. Je connais des cas où des ouvriers ont été menacés de renvoi pour avoir observé strictement ces règlements. En cas d'accident,

cependant, s'il pouvait être prouvé, surtout en Ecosse, que quelqu'un de ces règlements n'a pas été strictement observé, l'indemnité serait refusée. Il faudrait entendre la faute lourde dans le cas d'un acte grave de commission et non pas purement dans l'omission à observer ces règlements. »

M. Samuel Evans (Glamorgaushire Mid.) : « Ceux qui ont à discuter ces questions dans les Tribunaux savent combien il est difficile de distinguer entre l'omission à observer un règlement et la commission d'un acte.... Après tout, le plan le meilleur serait d'en revenir au Bill primitif de 1897 où cette disposition n'existait pas du tout. En fait, elle n'a aucun effet préventif sur les ouvriers, elle augmente le nombre des procès et comme elle est une question de fait, aucun appel n'est donné contre la décision du juge de première instance. La distinction proposée par le Home Secretary entre le cas de mort et le cas de simple incapacité n'a pas de base logique.

L'Attorney General : « En cas de faute lourde ayant occasionné la mort, deux nouveaux principes entrent en jeu : d'abord les lèvres de l'homme qui a été victime de ce que l'on appelle sa faute lourde sont fermées et il ne peut plus se défendre contre les reproches qu'on lui fait. Ensuite l'indemnité n'ira pas au coupable mais aux personnes innocentes qu'il laisse derrière lui et qui n'ont pas participé à sa conduite répréhensible. On a dit que c'était illogique : il n'y a plus, depuis longtemps déjà, de logique dans les lois de nature exceptionnelle. Or, la présente loi est absolument exceptionnelle. »

Viscount Morpeth (Birmingham) : « Si l'on supprime la clause en question, les règlements établis pour assurer la sécurité des ouvriers pourront être regardés

comme des règlements que l'on peut enfreindre de gaieté de cœur. On a fait appel au sentiment : c'est en effet faire du pur sentiment que de dire qu'un homme a déjà été suffisamment puni, par sa mort, de la faute lourde qu'il avait commise. Il est de l'intérêt de toute l'industrie que les ouvriers soient amenés à croire que les règlements sont faits pour être observés. »

M. Lupton (Lincolnshire-Slerford) demande qu'on étende la proposition de M. Gladstone aux cas où la faute lourde a occasionné une incapacité permanente et totale de travail. M. Gladstone, à son tour, propose l'extension aux incapacités permanentes « et sérieuses » : « Il y a, dit-il, d'autres malheurs que la mort presque aussi terribles qu'elle et qui peuvent entraîner des lésions assez graves pour ne laisser à l'homme qu'une vie mourante (a living death) presque pire que la mort elle-même. Cette catégorie de malheurs semble devoir être considérée avec des sentiments d'humanité. Naturellement, il faudra que ce soit un accident sérieux, autre, par exemple que la perte d'un doigt ou de la main gauche... »

M. Courthope : « pour beaucoup de gens la perte d'un doigt ou de la main gauche sera une incapacité sérieuse et permanente. — »

M. Gladstone : « Je retire la main. »

M. Courthope : « J'insiste pour le doigt ; dans beaucoup de métiers, le premier doigt de la main droite est aussi important que toute la main gauche ». »

M. Markham : « Pourquoi ne pas faire un pas de plus et ne pas accorder l'indemnité dans tous les cas d'accidents, sans distinctions ? Si cette réforme ne s'accomplit pas, cette clause donnera lieu à plus de litiges

encore qu'il n'y en a eu jusqu'à présent : après tout, qu'est-ce qui constitue un accident sérieux ? Il faut redouter les divergences d'opinion entre les Juges : l'un tiendra que la perte d'un doigt est une incapacité sérieuse ; l'autre jugera le contraire, et la Cour d'appel refusera d'intervenir sous prétexte qu'il n'y a là qu'une question de fait. »

M. John Wilson (Durham Mid.) : « Il est bien connu de tous ceux qui s'occupent des accidents du travail que ce qui semblait d'abord un accident léger se développe souvent par la suite en une incapacité très sérieuse... Je m'étonne d'entendre citer comme argument l'exemple de l'homme qui allume sa pipe dans une mine et cause une explosion qui le tue ainsi qu'un certain nombre de ses compagnons, car il faudrait avant tout considérer que le propriétaire d'une mine qui est dans un état tel qu'elle contient constamment un mélange explosif, mériterait d'être condamné pour assassinat (manslaughter).

On a beaucoup parlé de la violation des règlements : mais il faut se rappeler le proverbe « la familiarité engendre le mépris » qui ne s'applique nulle part aussi bien que dans une mine... Avant 1897, on laissait les ouvriers enfreindre les règlements, car cela n'entraînait pour le patron aucune conséquence pécuniaire ! »

M. R. Duncan (Lanarkshire-Govan) : « Au moment où les dangers, toujours plus grands de l'industrie rendent plus nécessaires que jamais l'observation des règlements, n'est-ce pas prendre une position fausse que de dire que l'homme qui a transgressé, délibérément ou par insouciance, les règlements, sera placé sur le même plan que l'homme qui leur a obéi et que ne mettait en danger ni sa propre vie ni celle de ses camarades. S'il ne recevait qu'une partie, la moitié par exemple de ce à

quoi il aurait eu droit, ce serait pour lui un avertissement. »

M. C. Duncan (Barrow in Furness) : « Un homme ivre ira à son travail le matin avec l'espoir d'être tué pour le plus grand profit de sa femme et de ses enfants. L'homme qui désirera se suicider se rendra à l'usine ..., mais pas pour travailler. »

L'amendement Gladstone-Lupton fut adopté le 19 novembre par 286 voix contre 27.

Le Viscount Morpeth proposait d'y ajouter : « L'ivresse ou la violation volontaire d'un des règlements imprimés ou publiés par le patron pour la sécurité et la protection de ses ouvriers, sera considérée comme une faute lourde au sens de la présente loi. »

M. Gladstone : « Le noble Lord ne se rend sans doute pas compte des conséquences de son amendement : Si celui-ci est voté, le patron n'aura qu'à afficher qu'il est défendu aux ouvriers de faire quoi que ce soit pouvant occasionner un accident ; il échappera ainsi à toute responsabilité ; il faut laisser au tribunal un certain pouvoir d'appréciation. »

L'amendement Morpeth fut retiré. Mais Lord Ampthill le proposa de nouveau en termes identiques, et d'ailleurs avec aussi peu de succès, devant la Chambre des Lords siégeant en commission (1).

L'article 1-(2) (c) tel qu'il se comporte actuellement, décide donc que si la lésion peut être attribuée à un manquement grave et volontaire de l'ouvrier à ses devoirs, l'indemnité lui sera refusée, à moins que la mort ou une incapacité grave et permanente ne soit résultée de l'accident.

Rappelons que, sous l'empire de la Common Law et

(1) P. D. vol. 167 p. 1158.

de l'E. L. A. 1880, la victime ne pouvait pas se faire indemniser si elle avait été coupable de « négligence contributoire », ni, à fortiori, si l'accident était entièrement dû à sa propre négligence. A l'heure actuelle l'ouvrier recevra indemnité sans distinguer si sa négligence ou sa « misconduct » a causé entièrement ou seulement contribué à occasionner l'accident (1).

Il ne perd son droit que quand il a été coupable d'un manquement grave et volontaire à ses devoirs, et encore, à condition que la mort ou une incapacité grave et permanente ne soit pas résultée de l'accident. La loi emploie les deux mots *grave* et *volontaire* conjointement. Le mot « volontaire » paraît ne pas se rapporter à l'accident, mais à la faute : il n'est donc pas nécessaire que l'ouvrier ait eu en vue de provoquer l'accident et ce sera au patron à établir que l'ouvrier, en agissant de la sorte, savait qu'il manquait gravement à ses devoirs.

L'accident doit être attribuable à la faute lourde, c'est-à-dire que, pour que cette faute lourde soit un obstacle à l'allocation d'une indemnité, il faut « qu'elle soit la cause prochaine de l'accident et non pas seulement une condition *sine qua non* » (Lord M. Laren dans *Glasgow Coal C^o v. Sneddon* — 1905).

Il nous paraît inutile de citer ici les diverses décisions intéressantes qui ont été rendues à propos de la faute lourde de l'ouvrier (2), d'autant plus que l'opinion constante de la Cour d'appel, formellement confirmée le 18 novembre 1908 par la Chambre des Lords dans l'affaire

(1) Cette distinction entre les deux législations est nettement établie dans l'affaire *Reeks v. Kynoch Ltd*, 18 T. L. R. 34.

(2) *V. Rumboll v. Nunnery Colliery C^o*. — *Johnson v. Marshall* (ch. des Lords 1906). — *Brooker v. Warren* (c. d'appel 20 décembre 1906). — *Rees v. Barry Rail C^o* (c. d'appel 19 décembre 1906).

George v. Glasgów Coal C^o, est que, dans chaque cas, c'est une question de fait que celle de savoir s'il y a eu faute suffisamment lourde pour motiver le refus d'indemnité : donc, ni la Cour d'appel, ni la Chambre des Lords n'ont le pouvoir de réformer la sentence de l'arbitre pourvu qu'elle soit supportée par une « évidence » suffisante.

« Il n'est pas de notre ressort, dit la Chambre des Lord, de poser en principe que la violation d'un règlement est « *prima facie* », la preuve d'une faute lourde ; c'est là une question de pur fait, tranchée souverainement par l'arbitre. »

Nous citerons cependant, à titre d'exemple, trois décisions dont les deux premières présentent cet intérêt particulier qu'elles ont été rendues dans des circonstances presque semblables par la Cour d'Appel et qu'elles montrent bien l'état d'esprit de cette Cour.

Dans l'affaire John v. Albion Coal C^o (1901) un mineur, accompagné par un certain nombre de ses camarades, quittait la mine en suivant le principal chemin de halage, quand une série de wagons, attachés ensemble et halés par une corde, fut mise en marche derrière eux : la victime fut avertie par un de ses compagnons d'avoir à se garer dans l'un des « trous d'homme » qui étaient pratiqués à intervalles de 20 mètres. Pensant sans doute qu'il pourrait atteindre la sortie avant d'être rejoint par le convoi, l'ouvrier continua son chemin en dépit de cet avertissement, fut renversé et tué. La Cour d'Appel confirma la décision de l'arbitre qui avait trouvé une faute lourde dans la conduite de cet homme.

Cette décision n'est pas en contradiction avec celle qui avait été rendue en 1899 dans l'aff. Rees v. Powell Duffryn où un ouvrier qui se trouvait exactement dans

les mêmes conditions fut blessé, non plus par les wagons, mais par la corde de halage qui se détacha du support sur lequel elle glissait : la Cour d'Appel accorda une indemnité à cet homme car, disait-elle, rien ne prouvait qu'il ne se serait pas mis en sûreté dans l'un des trous d'homme avant que le convoi ne l'atteignît.

Dans *Bist v. London and S. W. Rail* (25 avril 1907), la Chambre des Lords la refusa au contraire, du chef de la faute lourde, dans les circonstances suivantes : la victime, un mécanicien employé sur un train de voyageurs quitta la plate-forme de la locomotive pendant que le train était en marche et monta sur le tender : là il eut la tête brisée par l'arche d'un pont ; or, les règlements de la Compagnie défendaient expressément aux chauffeurs et mécaniciens de quitter la plate-forme de la locomotive tant que le train était en marche ; dans l'espèce, le chauffeur avait, quelques instants auparavant, refusé de monter sur le tender. La veuve de la victime prétendit que l'homme avait cherché à atteindre du meilleur charbon pour augmenter la pression de la vapeur dans la chaudière, pression qui était plus basse qu'elle n'aurait dû l'être ; mais il fut démontré que le train devait s'arrêter à une gare, quelques minutes plus tard.

L'examen des décisions rendues en Ecosse sur la question de la faute lourde permet de voir que, à l'inverse de ce qui se passait en Angleterre, les Juges avaient traité la sentence de l'arbitre, comme ne les liant en aucune façon si elle était en conflit avec leurs propres vues. La Cour de Session, se montrant plus rigoureuse que la Cour d'Appel, n'avait pas hésité à poser en règle que la violation délibérée d'un règlement statutaire édicté pour la sécurité des ouvriers constituait une faute lourde, et que ce n'était pas une excuse suffisante de prouver

que l'ouvrier, qui aurait dû connaître ce règlement, l'ignorait en fait.

La récente décision de la Chambre des Lords dans l'affaire *George v. Glasgow* amènera sans doute la Cour de Session à modifier sa jurisprudence.

Nous avons vu que la faute lourde n'était plus un obstacle à l'obtention d'une indemnité quand la mort ou une incapacité grave et permanente est résultée de l'accident. Cette disposition nouvelle paraît avoir été introduite par le Parlement sans avoir fait l'objet d'une étude préalable suffisante, et elle donnera probablement lieu à des difficultés : rien dans l'Act n'indique ce qu'est une incapacité grave et permanente et il y aura sans doute beaucoup de divergences dans les décisions des arbitres.

En outre la demande d'indemnité doit généralement être formée dans les 6 mois de la date de l'accident : or, à cette époque, il pourra être encore impossible de dire si l'accident causera une incapacité permanente, et la loi ne donne à l'arbitre aucun pouvoir exprès d'ajourner la sentence jusqu'à ce qu'on ait pu s'assurer des conséquences réelles de l'accident ; et s'il refuse l'indemnité du chef de la faute lourde, il ne semble pas qu'il ait aucun pouvoir pour reviser par la suite sa sentence si l'incapacité se déclare grave et permanente. Il ne pourra même pas employer le moyen auquel on avait fréquemment recours sous la loi de 1897, consistant à rendre pour la forme un jugement allouant à l'ouvrier une pension de 1 penny (0 fr. 10) par semaine, de manière à réserver tous ses droits, puisque par hypothèse, l'ouvrier n'a actuellement aucun droit.

Toute la difficulté pratique que présente cette question de la faute lourde est abondamment prouvée par le nombre d'affaires qui sont parvenues dans ces der-

nières années jusqu'à la Chambre des Lords : trois au moins en trois ans, ce qui est considérable et absolument anormal puisqu'une seule décision de la Chambre des Lords suffit d'ordinaire pour fixer la jurisprudence.

N'aurait-il pas été préférable, ne fût-ce qu'au point de vue pratique, de supprimer radicalement cette fâcheuse disposition puisque les patrons reconnaissent qu'en réalité elle ne leur apporte aucune protection efficace ? Il semble qu'on ne l'a conservée que par amour de la symétrie et pour faire « pendant » à la disposition que nous devons étudier maintenant et qui est relative à la faute du patron.

Faute ou Négligence de la part du patron

Il est intéressant en effet de mettre en parallèle la clause qui prive l'ouvrier de son droit à indemnité quand il a été coupable de faute lourde et celle qui a pour but de punir le patron dans les cas où il est moralement responsable de l'accident.

L'art 1 (2) (b) décide que « si le dommage a été causé par la négligence personnelle ou l'acte volontaire du patron ou de quelque personne dont les actes ou les fautes engagent la responsabilité du patron, la présente loi ne modifiera en rien la responsabilité civile du patron ; dans ce cas l'ouvrier pourra, à son choix, soit réclamer une indemnité par application de la présente loi, soit intenter l'action qui lui est ouverte indépendamment de la présente loi (1). Mais le patron ne sera pas

(1) Loi française du 9 avril 1898 art. 2 : les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

tenu au paiement simultané d'une indemnité, pour un dommage causé à un ouvrier par un accident survenu par suite et au cours de son travail, tant indépendamment que par application de la présente loi, et il ne sera exposé au recours indépendamment de la présente loi que dans le cas de la négligence personnelle ou de l'acte volontaire sus-visé.

Le but visé par la loi dans cet article est ainsi exposé par le Juge Bradburg (1) : « Je pense qu'il est très sage de maintenir en vigueur la distinction entre les accidents qui sont dûs à la faute du patron et ceux qui ne le sont pas... La situation actuelle semble parfaitement juste et équitable : négligence du maître, indemnité complète ; faute lourde de l'ouvrier, pas d'indemnité ; accident pur et simple, partage égal du fardeau... En outre, cela tend à prévenir les accidents en incitant le patron à une surveillance attentive.... »

Les mots « action ouverte indépendamment de la présente loi » font allusion à la Common Law et à l'E. L. A. 1880 ; ces deux lois peuvent en effet offrir à la victime de l'accident une réparation soit intégrale, soit, tout au moins, plus complète, du préjudice subi que celle que lui fournit le W. C. A. Mais, en revanche, l'obtention de l'indemnité y est soumise à un ensemble de conditions très rigoureuses ; aussi prévoyant le cas où l'ouvrier échouerait dans une action de ce genre la loi décide-t-elle que :

« Si, dans le délai fixé ci-après dans la présente loi pour l'exercice du droit, une action est intentée pour obtenir des dommages-intérêts indépendamment de la présente loi pour un dommage causé par un accident, et s'il est établi dans cette action que le dommage est un de

(1) Rapport du Departmental Committee, appendice VI p. 477.

ceux pour lesquels le patron n'est pas susceptible d'être attaqué par une action de ce genre, mais qu'il aurait été tenu au paiement d'une indemnité par application des dispositions de la présente loi, l'action sera repoussée ; mais la Cour saisie de l'affaire procédera, s'il plaît au demandeur, à la détermination de l'indemnité (1). La Cour aura la faculté de déduire de cette indemnité tout ou partie des frais qui, à son avis, ont été causés par le fait du demandeur qui a intenté à tort cette action au lieu de recourir à l'application de la présente loi. »

Cette rédaction de l'article n'est pas sans présenter des inconvénients dans la pratique : il sera souvent difficile de dire qu'il a été « établi dans l'action qui échoue » que le patron aurait été tenu au paiement d'une indemnité, par application des dispositions du Workmen's Compensation Act, puisque la question, dans cette action, n'avait pas été portée sur ce terrain : il sera donc souvent nécessaire d'appeler de nouveaux témoins ou de développer les preuves déjà fournies.

La liberté laissée à l'ouvrier de recourir à la Common Law ou à l'E. L. A., s'il croit y avoir intérêt, paraît avoir engendré beaucoup d'abus. Voici ce qu'en disait le Departmental Committee en 1904 : « Le pouvoir donné au juge pour déduire les frais de la première action qui avait été intentée à tort, a été très rarement exercé et toute cette disposition de la loi s'est montrée peu satisfaisante dans la pratique. Elle offrait à la catégorie la moins scrupuleuse des sollicitors une forte tentation d'intenter du chef de leurs clients des actions « de spéculation » fondées sur l'E. L. A. ou, dans certains cas, sur la

(1) Le nombre des cas qui avaient été commencés sous l'E. L. A. et qui furent ainsi terminés fut en 1905 de 36 sur 481 actions intentées d'après l'E. L. A.

En 1906 de 41 sur 476.

En 1907 de 27 sur 393.

(Statistics of proceedings 1906 page 7 et 1907 page 8).

Common Law dans le seul but d'amener le patron à transiger dans des conditions défavorables pour lui. Savoir que le client peut retomber sur le W. C. A. sans subir grand risque d'avoir à payer les frais de son essai infructueux, c'est là un stimulant considérable pour la mauvaise foi.

Nous pensons que cette disposition a été, dans la pratique, aussi défavorable à l'ouvrier qu'au patron et qu'elle a été la cause d'un grand nombre de procès mal fondés. Les plaintes les plus vives contre l'usage oppressif qui est fait de la Common Law et de l'E. L. A. nous viennent d'Ecosse ; la procédure Ecossaise offre des facilités particulières pour la pratique en question ; il y était devenu commun de voir ces actions commencées devant la Cour du Shériff et immédiatement renvoyées devant la Cour de session où un jugement par le Jury peut être obtenu de droit.

Tout cela amène des frais énormes dont le patron, même s'il gagne son procès, n'arrive pas à se faire rembourser, et l'ouvrier, s'il échoue, a toujours la ressource de demander une indemnité conformément au W. C. A. »

« Des actions de ce genre sont intentées, s'il y a la moindre ombre de chance de succès, dans le seul but de « faire des frais ». Les patrons et les Compagnies d'assurance sont obligés, dans bien des cas de transiger pour des sommes exorbitantes, plutôt que d'affronter les frais excessifs de la Cour de Session, car ils savent bien qu'en cas de succès, ils ne pourront se faire rembourser par l'ouvrier. »

Cette situation ne répond pas au but principal de l'Act qui est d'obtenir pour l'ouvrier des secours suffisants, sans imposer au patron un fardeau trop lourd, et

spécialement de réduire au minimum les frais de procès qui pèsent toujours lourdement sur le patron, et dans bien des cas réduisent beaucoup le montant de l'indemnité qui parvient entre les mains de l'ouvrier ou de ses ayants droit.

Aussi, l'abrogation de l'Employer's liability Act avait-elle été maintes fois demandée, en tant du moins qu'il se rapporte aux travaux visés par le W. C. A. En général la victime peut obtenir, sans frais ni risques, en vertu du W. C. A. une indemnité beaucoup plus élevée. Il est vrai que dans certains cas les dommages-intérêts accordés en vertu de l'E. L. A. sont plus importants, par exemple dans le cas de blessure relativement légère, mais où l'ouvrier a beaucoup souffert et a dû faire des frais pour les soins médicaux. Les ouvriers y ont surtout recours parce qu'ils préfèrent un capital à une rente et parce qu'il n'est pas susceptible de révision.

Mais en face de ces avantages restreints, il faut placer les risques du procès qui sont extrêmement grands, aussi bien sous l'E. L. A. que sous la Common Law et la difficulté de faire la preuve de la faute du patron.

Sur le nombre total des demandes d'indemnité intentées en vertu des W. C. Acts et définitivement réglées à la connaissance des Tribunaux dans les années 1903-1907, la moyenne des jugements rendus en faveur de l'ouvrier a été de 82, 83 ou 84 % (1).

Si nous nous reportons maintenant aux statistiques des jugements rendus sous l'empire de l'E. L. A., pendant les mêmes années, nous voyons que la proportion atteint à peine 40 % et est même souvent beaucoup plus basse, en 1903 par exemple ou 125 jugements furent

(1) Statistics of proceedings.

rendus en faveur de l'ouvrier, contre 95 en faveur du patron.

D'autre part, le montant de l'indemnité est souvent plus élevé sous le W. C. A. Prenons par exemple les statistiques données pour les cas de décès de la victime, où l'indemnité consiste, de part et d'autre en un capital :

Employers liability acts					Workmen's Compensation Acts				
Nombre de cas		Moyenne de l'indemnité			Nombre de cas		Moyenne de l'ind.		
		L.	s.	d.			L.	s.	d.
1899	14	114	15	9	219	173	1	7	
1900	7	158	16	7	245	163	8	9	
1901	9	89	15	0	301	188	7	7	
1902	8	115	7	10	264	168	0	1	
1903	14	246	5	3	323	181	0	9	
1904	9	118	5	4	452	177	10	11	
1905	6	136	14	4	538	189	11	3	
1906	5	192	13	0	553	190	13	11	
1907	7	162	15	1	537	178	15	2	

Le montant de l'indemnité est donc en général supérieur quand elle est accordée par application du W. C. A. On peut donc dire que l'ouvrier est malavisé quand il n'y recourt pas.

« Quant à l'usage illégitime de poursuites ou de menaces de poursuites d'après la Common Law ou l'E. L. A., il nous semble, écrivait le Departmental Committee, que cet abus pourrait être réprimé par l'insertion d'une disposition permettant au patron de s'adresser au Juge de la Cour de Comté pour faire arrêter les poursuites commencées ou dont on le menace, en prouvant au Tribunal que l'ouvrier trouverait dans le W. C. A. un remède adéquat.

« On nous a proposé de donner à l'arbitre désigné en vertu du W. C. A., le pouvoir d'accorder une indemnité à un taux plus élevé dans le cas où l'accident a été causé par l'acte volontaire ou la négligence du patron. Mais il nous semble que ce serait rétablir l'E. L. A. sous une autre forme et cela d'une manière qui serait très oppressive pour le patron, car ce serait encourager la classe des agents d'affaires dont on se plaint à formuler la demande de leurs clients de manière à réclamer dans chaque cas des dommages-intérêts en sus de l'indemnité, ce qui entraverait l'application des principes du W. C. A.

« Nous conseillons donc l'abrogation du pouvoir donné au juge d'accorder une indemnité par application du W. C. A. quand l'action intentée en vertu de l'E. L. A. a échoué ; cela est nécessaire pour protéger le patron contre le lourd fardeau des frais ; car ce n'est pas protéger le patron que d'imposer à l'ouvrier qui échoue l'obligation de payer ou le risque d'avoir à subir la déduction des frais sur le montant de son indemnité : le patron a, en pratique, à supporter tous ses propres frais, qu'il triomphe ou non.

« Mais nous pensons que la meilleure politique sera de laisser subsister la Common Law et l'E. L. A., tels qu'ils sont actuellement ; nous prévoyons qu'on se servira de moins en moins de ces anciens remèdes et que l'esprit du Législateur se dirigera vers l'amélioration et l'extension de la meilleure forme, directe ou indirecte, d'assurance obligatoire. »

La loi de 1906 reproduit presque identiquement les dispositions de celle de 1897 en ce qui concerne la responsabilité du patron dans les cas où l'accident est dû à sa faute personnelle ou à celle de l'une des personnes dont les actes et les fautes engagent sa responsabilité.

Elle n'a pas cru utile d'abroger le pouvoir donner au juge par le paragr. 4 de l'art 1 et a seulement ajouté que la déduction des frais pourrait être totale ou partielle.

Elle a aussi inséré relativement à l'Ecosse, une disposition spéciale, l'art. 14, aux termes de laquelle « lorsqu'un ouvrier intentera une action contre son patron en dehors du présent act, l'action, si elle est portée devant la Cour du Shériff, qu'elle soit basée dans ses conclusions à fins de dommages-intérêts sur l'E. L. A. de 1880 ou qu'elle vise alternativement la Common Law et l'E. L. A., ne pourra être élevée devant la Cour de session, et les appels formés devant la Cour de Session ne seront recevables que s'ils portent sur un point de droit. »

Cette disposition a pour but de réprimer le plus criant des abus que l'on avait signalés en Ecosse.

On peut donc dire que la mise en vigueur du principe du risque professionnel n'a enlevé à l'ouvrier aucun des droits qu'il possédait antérieurement : il y a là une sorte de punition infligée au patron pour sa négligence.

Que signifie la loi quand elle parle des « actes volontaires » d'une personne dont les actes engagent la responsabilité du patron ?

Il est bien difficile de le dire : Qu'il y ait une aggravation de la responsabilité du patron quand il s'est rendu coupable d'une négligence, cela se comprend facilement, car une négligence qui met en péril la vie des ouvriers est plus qu'une faute, c'est presque un crime ! Mais que l'on impose au patron une responsabilité plus lourde, une responsabilité pénale, quand la faute vient de l'un de ses subordonnés, voilà qui est contraire aux principes et qui prouve bien que le Législateur a jetées ensemble un certain nombre de solutions sans se préoc-

cuper de savoir si ces solutions formaient un assemblage découlant logiquement des principes.

Les Tribunaux ont donné à l'art: 1 (2) (b) une interprétation qui vaut la peine d'être mentionnée : Quand on lit cet article, on pourrait croire que, quoique l'indemnité ne puisse être reçue qu'une seule fois, l'ouvrier a le droit d'intenter plusieurs actions successivement ; que si, par exemple, il a échoué d'après la Common Law il a le droit de faire instituer un arbitrage d'après le W. C. A. et vice-versa.

Il n'en est rien, a dit la Cour d'appel dans l'affaire *Edwards v. Godfrey* : l'ouvrier doit faire immédiatement entre les diverses voies légales qui lui sont ouvertes une option qui sera définitive ; dans un cas seulement, il a un «*locus penitentiæ*» : c'est quand, ayant succombé dans son action intentée d'après la Common Law ou l'E. L. A., il s'adresse sur le champ au tribunal qui a rendu le premier jugement, pour faire fixer par lui l'indemnité à laquelle lui donne droit le W. C. A. : S'il commence par ce dernier et échoue, il se trouve, d'après la Cour d'appel, forclos du droit d'intenter une autre action. De même, s'il a omis de s'adresser sur le champ au tribunal qui a rejeté son action intentée d'après le droit commun de l'E. L. A., tous ses droits sont perdus.

Que telle ait été l'intention primitive du Législateur de 1897, cela n'est pas certain : il a voulu que l'ouvrier ne pût obtenir une double indemnité ; ses expressions sont certainement assez larges pour qu'on puisse en déduire que l'ouvrier qui a, sans succès, choisi l'une des deux voies se trouve forclos d'en essayer une autre ; mais elles ne paraissent pas entraîner nécessairement cette interprétation et, dans certains cas, le système de la Cour d'Appel pourra se montrer rigoureux pour l'ou-

vrier qui aura choisi d'abord le W. C. A. et qui aura perdu son procès par suite de l'omission d'une formalité.

Cependant, si l'on permettait qu'un patron pût, dans chaque cas être harcelé par la menace d'une double procédure sur la poursuite d'une personne généralement incapable de payer aucune portion des frais, ce serait vraisemblablement occasionner une plus grande injustice encore.

D'ailleurs il serait rare qu'une action contre le patron réussît là où une demande faite en vertu du W. C. A. a échoué. Cependant cela peut se présenter : par exemple, dans le cas de décès de la victime, si la demande d'indemnité a été rejetée parce qu'elle n'avait pas été formée dans les 6 mois du décès, une action d'après le droit commun, pourrait encore réussir, puisque le Lord Campbell's Act accorde 12 mois à partir du décès.

Ni les Cours écossaises ni les Cours irlandaises n'ont adopté le système inauguré par la Cour d'appel d'Angleterre dans l'affaire *Edwards v. Godfrey* (1).

Remarquons, pour terminer, que l'act de 1906, comme celui de 1897, laisse au juge un pouvoir discrétionnaire relativement à la déduction des frais encourus à raison de l'action intentée à tort par la victime. Cependant, comme elle a substitué les mots « tout ou partie des frais » aux mots « tous les frais », il est probable que cette déduction des frais sera plus souvent appliquée en cas d'action téméraire qu'elle ne l'avait été jusqu'ici, car, dans bien des cas, la déduction totale des frais aurait abouti en réalité à un refus pur et simple d'indemnité : M. Baird, par exemple, dans sa dépositi-

(1) V. pour l'Ecosse : Mac Donald V. James Dunlop (1905) et, pour l'Irlande, Beckley V. Scott (1902).

tion devant le Departmental Committee (question 6250), établit que, dans 11 cas, relatifs à la Mutualité patronale dont il s'occupe, et qui furent jugés en Ecosse avec l'assistance d'un jury, la moyenne de l'indemnité allouée en vertu de l'E. L. A. 1840 fut de 156 l. 11 sh. 0 tandis que la moyenne des frais s'élevait à 277 l. 6 sh. 8 d. par affaire !

Des Amendes. — La loi de 1906 a apporté une heureuse correction à celle de 1897 en décidant, dans l'art. 1, parag. 5, que « rien dans la présente loi, ne préjudiciera à toute poursuite ouverte en vue d'une amende conformément aux règlements sur les mines, usines et ateliers, ni à l'application d'une telle amende. »

D'après l'art. 72 du Factory act de 1878 aujourd'hui remplacé par l'art. 136 du F. A. 1901, quand une personne a subi un dommage corporel par suite du défaut d'entourage de machines dangereuses ou d'engrenages que la loi ordonne d'entourer, une amende maxima de 100 livres st. peut être prononcée contre le patron, et tout ou partie de cette amende peut être employée au profit de la victime ou de sa famille, à la discrétion du Secrétaire d'Etat (1).

Or, la W. C. A. de 1897 décidait que si une telle amende a été en tout ou en partie affectée au profit de la personne blessée, la somme qui aura reçu cette affectation entrera en compte dans l'évaluation de l'indemnité résultant de l'application de la présente loi. »

Le résultat de cette disposition était exprimé en ces termes par le Commander Smith, inspecteur des « Factories » dans sa déposition (2) : « J'avais mené

(1) La même responsabilité est imposée au patron par le Coal Mines regulation act. 1887, act. 70 et le Metalliferous Mines regulation act 1872 art. 38.

(2) Departmental Committee questions 7251 et s.

à bien un grand nombre de ces poursuites ; j'avais l'habitude d'en intenter une de temps en temps et j'obtenais des amendes sérieuses. Mais depuis le vote du W. C. A. 1897, il est devenu inutile d'aller devant les magistrats : Quand un inspecteur prouve que la machine était dangereuse et qu'il y avait une obligation légale de l'entourer, l'avocat de l'inculpé se lève et dit : « Ce n'est pas réellement un cas à juger devant ce Tribunal ; l'affaire sera entendue par la Cour de Comté qui réglera la question de l'indemnité ». Ainsi cela finit en général de la sorte : au lieu de se voir infliger une forte amende pour sa négligence, notre homme en est quitte avec une peine purement nominale et c'est la compagnie d'assurances qui paie l'indemnité à sa place.

« Cette disposition du W. C. A. devrait être modifiée et l'indemnité pénale accordée par le Factory Act ne devrait pas entrer en compte : elle constituerait pour le patron la punition de sa négligence à obéir à une obligation légale parfaitement bien connue. Je pense que cela aurait un effet très salubre en ce qui concerne la sécurité des ouvriers, car, à l'heure actuelle il est fréquent, quand un inspecteur dit : « Ceci est très dangereux, un homme a été tué l'an dernier par ce genre de machine ; il faut que vous fassiez quelque chose », d'entendre le patron répondre : « Oh ! vous savez, je suis assuré. »

Et le Departmental Committee ajoutait : « L'expérience a prouvé que ce pouvoir accordé au secrétaire d'Etat était très efficace et était une bonne manière de fournir à la victime de l'accident un certain soulagement dans la forme de ce que l'on a appelé « indemnité pénale ».

À notre avis il est regrettable que la disposition du W. C. A. rappelée ci-dessus ait pour résultat de diminuer l'effet pratique du Factory Act. Nous ne voyons pas de raison pour laquelle le patron coupable de négligence ne serait pas puni par l'obligation d'avoir à payer une indemnité plus élevée, comme c'est, nous le pensons, pratiquement le cas en Allemagne. Nous ne considérons pas qu'il serait bon d'insérer dans le W. C. A. lui-même des dispositions à ce relatives, mais nous ne voyons pas pour quel motif le législateur dévierait de la route qu'il s'est tracée, en annulant l'effet pratique de la seule disposition qui subsiste dans la loi pour établir, dans leurs responsabilités respectives, une différence entre le patron soigneux et le patron négligent. Nous ne pensons pas qu'aucune objection sérieuse puisse s'élever contre cette proposition que, là où la négligence, cause de l'accident, a fait l'objet d'une poursuite criminelle, l'ouvrier blessé puisse obtenir un supplément d'indemnité. On peut avoir confiance dans le secrétaire d'Etat qui ne lui remettra tout ou partie de l'amende que si les circonstances de la cause l'ont convaincu que c'est justice. C'est pourquoi nous recommandons que la dernière partie de l'art. 1 § 5, après les mots « l'application d'une telle amende... soit abrogée ». La loi de 1906 a donné satisfaction complète à ce desideratum.

Conditions nécessaires pour obtenir l'indemnité

Durée de l'incapacité. — « Le patron ne sera pas responsable par application de la présente loi pour un dommage qui ne met pas l'ouvrier pendant une période d'au moins une semaine dans l'incapacité de ga-

gner son salaire entier dans le travail auquel, il est employé. (Art. 1 (2) (a) »).

« Si l'incapacité dure moins de deux semaines, aucune indemnité ne sera payable à raison de la première semaine (1^{re} annexe, art. 1).

Pour exprimer plus clairement la solution de la loi nous pouvons dire : si l'ouvrier n'est pas rendu incapable de gagner l'intégralité de son salaire pendant au moins 7 jours il n'a droit à aucune indemnité ; si l'incapacité dure plus de 7 jours mais moins de 14 il a droit à l'indemnité à raison du nombre de jours au-dessus de 7 ; si l'incapacité dure 14 jours ou davantage, il a droit à indemnité à compter du jour de l'accident.

Ces deux solutions de la loi de 1906 ont apporté au système de 1897 des modifications très graves en pratique, et elles ont fait, tant au Parlement que dans la Presse, l'objet de très vives discussions ; le grand intérêt qu'elles présentent s'explique d'autant mieux que la loi anglaise n'impose pas au patron l'obligation de payer les dépenses occasionnées par les soins médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation nécessités par l'état de la victime de l'accident : l'ouvrier est donc abandonné à ses seules ressources pendant une période plus ou moins longue, durant laquelle il aura sans doute à faire face à des dépenses extraordinaires.

La loi de 1897 avait posé en principe que l'incapacité devait durer au moins deux semaines pour donner droit à une indemnité, et que celle-ci ne datait jamais que du premier jour de la troisième semaine, sans aucune rétroactivité, quelle que fût la durée de l'incapacité.

Au cours de la vaste enquête faite par le Depart-

mental Committee, les représentants des ouvriers avaient fait entendre les plaintes les plus vives contre ce refus d'indemnité pendant les 15 premiers jours.

Ils faisaient valoir que, en raison du taux peu élevé des salaires, il est impossible pour un grand nombre d'ouvriers de faire des économies suffisantes pour parer même aux cas d'accidents légers : beaucoup d'entre eux reçoivent bien des secours de leurs syndicats ou des sociétés de prévoyance dont ils font partie, mais il en est encore un grand nombre qui n'ont pas cette ressource. M. Bell M. P. établissait par exemple que, dans les chemins de fer il y a 150.000 employés qui ne gagnent pas plus de 18 shillings par semaine et qu'il n'y a guère moyen d'en rien distraire pour payer des cotisations à des caisses de maladie ou à des sociétés de secours mutuels. Or, même les accidents qui ne produisent qu'une incapacité de 6 ou 7 jours nécessitent des soins médicaux, des médicaments, etc..., ce qui augmente dans une grande proportion les dépenses du ménage. Le blessé, devant l'impossibilité de surmonter les difficultés des deux premières semaines sera amené à retourner au travail avant d'être guéri : son état s'aggravera et il sera peut-être obligé par la suite de chômer beaucoup plus longtemps que cela n'aurait été nécessaire s'il avait pu s'accorder un repos de 15 jours...

En ce qui concerne les dangers de simulation, les représentants des ouvriers faisaient remarquer que, quand l'ouvrier fait partie d'un syndicat ou d'une société de prévoyance, il se trouve sous la surveillance constante des agents de la société qui se chargent de lui faire reprendre le travail aussitôt que c'est possible. D'ailleurs une autre garantie n'est-elle pas donnée au

patron par ce fait que l'ouvrier ne reçoit jamais plus de la moitié de son salaire et se trouve en général empressé de retourner au travail. Enfin certains allaient même jusqu'à dire qu'avec la limite des deux semaines la victime est plus encouragée à la simulation que si elle recevait indemnité à compter du jour de l'accident. A ces derniers M. Chamberlain avait répondu d'avance en 1897 quand il disait (1) : « Rendre le temps d'épreuve relativement court, mais ne rien accorder du tout pendant cette période, voilà, il nous semble, une réponse complète à ceux qui redoutent la simulation, car il est extrêmement peu probable qu'un homme reste au lit pendant 15 jours, sans motif réel, et dans le seul espoir de se faire payer un jour ou deux à la fin de ce temps. »

Il est à peine besoin d'ajouter, d'ailleurs, que les vues des patrons étaient en opposition absolue avec celles des ouvriers : outre la question des dépenses supplémentaires qu'entraînerait nécessairement toute réduction du délai de 15 jours, les patrons prétendaient, en se basant, disaient-ils, sur l'expérience, qu'indemniser des accidents dont les suites ne durent pas au moins deux semaines conduirait à une énorme augmentation des demandes d'indemnité formées à raison d'accidents sans importance. On faisait grand état d'un rapport fourni par Sir Andrew Noble, rapport dans lequel il établissait la proportion entre le nombre d'ouvriers et celui des accidents dans les cinq années 1893-1897 où fonctionnait dans son établissement, à Elswick, une caisse privée qui indemnisait les accidents les plus légers, et la même proportion dans les cinq années 1899-1903 où la mise en vigueur du W. C. A.

(1) P. D. vol. 49 p. 1316.

avait introduit le délai d'épreuve de 15 jours. Or, cette proportion tombait brusquement de 14,68 % à 3,38.

Chez MM. Armstrong la caisse particulière payait au bout de trois jours d'incapacité : la proportion pendant les mêmes années, tombait de 12,3 % à 2,9.

Sir Andrew Noble, expliquait ainsi ces résultats : quand nous étions sous l'empire de nos arrangements particuliers, si un boulon ou un marteau tombait sur l'orteil d'un ouvrier, il restait chez lui pendant une semaine ; mais depuis le W. C. A. il ne se soucie plus de perdre son argent et il retourne au travail. »

M. Holiday, représentant la fédération des propriétaires miniers du Yorkshire ajoutait : « D'après le Workmen's Compensation' Act c'est le patron qui a tout à payer ; les ouvriers n'ont plus aucune contribution à fournir. Avant qu'il ne fût en vigueur, nous avions une caisse-accidents à laquelle le propriétaire contribuait pour moitié ; l'autre moitié était fournie par les ouvriers, au moyen de légères retenues sur leurs salaires. La direction en était confiée à un comité d'ouvriers, sous la présidence d'un de nos sous-directeurs. Or, les ouvriers prenaient le soin le plus extrême pour empêcher les abus : tout homme qui avait fait une réclamation à tort était à peu près sûr d'être dénoncé par un de ses camarades. Si, après avoir établi sa demande de secours il se conduisait d'une manière qui pouvait retarder sa guérison, par exemple en s'enivrant, les secours étaient arrêtés immédiatement... »

Sous le présent système c'est exactement le contraire ; les ouvriers paraissent s'aider l'un l'autre pour établir leurs demandes d'indemnité ou tout au moins on ne nous prête plus la moindre assistance pour découvrir les simulations et autres irrégularités. »

M. Ratcliffe Ellis rappelait ces paroles prononcées par Chamberlain en 1897 (1) : « La raison qui a fait introduire cette limite de deux semaines est la suivante : Le Workmen's Compensation Act applique à l'industrie un nouveau principe et impose un nouveau fardeau aux patrons sans mettre en jeu aucune question de négligence ou de faute. L'introduction de ce nouveau principe ne peut être justifiée que si elle répond à un grand intérêt public. Cet intérêt existe dans les cas que l'on peut appeler des accidents sérieux, c'est-à-dire où des ouvriers ont été blessés grièvement, sinon d'une façon permanente, et empêchés pendant une période assez longue, d'accomplir leur travail ordinaire. Il n'y aurait aucune raison pour que le législateur intervint si les effets de tous les accidents ne se prolongeaient pas au-delà de trois semaines. Contre de pareils accidents on peut raisonnablement laisser à l'ouvrier le soin de prendre ses précautions en s'affiliant à un syndicat ou à une société de prévoyance. »

Cependant, dans le Bill du 16 mars 1906 le Gouvernement croyait pouvoir proposer la réduction du délai d'épreuve de deux semaines à une. Le projet de loi, disait-il, ne pouvait se concevoir sans cette mesure de justice.

M. Barnes (Glasgow) : « Le Home Secretary a concédé aux ouvriers la moitié de leurs demandes ; j'espère qu'il en concédera les trois-quarts : on comprend parfaitement qu'il y ait à craindre un danger de simulation, car, après tout, les ouvriers ne sont que des hommes et ils essayent parfois d'attraper un jour de congé. Mais les syndicats jugent qu'en ne commençant

(1) P. D. vol. 49 p. 1316.

à payer qu'au bout de 3 jours, c'est suffisant pour prévenir les abus. Je pense que le gouvernement pourrait se contenter de ce délai, en profitant de l'expérience des syndicats. Ceux qui ont jusqu'ici bénéficié de l'Act ont été les ouvriers les mieux payés, mais on va y introduire des ouvriers qui reçoivent des salaires de misère et pour lesquels une semaine de maladie est une chose sérieuse ».

M. Theodore Taylor (Lancashire Radcliffe) (1) : « Je n'ai jamais vu de bonnes raisons pour lesquelles les 15 jours, adoptés comme obstacle à la simulation, seraient déduits dans les cas d'accidents sérieux clairement prouvés. Que l'on apporte ou non une réduction à ces 15 jours, il faudra en tous cas que ceux qui ont subi un accident sérieux ne subissent pas de réduction.

M. J. Chamberlain (P. D. vol. 154, p. 90) : « En ce qui concerne la réduction du délai d'épreuve, je prie les représentants des ouvriers, au parlement ou au dehors, de considérer très soigneusement si une modification qui peut à première vue paraître tout à l'avantage des ouvriers ne serait pas finalement plus encore au désavantage de l'ouvrier qu'à celui du patron. Ils ne devraient pas vouloir imposer au patron une dépense qui n'est pas nettement dans l'intérêt de l'ouvrier, car après tout, quoique l'on puisse dire, tout le monde sait bien que l'un des facteurs du salaire est le coût de production et que, si celui-ci est élevé par la loi au-delà de certaines limites raisonnables il faut bien comprendre que le patron se déchargera sur l'ouvrier d'une partie du fardeau. Avant le vote de la loi de 1897 j'ai consulté beaucoup de gens experts dans l'assurance-

(1) P. D. 1906 vol. 154 p. 914.

accidents, quelques-uns des principaux directeurs de sociétés mutuelles, et des représentants de compagnies d'assurances : tous m'ont assuré qu'il est de l'intérêt de l'ouvrier comme du patron de laisser s'écouler un certain temps avant de commencer le paiement de l'indemnité : cela vaut-il la peine d'augmenter de 50 % les dépenses imposées au patron, dans le seul but d'assurer à l'ouvrier une indemnité pendant les 15 premiers jours d'absence du travail ? Si l'on réduit cette période à 7 jours, cela donnera lieu, à mon avis, à un grand nombre de procès supplémentaires, ce qui fera tort plutôt que profit aux classes ouvrières.

M. Cory (Cornwall St-Yves) (1) : « L'Act de 1897 a rendu plus coûteuse l'extraction du charbon et par conséquent plus difficile la lutte contre la concurrence étrangère. On ne peut pas dire que ce soit l'ouvrier qui paie les frais occasionnés par la loi, car les salaires ne sont pas basés sur les profits, mais sur les prix : si le coût de production s'accroît et que les prix restent stationnaires, on a moins de profit mais on paie les mêmes salaires. Ce n'est donc pas le consommateur ou l'ouvrier qui supportera l'augmentation du coût de production, mais le producteur. Dans certains cas l'ouvrier a avantage à ne pas travailler, plutôt qu'à travailler pour toucher son salaire entier. La North Durham Colliery Co a donné des exemples de mineurs qui recevaient les secours de différentes sociétés de prévoyance en même temps que leurs demi-salaires : 5 shillings par semaine du Permanent Relief Fund, 10 sh. du Durham Miner's Fund, 8 sh. du Colliery Fund, et 15 sh. comme indemnité... alors que leurs salaires étaient de 30 shillings. »

(1) P. D. vol. 156 p. 343.

La proposition du gouvernement subit des vicissitudes : dans son passage devant le Standing Committee de la Chambre des Communes, le délai d'épreuve fut, malgré les remontrances du gouvernement, réduite à 3 jours. Enfin quand la question revint devant la Chambre, M. Gladstone obtint que la limite de 7 jours fût réintroduite, mais avec cette condition que quand l'incapacité durerait plus de 15 jours l'indemnité serait payée à compter du jour de l'accident.

Sur une question que lui posait M. Crochrane le 25 octobre (1), M. Gladstone donnait les évaluations suivantes du coût additionnel de l'assurance, en faisant remarquer toutefois que diverses raisons rendaient difficile, sinon impossible, d'arriver à des calculs dignes de confiance.

	Réduction du temps épreuve à 3 jours	Réduction à 10 jours	Réduction à 7 jours, avec rétroactivité au-delà de 15 jours. (Loi actuelle)
Charbonnages	25 à 38 %	12 à 17 %	21,44 %
Mines Métalliques	18 %	8 %	25 %
Travaux d'Art	48 %	25 1/2 %	47 %
Construct. de navires	38 3/4 %	21 1/2 %	40 %
Industries Textiles	35 %	30 %	39 3/4 %

Le sous-secrétaire d'Etat pour le Home Department :
« L'opinion unanime des représentants directs des ouvriers a été qu'en somme ils préférèrent la proposition actuelle du gouvernement à un délai fixe de 3 jours. Au point de vue économique il ne doit pas y avoir une grande différence entre les deux systèmes, mais le gouvernement pense que le délai de 3 jours seulement amènerait un immense déluge de demandes d'indemnités infimes qui entraveraient l'application de l'Act. Quant au fardeau des dépenses que cette mesure et l'indemni-

(1) P. D. vol. 163 page 394.

sation des accidents en général jettent sur l'industrie, quand on parle en « pourcentages » l'accroissement paraît énorme ; mais à quoi se monte-t-il en réalité ? A présent le coût moyen de l'assurance est de 1 liv. st. par 100 livres de salaires : l'accroissement dans le coût de l'assurance équivaut juste à une élévation des salaires ; or une élévation des salaires de 1 % serait regardée comme une affaire de peu d'importance ! »

Formalités à remplir. — Ces formalités sont au nombre de deux : la notification au patron d'un avis de l'accident (1), une demande d'indemnité.

Il est important que le patron puisse être informé, dans le plus bref délai possible, de la survenance de l'accident et des circonstances dans lesquelles il s'est produit, de façon qu'il soit mis à même de vérifier les faits et de s'assurer de la nature et de l'étendue du dommage.

D'autre part il ne faut pas que la protection nécessaire au patron se retourne contre l'ouvrier quand la notice a été omise accidentellement, ou encore quand l'ouvrier n'avait pas pu prévoir immédiatement que l'accident aurait des conséquences sérieuses.

Dans ce but l'art. 2 oblige l'ouvrier à notifier au patron un avis de l'accident, aussitôt que possible après la survenance de l'accident, et avant que l'ouvrier n'ait volontairement quitté le travail dans lequel il a été blessé.

(1) D'après la Notice of accident act 1906, tout accident qui rend un ouvrier incapable de travailler à son occupation ordinaire pendant plus de 7 jours doit être déclaré immédiatement à l'inspecteur du travail. Pour certains travaux énumérés par l'art. 19 du F. and W. act 1901 cette déclaration doit être faite pour tout accident qui occasionne une incapacité de au moins un jour entier. Mais ces déclarations n'ont pas de rapport direct avec l'application de la loi sur les accidents du travail.

Cet avis devra indiquer le nom et l'adresse de la victime, la date de l'accident, sa cause et les circonstances qui l'ont accompagné. La notification pourra s'en faire par la délivrance de la notice au domicile ou au siège des affaires du patron, ou par l'envoi d'une lettre recommandée.

L'avis doit être envoyé avant que l'ouvrier n'ait « volontairement » quitté le service du patron, et cela afin de prévenir des réclamations à propos d'accidents déjà anciens.

L'absence de notification de l'avis, ou les inexactitudes qu'il peut contenir, devront être excusées si le patron n'est pas préjudicié dans sa défense, ou bien encore, même si le patron est préjudicié dans sa défense, pourvu que cette absence ou inexactitude soit due à l'erreur, à l'absence du Royaume-Uni ou à une autre cause raisonnable.

Ce préjudice subi par le patron dans ses moyens de défense pourra résulter par exemple de l'impossibilité pour le patron de réunir les preuves et les témoignages qui auraient pu lui être utiles. En revanche il semble résulter des termes de la loi qu'il n'y aurait pas « préjudice dans la défense » si le patron avait perdu, faute d'avoir reçu l'avis de l'accident, le recours qu'il pouvait avoir contre un assureur.

Les patrons se sont plaints vivement de la possibilité accordée à l'ouvrier d'envoyer l'avis « aussitôt que possible ». Ils auraient voulu faire fixer un délai invariable.

L'avis de l'accident contiendra parfois en même temps la notification au patron de la demande d'indemnité mais ce sont les deux choses bien distinctes et l'art 2 donne pour la demande d'indemnité un délai de 6 mois depuis la date de l'accident, ou en cas de décès, depuis

la date du décès. Toutefois l'omission de notifier la demande d'indemnité ne sera pas un obstacle au droit d'intenter l'action, s'il est prouvé qu'elle a été due à une erreur, à l'absence du Royaume-Uni ou à une autre cause raisonnable.

L'expression « demande d'indemnité » (claim for compensation) avait donné lieu depuis 1897 à beaucoup de difficultés : quand pouvait-on dire que l'ouvrier avait « demandé indemnité » ? Fallait-il que l'ouvrier ait commencé la procédure devant l'arbitre, ou ait tout au moins provoqué la désignation de l'arbitre ? Ou bien ne suffisait-il pas qu'il ait adressé à son patron une demande, sans autres formalités ?

La question fut portée devant la Chambre des Lords dans l'affaire *Powell v. Main Colliery* (1). Elle jugea qu'il suffisait d'une simple demande adressée au patron et qu'une fois cette formalité remplie, il n'y avait plus aucun délai fixé pour commencer les poursuites.

La menace en pourra donc rester indéfiniment suspendue sur la tête du patron : celui-ci n'aura qu'une ressource, c'est de prendre les devants et de demander un arbitrage, comme le lui permet d'ailleurs la W. C. Rule 10.

Il n'est même pas nécessaire que cette demande ait été faite par écrit ; cette dernière question n'avait pas été expressément tranchée par la Chambre des Lords, mais le jugement rendu en 1906 par la Cour d'appel dans l'affaire *Lowe v. Myers* (2) en a ainsi décidé. Le Lord Juge Cozens-Hardy le disait en ces termes : « Notre décision implique ce point important qu'il n'est pas

(1) 1901. — A. C. 366.

(2) 2 K. B. 265.

nécessaire que la demande d'indemnité soit faite par écrit ».

Mais il faut que ce soit une demande pour un montant déterminé et non pas simplement l'avis d'une vague demande d'indemnité (2).

La Cour d'appel, dans l'affaire *Wright v. Bagnall and Sons* (3), a décidé que le patron, s'il a reconnu son obligation de payer indemnité, se trouve forclos du droit d'opposer le défaut de « *claim for compensation* ».

Notons enfin, qu'il n'est pas nécessaire que l'avis de l'accident et la demande d'indemnité émanent de l'ouvrier lui-même : faits même par une personne non autorisée ils sont valables s'ils sont ensuite ratifiés.

— La loi établit certaines dispositions spéciales aux marins et nécessitées par leur situation particulière : l'avis de l'accident et la demande d'indemnité peuvent être adressés au capitaine du navire ; ils ne sont même plus requis quand l'accident s'est produit à bord du navire.

Dans le cas de mort des capitaines, marins ou mousse, la demande d'indemnité devra être formée dans les 6 mois à partir du jour où la nouvelle de la mort est parvenue à l'ayant droit.

Quand l'une de ces personnes sera débarquée ou laissée en arrière dans une possession anglaise ou dans un pays étranger, les témoignages établissant les circonstances et la nature de la blessure pourront être reçus par tout magistrat de la possession anglaise ou par tout officier consulaire anglais dans le pays étranger, et les témoignages ainsi recueillis seront transmis, par la personne qui les aura reçus, au ministère du Commerce et

(2) *Bennett V. Wordie* 1898 I. F. 855 Ct. of Session.

(3) 1900. — 2 Q. B. 240.

ces témoignages ou leurs copies certifiées conformes seront admis comme preuve dans toute action intentée à fins d'indemnité.

En ce qui concerne les maladies industrielles, l'art. 8 stipule que la notification de la mort, de l'incapacité ou de la suppression de travail sera faite au patron qui a employé en dernier lieu l'ouvrier, pendant les 12 mois précédents, dans un travail à la nature duquel la maladie est due, et la notification pourra être faite quand bien même l'ouvrier aurait volontairement quitté son emploi.

Examen médical. — Comme nous l'avons dit, la loi de 1906 laisse à l'ouvrier la charge de payer les frais de soins médicaux, d'hospitalisation et de médicaments nécessités par son état, et nous n'avons même pas trouvé dans les discussions parlementaires une seule proposition tendant à mettre ces dépenses à la charge du patron.

Il semblerait cependant que, au moment où les dépenses du ménage de l'ouvrier sont largement augmentées par le fait de l'accident et où d'autre part il ne touchera, au plus, que des demi-salaires, (qu'il ne recevra même pas toujours immédiatement), on aurait pu obliger le patron tout au moins à contribuer au paiement de ces dépenses extraordinaires... On a compté sans doute que l'ouvrier avait été prévoyant et que ces frais seront payés par le syndicat ou la société de secours mutuels.

En revanche, dans le but de protéger les intérêts du patron, la première annexe, paragr. 4, décide que, quand l'ouvrier aura donné au patron avis de l'accident, il devra, s'il en est requis par le patron, se soumettre à l'examen par un médecin désigné et rétribué par le patron, et s'il refuse de se soumettre à cet examen, ou y met obstacle en quoi que ce soit, son droit à indemnité et son droit d'engager ou de poursuivre une action en

vertu de la présente loi, relativement à une demande d'indemnité, seront suspendus jusqu'à ce que cet examen médical ait eu lieu.

Cette disposition met le patron à même de se renseigner sur l'état de l'ouvrier avant de prendre une décision relative à l'admission et à l'étendue de sa responsabilité. Elle lui offre aussi le moyen de se munir de certificats qu'il pourra invoquer pour sa défense si une procédure arbitrale a lieu par la suite. Enfin elle a pour but de prévenir les demandes frauduleuses et la simulation de la part de l'ouvrier.

Mais supposons que l'ouvrier se soit d'autre part, fait examiner par un médecin de son choix, par exemple le médecin de son syndicat, et que ce dernier soit d'un avis contraire à celui du patron, relativement à la nature et à l'étendue de la lésion subie par l'ouvrier : comment le juge ou l'arbitre décidera-t-il, sans avoir aucune connaissance médicale, entre les certificats de deux médecins qui sont peut-être deux spécialistes : il n'y a pas de raison pour que l'un de ces certificats l'emporte sur l'autre.

Sous l'empire de la loi de 1897, l'annexe II, paragr. 13 et les règlements publiés pour son application ne permettaient de recourir, pour trancher la difficulté, à un médecin expert (*medical-referee*) qu'après que l'arbitre avait entendu les dépositions des médecins des deux parties et seulement s'il jugeait nécessaire d'obtenir le rapport de cet expert.

Or, après avoir entendu ces dépositions, l'arbitre avait une répugnance naturelle à obliger les parties aux nouveaux frais et délais qu'entraînerait le renvoi devant un expert, renvoi qui nécessiterait peut-être une nouvelle audience après que l'expert aurait déposé son rapport.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si, dans ces conditions, les juges préféreraient en général rendre leurs sentences d'après les dépositions que les médecins des parties avaient faites devant eux : beaucoup de juges de Cour de Comté n'avaient même jamais eu recours à leur pouvoir de renvoi devant un expert.

Pendant ceux qui y avaient recouru s'en étaient bien trouvés et la grande majorité des juges était d'avis qu'il fallait modifier le système, et provoquer, avant le commencement du procès, une rencontre entre le médecin ordinaire de l'ouvrier et le médecin employé par le patron : s'ils tombaient d'accord, ils rédigeaient un rapport qui serait lu au procès ; sinon, sur la demande de l'une ou de l'autre des parties, on ferait intervenir le « medical referee » qui examinerait le cas, ferait un rapport et dont l'opinion serait décisive. On éviterait sans doute ainsi beaucoup de procès et de frais en amenant les parties à se réunir dès le début dans des conditions qui, très probablement, amèneraient un arrangement amiable.

Cette question des « medical referees » est pratiquement l'une des plus importantes de toute la loi si l'on en juge par le nombre et l'importance des dépositions reçues à ce sujet par la Commission Ministérielle en 1904.

Elle se pose d'ailleurs de nouveau, et à peu près dans les mêmes termes, à propos de la revision de la rente hebdomadaire que la loi accorde à l'ouvrier qui a été rendu, par l'accident, totalement ou partiellement incapable de travailler.

Voici le système établi par la loi de 1906 relativement aux examens médicaux destinés à constater l'état de l'ouvrier :

Dès qu'il a notifié au patron avis de l'accident, l'ouvrier doit se soumettre à l'examen par un médecin désigné et payé par le patron, sous peine de voir tous ses droits suspendus (Sched. 1) (4).

Pendant qu'il reçoit sa pension hebdomadaire il doit se soumettre de temps en temps au même examen, sous la même sanction. (Sch. 1) (14).

Le secrétaire d'Etat a le pouvoir de réglementer les conditions dans lesquelles auront lieu ces examens, et les intervalles qui devront les séparer : par ordonnance du 28 juin 1907 il a établi que ces examens ne pourront avoir lieu qu'à des heures raisonnables. L'ouvrier qui reçoit sa pension ne pourra pas être requis, après qu'un mois se sera écoulé depuis la sentence de l'arbitre, ou en cas d'arrangement amiable, depuis le paiement du premier terme, de se soumettre malgré lui à l'examen du médecin du patron, si ce n'est aux intervalles suivants : une fois par semaine durant le deuxième mois, une fois par mois du troisième au sixième mois, et ensuite une fois tous les deux mois.

Quand l'ouvrier s'est ainsi soumis à l'examen du médecin du patron ou s'est fait examiner par un médecin choisi par lui-même, le patron, ou l'ouvrier suivant le cas, devra fournir à l'autre partie, dans les 6 jours qui suivront cet examen, une copie du rapport du médecin relatif à l'état de l'ouvrier.

Dans le cas où aucun accord n'intervient dans la suite au sujet de l'état de l'ouvrier et de son aptitude au travail, le greffier de la Cour de Comté pourra, si la demande en est faite par les deux parties (1), et après paie-

(1) Le renvoi devant un médecin expert (ou plus exactement devant un médecin arbitre) avant tout procès ne peut être obtenu que du consentement des deux parties. D'après le W. C. A. 1897 l'ouvrier pouvait en appeler au médecin expert contre le certificat du médecin du patron ; mais le patron ne pouvait pas obliger l'ouvrier à aller devant cet arbitre (aff. Edwards V. Guest Keen 1904).

ment d'un droit (fee) qui ne pourra pas excéder une livre st., soumettre l'affaire à un médecin-arbitre.

Ce dernier devra donner un certificat constatant l'état de l'ouvrier et son degré de capacité de travail, spécifiant même, s'il y a lieu, le genre de travail pour lequel il est apte. Les conclusions de ce certificat seront irréfutables et auront force définitive.

Le même système de renvoi devant un médecin-arbitre pourra être pratiqué, du consentement des deux parties, quand elles seront en désaccord, non plus sur l'état de l'ouvrier, mais sur le point de savoir si l'incapacité de travail est due à l'accident et dans quelle mesure elle l'est.

Si l'ouvrier refuse de se soumettre à l'examen du médecin-arbitre saisi du litige comme il vient d'être dit ou s'il y met quelque obstacle, il en sera puni par la suspension de tous ses droits (Sch. 1) (15).

Aucune indemnité n'est due à raison de la période pendant laquelle les droits de l'ouvrier ont été suspendus à cause de son refus de se soumettre à l'un des examens médicaux obligatoires.

Le secrétaire d'Etat pourra, dans les conditions qu'il déterminera, et avec l'approbation de la Trésorerie, désigner comme « medical referees » pour assurer l'application de la présente loi des praticiens régulièrement diplômés. Les sommes nécessitées par la rémunération de ces experts ou par les dépenses qu'ils auraient à effectuer seront fournies sur les crédits votés par le Parlement.

Quand un médecin-arbitre a été employé comme médecin traitant, à l'occasion d'un accident, par ou pour le compte du patron ou de l'ouvrier, ou par les assureurs intéressés, il ne pourra pas agir comme medical referee dans l'affaire relative à cet accident.

Tout juge de Cour de Comté (et, semble-t-il, tout arbitre désigné par lui pour le suppléer) peut convoquer un médecin-expert pour siéger auprès de lui en qualité d'assesseur. (Sch. 2) (5).

La sch. 2 parag. 15 maintient à tout comité d'arbitrage, arbitre ou juge le droit de soumettre à un médecin expert, avec mission d'en dresser un rapport, toute question qui semblerait importante dans une affaire soumise à l'arbitrage : ce rapport ne liera d'ailleurs pas le juge, tandis que le certificat obtenu du consentement des deux parties, dont il a été parlé plus haut, est une véritable sentence arbitrale, obligatoire pour tout le monde.

Montant de l'indemnité

Il n'était pas possible, si l'on assurait à l'ouvrier une indemnité dans tous les cas d'accidents, même dans ceux où il n'y a aucune faute à reprocher au patron, même dans ceux où l'accident est dû à une faute de l'ouvrier, d'accorder à ce dernier la réparation intégrale du préjudice qu'il a subi. La législation anglaise fournit un exemple bien clair de la distinction qu'il faut établir, au point de vue du montant de l'indemnité, entre l'ancien système de responsabilité, basé sur la faute délictuelle du patron et le principe du risque professionnel : dans le cas de faute du patron ou de l'une des personnes dont les fautes engagent sa responsabilité, la loi anglaise laisse à l'ouvrier l'espoir d'une indemnité égale au préjudice ; mais appliquer le même tarif quand le patron n'encourt aucune responsabilité morale, c'eût été, non seulement faire un acte contraire aux principes de la justice, mais imposer au patron un fardeau excessif dont l'ouvrier aurait sans doute été le premier à ressentir le contre-coup.

Il faut donc aboutir à une transaction dans laquelle chacune des parties concédera à l'autre quelque chose de ses prétentions : l'ouvrier recevra indemnité pour chaque accident; mais il ne recevra qu'une indemnité inférieure à celle à laquelle il aurait pu prétendre sous l'empire du droit commun.

D'autre part, il faut, afin d'éviter que le recours aux Tribunaux ne soit obligatoire dans chaque affaire, que le législateur détermine les droits de chacun d'une manière suffisamment précise pour que le patron puisse connaître aussi exactement que possible ses obligations et l'ouvrier ses droits.

Nous venons de voir que, en Angleterre, grâce à l'institution des médecins-arbitres, patrons et ouvriers pourront, s'ils le désirent, être fixés définitivement sur le point de savoir si, et dans quelle mesure l'incapacité de travail est due à l'accident, quel est l'état actuel de l'ouvrier, quelle est son aptitude actuelle au travail. Non seulement ils auront, s'ils ont eu recours au médecin-arbitre, toute facilité pour s'arranger à l'amiable, mais ils y auront tout intérêt puisque les conclusions du certificat de ce médecin sont obligatoires et définitives. Il ne leur restera plus qu'à faire le calcul de l'indemnité d'après les tarifs fixés par la loi, et ce calcul sera fait souvent entre le patron et le secrétaire du syndicat qui a l'habitude de ce genre d'affaires.

Ces tarifs légaux sont indiqués dans la première annexe du W. C. A. 1906, intitulée « Echelle et Conditions de l'indemnité ». Le système d'indemnisation est différent suivant que l'accident a causé la mort de la victime ou seulement une incapacité de travail totale ou partielle.

1° *Mort de la Victime.* — Dans ce cas la loi distingue

suivant que la victime laisse des ayants droit (1) qui vivaient entièrement à sa charge au moment du décès, ou des ayants droit qui ne vivaient que partiellement à sa charge (2), ou enfin ne laisse aucun ayant droit.

A. Si l'ouvrier laisse des ayants droit qui vivaient entièrement de ses salaires (wholly dependent), le montant de l'indemnité sera un capital égal aux salaires de l'ouvrier au service du même patron pendant les trois années qui ont immédiatement précédé l'accident, avec un minimum de 150 livres st. (3.750 frs.), mais sans dépasser en aucun cas 300 liv. st. (7.500 frs.)

Si l'ouvrier travaillait depuis moins de trois ans au service du même patron, alors, pour obtenir le montant de ses salaires pendant les dits trois ans, il faudra multiplier par 156 (52 semaines $\times$ 3) le salaire hebdomadaire moyen (3) que l'ouvrier a gagné pendant la durée de son travail effectif au service de ce patron.

Le tarif ordinaire de l'indemnité en cas de décès est donc égal à trois années de salaires, mais la loi établit un minimum d'indemnité de 150 liv. st. qui profitera aux personnes dont les salaires n'atteignent pas 50 liv. st. par an.

Ce minimum (4) paraît s'être, dans certains cas, retourné contre les personnes mêmes que la loi avait eu l'intention de protéger : Quelles sont en effet ces personnes qui gagnent un salaire inférieur à 50 liv. st. par an ? Parmi elles, il faut ranger les travailleurs âgés, fai-

(1) Sur la définition des ayants droit voir page 444.

(2) La loi française ne connaît pas cette distinction : le montant de l'indemnité qu'elle accorde est le même dans les deux cas.

(3) La question du calcul de salaire hebdomadaire moyen se présente aussi dans le cas d'incapacité de travail et sera étudiée à ce propos.

(4) Rappelons que l'E. L. A. 1880 n'avait établi aucun minimum.

bles ou partiellement infirmes, qui ne sont plus à même de fournir la même somme de travail qu'un ouvrier dans la force de l'âge, mais qui, malheureusement, sont non seulement plus exposés que lui aux accidents, mais guérissent plus difficilement que lui. N'est-il pas à craindre que le patron, effrayé de sa responsabilité, ne les congédie ? En effet, par charité ou par intérêt, il leur donnait peut être quelques centaines de francs par an ; qu'ils viennent à être tués laissant des ayants droit, le patron se verra obligé de déboursier 3.750 francs. Il préférera souvent ne pas en courir le risque !

D'autre part, la loi n'a pas voulu que la somme accordée aux ayants droit fut trop considérable et elle en a fixé le maximum à 300 liv. st. : donc le tarif ordinaire des trois années de salaire ne s'appliquera, d'une manière absolument exacte qu'aux personnes qui gagneront annuellement entre 50 et 100 liv. st. — Nous savons d'ailleurs que les personnes employées à un travail autre qu'un travail manuel n'ont droit à aucune partie de l'indemnité dès que leur salaire dépasse 250 liv. st. Les personnes qui gagnent plus de 100 livres ne recevront qu'une partie du salaire des trois années : le Législateur a voulu limiter la responsabilité du patron et il a pensé d'autre part qu'un ouvrier qui gagne plus de 2.500 francs par an pouvait distraire de ses salaires la somme suffisante pour payer les cotisations d'une Société de prévoyance ou les primes d'une Compagnie d'assurance destinées à fournir à sa famille des ressources supplémentaires en cas de mort du gagne-pain.

Il semble qu'il y ait dans le système de la loi anglaise un manque de cohésion : il paraîtrait juste que l'indemnité fût aussi exactement que possible proportionnée aux besoins des ayants droit de la victime et qu'elle dût s'ac-

croître (1), tout au moins dans les limites du maximum et du minimum fixés, avec le nombre et les besoins de ces ayants droit. Or, il n'en est rien, d'après le W. C. A., où l'indemnité en cas de mort quand il y a des « wholly dependent » est en principe invariablement égale à trois années de salaires, qu'il y ait un seul ou un grand nombre d'ayants droit : ainsi un ouvrier meurt en laissant une veuve et de nombreux enfants qui vivaient entièrement à sa charge ; ces divers ayants droit devront se partager cette somme. Supposons maintenant un ouvrier gagnant le même salaire et qui donnait chaque semaine à son père quelques shillings qui formaient la seule ressource du père et dont il vivait misérablement : ce dernier étant totalement « dépendant » de son fils aura droit pour lui seul à la même somme que la veuve et les enfants dans le cas précédent. Cela ne paraît pas être très équitable, et cependant personne ne paraît s'en être plaint.

Les « dépendants » ont droit à une indemnité quand bien même l'ouvrier aurait reçu, avant de mourir, une pension hebdomadaire, quelque longue qu'ait été la période pendant laquelle il l'a reçue, pourvu que la mort de l'ouvrier soit une suite directe de l'accident. Mais la loi ordonne que le montant des termes de la rente hebdomadaire qui ont été versés devra être déduit du montant de l'indemnité allouée aux ayants droit. On devra déduire aussi le montant du capital qui a pu être payé pour le rachat de cette rente. La déduction de ce capital se comprend aisément, puisque l'on en avait calculé le montant en se plaçant dans l'hypothèse de la survie de l'ouvrier aux suites de l'accident. Mais la dé-

(1) Tel est le système de la loi française du 9 avril 1898 art. 3.

duction des termes de la pension, payés pendant la maladie qui a précédé la mort de l'ouvrier, ne peut plus être justifiée par le même raisonnement ; il y a, en effet, deux situations bien distinctes à envisager ; le patron doit d'abord fournir à l'ouvrier mortellement blessé à son service, les moyens d'existence pendant la durée de son agonie. Il doit ensuite fournir à ses ayants droit la réparation du préjudice que leur cause la mort de leur gagne-pain. En équité, ces deux obligations ne devraient pas se confondre, surtout en Angleterre où le patron ne supporte en aucune façon les frais des soins médicaux et d'hospitalisation nécessités par l'état de la victime.

La loi ne détermine pas dans quelles proportions le capital ainsi obtenu sera distribué entre les divers ayants droit : elle laisse ainsi toute liberté, soit aux ayants droit eux-mêmes, s'ils peuvent s'entendre, soit à l'arbitre en cas de désaccord, pour effectuer cette répartition au mieux des intérêts et des besoins de chacun (1).

B. L'ouvrier laisse des ayants droit qui n'étaient que partiellement à sa charge (Partially dependent upon his earnings).

Dans ce cas, le montant de l'indemnité sera une somme n'excédant en aucun cas le montant exigible en vertu des dispositions qui précèdent et déterminée, soit à l'amiable, soit à défaut d'accord, par voie d'arbitrage conformément à la présente loi, le taux devant être raisonnable et proportionné au dommage subi par lesdits ayants droit.

La loi se place ici dans l'hypothèse où les ayants droit sont à même de gagner, et gagnent en fait, de quoi sub-

(1) La loi française au contraire détermine d'une manière invariable les droits de chacun : tant pour cent pour le conjoint, tant pour cent pour chaque enfant, etc... (art. 3).

venir en partie à leurs besoins ; dans ce cas on comprend que l'indemnité à laquelle ils ont droit soit moins forte. Aussi, tout en laissant subsister le maximum de trois années de salaires ou de 300 liv. st. comme ci-dessus, la loi ne fixe-t-elle plus de minimum et laisse-t-elle sous ce rapport à l'arbitre un pouvoir discrétionnaire.

Lors de la discussion du Bill devant la Chambre des Lords (1), Lord Amptill avait déposé un amendement aux termes duquel l'indemnité accordée aux personnes partiellement « dépendantes » serait égale à 156 fois le montant de la somme hebdomadaire moyenne pour laquelle le défunt contribuait à leur entretien ; car, disait-il, les mots « raisonnable et proportionnée » laissent le champ trop vaste pour les différences d'opinions entre les juges. Cet amendement fut repoussé pour cette raison que, chez les ouvriers, on s'entr'aide souvent au moyen de secours en nature, repas, vêtements, etc..., dont l'évaluation serait impossible à faire.

Les patrons se sont plaints souvent du critérium qui a été adopté par les Tribunaux pour distinguer ce qui constitue une « dépendance » partielle. Nous avons déjà étudié ce critérium à propos de la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire *Main Colliéry v. Davies* et nous avons vu qu'il n'est pas nécessaire que les contributions du défunt aient été indispensables à l'existence des ayants droit et qu'il suffit qu'en fait, ceux-ci aient pu compter sur (« dépend on ») ces contributions, sans qu'on ait à faire une enquête minutieuse pour savoir si elles étaient ou n'étaient pas plus que suffisantes pour mettre la famille à même de maintenir un certain type (Standard) d'existence.

(1) P. D. vol. 167 p. 1196.

On a fait remarquer aussi que, telle que la loi existe, l'ayant droit, quoique parfaitement capable de gagner sa vie, n'a qu'à prouver à l'arbitre qu'en réalité il vivait des salaires du défunt à l'époque du décès, pour avoir droit à une indemnité.

C. Si le défunt n'avait aucune personne à sa charge, l'indemnité consistera dans les frais raisonnables de soins médicaux et des funérailles, sans excéder 10 liv. st. (250 frs.).

Cette somme sera remise au représentant légal de la personne du défunt, ou, s'il n'y en a pas, aux personnes à qui ces frais sont dûs. Si la somme est insuffisante pour les désintéresser toutes, elle sera partagée au marc le franc.

Ainsi donc, en cas de mort de la victime l'indemnité consiste toujours dans un capital, jamais en une rente. Ce système peut présenter certains avantages : il pourra par exemple permettre à la famille du défunt de s'assurer une position indépendante par la reprise d'un petit fonds de commerce, tandis que le système de la rente ne fournit guère à la famille que de quoi vivre au jour le jour et la maintient dans une position subordonnée : faute peut être de quelques milliers de francs nécessaires pour s'établir, la femme et les enfants resteront pour toujours des ouvriers.

Pour le patron et l'assureur aussi, et peut-être surtout, le système du paiement d'un capital présente des avantages, en ce sens qu'ils peuvent évaluer immédiatement leurs pertes et qu'ils ne voient pas leur entreprise grevée, pendant de longues années peut-être, d'une lourde dette d'arrérages.

Mais, à côté de ces avantages on rencontre de tels inconvénients que l'on en vient à se demander s'il ne vaut

pas encore mieux une rente qui, payable par petites portions, assurera du moins d'une manière certaine à la famille du défunt ce qui est strictement nécessaire à sa vie. L'expérience anglaise semble avoir prouvé surabondamment que, pour un cas où le paiement d'un capital rendait de réels services, il s'en trouvait beaucoup où l'argent était gaspillé. Un grand nombre de témoins qui ont déposé en 1904 devant la Commission Ministérielle, aussi bien du côté des ouvriers que du côté des patrons, ont parlé de cela comme d'un grand et sérieux danger dont des exemples s'étaient présentés constamment sous l'empire du W. C. A. 1897 ; la veuve reçoit un capital, et en moins d'un an, il n'en reste plus rien, les enfants meurent de faim et il faut recourir à la charité publique.

Cela n'a rien d'étonnant, car les femmes d'ouvriers qui reçoivent d'ordinaire 20 ou 30 shillings à la fin de chaque semaine ne sont pas habituées à manier de grosses sommes, et quand elles ont en mains quelques milliers de francs, elles s'imaginent qu'elles « n'en verront jamais le bout » et ne sont que trop portées à faire des dépenses inutiles. Supposons même qu'elles achètent un fonds de commerce, peut-on espérer qu'elles vont instantanément s'improviser commerçantes ? Supposons enfin qu'elles veuillent placer cet argent, n'est-il pas à craindre qu'elles ne soient les trop faciles victimes de financiers sans scrupules ?

L'expérience de ces inconvénients avait déjà été faite sous l'empire de l'E. L. A. 1880. Aussi le Workmen's Compensation Act de 1897, décidait-il dans la 1^{re} annexe parag. 6, que l'arbitre qui avait le devoir de trancher toutes les questions relatives aux personnes ayant droit à une part de la somme, et au montant de cette part, avait aussi le pouvoir d'en ordonner le placement

ou l'emploi conforme à l'intérêt des ayants droit. Ce placement pouvait être fait à la Caisse d'Epargne postale, ou en l'acquisition d'une rente viagère payable par les Commissaires de la Dette publique.

Mais, en règle générale, c'était au représentant du défunt que devait être fait le paiement du capital ; ce n'était qu'en cas de désaccord entre les ayants droit, ou à défaut d'arrangement amiable avec le patron, qu'on allait devant l'arbitre ; quand le patron ou l'assurance était prêts à payer sans difficultés, il arrivait constamment que la veuve prit des « lettres d'administration » qui faisaient d'elle le représentant légal de son mari défunt et qu'elle se fit verser directement la somme qu'elle dissipait ensuite. Souvent même, paraît-il, elle offrait à la Compagnie d'assurances une forte réduction pour l'amener à payer sans contestations.

Le Juge Greenhow (1) donne un exemple de ces « accords amiables » qui avait été fait pour 70 liv. st. : Quand cet accord fut envoyé au Tribunal pour être enregistré, et que le Tribunal commença une enquête, le patron s'empessa d'offrir une augmentation de 100 livres.

« Nous pensons, disait le Departmental Committee, dans son rapport (page 69), que l'expérience a prouvé qu'en beaucoup de cas, il serait préférable que la veuve reçut le montant qui lui est attribué, en une série d'acomptes réglés par le Juge, et qu'il faudrait une disposition permettant de diminuer ou même de cesser le paiement de ces acomptes dans les cas de remariage, d'ivrognerie, d'inconduite ou de négligence des enfants.

(1) Departmental Committee p. 182.

Quant aux ayants droit autres que la veuve, le Juge devrait avoir pouvoir discrétionnaire pour déterminer non seulement le montant, mais l'époque et le mode de paiement de leur part, eu égard à l'âge, au sexe, à la position des ayants droit et aux autres circonstances. Ce serait certes augmenter les devoirs du Juge de la Cour de Comté et de son Greffier ; mais les Cours de Comté sont admirablement placées pour remplir à la fois les devoirs judiciaires et administratifs nécessaires à une application satisfaisante du W. C. A. ; elles connaissent parfaitement les conditions de la vie dans leurs ressorts et ont largement la confiance aussi bien des ouvriers que des patrons. Le bureau de la Cour de Comté dans les grandes villes, ressemble à un établissement de banque et tout l'argent passe par les mains du Greffier. Il y a ainsi un intermédiaire tout désigné pour effectuer la distribution des sommes payées à titre d'indemnité aux ayants droit en cas d'accident suivi de mort. »

La loi de 1906 a donné dans la plus large mesure satisfaction à ces recommandations : la Sch. 1 (5) décide en effet que toute somme due en cas de mort aux ayants droit (et il semble bien que cela s'applique quand elle a été déterminée par accord amiable aussi bien que par sentence arbitrale) sera, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné, reçue par la Cour de Comté, et toute somme ainsi payée en justice sera placée ou employée de la façon que la Cour estimera, avec une entière discrétion, la plus avantageuse aux personnes qui y ont droit. Le reçu du greffier vaudra décharge suffisante pour justifier du paiement effectué.

En cas d'accord d'amiable, un extrait devra en être enregistré au greffe, à peine de nullité et le greffier peut

en refuser l'enregistrement s'il le juge convenable à cause de l'insuffisance du montant de l'indemnité ou parce que l'accord a été obtenu par fraude, par abus d'influence ou par un moyen irrégulier. (Sch. 2 parag. 9 et 10).

« Quand, sur demande introduite conformément aux règlements de Cour, il appert à la Cour de Comté que, par suite de négligence de ses enfants par la veuve, ou par suite de changements survenus dans la position des divers ayants droit ou pour une autre cause suffisante, il y aurait lieu de modifier un ordre du Tribunal ou un jugement réglant la répartition entre les divers ayants droit, de la somme payée à titre d'indemnité, ou déterminant les modes de placement, d'attribution ou d'emploi quelconque de toute somme payable à de tels ayants droit, la Cour pourra modifier l'ordonnance ou le jugement antérieurement rendus, comme elle le jugera équitable d'après les circonstances » (Sch. 1 (9)). Cette clause confère au Juge un pouvoir nouveau et très important : désormais, on ne peut plus dire que chaque ayant droit se voit attribuer d'une manière définitive, sa part de l'indemnité : il peut être privé de tout ou partie de cette part chaque fois que le Juge estimera que les circonstances l'exigent, et que quelque changement sera survenu dans la situation respective des ayants droit.

Les sommes dont le placement est ainsi ordonné pourront être placées en tout ou en partie à la Caisse d'Epargne Postale, par le Greffier agissant en son nom et en sa qualité de greffier. (Sch. 1 (10)).

Elles pourront aussi être consacrées à l'achat, par l'intermédiaire de la Caisse d'Epargne Postale, d'une annuité payable par la Dette publique, ou être reçues par le Directeur Général des Postes à titre de dépôt effectué

au nom du Greffier. Les dispositions statutaires ou réglementaires relatives aux limites du montant des dépôts de Caisse d'Epargne et à la déclaration du déposant ne s'appliqueront pas à de telles sommes (Sch. 1 (11)).

Aucune partie des sommes ainsi placées à la Caisse d'Epargne au nom du Greffier, ne pourra être remise à moins d'autorisation adressée au Directeur Général des Postes par la Trésorerie ou par le Juge ou le Greffier de la Cour de Comté. (Sch. 1 (12)).

Toute personne tirant un bénéfice d'une somme placée à une Caisse d'Epargne postale, en conformité des dispositions de la présente loi, pourra néanmoins se faire ouvrir, en son propre nom, un compte dans une Caisse d'Epargne Postale ou dans toute autre Caisse d'Epargne sans être passible des pénalités légales ou réglementaires qui frappent l'ouverture de comptes à deux Caisses d'Epargne différentes ou de deux comptes à la même Caisse (sch. 1 (13)).

Toutes ces dispositions ont pour but de garantir dans la mesure du possible le bon emploi de l'indemnité attribuée aux ayants droit. Elles sont assez simples pour n'avoir besoin d'aucun commentaire.

2° *Incapacité de travail totale ou partielle.* — Dans ce cas ce n'est plus un capital que la loi accorde, mais une rente payable chaque semaine à la victime tant que dure l'incapacité. Rappelons que, pour donner droit à une indemnité, il faut que l'incapacité ait duré au moins une semaine, mais que si elle dure plus de 14 jours l'ouvrier a droit à sa pension à dater du jour de l'accident.

Cette incapacité peut être très légère : il suffit que l'ouvrier ne puisse plus gagner son salaire entier au

travail auquel il était occupé. La cédula 1 (1) (b) décide que « quand une incapacité de travail totale ou partielle résulte de l'accident, l'indemnité consistera en une pension hebdomadaire pendant la durée de l'incapacité, sans dépasser 50 % du salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier durant les 12 mois précédents, s'il a été occupé pendant une période de cette durée, et, sinon, durant la période moindre pendant laquelle il a été occupé au service du même patron, sans que ce versement hebdomadaire puisse excéder une livre sterling (25 francs).

La loi dit que la rente hebdomadaire ne dépassera pas 50 % du salaire moyen, avec un maximum de 1 liv. st. Cela ne veut pas dire qu'en cas d'incapacité totale l'ouvrier doit nécessairement recevoir les 50 % et qu'en cas d'incapacité partielle il ne peut recevoir qu'une portion de ces 50 % : l'arbitre peut accorder toute proportion des salaires, n'excédant pas la moitié, aussi bien en cas d'incapacité totale que d'incapacité partielle : la loi ne lui fixe aucun minimum ; mais d'après le rapport du Departmental Committee (p. 79) le maximum, c'est-à-dire le demi-salaire sans excéder 1 liv. st. semble être presque invariablement accordé, que le montant de l'indemnité soit fixé à l'amiable ou par arbitrage : les ouvriers ne peuvent donc pas se plaindre de l'absence d'un minimum et la pratique paraît avoir été satisfaisante.

En fixant le taux de la rente hebdomadaire il y aura lieu, dit la Cédula 1 par. 3, de tenir compte de tout paiement, gratification ou secours que l'ouvrier a pu recevoir du patron pendant la période de son incapacité.

Le patron pourra faire le généreux à peu de frais

puisqu'il reprendra d'une main ce qu'il avait donné de l'autre !

La Sch. 1^{er} parag. 3 dit encore : en cas d'incapacité partielle, le versement hebdomadaire n'excédera en aucun cas la différence entre le montant du salaire hebdomadaire moyen gagné par l'ouvrier avant l'accident et le montant qu'il gagne ou est capable de gagner dans quelque emploi ou occupation convenable ; mais ce versement hebdomadaire comportera avec le montant de cette différence telles proportions qui paraîtront équitables d'après les circonstances du cas particulier.

Cette disposition est nouvelle : la loi de 1897 disait simplement : « on tiendra compte (regard shall be had) de la différence... et il avait été jugé dans l'aff. *Illingworth v. Walmsley* que l'arbitre pouvait néanmoins accorder le maximum. Elle se justifie d'ailleurs d'elle-même, et a pour but d'empêcher l'ouvrier de tirer un profit de l'accident aux frais du patron. Mais elle impose à l'arbitre un des devoirs les plus difficiles à remplir ; que fera-t-il par exemple, s'il estime que l'ouvrier est physiquement capable de gagner un salaire, mais qu'il n'est pas en situation d'obtenir du travail ?

Lord Amphill qui, décidément, avait le monopole de ce genre d'amendements, proposait (1), que la pension n'excédât jamais, non pas la différence, mais la moitié de la différence : « supposons, disait-il, deux hommes qui gagnaient chacun 2 liv. st. par semaine : l'un est rendu totalement incapable ; il recevra, au maximum, une pension de 1 liv. st. ; l'autre peut encore, en dépit de son incapacité, gagner 1 liv. par semaine, néanmoins il recevra la même indemnité que son camarade. »

Cet amendement fut repoussé, car il était préférable,

(1) P. D. vol. 167 p. 1214.

disait Earl Beauchamp, de laisser aux Juges les pouvoirs d'appréciation dont ils avaient usé jusque-là à la satisfaction de tous.

Que fallait-il entendre, maintenant, par les « salaires hebdomadaires moyens » sur lesquels est calculée la rente ? Cette question avait donné lieu, pour l'application du W. U. A. 1897, aux plus sérieuses difficultés, par suite des termes trop étroits employés par cette loi : par une décision de la Cour d'appel dans l'affaire *Lysons v. Knowles* (1900), il fut décidé qu'aucune indemnité n'était payable à moins que l'ouvrier n'ait été au moins pendant deux semaines au service du patron pour lequel il travaillait au moment de l'accident ; dans le cas contraire, il n'y avait aucun moyen de calculer le montant de l'indemnité, faute de pouvoir établir une « moyenne » des salaires hebdomadaires ».

Cette décision avait une portée considérable ; non seulement elle excluait du bénéfice de la loi toute la classe des « Travailleurs occasionnels » (*casual labourers*) employés à l'heure, à la journée ou à la pièce dans le bâtiment, les docks, l'agriculture... mais même un ouvrier régulier qui venait de passer au service d'un nouveau patron moins de deux semaines avant l'accident.

Cette interprétation rigoureuse fut d'ailleurs rejetée par la Chambre des Lords dans l'appel porté devant elle de l'affaire *Lysons v. Knowles* (1) ; elle décida que l'Act donnait droit à l'indemnité, quelles que soient les difficultés que le calcul en put présenter, et si courte que soit la période durant laquelle l'ouvrier a été occupé ou pour laquelle il avait loué ses services.

Malgré cette décision, par laquelle d'ailleurs la Chambre des Lords violait certainement le texte de la

(1) 1901 A. C. 79 ; 70 L. J. Q B. 170.

loi pour aboutir au résultat qui lui paraissait visé par le législateur, il était encore nécessaire de calculer l'indemnité sur la base des salaires reçus ou convenus pour le temps où l'ouvrier avait été ou serait au service « du même » patron (1) : ce pouvait être un seul jour ou même quelques heures, et le salaire payé pendant ce temps devait donner à lui seul le montant des salaires hebdomadaires. Il était difficile de justifier cette restriction qui aboutissait en pratique aux plus graves injustices : dans un cas, par exemple, un homme, après avoir gagné 30 shillings en 5 jours à décharger un navire, passa au service d'un autre patron et fut blessé dès la première heure : il reçut une indemnité de 3 d. 1/2 (0 fr. 35) par semaine. C'était dérisoire !

La loi de 1906 a remédié à cet état de choses en insérant dans la 1^{re} cédula le parag. 2 (a) qui décide que « le salaire hebdomadaire moyen sera calculé d'après la méthode la plus propre à donner exactement le taux hebdomadaire auquel l'ouvrier était rémunéré, et, quand, à raison de la brièveté de la période pendant laquelle l'ouvrier a été au service de son patron actuel ou de la nature occasionnelle de l'emploi, ou des conditions de cet emploi, il n'est pas possible de déterminer le taux moyen du salaire à la date de l'accident, on pourra tenir compte du montant des salaires hebdomadaires moyens gagnés, pendant les 12 mois qui ont précédé l'accident, par une personne employée dans la même fonction au même travail et par le même patron ; ou, s'il n'existait pas de personne dans ce cas, par une personne employée dans la même fonction, dans la même catégorie d'ouvrage, et dans le même district.

(1) Celui au service duquel il se trouvait au moment de l'accident.

Le juge a ainsi le pouvoir de calculer, du mieux qu'il le pourra, le taux des salaires : c'est seulement quand il ne lui sera pas possible, d'après les circonstances de la cause, de faire ce calcul, que la loi lui permet de s'en rapporter au tarif ordinaire de la rémunération des ouvriers de la même catégorie : c'est un retour partiel à la solution donnée par l'art. 3 de l'E. L. A. 1880 pour le calcul des salaires annuels.

La Cédule 1 (2-c) ajoute : l'expression « emploi par le même patron » sera prise dans le sens d'un emploi par le même patron à un travail de même nature que celui auquel l'ouvrier était occupé à l'époque de l'accident, sans tenir compte des interruptions dans le travail dues à la maladie ou à toute autre cause inévitable.

Ce dernier membre de phrase est assez difficile à expliquer : il signifie, apparemment, que la personne hypothétique dont les salaires seront pris comme la base du taux de rémunération de la victime, doit être une personne qui a travaillé sans interruption pour le patron, et, par conséquent, a reçu le salaire maximum d'un ouvrier de cette catégorie. Cela ne conduit-il pas parfois à une injustice ? Et effet le blessé peut être un ouvrier faible et dont le travail est souvent interrompu par la maladie.

Comment d'ailleurs calcule-t-on en général le salaire d'un ouvrier qui a travaillé d'une manière continue ? Doit-on, pour arriver au salaire hebdomadaire moyen, prendre le montant total gagné pendant les 12 mois précédents et le diviser par le nombre de semaines où l'ouvrier a effectivement travaillé ? Ou bien doit-on le diviser par 52 ?

D'après la Cour d'appel, quand le travail a été continu, il faut le diviser par 52 (aff. Keast v. Barrow Hema-

tite) ; quand il a été interrompu par une cause étrangère à l'ouvrier, il faut diviser le montant total par le nombre de semaines pendant lequel l'ouvrier a effectivement travaillé. (Bailey v. Kenworthy, 14 déc. 1907.)

La loi de 1906 a aussi prévu le cas où l'ouvrier travaille par intermittences, tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre (par exemple une femme de ménage) et elle supprime la condition de l'emploi par le même patron : « Quand, dit la Cédule 1 (2-b) l'ouvrier a passé simultanément des contrats de travail avec deux ou plusieurs patrons, contrats d'après lesquels il travaille tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre, son salaire hebdomadaire moyen sera calculé comme si les différents salaires gagnés par lui dans ses divers contrats représentaient le salaire gagné au service du patron chez lequel il travaillait au moment de l'accident. »

La loi n'exige pas que ces différents contrats se rapportent au même genre de travail : supposons un homme qui gagne 25 sh. par semaine comme employé de magasin et qui joue le soir d'un instrument dans un théâtre et y gagne 20 sh. ; son indemnité sera calculée sur 45 sh.

Il est à craindre que des difficultés ne s'élèvent sur ce point avec les compagnies d'assurances, car celles-ci demandent invariablement au patron de déclarer le montant des salaires payés à chaque catégorie d'ouvriers et la prime est basée sur la somme aussi déclarée : si, ce qui arrivera souvent, le patron a ignoré que l'ouvrier travaillait pour d'autres personnes que lui-même, il se trouvera exposé à payer de sa poche une partie de l'indemnité.

Il faut remarquer que l'Act de 1906, comme celui de 1897, emploie le mot « earnings » (gains) et non pas le

mot « salary » ou le « wages » (gages). C'est à dessein que ce mot a été employé par le législateur, ainsi que le prouve un amendement déposé par M. Gladstone (P. D. vol. 166 p. 1258) et dans lequel il proposait de remplacer le mot « wages » par le mot « earnings » dans le paragr. 2 de la 1^{re} cédula car, disait-il, l'expression « gains » comprend, comme c'est le cas pour les marins, la nourriture, le logement, le charbon et autres avantages dont on peut estimer la valeur en argent.

Ainsi il a été jugé par la Cour d'appel, le 17 février 1908 dans l'affaire Penn v. Spiers and Pond (1) qu'il fallait tenir compte non seulement du salaire que la victime recevait directement de son patron, mais encore des pourboires qu'elle pouvait toucher à raison de l'exercice de sa profession. Il en est du moins ainsi dans les professions où l'attribution des pourboires a une certaine importance, en même temps qu'un caractère licite et régulier, où elle est entrée dans les mœurs et où elle est escomptée par les patrons eux-mêmes qui abaissent le taux des salaires en conséquence : il s'agissait en l'espèce d'un maître d'hôtel de wagon-restaurant.

En revanche la 1^{re} cédula (2-d) décide que, si le patron avait coutume de payer à l'ouvrier une somme supplémentaire pour le défrayer de certaines dépenses spéciales occasionnées par la nature de son travail, les sommes ainsi payées ne devront pas être considérées comme faisant partie du salaire.

Cette question des dépenses « inhérentes à la profession », et qui cessent en même temps que le travail lui-même, avait donné lieu depuis 1897 à quelques difficultés : on se demandait si le mot « gains » voulait dire gains bruts ou gain nets. Il est d'usage dans certaines pro-

(1) Law-Times 22 février 1908.

l'essons de déduire certaines sommes pour payer certains objets ou outils : ainsi, dans les mines, il est d'usage de payer au mineur une somme assez élevée qui comprend l'argent nécessaire pour l'achat de l'huile des lampes, des pics et autres objets nécessaires à son travail... Or, la Cour d'appel avait refusé de tenir compte de ces dépenses nécessaires et avait calculé l'indemnité sur les gains bruts (1). Sa décision avait été confirmée par la Chambre des Lords dans l'affaire *Abram Coal C^o v. Southern* (2) ou Lord Mac'naghten disait : « Les difficultés seraient sans fin si la Cour avait à rechercher dans chaque cas la rémunération nette reçue par l'ouvrier et le solde qu'il lui reste à dépenser pour l'entretien de sa famille ». Même décision de la Chambre des Lords dans l'affaire *Midland Rail C^o v. Sharpe* ou un employé de chemin de fer recevait une somme supplémentaire chaque fois que ses fonctions l'obligeaient à loger hors de chez lui.

Il est difficile de voir pourquoi une somme d'argent que l'ouvrier devait nécessairement dépenser pour accomplir son travail était comptée comme partie du salaire, puisque l'ouvrier n'en profitait pas. Depuis le *W. C. A. 1906* on ne tient plus compte que des gains nets.

— Le paiement de la rente hebdomadaire accordée à raison d'une incapacité de travail totale ou partielle doit être continué aussi longtemps que dure l'incapacité : c'est là peut-être, la plus lourde responsabilité imposée au patron. Remarquons d'ailleurs que si l'accident, quoique ayant entraîné une mutilation, ne cause pas une incapacité de travail, ou n'empêche pas de gagner le même salaire qu'avant l'accident, le juge n'a pas le pouvoir d'accorder une pension.

(1) *Houghton V. Sutton Heath* 1901 I. Q. B. 93.

(2) 1903. — A. C. 306.

Il faut cependant user avec prudence du mot « gagner », car il arrive souvent que le patron reprenne l'ouvrier à son service, aussitôt qu'il est capable de travailler, et lui donne les mêmes gages qu'avant l'accident : pour réserver les droits de l'ouvrier pour le cas où, congédié ensuite par le patron, il ne pourrait plus gagner un salaire équivalent, la Cour accordait en général une rente de 1 penny (0 fr. 10) par semaine, dans le but de permettre la révision de la rente. Ce système inauguré à propos de l'affaire *Irons v. Davies* (1) fut beaucoup employé depuis lors.

— Quand la victime de l'accident est un enfant ou une personne jeune, il faut faire face à une situation toute particulière : cette personne peut avoir subi une incapacité permanente, et le taux ordinaire de la rente ne saurait lui être appliqué sans engendrer une grave injustice : prenons le cas d'un apprenti blessé vers la fin de son temps d'apprentissage ; il reçoit à ce moment un salaire très bas, tandis que, sans l'accident, on pouvait raisonnablement espérer qu'au bout d'un an ou deux il aurait gagné le salaire d'un habile ouvrier (skilled workman) adulte : s'il est victime d'un accident qui le rend totalement incapable pour le restant de sa vie, on calculera la rente sur la moitié des salaires effectifs qu'il gagnait au moment de l'accident, et il touchera peut-être une pension hebdomadaire de 2 ou 3 shillings, sans pouvoir espérer d'augmentation.

Telle était la situation des jeunes ouvriers sous l'E. L. A. 1880 et sous le Workmen's Compensation Act de 1897. Elle avait donné lieu à des plaintes aussi vives que justifiées qui trouvèrent enfin une expression officielle dans le rapport du Departmental Committee.

(1) 1899. — 2 Q. B. 330.

Conformément aux recommandations de ce dernier on a inséré dans la loi de 1906 (1^{er} sched.) (1 B-b) la disposition suivante : « en ce qui concerne le versement hebdomadaire pendant l'incapacité « totale » d'un ouvrier âgé de moins de 21 ans et dont les salaires hebdomadaires moyens sont inférieurs à 20 shillings, le taux de 100 % de son salaire hebdomadaire moyen sera substitué à celui de 50 % mais dans aucun cas le versement hebdomadaire ne pourra excéder 10 shillings.

Ce paragraphe est bien mal rédigé, puisqu'il n'y a qu'un cas où le taux de 100 % puisse être substitué à celui de 50 %, c'est celui où le salaire est de 10 shillings : si le salaire hebdomadaire est, par exemple de 15 shillings le taux maximum de la rente sera de 66 % et ainsi de suite.

Quoi qu'il en soit de cette terminologie, il faut observer que ce n'est que dans le cas d'incapacité « totale » que pouvoir est donné au juge de dépasser le taux ordinaire de la rente : si l'incapacité n'est que partielle, la moitié du salaire reste le maximum de la rente, quand bien même l'arbitre trouverait que c'est insuffisant, si, par exemple l'incapacité de travail est de 80 %.

Il n'était d'ailleurs pas suffisant d'accorder à la victime une rente de 10 sh. au maximum : aussi le paragraphe 16 de la 1^{re} cédula permet-il la révision et l'augmentation de cette rente : « Quand, dit-il, l'ouvrier était, à la date de l'accident, âgé de moins de 21 ans, et que la révision de la rente a lieu plus de 12 mois après l'accident, le montant du versement hebdomadaire pourra être augmenté jusqu'à un taux n'excédant pas 50 % de la somme hebdomadaire que l'ouvrier aurait probablement gagnée à la date de la révision, s'il n'avait pas subi le dommage, mais dans aucun cas cette somme n'excédera 1 liv. st.

La personne qui a été blessée pendant sa minorité, peut donc, à la discrétion du juge, être placée sur un pied d'égalité avec celle qui a subi un accident alors qu'elle gagnait les salaires les plus hauts dans la même profession.

Pour garantir le bon emploi de la rente due au mineur, la 1^{re} cédule, paragr. 7 dispose que quand une rente hebdomadaire est payable d'après la présente loi à une personne frappée d'une incapacité légale, la Cour de Comté pourra ordonner que le versement hebdomadaire soit, pendant la durée de l'incapacité, payé en justice, et les dispositions de la présente cédule concernant les sommes dont le paiement en justice est requis s'appliqueront aux sommes provenant de ces versements. » C'est-à-dire que ces sommes payées en justice seront placées ou autrement employées de la manière que la Cour, à sa discrétion, estimera la plus avantageuse pour le profit de l'ayant droit.

On évitera ainsi le gaspillage par des parents négligents : ce paiement en justice peut être ordonné, que le versement hebdomadaire soit dû en vertu d'un arrangement amiable, ou en vertu de la sentence de l'arbitre. Mais il faut qu'une requête en ce sens soit adressée à la Cour : elle peut l'être soit par la personne débitrice, soit par ou pour le compte de l'ayant droit (W. C. Rule 57).

— Si l'ouvrier titulaire d'une rente hebdomadaire cesse d'habiter dans le Royaume-Uni il cesse par là-même d'avoir droit à sa pension, à moins que le médecin expert ne certifie que l'incapacité résultant de l'accident sera vraisemblablement une incapacité permanente. Dans ce cas, l'ouvrier aura droit de recevoir chaque trimestre, le montant des versements hebdoma-

dares échus pendant le trimestre précédent, et ce, aussi longtemps qu'il prouvera, de telle manière et à tels intervalles qui seront fixés par les règlements de cour, son identité et la continuation de l'incapacité en raison de laquelle le versement hebdomadaire est payable.

Rachat de la rente hebdomadaire. — La plus lourde des obligations imposées au patron est peut-être le paiement des rentes hebdomadaires : supposons un ouvrier blessé à l'âge de 25 ans, alors qu'il gagnait 2 liv. st. par semaine, et rendu, par suite de l'accident, pour toujours incapable d'aucun travail ; voilà le patron, ou l'assureur qu'il s'est substitué, obligé de lui payer pendant le restant de sa vie une rente de 1 liv. st. par semaine, soit 1.250 francs par an.

Que l'ouvrier vive infirme jusqu'à 75 ans, on voit quelle charge énorme grèvera l'industrie du patron !

Aussi la loi de 1897 (Sch. 1 paragr. 13) avait-elle prévu que, quand le paiement de la rente hebdomadaire avait été effectué pendant au moins 6 mois, l'obligation de le continuer, pouvait, sur requête introduite par ou pour le compte du patron, être rachetée par le versement d'un capital dont le montant serait fixé par accord amiable ou, à défaut d'accord, par arbitrage conformément à la présente loi.

Cette pratique de l'extinction complète du droit à une rente, par l'acceptation d'un capital paraît avoir été très commune sous l'empire de la loi de 1897 ; le nombre des cas où elle s'est faite par arrangement amiable était immense par rapport au nombre des cas où l'on eut recours à la procédure d'arbitrage.

D'un rapport qui fut fait par le Home Office sur la demande du Departmental Committee il ressort qu'il

n'y eut en 1903 devant les Cours de Comté d'Angleterre que 25 jugements rendus en conformité de ce paragraphe. En revanche le nombre des accords amiables qui furent enregistrés fut de 230 et il y a tout lieu de croire qu'un bien plus grand nombre encore de ces arrangements ont été faits sans qu'il en restât un rapport officiel.

Dans certains cas il est de l'intérêt du blessé de renoncer ainsi à ses droits en échange d'un capital, s'il peut obtenir des conditions avantageuses : le système des rentes tend parfois à encourager l'indolence et la paresse, car, il est à craindre que, aussi longtemps que l'ouvrier a juste le quoi vivre, il ne refuse de retourner au travail soit par paresse, soit par crainte de voir diminuer ou supprimer sa pension. Ce sera donc la misère assurée pour lui et sa famille. Si au contraire il a en main un capital respectable, il pourra reprendre une petite affaire et éprouvera le désir de faire fructifier son argent.

Mais d'autre part l'expérience a prouvé que souvent le résultat du rachat de la pension est désastreux : il y a un grand danger à placer dans les mains de l'ouvrier des sommes de beaucoup supérieures à celles qu'il est habitué à recevoir, et d'ailleurs l'ouvrier se laisse trop facilement circonvenir par les agents des compagnies d'assurances qui l'amènent à abandonner ses droits contre le paiement d'une somme tout à fait insuffisante : Quand un ouvrier qui a femme et enfants, a dû s'endetter pendant sa maladie, et qu'un habile agent vient lui offrir 50 ou 100 livres st., il se laissera éblouir par l'éclat de l'or et abandonnera la rente assurée, pour accepter ce qui lui paraît une richesse inépuisable. Il y a bien des chances pour qu'il dissipe la somme et tombe à la charge de la charité publique.

Du côté des patrons et des compagnies d'assurances, qui épargnent ainsi de l'argent et se débarrassent à bon compte de responsabilités qui entravent leurs affaires, on prétendait s'opposer à toute intervention du législateur dans la liberté pour une personne adulte d'accepter l'abandon de ses droits par un contrat délibérément conclu. Mais il y a des cas où, dans l'intérêt de l'ouvrier, la loi doit le protéger contre lui-même.

Remarquons d'ailleurs que l'ouvrier ne pouvait pas s'adresser au tribunal pour obliger le patron à racheter la pension : seul le patron pouvait imposer judiciairement le rachat à l'ouvrier ; il préférerait d'ailleurs s'arranger à l'amiable et ne se servait guère de son pouvoir de contrainte, dans la crainte que le juge de la Cour de Comté n'appliquât le seul principe qui lui était apparemment ouvert et ne fixât le montant du capital de rachat à la valeur actuelle de la rente d'après les tables de la mortalité.

Or, les ouvriers demandaient d'avoir le même droit que les patrons et de pouvoir exiger le rachat : à cela on pouvait répondre qu'accorder ce droit à l'ouvrier, ce serait provoquer un grand nombre de demandes qui pourraient fort bien acculer le patron à la faillite, en particulier dans le cas d'accident ayant causé un grand nombre de victimes. « D'ailleurs, disait le Departmental Committee dans son rapport (page 88), il nous semble que le système des rentes hebdomadaires procure en général la forme d'indemnisation la plus avantageuse pour l'ouvrier, aussi bien dans le cas d'incapacité permanente que dans le cas d'incapacité temporaire, et si l'on donnait à l'ouvrier le droit d'exiger le rachat, il serait nécessaire de donner au juge le pouvoir de s'enquérir de son aptitude à bien gérer une large somme, et

de protéger la femme et les enfants contre le gaspillage de cet argent. »

Les patrons disaient que, accorder ce droit aux ouvriers serait « ruineux » et citaient deux cas où le rachat avait eu lieu en justice : dans le premier (1) une rente hebdomadaire de 1 livre st. accordée à un homme de 50 ans avait été rachetée à 600 livres st. Dans le second une rente de 3 shillings 10 1/2 d. accordée à une jeune fille de 19 ans avait été rachetée pour 200 liv. st.

Voici quel est le système de la loi de 1906 sur cette question du rachat de la pension :

Seul le patron, ou la compagnie d'assurances au nom du patron, peut exiger en justice le rachat et il ne peut le faire que quand il a effectué pendant au moins 6 mois les versements hebdomadaires.

Dans l'Act de 1897 aucun principe n'avait été posé qui permît à l'arbitre de se guider pour obtenir le taux de capitalisation et, par exemple dans l'affaire Pattinson v. Stevenson, il avait été calculé sur la valeur de la rente d'après les tables de mortalité, sous une déduction de 20 % pour couvrir l'éventualité de guérison ou de mort précoce.

Depuis la loi de 1906, si l'incapacité est permanente la somme à payer sera égale au montant qui serait nécessaire, si le capital était consacré à l'achat d'une rente viagère immédiate sur la Dette nationale, par l'intermédiaire de la Caisse d'Epargne postale, pour obtenir à l'ouvrier une rente égale à 75 % de la valeur annuelle du versement hebdomadaire (Sch. 1 (17)).

Supposons par exemple un homme de 30 ans titulaire d'une rente hebdomadaire de 1 livre st. : la somme qu'il aurait à payer pour obtenir une rente viagère de

(1) Pattinson V. Stevenson 019 L. T. 106, 1900.

1 liv. st. par an est de 20 l. 9 s. 1 d. Le patron, s'il veut racheter la rente, sera obligé de verser un capital de 20, 9, 1 $\times$ 52 (= 1063 liv. 12 s. 4 d. $\times$ 3/4 = 797 l. 14, 3 (19.942 fr. 80).

Si au contraire l'incapacité n'est que temporaire, la somme à payer pourra être fixée par arbitrage : il n'était pas possible, ici, de lui donner une base invariable.

Le Comité d'arbitrage, l'arbitre ou le juge pourront ordonner le placement ou un autre emploi de la somme ainsi obtenue, au mieux des intérêts de l'ayant droit (sch. 1 par. 17). L'argent dans ce cas doit être payé en justice (W. G. Rule 59).

Cependant, ajoute la loi, rien dans le présent paragraphe n'empêchera les arrangements amiables d'être faits pour le rachat d'une rente hebdomadaire par un capital. Mais dans ce cas, le sched. 2 (parag. 9), qui ordonne l'enregistrement au greffe de la Cour de Comté de tous les arrangements amiables relatifs au rachat — et décide (par. 10) que, faute de cet enregistrement, le rachat ni le paiement de la somme ainsi convenue ne dispenseront la personne qui est débitrice du versement hebdomadaire de continuer à payer la rente — décide aussi (par. 9 (d) et (e) que, s'il apparaît au Greffier que l'arrangement ne doit pas être enregistré, soit à raison de l'insuffisance de la somme, soit parce que l'accord des volontés a été obtenu par fraude ou abus d'influence ou par tout autre moyen répréhensible, il pourra soumettre le cas au juge lequel prendra toutes mesures qu'il jugera équitables d'après les circonstances et aura tout pouvoir de décision en ce qui concerne les sommes qui auraient été déjà payées en exécution de l'accord.

Toutes garanties sont ainsi données à l'ouvrier contre sa propre faiblesse s'il s'est laissé entraîner par un be-

soin pressant d'argent, ou par les sollicitations continues des agents de la Compagnie d'assurances, à accepter une somme inférieure à celle à laquelle il avait légalement droit. Mais il ne semble pas que la loi donne au Juge aucun pouvoir d'ordonner le placement du capital de rachat en cas d'arrangement amiable : l'argent sera donc versé directement à l'ouvrier et risquera encore d'être gaspillé.

Rappelons qu'après le rachat ainsi opéré, si l'ouvrier vient à mourir des suites de l'accident, la somme ainsi payée doit être déduite du montant de l'indemnité due aux représentants de l'ouvrier, ce qui revient à dire que souvent ceux-ci ne recevront plus rien du tout.

Révision de la pension hebdomadaire

Il peut se produire dans l'état de santé de la victime des changements, améliorations ou aggravations, qui rendent nécessaire une modification correspondante dans le montant de la rente : telle blessure qui semblait devoir se consolider en quelques semaines peut engendrer une incapacité permanente, et vice versa... Dans certains cas il n'y aura pas de contestation à ce sujet : les parties peuvent procéder par elle-mêmes à la revision de la rente, et, par arrangement amiable, l'augmenter, la réduire ou la faire totalement cesser.

On pourra même parfois conclure de la conduite des parties qu'elles ont procédé implicitement à une telle revision : si par exemple l'ouvrier a repris le travail aux conditions ordinaires (*Bradbury v. Bedworth*). Mais il ne faut pas en conclure que le seul fait par un ouvrier de reprendre son travail, soit, dans tous les cas, une preuve suffisante pour faire présumer une revision tacite,

car l'incapacité peut reprendre par la suite et il faut se rappeler que le patron est obligé de payer la rente « tant que dure l'incapacité ».

Supposons même que l'ouvrier ait clairement et explicitement abandonné ses droits à la rente, il a été jugé dans l'affaire *Williams v. Vauxhall Colliery* (1) que l'ouvrier avait mis fin seulement à son droit personnel, et que, ses représentants ayant des droits distincts du sien, il n'a pas pu les priver de leur droit d'obtenir une indemnité s'il vient à mourir des suites de l'accident.

Mais il fallait donner à chacune des deux parties le droit d'exiger de l'autre la revision ; dans ce but, la cédula 1 par. 16 décide que « toute rente hebdomadaire pourra être révisée à la requête soit du patron, soit de l'ouvrier et, à la suite de cette révision, elle pourra être cessée, diminuée, ou accrue dans les limites du maximum ci-dessus fixé. Le montant de la rente sera, à défaut d'arrangement amiable, réglé par un arbitrage conformément à la présente loi. »

Prenons un exemple ; un ouvrier qui gagnait 2 livres st. par semaine subit un accident qui, pendant 6 mois, le rend totalement incapable ; pendant ces 6 mois, il reçoit ses demi-salaires, soit 1 livre st. A l'expiration de ce temps, il est suffisamment valide pour gagner 1 livre dans quelque travail approprié : en d'autres termes sa capacité de travail a été réduite de moitié ; y a-t-il lieu, dans ce cas, à une réduction de la rente, et si oui, dans quelle mesure ?

La Cédula 1 parag. 3, décide que le montant de la rente (cela s'applique aussi bien à la révision qu'à la fixation originale) n'excédera en aucun cas « la différence » entre le montant des salaires hebdomadaires moyens...

(1) *Times* 8 juin 1907.

Cela laisse au Juge une grande liberté : considèrera-t-il qu'il n'y a pas lieu à réduction, à moins que la pension réunie avec le salaire actuel ne se monte à une somme supérieure au salaire antérieur à l'accident ? Il n'y aura pas lieu à révision dans l'exemple cité plus haut.

Considèrera-t-il que le principe posé par la loi est de partager entre les deux parties les conséquences de l'accident, comme la loi elle-même le fait en cas d'incapacité totale en fixant la limite maxima des demi-salaires ? Dans ce cas, il y aura lieu à réduction de la rente de 20 à 10 shillings et l'ouvrier touchera 30 sh. par semaine au lieu des 40 qu'il recevait avant l'accident.

Les Juges paraissent avoir été divisés sur la solution à donner à cette difficulté que la loi n'a pas voulu trancher. Nous avons déjà rencontré une difficulté analogue à propos de la fixation originale de la rente en cas d'incapacité partielle, et nous avons vu que le Législateur a entendu laisser toute liberté au Juge dans les limites fixées, c'est-à-dire tant que la rente n'excède pas le montant total de la différence entre les salaires.

On s'en est rapporté à la discrétion du Juge, mais, au point de vue de la construction juridique, n'y-a-t-il pas une inconséquence à donner à un ouvrier qui est capable de gagner la moitié de ses salaires antérieurs, la possibilité de recevoir une indemnité au même taux que l'ouvrier victime d'une incapacité permanente et totale. Il semblerait juste que le retour d'une partie de la capacité de travail dût être accompagné par une réduction proportionnelle de l'indemnité.

Pourquoi ne pas réduire l'indemnité à la moitié de la différence entre les salaires, de manière que le principe qui fait supporter au patron la moitié de la perte causée

par l'accident survenu sans qu'il y ait eu faute de sa part, s'appliquât, en cas d'incapacité partielle aussi bien qu'en cas d'incapacité totale? On aboutit ainsi à des injustices, puisque des situations semblables sont réglées différemment suivant l'opinion personnelle des Juges.

Pour qu'il y ait lieu à révision, il faut nécessairement qu'une modification quelconque soit survenue dans la situation de la victime ; mais que doit être cette modification, la loi anglaise ne le dit pas (1). Elle laisse donc, ici encore, la plus grande liberté d'appréciation à l'arbitre. Toutefois, si on lui permettait de modifier sa sentence alors que les circonstances n'ont pas changé, ce serait lui donner le moyen de revenir sur sa propre décision, en violation de l'autorité de la chose jugée (2).

Que faut-il donc entendre par un changement dans les circonstances suffisant pour motiver une révision ? Dans l'affaire *Sharman v. Holliday* (3) l'ouvrier offrit de prouver sur sa demande en révision que, depuis la dernière audition de l'affaire, il avait à maintes reprises cherché à se procurer du travail, mais n'avait pu en obtenir à cause de l'état dans lequel l'avait mis l'accident. Il fut jugé que c'était là la preuve d'un changement de circonstances suffisant pour justifier la révision.

Si le Juge ou l'arbitre trouve que l'ouvrier gagne en fait (et non pas seulement par l'effet de la charité de son patron) les mêmes gages qu'avant l'accident, il peut supprimer la rente ; cette suppression est définitive (4).

(1) La loi française du 9 avril 1898 ne permet la révision qu'en cas d'aggravation ou d'atténuation de l'infirmité de la victime et en cas de décès par suite des conséquences de l'accident (art. 19).

(2) *Cross field V. Tasian* 1900. — 2 K. B. 629.

(3) 1904. — 1 K. B. 235.

(4) *Nicholson V. Piper* House of Lords 19 juin 1907.

Aussi l'arbitre agira-t-il prudemment en réduisant la rente au montant nominal de 1 penny pour se réserver la possibilité d'une révision ultérieure si l'incapacité se manifestait de nouveau ou si l'ouvrier, à raison de son état, ne réussissait pas à trouver du travail.

Il ne suffit pas au patron, pour obtenir la réduction de la rente, de prouver que le taux général des salaires a baissé dans le district. L'indemnité est basée une fois pour toutes sur les salaires reçus au moment de l'accident (1).

Une question très importante, si l'on en juge par le nombre de décisions judiciaires rendues à ce sujet est celle-ci : l'arbitre peut-il contraindre l'ouvrier à subir une opération chirurgicale, qui lui rendrait tout ou partie de sa capacité de travail, à peine de voir cesser le paiement de la rente ? Il faut distinguer, répond la Cour d'Appel : rien dans la loi n'oblige l'ouvrier à subir une opération : si donc, cette opération ne peut pas avoir lieu sans présenter un risque sérieux pour la vie de l'ouvrier, rien ne l'oblige à s'y soumettre : ainsi décidé le 3 avril 1909 dans l'affaire *Tutton v. Owners of. ss. Majestic* où le médecin avait déclaré : « Je pense qu'il serait barbare d'obliger cet homme à subir une opération sans anesthésiques ; or, il souffre d'une maladie des reins et d'une légère dilatation du cœur et l'emploi d'anesthésiques serait un risque de mort. » Si, au contraire, l'opération peut se faire sans risques, de l'avis même du médecin de l'ouvrier, celui-ci se montre « déraisonnable » en ne la subissant pas et ne peut s'en prendre qu'à lui-même si son incapacité persiste : l'arbitre peut supprimer la rente (*Warncken v. R. Moreland and Son*, Cour d'Appel 5 déc. 1908).

(1) *James V. Ocean Coal C^o* 1904 — 2 K. B. 213.

Quels sont, maintenant, les éléments qu'il faut prendre en considération pour déterminer la capacité de travail (*earning capacity*) de l'ouvrier ?

Les ouvriers se plaignent de ce que c'est une pratique courante de certains agents des Compagnies d'Assurance d'influencer le patron pour lui faire offrir à l'ouvrier du travail avec un salaire qu'il ne pourrait sans doute pas obtenir autre part, ou du travail mal approprié, dans le seul but de faire réduire le montant de la pension. Aussi auraient-ils voulu voir établir un tarif fixe pour certaines lésions, tant pour cent pour la perte d'un bras ou d'une jambe ; tant pour cent pour la perte d'un œil, et ainsi de suite ; mais il parut impraticable d'incorporer un semblable tarif dans une loi. D'ailleurs la perte éprouvée par suite de la même infirmité varie avec chaque profession.

L'ouvrier était-il obligé d'accepter un travail mal approprié à son état ou contraire à sa dignité, sous peine de voir supprimer sa rente ? Il y avait là une grave question qui semble tranchée aujourd'hui puisque le parag. 3 de la 1^{re} cédula parle de : quelque travail ou occupation convenable (*suitable*) ce qui donne au Juge un pouvoir très large d'appréciation.

On comprend d'ailleurs que si l'ouvrier peut décemment gagner de l'argent dans une occupation, même autre que celle qu'il exerçait avant l'accident, on en tient compte pour décharger le patron d'une partie de sa responsabilité : ainsi il a été jugé que l'expression « gains » que l'ouvrier est à même de faire après l'accident pouvait comprendre même les gains faits dans une occupation indépendante (*Norman and Burt v. Walder*) (1) : en

(1) 1904. — 2 K. B. 27.

l'espèce l'ouvrier s'était installé boulanger avec l'aide de sa femme et de ses enfants.

Nous avons déjà étudié, à propos de l'examen médical nouveau montant de la rente si les parties ne sont pas (1) le mécanisme qui permettra d'arriver à la fixation du d'accord pour y procéder à l'amiable : si les deux parties ne consentent pas au renvoi devant l'arbitre médical, il n'y a pas d'autre ressource que de demander la révision en justice. Il y sera procédé par l'arbitre qui pourra, pour la révision comme pour la fixation originale du taux de la rente, convoquer un médecin expert (medical referee) pour siéger à côté de lui comme assesseur ou renvoyer les questions difficiles devant un médecin expert avec mission d'en dresser un rapport : dans ces deux cas, ni l'opinion ni les conclusions du rapport du médecin ne lient l'arbitre.

Nous avons aussi déjà signalé à propos du montant de la rente accordée aux mineurs de 21 ans la disposition du parag. 16 de la 1^{re} Cédula qui permet au mineur qui a été victime d'un accident de demander de temps en temps la révision, afin d'obtenir une rente égale à la moitié des salaires qu'il aurait, sans l'accident, probablement gagnés à l'époque de la révision : il pourra procéder ainsi jusqu'à ce que la rente ait atteint la moitié des salaires d'un bon ouvrier de sa profession, ou la somme de 1 livre st. maximum de la rente.

(1) Voir plus haut . . .

CHAPITRE V

Garantie de l'Indemnité

Cette partie de la loi était, et est peut-être encore aujourd'hui, l'une des plus défectueuses.

Signalons immédiatement une disposition qui a pour but de garantir dans une certaine mesure que l'indemnité ne sera pas employée à payer de vieilles dettes, mais qu'elle sera utilisée dans le but pour lequel elle est accordée, c'est-à-dire pour l'entretien de la victime et de sa famille. Il s'agit du parag. 19 de la 1^{re} Cédula qui décide que « La pension hebdomadaire ou la somme payée par voie de rachat de ladite pension ne pourra être ni cédée, ni engagée, ni saisie, ni transportée à une autre personne par une voie de droit, ni admise en compensation d'une autre demande. » En d'autres termes, cette pension est incessible et insaisissable.

La loi ne dit pas s'il en est de même du capital payé aux représentants de l'ouvrier en cas de décès, mais ce capital devant être payé en justice et employé au gré de la Cour, le même danger ne se présentait pas.

Pour passer aux garanties proprement dites affectées au paiement de l'indemnité, ces garanties sont au nombre de deux. Ce sont : 1° Une action directe contre les assureurs du patron si le patron était assuré.

2° Un privilège dans la faillite ou la liquidation judiciaire du patron.

Tout le système anglais sur la réparation des accidents du travail est basé sur l'adoption du principe de la responsabilité personnelle du patron, et non sur la responsabilité collective de l'industrie tout entière. C'est pourquoi le risque de l'insolvabilité personnelle du patron se présente aussitôt à l'esprit : il est devenu encore plus redoutable que jamais, puisque le Workmen's Compensation Act 1906 a étendu cette responsabilité à de tout petits patrons qui gagnent péniblement leur vie au jour le jour et qui se trouvent dans une situation pécuniaire à peine meilleure que celle de leurs ouvriers.

Rien n'oblige le patron à s'assurer, quoique l'on puisse présumer que le souci de ses propres intérêts sera un motif assez puissant pour l'y amener. Que si l'on donne à la victime de l'accident un droit de préférence dans la faillite de son débiteur, elle n'en restera pas moins dans la situation d'un créancier, n'ayant pour garantie que l'actif du patron et réduit sans doute à un dividende.

Telle est la conséquence inévitable du principe de liberté sur lequel la loi est basée : l'ouvrier anglais n'a même pas comme en France la certitude d'être payé par une Caisse solvable. Peu de difficultés semblent s'être élevées du fait de l'insolvabilité du patron dans les années d'expérience faite sous l'empire de l'Act de 1897 ; mais il faut se rappeler que, pendant ces années, les affaires ont été bonnes en général et surtout que la catégorie d'ouvriers visés par l'Act était en grande partie au service de grands et riches établissements.

Mais, plus le champ d'application de l'Act était étendu, plus on imposait la responsabilité à des personnes aux ressources modiques, plus aussi grandissait le risque

d'insolvabilité. C'est ainsi que l'extension de l'Act dans les grandes proportions qui lui ont été données en 1906 était intimement connexe avec l'établissement d'une forme quelconque d'assurance obligatoire ; le Législateur a réalisé l'une et a négligé l'autre et c'est pourquoi son œuvre apparaît comme boiteuse et incomplète. C'est en quelque sorte un monument dans lequel l'architecte aurait oublié les fondations.

Il se peut que jusqu'ici il se soit présenté peu de cas où la faillite du patron a été provoquée par la demande d'indemnité formée par un ouvrier, mais si cela provient de ce que l'ouvrier a ignoré ses droits, on a désespéré de pouvoir obtenir son dû, l'argument n'est pas bien fort pour les partisans de la liberté absolue.

Il paraît impossible de se prémunir contre ces difficultés d'une manière complètement satisfaisante si la garantie d'une Caisse collective et toujours solvable n'est pas substituée à la responsabilité personnelle d'un particulier.

Action directe contre l'Assureur

Pour étudier la législation actuelle, plaçons-nous d'abord dans la situation la plus favorable à l'ouvrier, c'est-à-dire dans l'hypothèse où le patron s'est assuré contre ses risques.

L'art. 5 (1) décide que « si un patron a conclu un contrat avec des assureurs relativement à la responsabilité dont il pourrait être tenu envers ses ouvriers en vertu de la présente loi, et si, en pareil cas, le patron vient à tomber en faillite, ou s'il obtient un concordat ou un arrangement avec ses créanciers, ou, si le patron est une Société, en cas de commencement de liquidation de cette

Société, les droits que le patron possède contre les assureurs pour la couverture de son risque seront, nonobstant toutes dispositions des lois relatives à la faillite, ou à la liquidation des sociétés, transférés à l'ouvrier et lui appartiendront, et lorsqu'un semblable transfert aura lieu, les assureurs auront les mêmes droits et les mêmes actions que s'ils se trouvaient être le patron, mais cependant les assureurs ne seront pas sous le coup d'une responsabilité plus grande envers l'ouvrier que celle à laquelle ils étaient tenus envers le patron.

Si la somme pour laquelle les assureurs sont tenus est inférieure à celle que le patron doit à l'ouvrier, celui-ci pourra produire pour le solde dans la faillite ou la liquidation du patron. »

Remarquons tout d'abord, à propos de cette dernière phrase, que la loi ne donne à cette production pour le solde, aucun rang de priorité ; si donc le patron s'est assuré seulement jusqu'à concurrence d'une petite somme, et que le montant de l'indemnité due à l'ouvrier soit élevé, la situation de l'ouvrier, si l'actif de la faillite est important, pourra se trouver pire que si le patron ne s'était pas assuré du tout : car dans un cas il ne pourra produire qu'au marc le franc pour le solde, tandis que dans l'autre, il aurait eu un privilège pour le tout ; il pourra donc avoir intérêt à ne pas user de son action directe contre l'assureur.

La loi de 1897 donnait à l'ouvrier un droit de priorité (first charge) dans la faillite du patron sur la somme due par l'assureur ; la disposition actuelle réalise une véritable novation et établit un rapport immédiat entre l'ouvrier et l'assureur ; l'ouvrier a une action directe. Si, en fait, il ne sait pas si, et par qui, le patron est assuré, la W. C. Rule 35 lui permet de s'adresser au Tribunal pour obtenir un interrogatoire du patron.

L'ouvrier ne pouvant avoir contre l'assureur plus de droits que n'en avait le patron, pourra se voir opposer tous les moyens de défense opposables au patron (1).

Toutes les questions relatives aux droits et obligations des assureurs substitués au patron en cas de faillite seront tranchées par arbitrage comme s'il s'agissait d'un différend entre le patron et l'ouvrier (W. C. Rule 35).

Mais il n'était pas suffisant de donner à l'ouvrier des droits contre une Compagnie d'assurances, il fallait encore, dans la mesure du possible, lui garantir la solvabilité de cette Compagnie ; il est nécessaire de protéger à la fois le patron qui paie les primes, et l'ouvrier créancier éventuel, contre ce que l'on appelle en Angleterre les « Compagnies Champignons » (Mushrooms Companies) qui sortent de terre avec autant de rapidité et aussi peu de solidité que ces végétaux, et d'obliger les Compagnies qui entreprennent l'Assurance Accidents à avoir des fonds de réserve suffisants et à fournir au Gouvernement des renseignements sur leurs opérations. Enfin, il est bon de mettre les particuliers en rapport avec les Compagnies solides et sérieuses.

Dans ce but, lors du retour du Bill devant la Chambre des Communes, après son passage devant le Standing Committee, M. Cochrane déposait un amendement (2) proposant la création dans les Postes d'une agence par l'intermédiaire de laquelle les petits patrons seraient mis en contact avec des Compagnies solvables, approuvées dans ce but par le Greffier en chef des Sociétés de Secours Mutuels et soumises à la surveillance de la Trésorerie : « Le Bill, disait-il, comprend maintenant tous les

(1) Kniveton V. Northern Employee's Mutual C^o 1902. — 1 K. B., 880.

(2) P. D. vol. 166 p. 321.

petits employeurs, qu'ils occupent ou non 5 ouvriers : or, cette catégorie de patrons est en général absolument ignorante de toutes les questions d'Assurances et sera une proie facile pour un certain genre de Compagnies. J'aurais voulu proposer quelque chose de plus large, par exemple d'obliger la Caisse d'Epargne postale à assurer directement les petits patrons, et je blâme le Gouvernement de n'avoir pas étudié une question qui a été soulevée il y a déjà 8 mois : il encourt de ce fait une très lourde responsabilité. Promettre une indemnité et cependant ne rien faire pour l'assurer dans de pareils cas, voilà qui est cruel et indigne d'hommes d'Etat.

Très souvent, le petit patron ne gagne pas, au cours de l'année, plus d'argent que son employé et la seule ressource de ce dernier, s'il est blessé sera de demander la faillite du patron s'il ne veut pas se passer d'indemnité. Que le Gouvernement prenne garde de ne pas faire tort à un homme qui a une famille à faire vivre, tout comme son ouvrier... Qu'a-t-on fait dans les autres pays ? En Espagne, le patron se libère de sa responsabilité personnelle en s'assurant auprès d'une Compagnie approuvée. En Hollande, l'une des alternatives qui lui sont ouvertes est de se décharger de ses obligations sur une Compagnie pourvu que celle-ci dépose une garantie suffisante dans une Caisse de l'Etat. En Suède, on donne au patron le droit de s'assurer à l'Institution Royale d'Assurances qui est apparemment une institution de l'Etat. En Belgique, le patron dégage sa responsabilité en contribuant à une Caisse établie par l'Etat ou en s'assurant à l'une des Compagnies approuvées par le Gouvernement... Il faut protéger les petits employeurs contre les Compagnies-Champignons qui vont se développer aussitôt que ce Bill sera devenu loi ; par petits employeurs, j'entends les

personnes qui, au moment où la police d'Assurance est délivrée, n'emploient pas plus de 5 ouvriers: »

M. Gladstone : « Le Gouvernement est tout à fait d'accord avec le but que mon honorable collègue a en vue en déposant cet amendement. Mais celui-ci va trop loin et imposerait sur la Poste une trop lourde responsabilité : il faudrait que le Gouvernement examine la situation financière de toutes les Compagnies approuvées, mais il n'a actuellement aucun pouvoir statuaire pour le faire. »

L'Etat devra-t-il garantir la solvabilité de toutes les Compagnies qui figureront sur la liste ? Cela paraît résulter clairement du fait que, de l'autorité du Gouvernement, une liste des Compagnies choisies aura été affichée dans tous les bureaux de poste. Etant donné que les Compagnies qui feront des conditions trop rigoureuses ne devront pas être choisies, on rendra aussi le Gouvernement responsable pour leurs méthodes de conduire leurs affaires. »

The Postmaster General (M. Sydney Buxton) : « Je pense que si la Poste s'occupe de ce genre d'affaires, ce doit être en qualité de partie principale et non pas en qualité d'agent, car il serait difficile pour les fonctionnaires de faire la distinction entre une Compagnie et une autre, et une fois cette distinction faite, elle serait considérée comme une garantie absolue de la solvabilité de la Compagnie, et en cas d'insolvabilité de la part de celle-ci, on prétendrait exiger de l'Etat qu'il satisfasse à ses obligations à sa place. Le gouvernement a en mains un projet de loi qui sera sans doute proposé l'année prochaine pour remédier en grande partie au mal en exigeant le dépôt d'un cautionnement ; nous aurons ainsi une liste des Compagnies solvables et nous

l'utiliserons aussitôt pour mettre les deux parties en rapports. »

Devant cette promesse, M. Cochrane retira son amendement. Par une loi du 28 août 1907 (1), en effet, « les dispositions des lois sur les Compagnies d'Assurances-Vie votées entre 1870 et 1872 furent étendues aux Compagnies, établies avant ou depuis le vote de ladite loi, qui se chargent d'assurer les patrons contre leur responsabilité envers les ouvriers à leur service. »

Les garanties de solvabilité apportées par cette loi ne sont pas encore bien grandes : les Compagnies sont obligées de déposer, à la garde du Ministère du Commerce, un cautionnement de 20.000 livres st. (500.000 francs), de lui remettre tous les ans un rapport sur leurs opérations et tous les 5 ans un état estimatif de leur actif et de leurs responsabilités. A part ces obligations, l'Etat n'a pas, croyons-nous, de pouvoir particulier de surveillance sur ces Compagnies et ne peut pas les contraindre à se dissoudre.

Cette loi a donc pour but d'empêcher la création des Compagnies-Champignons plutôt que de les obliger à avoir toujours un fonds de réserve suffisant. Elle ne s'applique d'ailleurs pas aux Associations mutuelles de patrons, et l'obligation au dépôt du cautionnement ne s'applique pas aux Compagnies qui ont entrepris l'Assurance Accidents avant le vote de cette loi.

Pour donner un semblant de satisfaction aux représentants des ouvriers, une Commission Ministérielle de 7 membres (2) fut nommée le 1^{er} Mars 1907 avec mission de « rechercher s'il est praticable, et dans ce

(1) Employer's liability insurance Cies ect. (7 Edw. VII chap. 46).

(2) M. Cochrane en faisait partie.

cas s'il est désirable que la Poste fournisse des facilités pour l'assurance des patrons contre les accidents. » Après 10 séances et l'audition de 23 témoins, la Commission déclara qu'il lui était impossible de conseiller aucune intervention immédiate de la Poste, soit comme partie principale, soit comme intermédiaire et cela pour plusieurs motifs dont le moins curieux n'est certes pas celui-ci : « la pression déloyale que l'on pourrait faire sur les membres du Parlement pour empêcher que chaque cas ne soit traité selon ses mérites. » (1)

Une réforme d'une importance sociale autrement grande, c'est-à-dire l'institution de l'Assurance obligatoire, avait été proposée par le Departmental Committee en 1904 et fut maintes fois demandée au Parlement au cours des discussions qui précédèrent le vote du W. C. A. 1906.

« Alors même, disait le Departmental Committee (2), que notre législation serait modifiée dans le sens que nous venons d'indiquer (contrôle et réglementation de Compagnies d'Assurances) les difficultés et le danger que fait naître l'éventualité de la déconfiture du patron ne seront pas disparus, car il n'y a pour lui aucune obligation, autre que celle de son intérêt bien compris, qui le pousse à s'assurer ; et combien nombreux sont actuellement et combien plus nombreux encore seront dans la suite, si l'Act de 1897 est généralisé, les patrons qui, soit par ignorance, soit par négligence, soit parce qu'ils ne peuvent matériellement le faire, ne s'assureront pas, ou s'ils s'assurent au début, laisseront ensuite tomber leur police.

(1) Cf. Report of the Departmental Committee Cd. 3568 et minutes of évidence ed. 3569.

(2) Report p. 123 parag. 318. — Cf. Auguste Monnier « Le problème de l'Assurance » Revue d'Economie Pratique juin 1905.

Cette difficulté, comme tant d'autres auquel le système actuel donne prise, ne pourrait être résolue qu'en substituant à la responsabilité personnelle et individuelle du patron, la garantie d'un fonds dont la solvabilité serait assurée de toute manière... Il est plus que probable que l'Etat devra, désormais, dans ce problème de l'Assurance-Accidents, se reconnaître des attributions plus grandes. De nombreuses personnes interrogées par nous au cours de cette enquête se sont déclarées partisans d'un système d'Assurance Nationale basé sur la contribution des patrons et les déchargeant de toute responsabilité personnelle. Il est certain que cette proposition et d'autres analogues seront soumises d'ici peu au Parlement et y seront examinées avec toute l'attention qu'elles méritent. »

Devant la Chambre des Communes, Sir Charles Dilke proposa à plusieurs reprises (1) l'adoption du système français : « L'assurance obligatoire est, sous une forme ou sous une autre, à la base de tous les perfectionnements que l'on nous propose. La chose la plus extraordinaire dans toute cette partie de notre législation industrielle, c'est que nous n'avons jamais prêté la moindre attention à ce qui se passe à l'étranger. Nous sommes désespérément en retard sur tous les pays d'Europe en cette matière et, comme nous n'avons jamais pris part jusqu'ici à aucune conférence internationale, nous ne savons pas que tous les problèmes qui nous préoccupent maintenant ont été étudiés et résolus par tous les pays étrangers. Que ce pays ne soit pas vraisemblablement disposé à adopter le système allemand, cela a été clairement démontré lors de l'introduction du Bill original et vu encore plus clairement depuis. Mais le sys-

(1) P. D. vol. 154 p. 906. — vol. 155 p. 523.

tème allemand n'est pas le dernier mot qui ait été dit sur ce sujet : le système français corrigé, qui a été adopté par beaucoup d'autres pays, pourrait fort bien être adopté dans celui-ci ; quoiqu'il soit extrêmement compliqué et n'ait pas la simplicité du système allemand, il résoud toutes les difficultés, et en tirant l'argent de quatre sources différentes, il donne la sécurité à tout le monde. Cependant, je ne sais pas comment cette question pourrait être soulevée dans le Bill, car elle est opposée à toute la tournure du Bill et a tout l'esprit de la législation anglaise en ces matières....

« L'autre jour, cette Chambre semblait disposée à bénir presque unanimement le principe de l'assurance universelle.... mais elle s'est contentée de cette démonstration et ne fait rien pour le mettre en pratique : ce n'est cependant pas une question neuve ; dans ces dernières semaines, on a prétendu qu'un changement si soudain serait prématuré, mais 1893 est déjà loin et on disait, alors déjà, que la chose était prématurée ! »

Le 10 Avril 1906, M. Joseph Walton (Yorkshire-Barnsley) (1) préconisait une autre solution. « Si, disait-il, les patrons se couvrent contre tous leurs risques auprès des grandes Compagnies d'assurances, le nombre des procès va augmenter au lieu de diminuer et les patrons continueront à subir le discrédit inhérent aux procès que les Compagnies soutiendront à leur place. Je propose, pour simplifier, réduire le nombre des litiges et éviter les frais, de grouper entre eux les représentants de chaque profession et d'instituer un système d'Assurances mutuelles.

Cependant, il y a une question qu'il faut prendre en considération dans tout système d'assurance obligatoire ;

(1) P. D. vol. 155 p. 1192.

c'est celle de la suppression de la responsabilité personnelle du patron, responsabilité qui les pousse à faire tous leurs efforts pour protéger la vie et les membres de leurs ouvriers. »

Le Sous-Secrétaire d'Etat au Home-Department (1) : « On a proposé un système d'assurance obligatoire et on a accusé le gouvernement d'avoir manqué de courage en négligeant cette question. Or, sir Charles Dilke a reconnu que le système allemand ne conviendrait pas à l'Angleterre, et qu'en France, il n'y a pas réellement d'« assurance obligatoire » ; tout ce qui y est accordé, c'est une garantie de l'Etat... »

Sir Charles Dilke : « En France, l'ouvrier obtient forcément son argent. »

Le Sous-Secrétaire : « Oui, mais seulement après que le patron a été mis en faillite : cet état de choses ne plairait certainement pas à mes honorables collègues, car ils désirent épargner le petit patron et ne pas l'exposer à la faillite comme c'est le cas en France (2).

On a parlé encore d'établir une assurance universelle par l'intermédiaire de la Poste ou par d'autres moyens : mais comment serait-il possible de contrôler les demandes d'indemnité ? Comment un « département » de l'Etat comme la Poste pourrait-il s'assurer que l'homme a été blessé dans son travail, qu'il n'est plus apte au travail, et autres questions délicates ? Il faudrait chaque fois payer ou aller devant le Tribunal.

On a ensuite proposé d'obliger tous les patrons à assurer tous leurs employés à une Compagnie d'Assuran-

(1) P. D. vol. 155 p. 1215.

(2) On peut se demander quelle autre solution plus avantageuse l'act de 1906 a donnée : non seulement il expose le patron à la faillite aussi bien que le système français mais si l'actif est insuffisant, l'ouvrier, malgré son privilège ne recevra pas tout son dû !

ces ; a-t-on considéré les moyens par lesquels on appliquera une semblable disposition ? Veut-on que les inspecteurs aillent le long de chaque rue, frappant à toutes les portes et demandant à voir la police d'assurance de chacun des domestiques de la maison, ou de chacun des ouvriers de l'atelier ? Nous assurons nos maisons, non pas parce que la loi nous y oblige, mais pour éviter le risque de perdre de l'argent ; ainsi, un système sous lequel une perte d'argent est le résultat naturel de la négligence ou de l'insouciance serait un système naturel d'Assurance obligatoire (compulsion) ».

M. Gladstone (Home-Secretary) (1) : « Je voudrais faire comprendre à la Chambre que, dans les circonstances présentes, il a été et qu'il est encore impossible pour le Gouvernement de trancher actuellement cette question d'une Assurance Nationale : d'abord notre temps est limité et ensuite il serait, je l'avoue, imprudent de traiter cette très importante question sans une enquête plus approfondie.

Nous reconnaissons qu'il n'y a rien de définitif dans le présent système. Nous admettons tous que quelque système d'Assurance obligatoire sera éventuellement nécessaire, mais cela entraîne un très grand nombre de questions difficiles qui doivent être étudiées à fond avant que l'on puisse rien entreprendre. Il est tout à fait certain que si je laissais espérer au Parlement qu'il est praticable ou au pouvoir du Gouvernement à l'heure actuelle de traiter cette question de l'Assurance nationale et obligatoire, ce serait illusoire (illusory). Je reconnais que le principe de l'assurance obligatoire, quelque forme qu'il prenne, est juste et doit être adopté aussitôt que possible comme solution générale de la question.

(1) P. D. vol. 155 p. 537.

C'est pourquoi je ne vois aucun obstacle à ce qu'une enquête commence immédiatement. »

Sir Charles Dilke, sans retirer son amendement, se déclara satisfait des promesses du Home Secretary, et la Chambre en resta sur ces déclarations qui avaient tout au moins le mérite de la franchise. On remarquera qu'aucun système nettement caractérisé d'assurance obligatoire n'a été proposé, même par les plus ardents partisans du système d'obligation : Tous demandent l'organisation d'un système, mais quel il sera, personne ne le dit, personne n'en a même une idée bien nette.

Cependant, un essai intéressant d'Assurance obligatoire, d'après le système préconisé par M. Joseph Walton a été tenté, en ce qui concerne les maladies professionnelles, sur la proposition qui en fut faite par le Gouvernement le 5 décembre 1906 (1). Il est indiqué par le parag. 7 de l'art. 8 dans les termes suivants :

« Si, après enquête effectuée à la demande de tout patron ou ouvrier employé dans une industrie à laquelle le présent article s'applique, il est constaté qu'une Compagnie ou Société « mutuelle » d'assurances contre les risques qui résultent de cet article a été établie pour cette industrie et que la majorité des patrons engagés dans cette industrie sont assurés contre de tels risques à cette Compagnie ou Société, le Secrétaire d'Etat pourra, *si celle-ci y consent*, rendre une ordonnance provisoire obligeant tous les patrons de cette industrie à s'assurer à ladite Compagnie ou Société, dans tels termes, sous telles conditions et sous réserve de telles exceptions que cette ordonnance pourra prescrire.

Lorsqu'une telle Compagnie ou Société existera, mais qu'elle sera seulement composée de patrons d'une loca-

(1) P. D. 166 p. 1022.

lité ou d'une catégorie particulières, le Secrétaire d'Etat pourra, pour la mise en œuvre du présent paragraphe, considérer cette industrie, telle qu'elle est exercée par les patrons dans cette localité ou dans cette catégorie comme constituant une industrie séparée.

L'ordonnance provisoire rendue en vertu du présent paragraphe n'aura aucune force exécutoire tant qu'elle n'aura pas été approuvée par le Parlement, et toute personne intéressée sera admise à y faire opposition pendant que le Bill confirmatif sera en discussion devant l'une ou l'autre Chambre. »

Ce paragraphe a été rédigé à la demande de l'industrie des Poteries, mais ses termes sont si compréhensifs qu'il peut avoir une bien plus large application et que ses dispositions peuvent être étendues à toutes les industries énumérées dans la troisième annexe et à celles qui y ont été ajoutées par ordonnance du Secrétaire d'Etat dans les conditions que nous avons étudiées ci-dessus.

M. J. Ward expliquait au Parlement pourquoi les ouvriers des Poteries étaient si fort en faveur du principe posé par l'amendement : « C'est d'abord que, sans ce principe, il serait impossible d'amener beaucoup de petits patrons à s'assurer et, par conséquent, d'obtenir paiement des indemnités. En outre, il a un effet très marqué sur la diminution du nombre des cas de maladie, ce qui est, après tout, la question la plus importante à considérer. En effet, les Sociétés d'Assurances Mutuelles se réunissent une fois par mois et si elles constatent qu'une certaine Poterie a eu un trop forte proportion de cas de maladie, on envoie le Président pour visiter les travaux ; il fait une enquête et il continue ses inspections jusqu'à ce qu'il ait amené l'atelier au « type » (Standard) nécessaire pour la sécurité des ouvriers. Les

ouvriers eux-mêmes ont constaté que ces inspections périodiques, faites par les patrons mêmes qui sont responsables de l'indemnité, ont eu pour résultat une diminution du nombre des cas de coliques de plomb. »

M. Samuel Roberts (Sheffield-Ecclesall) : « Je ferai remarquer que cette disposition donne au Home-Secretary le pouvoir d'obliger les patrons à faire partie d'une de ces Sociétés mutuelles, sans que cette dernière soit même consultée. Or, ces Sociétés ont amassé de grands fonds de réserve et il ne serait pas juste de les obliger à recevoir un patron sans qu'on ait au moins consulté les directeurs sur les conditions de cette admission. Prenons par exemple le cas des charbonnages : il y a là de très fortes mutualités patronales qui n'acceptent que les patrons qui sont solvables et qui prennent les précautions nécessaires pour la prévention. Le Home Secretary aurait le pouvoir de forcer ces sociétés à recevoir des patrons qu'autrement elles refuseraient. Je crains que ce paragraphe ne fasse un tort sérieux à tout le système de l'assurance mutuelle qui avait grandi et prospéré comme entreprise privée sans l'intervention de l'Etat. Il faut donc ajouter au paragraphe ces mots « et sous réserve du consentement de la société. »

M. Herbert Samuel : « Aucun sujet n'a donné aux auteurs de ce Bill plus de trouble et d'anxiété que cette question de l'assurance mutuelle. Voici les trois raisons pour lesquelles nous proposons l'insertion de ce paragraphe : 1° Il évite la difficulté d'avoir à poursuivre plusieurs patrons quand un homme souffre d'une maladie au développement progressif et lent, et que cet homme a été au service de plusieurs patrons ; en ce cas, la société mutuelle paiera et aucune complication ne surgira ; 2° L'ouvrier sera garanti contre la faillite du

patron ; 3° La société se chargera d'amener au niveau convenable la sécurité dans les ateliers qui sont en retard sous ce rapport.

Je pense que les conditions requises sont suffisantes pour prévenir tout abus de pouvoir de la part du Home Secretary, mais nous ne voyons aucun obstacle à l'insertion des mots « et si les directeurs de la société y consentent » ». L'amendement Roberts fut donc adopté.

M. Frederick Banbury (City of London) (1) : « La question extrêmement importante qui nous est posée n'est pas celle de l'organisation de l'assurance mutuelle, mais bien celle de savoir si, oui ou non, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, un patron sera obligé, malgré sa volonté, d'entrer dans l'une de ces sociétés ; le patron, à qui le Home Secretary imposera l'obligation de s'assurer, va-t-il se voir dire qu'il doit payer 5.000 livres sterling pour participer à ce fonds ? Jamais une pareille loi n'a été introduite dans ce pays. D'autre part, si l'on introduit dans la société un mauvais patron qui conduit son affaire négligemment, ne va-t-il pas détruire l'exactitude de l'estimation actuarielle qui avait été faite de la société à l'époque de son admission ? »

Les craintes de sir Banbury paraissent peu fondées, en présence des conditions nombreuses et restrictives qu'exige le parag. 7 de l'art. 8. Cet essai d'assurance obligatoire est d'ailleurs le seul qui ait tenté par le W. C. A. 1906 ; peut-être permettra-t-il de donner une solution satisfaisante aux difficultés que soulèvera sans aucun doute le principe nouveau introduit par cet Act relativement aux maladies industrielles, et de répartir la

(1) P. D. vol. 166 p. 1032.

charge de la réparation de ces maladies sur l'industrie tout entière.

Mais, en ce qui concerne les accidents proprement dits, la question si importante de l'assurance obligatoire, dont le principe a été formellement reconnu par le Législateur, n'a pas avancé d'un pas dans le domaine de la réalisation pratique.

N'y a-t-il même pas, pour le patron, un moyen bien simple de se décharger en réalité de toute la responsabilité que lui impose la loi, en faisant payer par ses ouvriers les primes d'assurance contre les risques d'accidents ? La chose s'est faite, paraît-il : le patron, au jour de paye, remettait à l'ouvrier la totalité de son salaire, mais en même temps, il lui remettait une petite feuille de papier sur laquelle était mentionnée une somme, par exemple 2 pence par livre st. de salaire, somme que l'ouvrier payait immédiatement au caissier ; il avait été expliqué aux ouvriers que cette somme était destinée à couvrir les primes que le patron payait pour se couvrir contre ses propres risques. La manœuvre était habile et il avait été jugé dans l'affaire *Owner v. Hooper* (1) qu'elle ne constitue pas un délit tombant sous le coup du *Truck Act 1831*, par ce fait que le patron remettait à l'ouvrier la totalité de ses salaires en monnaie ayant cours dans le Royaume.

Le 1^{er} août 1906 (2), sir Charles Dilke demandait au Gouvernement si son attention avait été attirée sur la page 57 du rapport annuel sur les *Factories and Workshops* où il était établi que cette pratique de faire payer aux ouvriers, sur leurs salaires, des sommes plus que suffisantes pour couvrir les primes se perpétuait.

(1) 1903. — 89 L. T. 130.

(2) P. D. vol. 162 p. 1047.

M. Gladstone répondait : « J'ai connaissance du compte rendu auquel mon honorable collègue fait allusion. Conformément à la promesse faite le 4 août 1903 par mon prédécesseur, la question de ces déductions a été portée par le Home Office devant le Departmental Committee qui dit dans son rapport que « si cette pratique se montrait autre que très exceptionnelle, ce serait une question digne de considération que celle de savoir si les dispositions des Truck Acts ne seraient pas étendues pour mettre fin à ce mal. » Je suis de l'avis de la Commission et je pense qu'il faut traiter la question plutôt par un amendement au Truck Acts qu'au W. C. Act. Je sais que la Commission s'en occupe et qu'elle a déjà reçu des dépositions sur ce point. »

« Néanmoins, il n'y a apparemment rien dans la législation anglaise qui empêche le manufacturier de déduire le coût de l'assurance, pourvu qu'il le fasse conformément aux dispositions du Truck Act de 1896. Il n'y a, à notre connaissance, aucune décision judiciaire récente sur ce point particulier ; il est à croire que, ni les inspecteurs du travail, ni les ouvriers n'ont pensé que cela valait la peine d'un procès. » (1)

Privilège dans la faillite ou la liquidation judiciaire du patron.

Le Gouvernement avait repoussé en 1897 l'amendement dans lequel sir Charles Dilke proposait de donner à l'indemnité due à la victime de l'accident un rang de priorité dans la distribution de l'actif du patron en cas de faillite ou de déconfiture.

(1) Ces renseignements relatifs à la déduction des primes nous ont été aimablement fournis par Miss Sophy Sanger, Hon Secrétaire de la British Association for Labour Legislation.

C'est le Gouvernement qui, en 1906, par l'organe de M. Gladstone (P. D. vol. 166, p. 837) proposa une section additionnelle à l'art. 5 disposant que « les sommes, n'excédant jamais pour chaque cas particulier le taux de 100 livres st., dues à titre d'indemnité, et pour lesquelles le point de départ de l'obligation du patron s'établit antérieurement à l'ordonnance déclarant la faillite ou avant la date de la mise en liquidation, seront comprises parmi les dettes privilégiées qui doivent être payées de préférence aux autres dans la distribution de l'actif du failli ou de la société en liquidation.

Si l'indemnité consiste en une pension hebdomadaire, le montant dû de ce chef sera, pour l'application du présent article, considéré comme égal au montant de la somme en capital pour laquelle le paiement hebdomadaire, au cas où le rachat eut été possible, aurait pu être racheté par le patron agissant conformément à la première annexe de la présente loi.

Cependant, ajoute l'art. 5, les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas quand le failli ou la société en liquidation aura conclu comme il a été dit plus haut, un contrat avec des assureurs pour se garantir contre sa responsabilité.

Ainsi donc, ou bien le patron est assuré, et alors l'ouvrier a contre l'assureur une action directe ; mais, si la somme ainsi due par l'assureur, est insuffisante pour couvrir le montant de l'indemnité, l'ouvrier peut produire pour le solde dans la faillite, mais au rang des créanciers ordinaires et sans aucun privilège ; ou bien le patron n'est pas assuré, et alors la créance d'indemnité est classée parmi les privilèges généraux établis par l'art. 1^{er} de la loi de 1888 (1) sur les paiements privilégiés dans

(1) Preferential payments in Bankruptcy act 1888. — 51 et 52 Vict. ch. 62

la faillite et (pour l'Irlande) par l'art. 4 de la loi de 1889 (1), c'est-à-dire en concours avec : *a*) les impôts communaux et autres impôts locaux, contributions directes, impôt foncier et impôt sur le revenu dûs pour les 12 mois précédents — *b*) les gages des employés et serviteurs pour les 4 mois précédents sans excéder 50 livres st. — *c*) les salaires des hommes de peine et ouvriers pour les 2 mois précédents sans excéder 25 liv. st. — Il faut maintenant y ajouter *d*) le montant de l'indemnité due aux ayants droit des personnes tuées par accident, jusqu'à concurrence de 100 livres st. ou le montant du capital nécessaire pour le rachat de la pension due à la victime elle-même ; dans ce dernier cas, il paraît bien résulter du contexte que c'est sans limitation de somme.

L'art. 1, parag. 6 de la loi de 1888 décide que les dispositions ci-dessus s'appliqueront, dans le cas où une personne est morte insolvable, comme si elle avait été déclarée en faillite : la date de la mort sera considérée comme la date d'ouverture de la faillite.

L'art. 5 du W. C. A. 1906 prend soin d'ajouter que toutes ces dispositions ne s'appliqueront pas quand une société se liquide volontairement et seulement dans le but de se reconstituer ou de se fusionner avec une autre société.

(1) Preferential payments in Bankruptcy act 1889. — 52 et 53 Vict. ch. 60.

CHAPITRE VI

Du Contracting Out

La chose peut être la plus étrange dans la législation anglaise sur les accidents du travail, antérieure à 1897, c'était la facilité prodigieuse avec laquelle le patron pouvait se débarrasser de la responsabilité, déjà si restreinte, que lui imposait la loi.

Sous l'empire de l'E. L. A. 1880, il était permis au patron de passer avec ses ouvriers un contrat, aux termes duquel les ouvriers renonçaient à se prévaloir des droits que leur conférait cette loi, et les termes de ce contrat n'étaient soumis à aucune condition légale, ni à l'approbation d'aucune autorité publique. Cet arrangement pouvait aboutir à un abandon complet, et sans compensations, du droit que l'ouvrier pouvait avoir d'attaquer son patron en dommages-intérêts : l'ouvrier prenait pour lui tous les risques d'accidents et l'on considérait cet arrangement comme l'une des clauses et conditions de son contrat de louage de services.

Ce n'est pas tout : pendant que l'ouvrier était à son service le patron pouvait lui dire : « Je vous donne le choix de quitter mon service ou d'y rester ; mais si vous y restez ce n'est qu'à la condition que vous vous désistiez de tous les droits que vous accorde l'Employer's Liability Act. » L'ouvrier qui a besoin de son salaire pour vivre, et qui, d'ailleurs n'envisageait le risque d'accident que comme un danger très lointain et impro-

hablé, s'empressait d'accepter ces conditions et continuait son travail : cette continuation du travail était un consentement et, en cas d'accident, la victime ou ceux qu'elle faisait vivre de son salaire se voyaient réduits à la misère.

Ce n'est pas tout encore : si, après l'accident, en l'absence de toute preuve de fraude de la part du patron, l'ouvrier pressé par le besoin d'argent consentait à accepter une indemnité quelconque à la place du droit d'action que lui donnait l'accident, il se trouvait forcé du droit d'attaquer son patron, quoique l'indemnité qu'il en avait reçue n'ait peut-être pas été la dixième partie du préjudice qu'il avait éprouvé. Si sa mort s'ensuivait, ses ayants droit se voyaient également privés de tout recours (1). Il n'était même pas nécessaire que l'ouvrier ait connu toute l'étendue du préjudice qu'allait lui causer l'accident, pourvu toutefois qu'il n'ait pas été induit en erreur par de fausses représentations faites par ou pour le compte du patron (2).

Ces renonciations peuvent encore être invoquées par le patron, si, comme ils en ont le droit en cas de faute positive ou de négligence de la part du patron ou de ses préposés, les ouvriers préfèrent attaquer le patron en vertu de l'E. L. A. au lieu de Workmen's Compensation act. Mais le danger est bien moins grand qu'il ne l'était autrefois, puisque, si l'ouvrier échoue dans l'action qu'il a intentée d'après l'E. L. A., il peut se rejeter sur le W. C. act, et ne risque qu'une chose, c'est d'avoir à payer les frais de l'action intentée à tort.

Tout cela était une application de la maxime « Quivis

(1) Dorman V. Allen 3 F. 112. — Nous avons vu au contraire que, sous le W. C. A. l'ouvrier ne peut priver les représentants de leurs droits qui sont distincts des siens.

(2) Stewart V. Great Western Rail C*.

renunciare potest juri pro se introducto ». Belle liberté, en effet, que celle qui permet d'imposer de telles conditions à un ouvrier qui a besoin de travailler pour gagner son pain et qui se voit obligé de passer sous ces fourches caudines ! Comme le disait M. E. Edwards (1), « pour qu'un contrat puisse avoir quelque valeur il faut que les deux parties contractantes se soient trouvées dans une situation d'égalité et d'indépendance. »

Un exemple de l'application de la faculté pour l'ouvrier de contracter hors la loi (contract out) est fourni par l'affaire Griffiths v. Earl Dudley (2) : l'avant le vote de l'E. L. A. 1880 il existait dans les houillères du comte Dudley une Société de prévoyance (Benefit Club) dont la caisse était alimentée par parts égales avec les contributions du patron et des ouvriers. Le jour même de la mise en vigueur de l'E. L. A., c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1881, le patron fit circuler une notice imprimée déclarant que tous les ouvriers devaient continuer à faire partie de ce Club, que le patron continuerait à y contribuer pour moitié, et que, en considération de cette contribution et comme condition de l'emploi dans la houillère, toute personne ainsi employée s'engageait pour elle-même et pour ses ayants droit à ne demander indemnité que sur les fonds du Club ; ni le patron ni ses préposés ne seraient responsables par application de l'E. L. A. 1880. Un ouvrier fut tué et sa veuve fut déboutée de son action par la High Court : l'ouvrier, en continuant son travail avait tacitement acquiescé à l'arrangement proposé.

La veuve, dans ce cas, avait un recours contre la caisse du Club, mais l'ouvrier aurait pu aussi bien re-

(1) P. D. vol. 154 p. 911.

(2) 9 Q. B. D. 357.

noncer à ses droits sans aucune compensation. Il ne faudrait pas croire, cependant, que le patron cherchait toujours à se débarrasser de toute responsabilité en imposant à ses ouvriers le contracting out. Les ouvriers eux-mêmes y trouvaient souvent certains avantages, car, à ce contrat correspondait d'ordinaire la participation à une caisse d'assurances mutuelles, alimentée tant par les contributions du patron que par celles de l'ouvrier, et grâce à laquelle l'ouvrier obtenait « certitude de l'allocation d'une indemnité quelle que fût la cause de l'accident, paiement immédiat, affranchissement des risques et retards d'une instance, indemnité supérieure à l'indemnité légale. »

Les patrons n'étaient pas sans retirer quelques avantages indirects de l'organisation de ces caisses : ils évitaient les procès et s'attachaient les ouvriers. En revanche on a dit de ces accords hors la loi qu'ils étaient « la bête noire » des syndicats ouvriers qui voyaient dans ces mutualités mixtes des institutions de nature à affaiblir leur propre influence. Tous les efforts des représentants du Labour-party tendirent en 1897 à les faire supprimer, ou du moins à les faire soumettre à des conditions rigoureuses.

D'ailleurs le Workmen's Compensation Act, en introduisant en faveur de l'ouvrier de plus grandes facilités et une procédure plus simple, plus rapide et moins coûteuse pour obtenir judiciairement son indemnité, et en lui accordant cette indemnité dans tous les cas, sauf quand il y avait faute lourde de l'ouvrier, diminuait d'autant, par là-même, l'utilité de ces accords hors la loi. Néanmoins le Législateur a cru nécessaire d'en maintenir la possibilité tout en les soumettant à une réglementation des plus sévères.

Les parties ne peuvent plus, en principe, substituer les termes de leurs conventions privées aux dispositions de la loi. Cependant, dit l'art. 3 « si le Registrar des sociétés de secours mutuels, après une enquête auprès du patron et des ouvriers, certifie qu'un système d'indemnité, d'allocations ou d'assurance pour les ouvriers employés par un patron à un travail quelconque (qu'un tel système comprenne ou non en même temps d'autres patrons et leurs ouvriers) prévoit des échelles d'indemnité (scales of compensation) aussi avantageuses pour les ouvriers et leurs ayants droit que les échelles correspondantes contenues dans la présente loi, et s'il certifie également, lorsque le système stipule des contributions de la part des ouvriers, que ledit système confère des avantages au moins équivalents à ces contributions et s'ajoutant aux avantages auxquels les ouvriers auraient eu droit en vertu de la présente loi ; s'il certifie encore que la majorité des ouvriers auxquels le système sera applicable (majorité constatée par un scrutin) est en faveur d'un tel système, le patron peut, pendant toute la durée pour laquelle ce certificat est accordé, convenir avec chacun de ces ouvriers que les dispositions de ce système seront substituées à celles de la présente loi, et dès lors les obligations du patron seront réglées uniquement d'après ce système.

En dehors de ce qui vient d'être dit, la présente loi sera applicable nonobstant toute convention faite postérieurement à son entrée en vigueur .»

De ce texte quelque peu compliqué il résulte qu'il faut actuellement, pour qu'un contrat hors la loi soit licite et valable :

1° Une enquête par le Registrar auprès du patron et des ouvriers.

2° Un vote favorable de la majorité des ouvriers intéressés.

3° L'établissement de taux d'indemnité au moins aussi avantageux pour les ouvriers que ceux de la loi et, s'il y a lieu, d'avantages supplémentaires au moins équivalents aux contributions des ouvriers.

4° Que le système ne contienne aucune obligation pour l'ouvrier d'y adhérer, comme condition de son engagement par le patron, mais contienne au contraire une disposition permettant à l'ouvrier de se retirer quand il lui plaira (en abandonnant semble-t-il le montant des cotisations payées jusque-là.

5° Que le Registrar estime juste de délivrer un certificat autorisant la mise en application du système.

Ce certificat est donné pour une période limitée, d'au moins cinq ans ; il pourra être renouvelé de temps en temps, avec ou sans modifications, mais la loi donne au Registrar le pouvoir de le révoquer en tout temps s'il lui est démontré par les ouvriers que le « schème » n'est plus conforme aux conditions énumérées ci-dessus, ou que ses dispositions sont violées ou que le système n'est pas loyalement appliqué ou que des raisons suffisantes exigent cette révocation. La loi impose encore au patron l'obligation de répondre à toutes les enquêtes et de fournir tous comptes, relatifs au système, que le Registrar pourra exiger.

Les précautions les plus minutieuses ont été prises contre tout abus possible de la part du patron. C'est ainsi que M. Walsh (1) se déclarait embarrassé pour découvrir quel intérêt les patrons pouvaient avoir en réalité à contracter hors la loi, puisqu'ils vont être obligés de donner à leurs ouvriers au moins autant que ce que le W. C. Act accorde à ceux-ci.

(1) P. D. vol. 166 p. 802.

M. Cocherane : « Bien souvent ces « accords » coûtent, non seulement autant, mais plus que les patrons n'auraient à payer d'après la loi. Mais l'une des principales raisons pour lesquelles ils les désirent, c'est qu'ils veulent la paix : ils désirent s'arranger avec leurs propres ouvriers et établir, de concert avec eux, un règlement grâce auquel, en cas d'accident, le patron et l'ouvrier connaissent exactement ce qu'ils ont l'un à payer, l'autre à recevoir : l'argent sera versé immédiatement, sans contestations et sans avoir recours à l'arbitrage ou à la justice... »

Cependant les ouvriers ne s'estimaient pas encore satisfaits. M. Walsh (P. D. vol. 155 p. 550) déclarait « despotiques » les pouvoirs conférés au Registrar et M. William Abraham se déclarait ainsi que ses amis absolument opposé au contracting out : « Notre expérience disait-il, en a été des plus amères (most bitter). Les injustices que les ouvriers ont souffertes ont été plus grandes que le Home Secretary ne pourrait le croire : des ouvriers qui versaient des cotisations de 3 pence (0 fr. 30) par semaine ont reçu moins que ceux qui ne payaient rien du tout. Si un homme était assez indépendant pour ne pas adhérer au « scheme », on lui signifiait dans les trois jours qu'on avait plus besoin de ses services. »

M. Herbert Samuel : « Si ce cas se représente, il tombera sous le coup du parag. 4 qui prévoit la révocation du certificat si le système n'est pas loyalement appliqué. En outre le parag. 3 décide qu'aucun système ne pourra être certifié s'il ne contient pas une clause permettant à l'ouvrier de se retirer... »

M. Clavell Salter : « Je demande la suppression de cette disposition du parag. 3 qui rendra le contracting

out pratiquement impossible : pour le patron la première condition essentielle d'un système c'est qu'il présente certaines garanties de permanence ; autrement le patron ne s'en soucie pas du tout : or l'ouvrier pourra, à son bon plaisir se retirer du système qu'il a accepté, alors même qu'il n'aurait rien à lui reprocher. C'est la mort du contracting out. »

Une difficulté qui vaut la peine d'être signalée s'était élevée en raison de la nouvelle rédaction de la loi : celle-ci dit en effet que le système devra fournir « des taux de réparation (scales of compensation) non moins avantageux... » Voici l'explication que donnait le Solicitor General (1) de cette nouvelle rédaction : « D'après l'Act de 1897, le Registrar devait s'assurer qu'un schème n'était pas, au total (on the whole) moins favorable pour les ouvriers que la loi. C'était là la seule condition pécuniaire: il pouvait y avoir un taux d'indemnité plus bas, cela n'empêchait pas le Registrar d'estimer que le schème était « in globo » aussi favorable aux ouvriers, à raison des autres avantages qu'il leur conférait. D'après le présent Bill, le Registrar doit s'assurer non seulement que le taux de l'indemnité n'est pas inférieur à celui de la loi mais que, aux contributions de l'ouvrier doivent correspondre des avantages supplémentaires au moins équivalents à ces contributions. »

Interpréter à la lettre cette disposition de la loi c'eût été rendre inutile la faculté de contract out, car si le patron veut donner « dans chaque cas » plus que la loi ne l'y oblige, il n'a pas besoin pour cela de se lier par contrat ! Le Registrar consulta donc à ce sujet les Law-Lords et il lui fut répondu qu'il n'était pas privé du pouvoir d'appréciation qui lui avait été donné en 1897

(1) P. D. vol. 166 p. 808.

pour comparer les avantages du schème avec ceux de la loi. « Les échelles d'indemnité n'ont pas besoin d'être absolument identiques : le Registrar a encore le droit de considérer ces échelles « in globo » (as a whole) et une échelle peut être certifiée comme non moins favorable qu'une autre quoique, dans un cas particulier, l'indemnité puisse se trouver moindre d'après la première que d'après la seconde. »

En outre le Registrar aura encore le pouvoir de certifier des schèmes qui, dans le cas de mort ou d'incapacité permanente ou temporaire, offrent des avantages qui sont, en ce qui concerne chacune de ces trois catégories, d'une valeur équivalente aux avantages conférés par la loi ; mais il n'est pas exigé que les avantages du schème soient « identiques » à ceux de la loi : le Registrar pourra prendre aussi en considération tous les avantages extraordinaires prévus par le schème et non mentionnés par l'act, tels que pensions, soins médicaux gratuits, etc.... (1).

Prenons-en pour exemple le schème certifié le 30 août 1907 (2) pour la South Metropolitan Gas Co. C'est, nous a dit le Registrar, l'un des plus remarquables.

La Compagnie emploie 5.429 ouvriers dont 3.970 avaient voté en faveur du schème. Celui-ci prévoit les indemnités suivantes :

1° Cas de mort d'un ouvrier laissant des ayants droit qui vivaient complètement ou en partie à sa charge : substitution au capital, ordinairement payable en cas de mort, d'une rente « viagère » (cessant en cas de

(1) Ces renseignements nous ont été aimablement fournis par M^r J. D. Stuart Sim, chief Registrar.

(2) Scheme N° 102. V. Report of the Chief Registrar of Friendly Societies for the year ending 31 déc. 1907. — art A page 26.

remariage) allant de 10 à 20 sh. par semaine pour la femme et les enfants.

2° En cas de mort d'un ouvrier ne laissant pas de personnes à sa charge : paiement d'un capital n'excédant pas 10 livres st. (tarif légal).

3° Incapacité totale de travail : 18 sh. par semaine (le maximum légal est de 20 sh.) « depuis la date de l'accident » et soins médicaux gratuits.

Les mineurs de 21 ans recevront 9 sh. par semaine et les soins médicaux gratuits.

Incapacité partielle : Travail garanti après la guérison avec un salaire d'au moins 24 sh. si l'ouvrier est incapable de reprendre son travail ordinaire.

Avantages extraordinaires : 18 sh. pour la première semaine d'incapacité dans tous les cas où l'incapacité dure plus de « trois » jours.

Soins médicaux et chirurgicaux gratuits.

La contribution des patrons n'est pas fixe : ils s'engagent à fournir les sommes nécessaires pour maintenir la Caisse en état de solvabilité.

La contribution des ouvriers est de 1 penny par mois (1 franc 25 par an) au maximum et de 1 penny par trimestre (0 fr. 40 par an au minimum).

Le schème du Conseil municipal de Woolwich, certifié le 19 août 1907 (n° 101) accorde, outre les indemnités légales ordinaires, un versement hebdomadaire, variable avec la durée des services de l'ouvrier, dans les cas de maladie « ordinaire », autre que celles qui proviennent directement de l'accident. Les ouvriers n'ont à fournir aucune cotisation...

Comme on le voit, nous sommes loin du contracting out tel qu'il était licite de le pratiquer sous l'empire de l'E. L. A. 1880. Mais on peut alors se demander quel

avantage les patrons peuvent bien trouver à user de cette faculté ? Outre qu'ils évitent les ennuis et les frais d'un procès, ils attachent leurs ouvriers à leur entreprise et préviennent les grèves et les départs brusques des ouvriers, car ceux-ci perdent tout droit, même sur le montant de leurs cotisations, quand ils sont congédiés ou quittent le service du patron.

Voici d'ailleurs ce que dit le Departmental Committee à la page 104 de son rapport : « Les représentants des patrons et des ouvriers, qui sont venus en grand nombre déposer devant la Commission en faveur du contracting out, ont fait ressortir les avantages suivants : étant basés sur l'active coopération des patrons et des ouvriers et administrés conjointement, ces schemes ont fourni le moyen d'assurer aux deux parties une variété d'avantages, pécuniaires ou autres, qui sont, soit tout à fait en dehors de la loi, soit fournis par elle d'une manière insuffisante. En particulier ils permettent d'indemniser facilement les accidents légers, de fournir des pensions spéciales pour la vieillesse et des échelles d'indemnité plus élastiques, et de traiter chaque demande dans un esprit de sympathie. Dans le cas des femmes veuves, des rentes peuvent être substituées au paiement d'un capital. Les ouvriers se surveillant l'un l'autre, la simulation peut être évitée et les accidents prévenus ; les risques de procès sont réduits au minimum et des relations amicales sont provoquées entre patrons et ouvriers... Nous sommes absolument convaincus que, là où le patron et les ouvriers s'efforcent de faire réussir leur scheme, les meilleurs résultats peuvent être obtenus. Mais à mesure que le Workmen's Compensation Act sera amélioré et étendu, la force de cette comparaison entre les avantages de ces schemes

et ceux de l'Act deviendra de moins en moins apparente. »

L'un des plus grands attraita que présentait le contracting out pour les ouvriers, avant le vote de l'act de 1906 était le paiement immédiat de la pension hebdomadaire à compter du jour de l'accident, en cas d'incapacité temporaire, puisque à cette époque, les 15 premiers jours étaient toujours perdus pour lui : cet attrait a disparu en grande partie depuis que l'act de 1906 fait dater la pension du premier jour de l'accident sauf quand l'incapacité dure moins de deux semaines.

Lors de l'enquête faite en 1904 par le Departmental Committee M. E. Brabrook ancien registrar, établissait (1) que, durant les 5 années expirant le 30 juin 1903, 55 schemes en tout furent mis en application ; le nombre d'ouvriers qui y avaient adhéré était de 129.335. — Un seul scheme fut certifié en 1903 : on peut voir par là qu'il n'a pas été fait grand usage de la faculté que reconnaît la loi. « Eu égard à la dépense et aux ennuis que l'application de ces schemes cause à la fois au patron et aux ouvriers, et qui dépassent considérablement les dépenses et les ennuis qu'ils auraient à supporter s'ils se bornaient aux dispositions beaucoup plus étroites de la loi, ce résultat n'est peut-être pas étonnant. » Durant ces 5 années, les paiements effectués avaient excédé de 75 % le maximum qui aurait été payable en vertu de l'act : 65 % de cette augmentation étaient dûs au versement pendant les deux premières semaines. Les contributions des ouvriers s'étaient montées à 214.636 liv. st. (2), celles des patrons à 329.045 liv. st.

(1) V. report of the Dep. Com. p. 103.

(2) Si l'on tient compte des sommes distribuées pendant les 15 premiers jours ainsi que les autres avantages extra légaux et

Du rapport du Registrar pour l'année 1907 nous extrayons les renseignements suivants : au 1^{er} juillet 1907 date de la mise en vigueur du W. C. A. 1906, 49 schémas étaient en application.

Sur ces 49 schémas, 22 furent re-certifiés jusqu'au 30 juin 1913 et 7 nouveaux furent approuvés.

Le Registrar fait observer que, quand des objections ont été soulevées par les ouvriers contre les dispositions d'un schéma, le sujet a été soigneusement discuté avec leurs représentants et a fait l'objet d'une enquête minutieuse et, quand des améliorations ont été jugées nécessaires, il a toujours trouvé les patrons disposés à satisfaire les desiderata des ouvriers.

Le rapport pour 1908 n'est pas encore paru, mais des renseignements qui nous ont été fournis au Registry, il résulte que 49 nouveaux schémas ont été certifiés en 1908 ; 47 établis exactement sur le même modèle, pour les Associated Employers of the Bristol Channel ports, un pour l'Earl of Shrewsbury Brereton Collieries Ltd. et le dernier pour Earl Waldegrave.

En somme, on peut dire que la loi n'encourage aucunement le patron à établir ces accords hors la loi : outre les ennuis qu'impliqueront leur formation et leur direction, il est peu probable que le Registrar approuvera des accords qui ne sont pas clairement plus avantageux pour l'ouvrier que l'Act lui-même. Qu'on ne parle donc plus d'injustice, de contrainte ou de fraude !

Il faut d'ailleurs observer que, si une majorité des ouvriers doit approuver l'accord, leur volonté ne lie aucunement la minorité : le patron doit contracter avec

des sommes qui restaient en caisse on voit que les ouvriers ont retiré de ces accords largement l'équivalent de leurs cotisations en sus de ce quoi la loi leur donnait droit.

chacun de ses ouvriers en particulier et chacun est libre d'adhérer ou non à l'accord. L'ouvrier peut se retirer, à toute époque semble-t-il, mais en abandonnant le montant de ses cotisations.

Quant à la disposition qui décide que le scheme ne devra contenir aucune clause exigeant de l'ouvrier qu'il y adhère, sous peine de se voir refuser la place qu'il désire, elle sera sans doute de bien peu d'utilité : le patron pourra toujours, avant d'engager l'ouvrier, lui demander s'il consent ou non à adhérer, et s'il n'y consent pas, refuser de le prendre à son service.

Par son adhésion l'ouvrier lie ses ayants droit aussi bien que lui-même puisque la loi décide que « le patron ne sera responsable que conformément au scheme ».

Mais voici une chose plus curieuse : il a été décidé en 1904 par la Cour d'appel dans l'affaire *Taylor v. Hampstead Colliery Co* (1) que l'ouvrier qui a contracté hors la loi a exercé l'option que, d'après la jurisprudence, lui donne l'art. 1^{er} (2-b) (2) et qu'il est forclo du droit d'intenter contre le patron une action en vertu de la Common Law ou de l'E. L. A. quand l'accident est dû à la négligence ou à l'acte volontaire du patron ou de l'une des personnes dont les fautes engagent sa responsabilité.

La loi ne contient aucune disposition obligeant le patron à garantir la solvabilité du scheme ou à payer l'indemnité, si, pour une raison quelconque, elle ne peut pas être obtenue de la Caisse affectée à son exécution. Ce sera au Registrar et aux ouvriers à prendre leurs précautions avant d'approuver l'accord.

(1) 1904. — K. B. 838.

(2) Voir plus haut page 192

Prévoyant le cas où les paiements faits en vertu d'un accord substitué à l'Act devaient être effectués par une société de secours mutuels à laquelle le groupement se serait affilié, la première Cédule de la loi (parag. 21) décide que certains articles de la loi de 1896 sur les sociétés de secours mutuels, relatifs aux limites dans lesquelles ces sociétés peuvent servir des annuités, ne s'appliqueront pas dans ce cas.

Enfin l'art. 3, parag. 5, décide que dans le cas où le certificat du Registrar est révoqué ou vient à expiration, les sommes ou garanties conservées pour l'application du système seront, après que les réserves auront été faites pour faire face aux risques déjà réalisés, distribuées selon les dispositions arrêtées de concert entre le patron et les ouvriers, ou déterminées, en cas de désaccord, par le Registrar des Sociétés de secours mutuels.

Remarquons, avant de quitter la question du contracting out, que certains schemes, qui, faute d'être recertifiés lors de la mise en vigueur du W. C. A. 1906 avaient été tacitement révoqués par application de l'art. 15 parag. 4 de cette loi, ont été rétablis depuis peu, comme c'est le cas pour l'entreprise du comte Waldegrave : après avoir essayé, pendant un peu plus d'un an, du régime légal, ses ouvriers ont préféré en revenir au régime de l'accord hors la loi : c'est donc qu'eux aussi y trouvent quelque avantage.

CHAPITRE VII

La Procédure

Pour qui connaît les extrêmes complications et les frais énormes de la procédure ordinaire en Angleterre, il n'est pas étonnant que l'on ait cherché à simplifier le plus possible cette procédure dans un cas qui requiert la rapidité et l'économie comme celui de l'ouvrier victime d'un accident de travail.

Ces deux qualités, le Législateur anglais a cru les trouver dans l'institution d'un système d'arbitrage : aussi décide-t-il (1) que « dans le cas où une contestation s'élève sur la question de l'obligation au paiement d'une indemnité par application de la présente loi (y compris le cas de contestation sur le point de savoir si la victime est un ouvrier auquel s'applique la présente loi, la contestation, à défaut d'accord amiable, sera réglée par voie d'arbitrage, en conformité de la présente loi. »

Toutes les questions s'élevant dans l'application du workmen's compensation act doivent donc être tranchées par voie d'arbitrage. Toutefois, ce n'est, naturellement, qu'à défaut d'arrangement amiable que l'on aura recours au mécanisme organisé par la loi ; la Cour d'appel a même posé en principe, dans l'affaire *Field v. Longden and sons* (2) qu'il faut qu'il existe

(1) Art. 1 paragr. 3.

(2) 1902 1 K. B. 47.

réellement une contestation entre patron et ouvrier pour que l'arbitre puisse accueillir une procédure d'arbitrage. Cette décision de la Cour d'appel était d'une grande importance, car il était auparavant, d'un usage fréquent de commencer la procédure arbitrale devant la Cour de Comté sans qu'il y ait aucune contestation et alors que le patron reconnaissait son obligation et était disposé à payer : cela se pratiquait, semble-t-il, dans le but unique d'obtenir une sentence exécutoire, alors que le même but aurait pu être atteint beaucoup plus simplement par l'Enregistrement au Greffe d'un extrait de l'accord amiable (3).

L'arbitrage peut avoir lieu soit devant un Comité représentant le patron et ses ouvriers, soit devant un arbitre unique choisi par les deux parties spécialement pour l'affaire en litige. Si les parties ne s'entendent pas pour avoir recours à cet arbitrage libre, l'affaire sera nécessairement portée devant le Juge de la Cour de Comté qui pourra déléguer ses pouvoirs à un suppléant, choisi par lui et qui aura les mêmes pouvoirs que lui.

I. Comité d'arbitrage. — S'il existe un Comité représentant un patron et ses ouvriers qui ait le pouvoir de régler pour eux les questions soulevées par la présente loi, toute difficulté qu'il y aurait lieu de trancher par voie d'arbitrage sera, sauf objection de l'une des deux parties notifiée par écrit à l'autre partie avant que le Comité ne se réunisse pour examiner l'affaire, réglée par l'arbitrage du Comité ou renvoyé par celui-ci, à son gré, à l'arbitrage prévu ci-après (2^e Cédule art. 1^{er}).

Ce système excellent du Comité mixte faisant l'office de bureau de conciliation ne semble pas avoir été

(3) Ruegg 7^e édition p. 438.

fréquemment employé sous l'empire de la loi de 1897. Il n'y avait en 1904 qu'un seul district dans le Royaume-Uni où la disposition de la loi que nous venons de citer ait été mise en application : c'était le Comté de Durham où un accord était intervenu entre l'Association Mutuelle des propriétaires de houillères et l'Association des mineurs de Durham (1) ; cet accord qui intéressait à peu près tous les charbonnages du Comté et 90.000 mineurs avait permis d'établir un tableau des salaires de chacune des catégories d'ouvriers intéressés, et grâce à ce tableau, les indemnités en cas d'accident, étaient payées dans le plus bref délai et en quelque sorte automatiquement.

Pour se faire une idée du succès qui a accueilli ce système d'arbitrage, il faut savoir que sur 28.057 cas d'accidents non mortels survenus dans ces charbonnages entre le 1^{er} juillet 1898 et le 1^{er} juillet 1903, le nombre total des affaires qui vinrent devant le Comité fut de 205 : presque toutes les contestations furent arrangées soit par négociations, soit par l'arbitrage du Comité. 29 cas d'accidents non-mortels (sur 28.057) et 27 d'accidents mortels (sur 664) seulement furent portés devant les tribunaux et encore, dans un certain nombre de ces cas, les représentants des ouvriers eux-mêmes avaient trouvé que les demandeurs n'avaient aucun droit à faire valoir.

Après 5 ans d'expérience, M. Wilson, député et représentant des mineurs déclarait : Je n'ai jamais entendu que les plus grands éloges de ce système d'arbitrage et que de la satisfaction pour son applicatoin ».

« Malheureusement dit le Departmental Committee, l'excellent exemple donné par le Comté de Durham

(1) Rapport de la Commission Ministérielle page 42.

n'a pas été suivi ailleurs. Il faut le regretter, car, en somme, nous pensons que c'est probablement la méthode la plus heureuse qui ait été adoptée pour l'application de l'Act. »

De son côté le Juge Greenhow disait dans un rapport en 1900 : « Je pense et j'ai toujours pensé que le Tribunal idéal serait le Comité représentatif des patrons et des ouvriers, où ceux-ci se trouveraient en nombre égal et qui siègerait dans tous les districts du pays. Je suis sûr que si cela existait, le Comité traiterait ses affaires avec grand bon sens, promptement et pratiquement, en rejetant toutes les subtilités et cependant avec justice et à la satisfaction des deux parties. Sa décision devrait être définitive et sans appel aux Tribunaux. »

Dans l'état actuel des choses, les Comités mixtes ne tirent leur pouvoir de juridiction que du consentement des deux parties et chacune d'elles peut décliner leur compétence avant la réunion du Comité. Celui-ci d'ailleurs peut, à son gré soit entendre l'affaire et l'arbitrer lui-même, soit la renvoyer devant un autre arbitre.

L'arbitrage par un Comité n'est pas très commode en ce sens qu'il n'y a aucune procédure d'établie pour sa réglementation, sauf les règlements qui peuvent être faits par le Comité lui-même. En outre et surtout, le Comité n'a aucun pouvoir pour s'assurer la présence des témoins ou ordonner la production des pièces. Cependant une très grande amélioration a été apportée à cette situation en 1906 par le parag. 16 de la 2^e Cédule qui déclare que le Secrétaire d'Etat peut, par décision spéciale, soit sans conditions restrictives, soit sous telles conditions qu'il jugera utile, accorder à un Comité re-

présentant un patron et ses ouvriers, en ce qui concerne toute question dans laquelle le Comité agit comme arbitre, ou qui est tranchée par voie d'accord soumis au Comité et approuvé par lui, tout ou partie des pouvoirs conférés par la présente loi aux cours de Comté ou aux juges de Comté seulement...

Cette utile faculté accordée au Secrétaire d'Etat a été exercée par lui pour les mines du Comté de Durham (ordonnance du 25 juin 1907) : un Comité à qui l'on aura ainsi conféré le pouvoir de convoquer des témoins ou d'ordonner la production des pièces sera bien mieux armé pour faire justice.

Le parag. 16 ajoute «.... Le Secrétaire d'Etat peut dans son ordonnance déterminer comment et à qui l'indemnité sera payée dans les cas où elle aurait dû être payée en justice ; cette ordonnance peut exclure l'application des parag. (d) et (e) de l'art. 9 de la 2^e cédula (1) pour les accords amiables soumis au Comité et approuvés par lui, et elle peut contenir telles dispositions accessoires qui paraîtraient nécessaires au Secrétaire d'Etat.

Cette disposition a pour but de donner au Comité de larges pouvoirs pour régler le mode de paiement et l'emploi de l'indemnité : le Comité du Durham, par exemple, peut ordonner que, quand une pension hebdomadaire est due à une personne légalement incapable, elle sera, pendant la durée de l'incapacité, payée soit au Comité lui-même, soit à un administrateur nommé par lui, etc...

Le Comité peut toujours renvoyer devant le Juge de C.C. (County Court, Cour de Comté) toute question de droit qui s'élève au cours de l'arbitrage.

(1) Ces paragraphes permettent au greffier de la Cour de refuser l'enregistrement des accords amiables et au Juge de les faire effacer du Registre.

S'il n'y a pas de Comité, ou s'il n'a pas statué dans les 6 mois, ou si l'une des parties décline sa compétence, la connaissance de l'affaire passe au second tribunal arbitral autorisé par la loi et qui est.

II. L'arbitre nommé par les parties, si elles peuvent s'entendre sur ce choix. — Ici encore l'arbitrage est tout à fait en dehors de la procédure régulière : l'arbitre ne tient sa juridiction que du consentement des parties et il en résulte beaucoup d'inconvénients : l'arbitre n'a pas le pouvoir de s'assurer la présence des témoins ni la production des pièces ; il n'est même pas sûr (1) que chacune des parties n'ait pas le droit de lui retirer son autorité à toute époque antérieure au prononcé de la sentence et de rendre ainsi inutile la procédure déjà faite. L'arbitre ne peut pas réclamer l'assistance des employés de la C. C. — Enfin, comme il sera souvent en particulier, il éprouvera peut-être les plus grandes difficultés pour trancher les questions de fait et de droit des plus complexes qui se présenteront devant lui : il pourra alors renvoyer ces questions devant le Juge de la C. C., mais c'est pour lui une pure faculté. Sur toutes les questions de fait sa décision est définitive.

Après le prononcé de sa sentence il devra en envoyer un extrait à la C. C. pour le faire enregistrer : ainsi enregistrée sa sentence sera exécutoire comme un jugement de la Cour.

Si les parties ne s'entendent pas pour soumettre leur cas à un arbitre choisi par elles, la compétence d'un tribunal qu'ont été en pratique soumises, depuis 1897, troisième tribunal s'élève obligatoirement.

(1) Ruegg op. cit. page 447.

III. Le Juge de la Cour de Comté. — C'est à ce Tribunal qu'ont été en pratique soumises, depuis 1897, la plus grande partie des contestations qui se sont élevées dans l'application des W. C. acts. L'expérience a montré que les parties y trouvaient de nombreux avantages : le juge est un homme habitué à l'interprétation des lois ; il recevra l'aide de ses auxiliaires et, quoique siégeant en qualité d'arbitre, il peut exercer tous ses pouvoirs de juge (1).

Les parties n'ont rien à payer pour les services qu'il leur rend en qualité d'arbitre : en effet, dit le parag. 13 de la 2^e cédula, aucun droit de justice n'est dû avant le prononcé de la sentence à raison de cette forme d'arbitrage.

Le juge compétent sera celui du district dans le ressort duquel habitent toutes les parties en cause, ou, si elles résident dans des districts différents, celui du district où l'accident s'est produit, ou, en cas de maladie professionnelle, du district où l'ouvrier a été employé en dernier lieu au travail à la nature duquel est due la maladie (W. C. Rule 73).

Le Juge devra conduire l'arbitrage de la manière prescrite par la 2^e cédula de la loi et les règlements de cour faits pour son application : ses fonctions d'arbitre constituent une partie des fonctions de la Cour de Comté. Cependant il y a une différence entre ses pouvoirs ordinaires de Juge et ses pouvoirs d'arbitre : c'est qu'en cette dernière qualité il n'a pas le pouvoir d'ordonner une révision du procès, un « new trial » (2) ; mais comme il peut faire réviser sa décision relativement au montant de la pension hebdomadaire il ne semble pas que cela ait fait naître des difficultés dans la pratique.

(1) Ruegg p. 450.

(2) Montain V. Parr. 1899.

IV. L'Arbitre nommé par le Juge. — Dans le cas où le Juge de C. C., en Angleterre, se verrait empêché de remplir sa fonction d'arbitre, le parag. 3 de la 2^e cédula décide qu'il peut, avec l'approbation du Lord Chancelier, désigner un arbitre unique qui agira comme son suppléant.

Il semble, d'après la W. C. Rule 29 que le Lord Chancelier peut conférer d'une manière générale à une C. C. ce droit de renvoi ; mais dans chaque cas le choix de l'arbitre doit être approuvé par lui.

Le motif de ce pouvoir de renvoi n'est pas très clair : il paraît avoir été accordé pour éviter les retards quand le rôle d'une Cour est trop encombré pour permettre une solution rapide de l'affaire.

L'arbitre ainsi nommé par le Juge aura tous les pouvoirs de ce Juge, mais il ne connaît pas de l'exécution de sa sentence (W. C. R. '31). Il est soumis comme le Juge lui-même à l'application des règlements de Cour et les officiers du Tribunal doivent lui prêter leur concours. Il est payé par le Trésor.

— Nous avons fait remarquer que, en pratique, presque toutes les affaires dans lesquelles on n'avait pas pu aboutir à un arrangement amiable paraissent avoir été réglées par le Juge de C. C., agissant en qualité d'arbitre, et traitées plus ou moins comme des « affaires ordinaires » de la Cour. Il a, en conséquence été suggéré que la procédure spéciale d'arbitrage établie par le W. C. Act était superflue, et pourrait sans préjudice pour personne être abolie. Certains Juges la déclarent « incommode et encombrante »... Les avis sont très partagés sur cette question de l'arbitrage : il n'y a donc lieu de louer cette institution qu'avec réserve. Comme le disaient les Juges Whithorne et Mar-

ten : « Sans voir grand avantage au maintien de la procédure arbitrale, nous pensons que le mot et l'idée d'arbitrage ont pris possession de l'esprit du peuple et qu'il ne serait pas à propos de modifier l'état des choses. »

Enregistrement d'un extrait de la décision. — Lorsque le montant de l'indemnité a été déterminé ou qu'une pension hebdomadaire a été modifiée, ou qu'une autre question a été réglée en vertu de la présente loi, soit par un Comité, soit par un arbitre, soit par un accord amiable, un extrait de la décision doit être envoyé par le Comité, l'arbitre ou l'une des parties intéressées, au greffier de la Cour de Comté. Celui-ci devra, après s'être assuré de son authenticité, le transcrire sans frais sur un registre spécial et dès lors cette pièce devient à tous égards exécutoire comme un jugement de la Cour de Comté (2^e cédula art. 9).

Cette disposition a pour but non seulement de permettre l'établissement des statistiques (1), mais sur-

(1) Sous l'empire de l'act de 1897 les moyens dont disposait le Gouvernement pour se procurer des renseignements utiles qui lui permissent d'établir des statistiques étaient restreints et il devait avouer « que ses statistiques ne pouvaient pas atteindre la grosse majorité des cas de réparation des accidents du travail. »

Au contraire l'art. 12 de la loi de 1906 décide que « tout patron appartenant à une industrie à laquelle le Secrétaire d'Etat décidera d'appliquer le présent article, sera tenu d'adresser au Secrétaire d'Etat, chaque année et aux dates fixées par celui-ci un rapport exact indiquant le nombre d'accidents pour lesquels une indemnité aura été payé par lui pendant l'année précédente, ainsi que le montant de ces indemnités ou tous autres renseignements demandés par le Secrétaire d'Etat et relatifs à la réparation.

Toute infraction aux dispositions du présent article exposerait le patron à être poursuivi en conformité des lois sur la juridiction sommaire et condamné s'il est reconnu coupable, à une amende de 5 livres sterling.

Mettant en œuvre ce pouvoir le Secrétaire d'Etat a ordonné que des rapports de ce genre soient fournis par les patrons dans toutes les industries importantes : le Gouvernement n'en sera donc plus réduit aux renseignements que les patrons lui fournissaient bénévolement.

tout de protéger l'ouvrier et ses ayants droit contre les fraudes possibles de la part du patron ou de la Compagnie d'assurances qui auraient pu les circonvenir, par exemple pour les faire consentir à l'accord amiable. Elle avait déjà été insérée dans l'Act de 1897 avec un caractère impératif ; mais elle n'y avait reçu aucune sanction, et, en pratique elle était peu obéie, surtout en ce qui concerne les arrangements amiables, dont un grand nombre sans doute n'avaient pas été enregistrés.

Le Législateur de 1906 comprenant tout le parti qu'il pouvait tirer de ce procédé, lui a donné, dans les cas où la fraude était le plus à craindre, la plus énergique des sanctions en décidant que lorsqu'un accord amiable relatif au rachat d'une pension hebdomadaire par le paiement d'un capital ou un accord amiable réglant le montant de l'indemnité due aux représentants de la victime en cas d'accident mortel (1) ou à une personne atteinte de quelque incapacité légale, n'a pas été enregistré, ni ledit accord, ni même le paiement de la somme exigible en exécution dudit accord ne déchargeront le débiteur de l'obligation de payer l'indemnité ou de continuer à payer la rente, à moins qu'il ne prouve que le défaut d'enregistrement n'a pas été dû à une négligence ou à une faute de sa part.

Ce n'est qu'en cas d'arrangement amiable ou d'arbitrage institué par les deux parties en dehors du Tribunal qu'il y a lieu à cet enregistrement d'un extrait, car si la sentence est rendue par le Juge ou l'arbitre qu'il s'est substitué, elle fait immédiatement partie des archives de la Cour.

(1) Ces deux cas sont les seuls où l'indemnité consiste en un capital.

L'extrait, une fois signé par le Comité, l'arbitre ou les parties et déposé au Greffe, une copie en est envoyée à toute partie intéressée, qui a 7 jours pour contester l'authenticité de l'extrait ou faire opposition à son enregistrement. Le Juge de la Cour de Comté, peut, à toute époque, rectifier les mentions portées sur le registre.

Le greffier lui-même peut refuser l'enregistrement et en référer au Juge, si, après enquête qu'il considère comme suffisante, il est d'avis qu'un accord amiable relatif au rachat d'une pension hebdomadaire par un capital, ou au montant de l'indemnité due aux ayants droits du défunt, ou à une personne légalement incapable ne devrait pas être enregistré, soit en raison de l'insuffisance de la somme, soit parce que l'accord a été obtenu par fraude ou abus d'influence ou par tout autre moyen répréhensible.

Le juge peut en outre, dans les 6 mois de l'enregistrement ordonner que la mention de l'accord sera, pour les mêmes motifs, rayée du registre.

De l'appel. — Un comité d'arbitrage ou un arbitre, choisi par les parties ou nommé par le juge peut toujours, s'il le juge utile, soumettre à la décision du juge de C. C. toute question de droit qui l'embarrasse ; mais c'est pour lui une pure faculté. Il n'y a pas d'appel direct à la Cour d'appel, même sur les points de droit, contre la décision de ces trois catégories d'arbitres (1).

Au contraire un appel est donné devant la Cour d'appel (et non, comme d'ordinaire devant la High. Court) contre la décision du Juge de la Cour de Comté sur

(1) Gibson V. Wormald (1904) 2 K. B. 40.

tout point de droit, soit qu'il lui ait été ainsi soumis par l'arbitre, soit que le Juge ait siégé lui-même en qualité d'arbitre. L'appel est également permis contre toute décision ou ordonnance quelconque que ce juge a rendue en conformité de la présente loi, par exemple pour l'emploi de l'indemnité ou la taxation des dépens.

L'appel n'est possible que sur les questions de droit ou mélangées de fait ou de droit : sur le point de fait la décision de l'arbitre est irrévocable, en principe tout au moins, car, sous le prétexte de vérifier si la décision est basée sur une « évidence » suffisante, ou en prétendant y voir une question mélangée de fait et de droit, la Cour d'appel se reconnaît souvent le droit de réformer indirectement cette décision. C'est d'ailleurs le seul moyen d'obtenir dans la jurisprudence, l'uniformité qui est nécessaire pour donner à la loi une interprétation équitable, et l'on ne saurait blâmer la Cour d'appel d'empiéter un peu sur le domaine des juridictions inférieures.

CONCLUSION

Il serait certainement téméraire de prétendre porter, dès maintenant un jugement quelconque sur les résultats pratiques du Workmen's Compensation Act 1906 qui n'est entré en vigueur que le 1^{er} juillet 1907 : non seulement les rapports officiels qui pourraient nous fournir des renseignements utiles ne sont pas encore parus, mais, même, le seraient-ils, ce n'est pas par l'application faite pendant une année d'une pareille loi qu'on peut la juger ; il faut au moins une expérience de 5 ans pour permettre d'établir des moyennes qui aient quelque chance d'être exactes. Certaines années sont véritablement néfastes, et des catastrophes comme celle qui, au mois de février dernier, faisait d'un seul coup 108 victimes parmi les mineurs anglais, déroutent les prévisions et les calculs humains (1).

Cependant il faut se rappeler que l'Act de 1906, n'a pas été, comme son précurseur de 1897, une de ces lois qui introduisent dans la législation d'un pays ces grands principes nouveaux qui renouvellent le courant des idées et renversent les théories juridiques admises depuis des siècles : il n'a été que l'extension, très large assurément, mais prévue depuis le premier jour, d'un système que huit années de pratique avaient montré bienfaisant. Nous pouvons donc nous servir de l'expé-

(1) D'après les évaluations données par le comte Beauchamp à la Chambre des Lords le 14 décembre 1906, le nouvel act étend le bénéfice du risque professionnel à environ 6.000.000 de personnes parmi lesquelles 738.000 employés de bureau, 850.000 commis de magasin 2.000.000 de domestiques et 1.300.000 ouvriers d'ateliers.

rience acquise pendant cette période pour deviner quel sera probablement le résultat de la nouvelle loi ; nous employons à dessein le mot « deviner » car il ne faut pas cependant oublier que certaines des conditions d'application de la loi ont été largement modifiées, par exemple quand on a étendu le principe du risque professionnel aux plus petits patrons, alors que la loi de 1897 s'était efforcée de ne l'appliquer qu'aux grands « entrepreneurs » qui étaient en mesure de payer, sans dommage pour leur entreprise, l'indemnité due aux ouvriers, ou les primes nécessaires pour s'assurer contre leurs risques.

Une immense transformation s'est opérée dans la mentalité anglaise, depuis 1897 ; à cette époque, M. Chamberlain avait dû réaliser des prodiges d'habileté et de diplomatie pour faire accepter le principe du risque professionnel : on regardait alors avec terreur ce principe inconnu qui, par beaucoup de bons esprits, était considéré comme révolutionnaire. En 1906, au contraire, le Bill extensif est reçu avec un « chœur d'approbations et une unanime expression de satisfaction ». Le Parlement efface les importantes restrictions que contenait le projet de loi et vote une généralisation en masse, généralisation peut-être même un peu trop hâtive.

Un premier effet de la loi, d'ailleurs assez triste à constater est l'accroissement de la difficulté pratique qu'ont éprouvée les personnes âgées ou atteintes d'une infirmité quelconque pour obtenir du travail ou pour conserver leur emploi : non seulement un vieillard est souvent plus exposé qu'un jeune à être victime d'un accident, mais, plus l'ouvrier est vieux, plus seront vraisemblablement sérieuses les conséquences d'un accident même léger. Là même où le patron, par humanité, répugnerait à con-

gédier un vieux serviteur, il s'y verra forcé par les exigences des compagnies d'assurances qui refusent d'assurer les personnes présentant une cause d'infériorité physique quelconque.

En veut-on un exemple ? M. Taylor, secrétaire de l'Association Mutuelle d'Assurance de l'industrie du coton avouait devant le Departmental Committee (question 1914) que sa Société se voyait obligée d'exiger le renvoi des ouvriers qui souffraient de varices à la jambe, car il était à craindre qu'en se heurtant la jambe contre une machine, ils ne fussent victimes d'une hémorragie mortelle : « Nous sommes obligés, disait-il, de congédier ces ouvriers ; pendant les premières années nous n'y faisons pas attention, mais maintenant nous nous y voyons contraints. »

Si des sociétés mutuelles prennent de pareilles mesures, il ne faut pas s'étonner que les compagnies, ces « êtres anonymes, sans cœur et sans entrailles » qui n'envisagent que le point de vue commercial, se montrent encore plus rigoureuses !

Telle est la conséquence nécessaire du système de la loi, basé sur la responsabilité personnelle et individuelle du patron et il faudrait, pour y remédier, un système de responsabilité collective : le danger semblait assez grand pour justifier l'intervention du législateur. Pour alléger la responsabilité du patron, et par là-même encourager l'emploi des personnes âgées ou partiellement infirmes, la Commission proposait de permettre au patron et à l'ouvrier de « contracter hors la loi » sur le vu d'un certificat du médecin expert, pour décider entre eux quel serait le montant de l'indemnité sans cependant pouvoir descendre en dessous du taux de 5 shillings par semaine en cas d'incapacité de travail, ou

de la somme de 25 liv. st. en cas de décès. Les vieillards auraient été dispensés de la production du certificat.

Le Bill du 26 mars 1906 avait adopté ces propositions, mais seulement en ce qui concerne les ouvriers âgés : le patron avait été autorisé à conclure des arrangements spéciaux avec les personnes âgées de 60 ans au moins, arrangements aux termes desquels, en cas de mort, une somme maxima de 25 livres serait payée et, en cas d'incapacité de travail, une pension hebdomadaire de 10 sh. au maximum. Chose curieuse, c'est du côté des représentants des ouvriers que vint principalement l'opposition : M. Barnès trouvait « que le Home Secretary avait tout à fait sans nécessité appelé l'attention sur le cas des vieillards et qu'en édictant des dispositions spéciales à eux on attirait l'attention des patrons et qu'on les encourageait à s'en débarrasser, » et M. Walsh (P. D. vol. 155, pag. 550) déclarait « cette disposition est absolument insoutenable. Que l'on comprenne donc que si l'ouvrier âgé diminue d'utilité, ses gages et, par conséquent, le taux de l'indemnité sont automatiquement réduits ; il n'y a rien dans l'équité ou la logique qui justifie une pareille disposition. »

Au mois de décembre M. Gladstone modifiait les termes de sa proposition en « prenant soin de n'imposer aucun âge fixe auquel l'attention du patron ou de la Compagnie d'assurance pût être appelée sur la situation de l'ouvrier stigmatisé comme ne méritant plus de gagner les salaires d'un bon ouvrier. » D'après l'amendement, l'ouvrier âgé ou atteint d'une infirmité quelconque aurait pu, sur la production d'un certificat constatant qu'il était particulièrement exposé à de sérieux accidents, s'arranger à l'amiable avec son patron pour la fixation de l'indemnité, qui n'aurait pu excéder 50 li-

vres en cas de mort, ou une pension hebdomadaire de 10 sh. en cas d'incapacité.

M. Barnes : « Mes amis et moi nous nous opposons de toutes nos forces à cet amendement : un homme, à 40 ou 50 ans, pourra trouver que sa vue ou ses forces baissent, et il y aura pour lui une grande tentation de se faire donner un certificat grâce auquel il pourra contracter hors la loi (cris : « Pourquoi pas ? »)... Il y en a plusieurs raisons : en tant que syndiqués nous nous efforçons de maintenir un certain « type » (standard) de salaires et nous savons que tout ce qui rendrait facile pour un homme plus faible de se séparer de ses camarades et de vendre individuellement son travail pour un prix inférieur au standard, nuirait non seulement à cet homme, mais à toute la classe ouvrière. D'ailleurs, en général, les vieillards sont plus prudents que les jeunes gens, et en cas d'incapacité permanente, la durée de responsabilité du patron est beaucoup moindre. »

Le Sous-Secrétaire d'Etat : « Le Gouvernement reconnaît que les patrons pourraient se servir d'une disposition de cette sorte pour faire pression sur des ouvriers à qui elle ne devait pas réellement s'appliquer, et pour des raisons purement égoïstes l'amener à accepter un taux d'indemnité plus bas. Mais d'autre part le Gouvernement craint d'encourir la lourde responsabilité de priver de leur travail des milliers d'ouvriers ; il reconnaît qu'il y a beaucoup à dire des deux côtés. »

La proposition du Gouvernement fut repoussée par 241 voix contre 133. Depuis lors une loi du 1^{er} août 1908 sur les pensions de vieillesse a quelque peu amélioré la situation en accordant aux personnes âgées de 70 ans et dont le revenu annuel ne dépasse pas 787 francs 50, une pension hebdomadaire variable avec l'importance de ce

revenu, avec un maximum de 5 sh. (6 frs. 25) par semaine.

Mais en ce qui concerne les infirmes la question reste entière.

Si l'on met de côté ce premier effet, indirect d'ailleurs, de la loi, il n'est pas douteux que l'introduction dans la législation anglaise du principe du risque professionnel a été pour l'ouvrier un très grand bienfait : « Avant la mise en vigueur des W. C. acts, dit la Commission Ministérielle (1) il n'est pas exagéré de dire que le fardeau entier du préjudice causé par les accidents industriels était supporté par les ouvriers, sauf les nombreuses exceptions où ce fardeau était allégé par la générosité du patron, soit au moyen de secours immédiats, soit au moyen de cotisations à des caisses de maladie ou d'accidents. Peut-être la substitution d'une réclamation exécutoire en justice à l'assistance spontanée peut elle être dans certains cas regrettée comme nuisant aux bons rapports qui existaient entre patrons et ouvriers ; mais malgré cette considération il est nécessaire et juste d'accorder légalement à la victime d'un accident le droit absolu à une indemnité. Ce n'est que de cette manière que l'on peut obtenir quelque uniformité dans les secours et procurer à l'ouvrier et à ses ayants droit quelque garantie et cela, dans la grande majorité des cas, sans procès, sans délais et sans frais. »

En général, il semble que patrons et ouvriers soient d'accord pour reconnaître que le montant de l'indemnité est suffisant, qu'elle soit accordée sous forme de capital ou sous forme de pension. En ce qui concerne les procès, on a fait parfois à l'act de 1897 un mauvais renom en l'accusant d'avoir été la cause d'un nombre ex-

(1) Report p. 36.

cessif de litiges : il était à peu près impossible de se rendre un compte exact de la proportion des cas où l'affaire s'est arrangée à l'amiable avec ceux où l'on a dû avoir recours à la justice, car si, dans ces derniers, on avait des documents officiels, il n'en était pas de même dans les premiers ; la loi avait bien ordonné l'enregistrement de tout accord amiable ; mais comme elle n'avait donné aucune sanction à sa prescription, on en avait tenu peu compte. Mais si nous passons en revue les dépositions faites en 1904 devant la Commission par les représentants des patrons (1) et des ouvriers (2) nous entendons M. Thomas Richards, représentant de 130.000 mineurs du pays de Galles, déclarer que le « nombre des cas où les ouvriers ont dû recourir au Tribunal est infiniment petit (infinitesimally small) en comparaison du nombre des cas qui sont chaque jour arrangés à l'amiable. On peut poser en principe que ce ne sont que les affaires, où il y a une contestation quant aux faits, ou un point de droit à faire trancher, qui vont au Tribunal. »

Les patrons, de leur côté, déclarent en général que le nombre d'affaires où l'intervention de la justice est nécessaire, ne dépasse guère 1, 1 $\frac{1}{2}$ ou 2 % du nombre total ; mais plusieurs font remarquer que bien souvent les patrons porteraient l'affaire en justice ou du moins s'y défendraient s'ils ne craignaient les ennuis et les pertes de temps et d'argent ; il faut se rappeler, disent-ils, qu'un patron, même quand il triomphe, doit payer entièrement ses propres frais et ne peut pas, en fait, se les faire rembourser par l'ouvrier.

(1) MM. Robinson, Binns, Hargreaves, Colonel Bird, Holloway, Lawe, Lewis, Taylor, etc...

(2) MM. Cummings, Stevenson, Gill, Bell, Richards, etc-

Il faut bien se dire, d'ailleurs, qu'une certaine quantité de litiges était inévitable dans l'application d'une loi, bien imparfaite puisqu'elle était un premier essai, qui avait introduit des principes jusque-là inconnus ; ces litiges résultaient aussi en partie des restrictions et limitations, forcément arbitraires, de l'act de 1897 ; sa terminologie aussi avait pu être défectueuse, et enfin il y a un certain nombre de cas douteux qui s'élèveraient encore dans la loi la plus parfaite parce qu'ils résultent des complications de la vie industrielle : l'objet du Législateur doit être de les réduire au minimum (1). Un grand nombre des dispositions de l'act de 1897 se retrouvent dans celui de 1906 et par conséquent les décisions judiciaires (et en particulier celles de la Chambre des Lords qui fixent la jurisprudence) rendues sur les points difficiles, conservent toute leur autorité : les parties auront ainsi plus de facilité pour connaître exactement leurs droits et devoirs respectifs et s'arranger à l'amiable.

Nous avons signalé, en temps et lieu, les améliorations apportées par la nouvelle loi dans le but d'éviter les procès et spécialement celles qui sont relatives aux médecins-arbitres. Nous n'y reviendrons pas. Malgré tout il faut s'attendre à trouver dans certaines dispositions nouvelles, et en particulier dans celles qui sont relatives aux maladies industrielles de nouveaux « nids à procès. »

Une autre question qui est bien la plus importante

(1) Dans la note introductive de la « Statistics of proceedings » de 1905, le nombre d'affaires portées au Tribunal est évaluée à moins de 1 0/0 du nombre total des accidents.

Le nombre des procès en Angleterre, Ecosse et Irlande a été, en 1905, de 2.238.

quoiqu'elle passe souvent au second plan, derrière les préoccupations d'ordre pécuniaire, est la question de l'effet pratique de la loi relativement à la sécurité du travail et à la prévention des accidents.

Le sentiment de sa responsabilité a-t-il amené le patron à veiller davantage sur la vie et les membres de ses ouvriers ? La certitude de recevoir une indemnité dans tous les cas n'a-t-elle pas rendu les ouvriers plus imprudents ? La possibilité pour le patron de se décharger de ses risques en payant une prime à une Compagnie d'assurances ne le rend-elle pas indifférent ?... Ce sont là autant de questions infiniment complexes qu'il est d'autant plus difficile de résoudre que l'amélioration sensible dans les conditions de sécurité du travail qui a été constatée en Angleterre depuis une quinzaine d'années paraît devoir être attribuée à la réglementation légale du travail industriel édictée pour la prévention des accidents, bien plutôt qu'au Workmen's Compensation act qui ne vise qu'à leur réparation.

Comme le dit la Commission (1) : « Aucune preuve ne nous a été apportée qui nous permette de croire qu'une grande amélioration dans la sécurité du travail puisse être mise au crédit de l'act. En somme, nous nous sentons incapables de dire que l'application de l'act ait eu sur la sécurité des ouvriers aucun effet marqué, dans un sens ou dans l'autre. »

Au contraire il paraît certain que, sauf dans les cas où il a été fait usage de la faculté de « contract out » le W. C. act. a mis fin dans une large mesure aux Associations mutuelles mixtes dont la caisse était alimentée par les cotisations simultanées des patrons et des ouvriers. » On pouvait difficilement demander au patron

(1) Report page 32.

de contribuer aux fonds de ces Associations et de supporter en même temps le fardeau que la loi lui impose !

Quant aux sociétés de prévoyance dirigées uniquement par les ouvriers et dont la caisse est alimentée par leurs seules cotisations, il ne semble pas qu'elles aient vu en aucune façon leur activité diminuée ; leurs membres continuent à verser leurs cotisations pour la caisse accidents quoique la loi leur donne le droit de se faire indemniser par le patron ; ils recevront ainsi des deux côtés et les patrons se plaignent de ce que l'ouvrier, recevant chaque semaine, par le cumul de ces deux indemnités, une somme souvent égale, parfois même supérieure à son salaire, s'efforce de prolonger autant que possible la durée de l'incapacité temporaire, ce qui oblige le patron à continuer, plus qu'il ne serait juste, le paiement de la pension hebdomadaire qu'il doit à la victime.

Cependant, il ne faudrait pas croire que la situation de toutes les mutualités, patronales ou ouvrières, soit florissante et prospère ; beaucoup d'entre elles ont éprouvé des déboires en ce qui concerne l'assurance-accidents et dans son rapport concernant les effets du W. C. Act de 1897 sur les mutualités, M. F. Neison constate que les demandes d'indemnité ont dépassé de beaucoup toutes les prévisions et recherche, pour certaines d'entre elles, les moyens à prendre pour éviter la faillite !

Si nous passons maintenant à la question du fardeau pécuniaire imposé au patron par l'application du Risque professionnel, nous en sommes, ici encore, réduits à considérer les résultats de l'expérience acquise avant 1906 ; il serait téméraire de porter d'ores et déjà un jugement sur l'étendue du fardeau imposé par la nouvelle loi : les Sociétés Mutuelles et les Compagnies d'Assurances appliquent sans doute encore, pour les catégories de travaux

nouvellement assujetties, des tarifs d'essai, et ayant appris à leurs dépens combien il en coûtait de se faire de la concurrence au rabais, elles ont dû prendre leurs précautions pour se garder contre tout mécompte.

Or, c'est seulement par la moyenne des primes demandées pour chaque genre de travail que l'on peut se faire une idée exacte du fardeau imposé au patron puisque par le paiement de ces primes, il se décharge de toute responsabilité.

Nous pouvons cependant trouver des renseignements intéressants, puisque l'Act de 1897 s'appliquait à 6 millions au moins d'ouvriers, employés dans les industries considérées comme les plus dangereuses, et où, par conséquent, le fardeau a été le plus lourd pour le patron.

L'idée du Législateur, quand il votait le W. C. Act, était que le patron pourrait se rembourser du montant de l'indemnité en élevant le prix de ses produits. A-t-il pu le faire ? C'est peu probable, car il vendait sans doute déjà ses produits au prix le plus élevé qu'il pouvait atteindre et ce prix est limité par deux choses : d'abord par le prix auquel quelqu'un d'autre vendra à meilleur marché que lui, et ensuite par le prix auquel la consommation du produit diminuera ; une réduction du coût de production permet au manufacturier de vendre à meilleur marché, mais une augmentation ne lui permet pas toujours d'obtenir un prix plus élevé. Mais il faut bien avouer que le « coût d'application » de l'Act a été très peu de chose, comparé avec les variations qui surviennent dans le taux des salaires et dans le prix des matières premières. En ce qui concerne le danger de la concurrence de l'étranger, il ne faut pas oublier que dans tous les grands pays industriels de l'Europe, la même obligation est imposée au patron de réparer les conséquences

des accidents du travail et dans des conditions souvent beaucoup plus onéreuses que celles de la loi anglaise.

« Si le fardeau était excessif, ne serait l'ouvrier qui en supporterait les conséquences en dernier ressort, soit par la diminution de ses salaires, soit par la perte de son travail, soit par l'insolvabilité de son patron. » Il ne semble pas l'avoir été.

L'un des éléments qui rendent difficile toute appréciation exacte, c'est l'accumulation des dettes de pensions viagères ; cette charge ira en augmentant d'année en année jusqu'à ce que l'on en arrive à un point où le nombre des nouveaux pensionnés sera contrebalancé par la disparition des plus anciens (1).

Prenons-en pour exemple le rapport fourni à la Commission d'enquête par M. Gidlow Jackson — administrateur gérant de la « Northern Employer's Mutual Indemnity Co » (mutualité patronale) et Président du Conseil d'administration de la « Lancashire and Cheshire Miners' permanent relief Society » (association ouvrière) — sur le coût de l'application de l'Act, depuis son entrée en vigueur jusqu'à l'année 1904, dans chacune des Compagnies associées.

Les mines faisant partie de l'Association représentent une extraction moyenne de 8.500.000 tonnes de charbon par an. Les salaires payés en 1903 se sont élevés à 2.420.613 livres sterling (60.515.25 francs) pour un total de 34.994 ouvriers employés.

Les comptes établissant le coût des accidents par tonne de charbon extraite pendant la période 1898 à 1903 donnent les résultats suivants :

(1) On trouvera dans la publication de M. Auguste Monnier « Cinq années de risque professionnel en Angleterre » page 35 et suivantes) des détails beaucoup plus complets que nous n'en pouvons donner ici sur les évaluations fournies par les mutualités et les compagnies d'assurances sur cette question du fardeau imposé au patron.

1 ^{er} juillet	1898	au	30 juin	1899	0 Penny 360	(0 fr. 037)
—	1899	—	—	1900	0 d. 435	(0 fr. 0452)
—	1900	—	—	1901	0 d. 505	(0 fr. 0525)
—	1901	—	—	1902	0 d. 574	(0 fr. 0596)
—	1902	—	—	1903	0 d. 640	(0 fr. 0665)

Les salaires payés par tonne ont été en moyenne de 5 sh. 9 d. (7 francs 186), de sorte que si l'on veut rapporter ces calculs à une base de comparaison fixe de 100 livres st. de salaires, on obtient comme chiffres correspondants :

				Par 2500 francs de salaires (100 t.)	
1898-1899	10 s. 5 d.	217	(13 francs 04)		
1899-1900	12 s. 7 d.	304	(15 — 75)		
1900-1901	14 s. 7 d.	652	(18 — 29)		
1901-1902	16 s. 7 d.	652	(20 — 79)		
1902-1903	18 s. 6 d.	608	(23 — 184) (1)		

Les cotisations des différents charbonnages qui font partie de l'association s'échelonnaient, en 1904 entre 14 sh. 2 1/2 d. et 26 sh. 2 d. par 100 livres de salaires, soit une moyenne de 1 %.

Cette moyenne nous paraît peu élevée, mais d'après M. Jackson, les propriétaires de mines s'inquiètent du peu de fixité des charges et de l'augmentation des dépenses qui n'ont pas cessé de s'accroître depuis 1898.

On constate aussi en général une augmentation considérable du nombre des accidents déclarés : « Mettre un prix à un accident, c'est inviter à le déclarer. » Les associations ouvrières elles-mêmes s'en plaignent : ainsi le rapport de la Société de secours mutuels « Les Foresters », pour 1908, indiquait que le nombre moyen des jours de maladie constaté par membre était passé de 12,31 en 1897 à 15,69 en 1907, soit un accroissement de 25 % en 10 ans.

(1) Monnier op. cit. page 47.

Il est clair que ces chiffres indiquent un degré vraiment sérieux d'exagération ou de simulation provoqué, ou du moins considérablement accru par la loi sur les accidents de travail (1). Cet accroissement n'indique pas qu'il y ait eu un plus grand nombre d'accidents réels, mais seulement qu'on a demandé beaucoup plus d'indemnités.

Le taux des cotisations demandées par les sociétés mutuelles représente, aussi exactement que possible, le fardeau imposé par la loi au patron. Il est, en effet, réduit au minimum et il faudrait sans aucun doute le majorer pour savoir ce que payaient aux Compagnies d'Assurances les patrons qui n'avaient pas voulu ou pas pu se réunir en mutualités : les Compagnies, en effet, n'envisagent que le point de vue des bénéfices à gagner et des dividendes à distribuer aux actionnaires, tandis que les Mutualités n'ont à prévoir qu'une indemnisation suffisante des patrons et la constitution d'un fonds de réserve suffisant pour parer à l'accumulation des responsabilités et à l'éventualité des catastrophes soudaines.

Dès le vote de l'Act de 1897 et avant même son entrée en vigueur, les Compagnies d'assurance contre les accidents avaient formé une sorte de syndicat sous le nom d'Accident Offices Association et établi du mieux qu'elles avaient pu un tarif commun de primes. L'expérience de la première année montra que ces tarifs étaient trop élevés et l'Association les réduisit d'un tiers. Mais, peu après, quelques-uns des membres de l'Association se retirèrent et le tarif commun fut supprimé le 15 novembre 1899 ; dès lors, ce fut une formidable concurrence au rabais, chaque Compagnie cherchant à « couper la

(1) Rapport Gladwell congrès ass. soc. octobre 1908.

gorge de ses rivales ». Puis nous assistons à un relèvement considérable du taux des primes

Il est à craindre que les mêmes hésitations, suivies des mêmes soubresauts dans les tarifs, ne se représentent pendant plusieurs années pour l'application du nouvel act. Cependant, les Compagnies d'Assurances ont formé entre elles sous le nom d'Accident Offices Association (1) une vaste entente, pour l'établissement de tarifs communs qui ne sont pas au nombre de moins de 2.500 ; la charge imposée au patron varie de 0.15 à 5 % des salaires payés, mais dans certaines industries telles que la démolition des bâtiments, la construction des cheminées, la charge finit par atteindre jusqu'à 10 %.

Voici ce que disait du fardeau imposé au patron par l'act, M. R. S. Paull (2) directeur général de la Compagnie « l'Ocean Accident and Guarantee Corporation » : « Nous avons l'expérience de l'Assurance accidents dans d'autres pays et nous n'hésitons pas à dire que, sous beaucoup de rapports, la loi anglaise est moins onéreuse pour le patron que beaucoup des lois du continent. Par exemple, nous estimons que, en France, dans n'importe quelle profession, la responsabilité du patron est environ cinq fois plus forte qu'en Angleterre. C'est-à-dire qu'un patron qui, en Angleterre aurait à payer 10 shillings (12 fr. 50), par 100 livres sterling (2.500 frs.) de salaires, en aurait 50 (62 fr. 50) à payer en France dans la même profession. »

(1) Dont le siège est à Londres, 54, New Broad Street.

(2) Nous avons demandé à M. Paull, dont la Compagnie a une succursale en France de vouloir bien nous communiquer quelques uns des tarifs les plus usuels en Angleterre à l'heure actuelle. M. Paull s'y est poliment refusé : nous le regrettons, mais nous nous en étonnons d'autant moins que la Commission Ministérielle de 1907 avait éprouvé le même refus (voir son rapport page 6) d'ailleurs bien compréhensible.

Cette proportion ne doit plus être absolument exacte à l'heure actuelle à cause de la réduction du délai d'épreuve anglais de 15 jours à une semaine avec indemnité rétroactive si l'incapacité dure plus de deux semaines et à cause aussi de la fixation d'un taux invariable pour le rachat des rentes hebdomadaires.

Mais quoiqu'il en soit, elle nous montre que le patron anglais peut encore s'estimer heureux de s'en tirer à si bon compte.

Il n'est pas inutile, croyons-nous, d'insister en terminant sur le rôle qu'ont eu et que peuvent avoir les syndicats ouvriers anglais en face des mutualités patronales, en ce qui concerne l'application pratique de la législation sur les accidents du travail. Nous avons signalé à différentes reprises la grande liberté que la loi anglaise laisse aux deux parties et les différents moyens pour lesquels elle cherche à favoriser les arrangements amiables.

La conséquence de ce système a été celle-ci : il est devenu d'une pratique courante de voir toutes les demandes d'indemnité, pour le compte des membres d'un syndicat, traitées par le Secrétaire de ce Syndicat ; celui-ci entre en rapport avec le secrétaire de la Mutualité patronale ; tous deux sont également au courant de la loi ; n'étant pas directement intéressés dans l'affaire, ils ont plus de liberté d'esprit pour la solutionner et se mettront plus facilement d'accord. Dans les cas même où il y a, au premier abord, quelque contestation, il y a de grandes chances pour qu'elle disparaisse après discussion et échange de correspondance.

« Les dépositions faites devant nous, déclare la Commission d'enquête (1), nous laissent dans l'esprit cette conviction que c'est là où l'organisation des associations

(1) Report p. 43.

patronales aussi bien qu'ouvrières est la plus parfaite, que s'élèvent le plus petit nombre de procès et la plus grande satisfaction pour les arrangements obtenus. C'est là que l'application pratique de l'Act est la plus efficace et la plus harmonieuse.

De bien plus grandes difficultés nous paraissent surgir là où la profession n'est pas « organisée ». Là, l'ouvrier n'ayant personne à qui demander conseil et assistance se trouve désemparé et se voit contraint d'avoir recours aux hommes de loi, ce qui signifie pour lui des dépenses et les dangers d'un procès.

Nous ne doutons pas que, dans toutes les professions où des organisations vigoureuses existent entre les patrons et les ouvriers, le présent système de réparation des accidents puisse être appliqué loyalement, avec aussi peu de froissements (frictions) et de litiges que possible ».

Cette constatation est toute à l'honneur des associations ouvrières anglaises qui savent employer leur influence pour la défense de leurs vrais intérêts professionnels au lieu de gaspiller leurs forces dans une lutte de classes systématique et stérile !

Vu :
Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu :
Le Président,
M. PLANIOL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de législation étrangère.
Bellom. Les lois d'Assurances sociales à l'étranger.
Beven. Workmen's Compensation Acts.
Board of Trade. Labour Gazette.
Bowslead. Workmens' Compensation Acts 1897 and 1900.
Bry. Cours élémentaire de législation industrielle.
Butterworth. Workmen's compensation cases.
Congrès des Accidents et Assurances sociales : Bulletins et rapports officiels.
Elliot. Workmen's Compensation 1906.
G. F. Emery : a Handbook to the W. C. act 1906.
Economic Review.
F. L. Firminger : The W. C. Act 1906.
Glegg : The W. C. act 1897.
Hanna : Workmen's Compensation.
W. E. Hill : W. C. act 1906.
C. M. Knowles : The Law relatuiq to workmen's compensation
Law-Times reports.
Luson and Hyde : The diseases of woorkmen.
Minton-Senhouse : W. C. cases et Digest of W. C. cases.
Monnier : La Législation Anglaise sur la réparation des accidents du travail. Thèse Paris 1899.
Les accidents du travail dans l'agriculture et la législation anglaise 1905.
5 années de risque professionnel en Angleterre - 1906
Office du travail (Bulletin de l').
Parsons and Bertram : W. C. act 1897.
Parsons and Allen : W. C. act 1906.
Report of the Departmental committee on compensation for injuries to workmen (1904).

Reverts of the Departmental Committee on industrial diseases
1907.

Report on post-office insurance under W. C. act.

Revue de droit international privé.

Revue d'Economie pratique.

Revue politique et parlementaire.

Rist : Législation anglaise sur la responsabilité en matière
d'accidents, thèse Paris 1899.

A. H. Ruegg : Employer's liability Act.

Employer's liability and Workmen's Compensation.

Statistics of proceedings under the W. C. acts and the E. L. A.
Times law reports.

Trade-Unions Congress Annual report.

Umpherston F. A. : Workmen's Compensation act 1906.

W. A. Willis : Workmen's Compensation act.

Wolff : The employer's liability : what ought et to be ?

TABLE DES MATIERES

	Pages.
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er} . — De la question des accidents du travail sous l'empire de la Common Law ..	15
Exception de Common Employment	19
» » Volenti non fit injuria	24
» » Contributory Negligence	26
Lord Campbell's Act	28
CHAPITRE II. — L'E. I. A. 1880	32
Etendue d'application	40
Déclaration de l'accident	44
Dans quels cas l'ouvrier a-t-il droit à une in- demnité	45
Appréciation critique	58
CHAPITRE III. — Le W. C. A. 1906	65
Patron et Salarié	65
Accidents proprement dits	102
Maladies professionnelles	113
Quelles personnes ont droit à une indemnité ..	144
Personnes débitrices de l'indemnité	153
CHAPITRE IV. — De l'Indemnité	168
Faute lourde de l'ouvrier	168

Faute ou négligence du patron	182
Conditions nécessaires pour obtenir l'indemnité	194
Montant de l'indemnité	212
Rachat de la pension	236
Révision de la pension	241
CHAPITRE V. — Garanties de l'indemnité	248
Action contre l'Assureur	250
Privilège dans la faillite	266
CHAPITRE VI. — Contracting out	269
CHAPITRE VII. — La Procédure	284
CONCLUSION.	295

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de législation étrangère.
Bellom. Les lois d'Assurances sociales à l'étranger.
Beven. Workmen's Compensation Acts.
Board of Trade. Labour Gazette.
Bowstead. Workmens' Compensation Acts 1897 and 1900.
Bry. Cours élémentaire de législation industrielle.
Butterworth. Workmen's compensation cases.
Congrès des Accidents et Assurances sociales : Bulletins et rapports officiels.
Elliot. Workmen's Compensation 1906.
G. F. Emery : a Handbook to the W. C. act 1906.
Economic Review.
F. L. Firminger : The W. C. Act 1906.
Glegg : The W. C. act 1897.
Hanna : Workmen's Compensation.
W. E. Hill : W. C. act 1906.
C. M. Knowles : The Law relatvig to workmen's compensation, Law-Times reports.
Luson and Hyde : The diseases of woorkmen.
Minton-Senhouse : W. C. cases et Digest of W. C. cases.
Monnier : La Législation Anglaise sur la réparation des accidents du travail. Thèse Paris 1899.
Les accidents du travail dans l'agriculture et la législation anglaise 1905.
5 années de risque professionnel en Angleterre - 1906
Office du travail (Bulletin de l').
Parsons and Bertram : W. C. act 1897.
Parsons and Allen : W. C. act 1906.
Report of the Departmental committee on compensation for injuries to workmen (1904).

Revorts of the Departmental Committee on industrial diseases
1907.

Report on post-office insurance under W. C. act.

Revue de droit international privé.

Revue d'Economie pratique.

Revue politique et parlementaire.

Rist : Législation anglaise sur la responsabilité en matière
d'accidents, thèse Paris 1899.

A. H. Ruegg : Employer's liability Act.

Employer's liability and Workmen's Compensation.

Statistics of proceedings under the W. C. acts and the E. L. A.
Times law reports.

Trade Unions Congress Annual report.

Umpherston F. A. : Workmen's Compensation act 1906.

W. A. Willis : Workmen's Compensation act.

Wolff : The employer's liability : what ought et to be ?

TABLE DES MATIERES

	Pages.
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er} . — De la question des accidents du travail sous l'empire de la Common Law ..	15
Exception de Common Employment	19
» » Volenti non fit injuria	24
» » Contributory Negligence	26
Lord Campbell's Act	28
CHAPITRE II. — L'E. L. A. 1880	32
Etendue d'application	40
Déclaration de l'accident	44
Dans quels cas l'ouvrier a-t-il droit à une in- demnité	45
Appréciation critique	58
CHAPITRE III. — Le W. C. A. 1906	65
Patron et Salarie	65
Accidents proprement dits	102
Maladies professionnelles	113
Quelles personnes ont droit à une indemnité ..	144
Personnes débitrices de l'indemnité	153
CHAPITRE IV. — De l'Indemnité	168
Faute lourde de l'ouvrier	168

Faute ou négligence du patron	182
Conditions nécessaires pour obtenir l'indemnité	194
Montant de l'indemnité	212
Rachat de la pension	236
Révision de la pension	241
CHAPITRE V. — Garanties de l'indemnité	248
Action contre l'Assureur	250
Privilège dans la faillite	266
CHAPITRE VI. — Contracting out	269
CHAPITRE VII. — La Procédure	284
CONCLUSION.	295

